

La faim notre honte

Il faut des dates, comme des coups de gong, pour réveiller l'attention d'une opinion bercée par le ronron de l'information qui coule de tous les médias. 16 octobre : Journée mondiale de l'alimentation. Depuis des années, la feuille du calendrier tombe, comme une feuille morte.

Cette fois, plus de gens sont ébranlés par l'holocauste de la faim, notre honte. Les images du Nordeste brésilien ou d'Afrique noire ont défilé sur les écrans de télévision. Mercredi à Saint-Malo sont chargés des « canons de l'espoir » qui partent une dizaine de jours après pour le Sahel. Qu'importe si l'entreprise n'est pas à la mesure de l'enjeu, si elle ne s'inscrit pas dans des réseaux traditionnels. L'urgence est là, l'élan du cœur aussi.

Cela dit, ce sont les lendemains qui comptent le plus, lorsque le feu de la solidarité se sera éteint, avant de reprendre à une autre occasion. Comment assurer un relais, avoir raison des tensions qui pervertissent le soutien alimentaire au tiers-monde ? Les besoins des populations agricoles des régions sinistrées par la sécheresse sont connus. Il y a un degré où la misère ne peut plus rester cachée.

Face à ces besoins, que constatons-nous ? L'explosion d'autres besoins : ceux des agriculteurs des pays riches d'écouter leurs excédents. Certaines organisations représentatives (pas toutes) poussent à l'exportation à tout va vers les pays du Sud. La FNSEA est de celles-là. Michel Debattiste, son ancien président, avait écrit dans son livre « Le Projet paysan » : « De quoi s'agit-il ? Tout simplement d'habituer la population d'une région ou d'un pays à consommer tel produit... Progressivement, l'assiette devient un nouvel acheteur... inutile d'insister sur le danger de cette démarche intéressée. Pour faire un peu mieux vivre les paysans de l'Occident, on méprise des habitants du tiers-monde, on pousse sur les prix des cultures vivrières, on détruit des réseaux ancestraux et on rend la population dépendante du Nord... »

Une troisième catégorie de besoins interfèrent : ceux des États récepteurs. Ils pensent bien plus aux fonctionnaires, aux militaires, voire à la misère qui ceinture les villes, qu'à celle, plus lointaine, des campagnes. Qu'il s'agisse d'aide ou de vente (sauf cas exceptionnels d'opérations ponctuelles et très surveillées), les gouvernements locaux font écran entre les donateurs (ou les vendeurs) et ceux qui doivent recevoir : leur souci est de replacer à bon prix les vivres reçus pour lutter contre l'inflation et réduire le déficit de leur balance des paiements.

Il est difficile que ces besoins s'harmonisent un jour, ceux des pauvres dispersés ne pouvant s'imposer aux autres. Seules les organisations non gouvernementales — qui sont sur le terrain — peuvent le plus efficacement aider les paysans des tiers-mondes à s'en sortir. A condition qu'elles ne se gênent pas, comme il arrive trop souvent, parce qu'elles veulent voir flotter leur drapeau plus haut que celui du voisin. Hors des secours d'urgence, il n'y a pas d'autre voie que celle de compter d'abord sur les forces du pays concerné pour endiguer le fléau de la malnutrition. Pour lutter contre la faim, tous les moyens ne sont pas équivalents.

(Lire nos articles page 2.)

Inflation record en Israël

Une priorité pour M. Pérès :
enrayer une hausse des prix de 630 %
en rythme annuel

De notre correspondant

Jérusalem. — Où et quand s'arrêtera la spirale de l'hyperinflation en Israël ? Bien malin qui pourrait le prédire. Les dernières statistiques publiées le lundi 15 octobre incitent en tout cas aux pires pronostics. Les prix ont augmenté en septembre de 21,4 %, chiffre qui constitue un nouveau record historique (12,5 % en juillet et 16,5 % en août).

Si l'on prend pour base de calcul le taux moyen du dernier trimestre, l'inflation « progresse » maintenant au rythme annuel de 630 %. La réalité devrait être encore plus sombre puisque au cours de la première quinzaine d'octobre la hausse a déjà atteint 11 %.

Comme à l'ordinaire, l'annonce du fameux indice a déclenché un cortège de réactions rageuses ou éplorées. Le Trésor y voit une nouvelle preuve de l'urgence d'un « contrat social » entre l'État, le patronat et la centrale syndicale Histadrout. Les milieux d'affaires rejettent sur le pouvoir la responsabilité de cette nouvelle flambée des

prix et les syndicalistes ressortent une revendication qui leur est chère : le versement des salaires chaque quinzaine, voire chaque semaine, afin de limiter les dégâts provoqués par l'érosion monétaire.

En fait, si tout le monde s'efforce, nul n'est surpris, car le score de septembre était hautement prévisible. Toutes les mesures d'austérité ou presque prises par le nouveau ministre des finances, M. Modai, étaient « portées d'inflation », de l'aveu même du grand argentier, qui s'est résigné à ce nouvel emballement des prix, le dernier sursaut selon lui avant un retournement de tendance. Il y eut la dévaluation de 9 % du shekel, la monnaie nationale, la réduction des subventions aux produits de base, l'alourdissement de l'impôt sur le revenu, l'instauration de diverses taxes dont une sur l'éducation. Autant de facteurs d'inflation.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.
(Lire la suite page 6.)

Coup d'arrêt pour IBM

Londres refuse la constitution
d'une filiale commune entre
British Telecom et le groupe américain

Le jour même où les ministres européens de l'industrie ont franchi une étape supplémentaire dans la voie devant mener à une politique commune des télécommunications, (lire page 31), le gouvernement britannique a refusé, le 15 octobre, que British Telecom, la compagnie nationale gestionnaire des télécommunications, et IBM créent une filiale commune afin de bâtir un réseau télématique couvrant la Grande-Bretagne (le Monde du 1^{er} août).

Cette décision de M^{rs} Thatcher a été prise au nom du libéralisme et de la libre concurrence : « Une filiale commune, indique un communiqué officiel, dans l'état actuel de développement de ce marché par deux sociétés aussi puissantes serait particulièrement disruptive pour les autres sociétés désireuses d'entrer sur ce marché ». Cette prise de position sera bien accueillie par les constructeurs informatiques européens et les PTT des Dix.

Le projet d'IBM et de British Telecom, qui avaient déjà signé au début de l'année un premier accord

pour construire un réseau bancaire de transfert électronique, était très ambitieux, puisque le réseau télématique devait offrir un ensemble de services dits « à valeur ajoutée » comme le courrier électronique, l'accès à des banques de données et le transfert de données informatiques.

Surtout, la filiale commune — indépendante des deux maisons mères comme le permet le droit anglo-saxon — devait adopter la norme technique de réseau d'IBM, dite SNA (System Network Architecture).

Or les Européens, constructeurs marginaux à l'échelle mondiale (9 % du marché), cherchent à promouvoir un système ouvert (Open System Interconnection ou OSI) pour éviter un gel des parts de marché (le standard IBM fonctionne avec du matériel IBM, ce qui fige la situation respective des constructeurs, qui se constituent ainsi des clientèles captives).

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 31.)

Pétrole : la Norvège baisse ses tarifs

Les pressions à la baisse des prix du pétrole, qui semblaient s'être atténuées depuis la crise intervenue à la fin du mois de juillet, devraient de nouveau se manifester avec l'annonce concomitante d'une baisse prochaine des prix norvégiens et d'une éventuelle diminution des tarifs d'Abu-Dhabi.

Le gouvernement d'Oslo, rompant avec sa politique passée, a en effet averti le vendredi 12 octobre les compagnies opérant en mer du Nord qu'il modifierait, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre, les conditions de vente de son brut, ce qui devrait se traduire par une baisse effective des prix de vente du pétrole norvégien de 1 à 1,25 dollar par baril (soit 3 à 4 %).

La compagnie nationale Statoil, chargée d'écouler environ 25 % de la production norvégienne (700 000 barils par jour, soit 35 millions de tonnes/an environ), a offert aux compagnies — à condition que celles-ci s'engagent à enlever toute la production — de réviser ses prix de vente, désormais fixés sur la base des cours du marché au jour le jour, lesquels fluctuent actuellement autour de 28,30-28,50 dollars par baril (contre un prix officiel de 30 dollars), et non plus sur la base des prix officiels (30 dollars par baril).

De son côté, le ministre des Emirats arabes unis, pays membre de l'OPEP, M. Mansour bin Zayed Al Nahyan, a proposé à la compagnie nationale d'Abu-Dhabi ABNOC de réduire les prix officiels des bruts produits dans l'Emirat d'Abu-Dhabi de 0,40 dollar par baril, et d'accroître la marge offerte aux compagnies étrangères participant à l'exploitation des champs, afin de permettre à celles-ci de consentir des rabais plus importants à leurs clients.

Les compagnies opérant à Abu-Dhabi ont demandé que la marge qui leur revient, actuellement fixée à 0,40 dollar par baril, soit portée à 0,75 voire à 0,80 dollar. La revalorisation envisagée par l'Emirat n'attendrait toutefois, selon la revue spécialisée *Middle East Economic Survey*, qui a révélé ces informations, que 0,15 dollar, portant la marge totale à 0,55 dollar par baril.

Ces initiatives traduisent les difficultés rencontrées par tous les pays producteurs de pétrole de très bonne qualité, qu'ils soient membres ou non de l'OPEP, pour écouler leurs bruts, généralement surcotés par rapport aux qualités plus lourdes compte tenu des conditions prévalant sur le marché.

VÉRONIQUE MAURIS.
(Lire la suite page 32.)

L'évêque
anglican
**Desmond
Tutu**
prix Nobel
de la paix

(LIRE PAGE 36.)

Les dossiers du Monde
Le point sur...
Le mode de scrutin

(Lire page 10)

A quoi sert l'école ?

L'école doit-elle servir d'abord à transmettre un savoir ou à former la personnalité des élèves ? La question se pose à nouveau, réveillée peut-être par la querelle scolaire, réouverte récemment par la parution de plusieurs ouvrages, et portée au grand jour par le ministre de l'Éducation nationale lui-même, au moment de la rentrée scolaire. « La première tâche de l'école est d'enseigner », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, avant de rappeler que, « dans la classe,

il y a celui qui sait et ceux qui sont là pour apprendre ».

Apprendre pour savoir ? Ou apprendre à apprendre ? Faux débat, disent certains, en soulignant qu'il ne s'agit pas de question d'éliminer l'un des deux termes. Cependant, l'insistance mise sur l'une ou l'autre des priorités n'est pas innocente. Rouverte, le débat mérite d'être éclairé. Nous nous efforçons d'y contribuer dans une série d'articles, prises de position et interviews.

L'automne des pédagogues

par CHARLES VIAL

Curieux paradoxe. Le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale ont entonné le chœur du nouveau catéchisme : modernisation, modernisation. Et, dans le même mouvement, M. Jean-Pierre Chevènement explicite sa pensée, qui, en l'occurrence, ne déplaît pas au chef de l'État : l'école a pour mission de transmettre des connaissances, et « rien ne vaut d'abord une bonne instruction ». Paradoxe en effet : ainsi, moderniser le système scolaire aurait tout l'air d'un retour aux sources de l'école républicaine, quand l'éducation nationale s'appellait l'instruction publique.

Instruction, éducation. Le débat paraissait clos depuis un demi-siècle. Depuis, précisément, que Jean Zay, au temps du Front populaire, avait changé l'appellation du ministère. Derrière les mots, c'est la finalité même de l'institution scolaire qui se cache : à quoi sert cette machine qui occupe treize millions de jeunes et d'enfants, un million de fonctionnaires, et qui préoccupe au moins vingt millions de parents ? A quoi sert le plus gros budget civil de l'État ? A former des ouvriers et des techniciens pour des emplois dont certains n'existent déjà plus et dont beaucoup n'existeront plus demain ? Ou à renforcer la cohésion de la nation, en formant tous les petits Français dans la communion aux mêmes valeurs ? A

dégager les élites intellectuelles indispensables au progrès de la société ou à former la personnalité des élèves ? A leur apprendre à savoir, ou à leur donner le goût, l'envie et les moyens d'apprendre plus tard ?

Il est facile de répondre : à tout cela à la fois. L'insistance du ministre de l'Éducation nationale sur l'acquisition des connaissances n'est cependant pas fortuite. La « querelle scolaire » — encore elle — a rouvert indirectement le débat.

(Lire la suite page 12.)

LA PEINTURE ALLEMANDE AU PETIT PALAIS

Un demi-siècle sentimental

« Les caractères de l'art allemand peuvent se ramener à celui-ci : l'opposition de l'idéalisme et du réalisme », écrit, en 1900, le marquis de la Mazellière, historien attentif de la création germanique, que convoquent de façon liminaire les responsables de l'exposition.

Friedrich Nietzsche, mort l'année même de cette rapide sentence, avait heureusement devancé pareille trahison du jugement en écrivant quinze ans plus tôt : « Un Allemand qui aurait le front de dire : « Je porte, » hélas ! deux âmes en moi », serait un menteur, ou plutôt il s'en faudrait de plusieurs âmes qu'il dise la vérité... »

Qui croire ? Il était en tout cas imprudent de s'en tenir à la vieille histoire de la dualité et d'appeler « Symboles et réalités » cette présentation de la peinture allemande de 1848 à 1905, deux dates à caractère révolutionnaire un peu trop symbolique. Curieusement, elles correspondent presque à la vie de l'auteur de *Par-delà le bien et le mal*, Nietzsche.

cha étant né en 1844. Il savait donc de quoi il parlait.

Imprudent, ou à tout le moins risqué. Les tableaux réunis au Petit Palais — est-ce hésitation des Allemands à prêter leurs meilleures pièces ou reculade des Français devant les coûts d'assurance, de transport ? — ne sont en général pas les chefs-d'œuvre des peintres allemands, quelques-uns frôlant même de près la médiocrité.

Or peut-on rendre compte d'une dualité aussi essentielle avec une peinture si volontiers moyenne, si souvent insipide ? L'anecdote y fait, à dire vrai, office de réalité dans bien des cas, et les sentiments, le sentimentalisme y tiennent lieu de symboles. Inutile de dire que les commissaires de l'exposition sont les premiers à tirer parti de cette notion de dualité pour en remodeler à l'envi et corriger la teneur.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 16.)

Alain
FINKIELKRAUT
La sagesse
de l'amour
essai

Les grandes expériences collectives de notre modernité et le rapport à l'Autre dans la vie individuelle.

GALLIMARD nrf

AU JOUR LE JOUR
Cuisine

In illo tempore, Mitterrand regnante, Raimondus Barrus impetrator declarabat budgetum Francie inacceptabile esse. Lionellus Jospinus silentium reclamabat.

Simul vociferator simplex Joannes Maria Peneus, manifestans pro defuncto gladiatore apud Nanterrae praefecturam, dicebat populum furor non brevem fore.

Atque, Laurentius Fabius praeparabat in petto proximum declarationem suam per televisionem, urbi et orbi (sic).

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

Manger

Chaque année, au jour anniversaire de la fondation, le 16 octobre 1945, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) patronne une Journée mondiale de l'alimentation. Elle est placée cette fois sous le signe du « partenariat ». Pour Menotti Bottazzi, c'est la France entière qui doit se mettre « en état de coopération ». Gérard Viratelle insiste, de son côté, sur la nécessité d'aider les peuples à se nourrir eux-mêmes, plutôt que de leur fournir des denrées qui modifient leurs habitudes alimentaires et portent préjudice aux productions locales.

Avec le tiers-monde, et non plus pour lui

par MENOTTI BOTTAZZI (*)

Il est des chiffres que l'on préférerait écrire en lettres : « six cents millions » dérange moins que « 600 000 000 ». Il est des mots que l'on voudrait ne jamais assembler : « mal nourris », « pas nourris ». Mais la réalité est là, et l'on est obligé de compter et de conjuguer avec elle : 600 000 000 d'hommes souffrent de faim, 200 000 000 sont mal nourris, 800 000 000 d'entre eux ne peuvent pas même satisfaire leurs besoins minimums.

A grands nombres, grandes lois, grands projets. Depuis vingt ans, les organisations internationales, les pouvoirs publics des pays développés et du tiers-monde, ont mené des politiques de développement souvent inadéquates. Grands projets, petits résultats. Y a-t-il erreur de calcul ? Oui, en quelque sorte, mais ce sont surtout les hypothèses de départ qui n'ont pas été bien posées.

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont compris sans doute que le développement ne se décrète pas. Il doit être promu de l'intérieur même des pays intéressés, dans le respect des populations, de leur culture et de leur propre approche des problèmes. L'information, la formation et le regroupement des hommes sont autant d'actions que les ONG soutiennent pour que se renforce la vie sociale, élément nécessaire du développement. Les ONG ont donc des projets, des programmes, des budgets importants (3,5 milliards de dollars en 1980 pour les pays de l'OCDE, en nette progression par rapport aux années précédentes), mais elles ne sont rien comparées aux budgets des grands projets. Pourtant, elles ont souvent suffi à permettre d'importants progrès, réalisés grâce à la participation active de la population locale.

Participation. Partenaires. Partenariat. Trois mots qui sont la clé du développement. Trois mots qui se retrouvent à maintes reprises prononcés en cette Journée mondiale de l'alimentation (JMA). Nous avons choisi de les prendre pour thème, et surtout de les illustrer par des expériences vécues, par des témoignages plus forts que les simples mots.

Ainsi nous irons en Mauritanie, où l'apprentissage des techniques de

Travailler unis et organisés

Que faire avec le tiers-monde et non plus pour le tiers-monde ? C'est une question qui doit rester à l'esprit de tous les partenaires.

C'est ainsi qu'ils pourront poser les vrais problèmes et y apporter des réponses adaptées : vaincre la faim, oui, mais en visant le développement de la production agricole des pays pauvres, par la recherche de techniques adaptées, par l'organisation des marchés agricoles et des échanges entre paysans, par la mise en place de politiques démocratiques.

C'est ainsi qu'ils pourront convaincre les autres de se joindre à eux. C'est ainsi qu'ils pourront travailler unis et organisés, là où c'est

(*) Secrétaire général du CFCF. Comité français contre la faim, organisation chargée de coordonner la JMA en France.

possible, dans une stratégie d'ensemble. Les actions sur le terrain menées par les Organisations non gouvernementales et les actions lourdes menées par les organismes internationaux apparaissent alors comme deux aspects complémentaires du développement. Ainsi, si la Communauté économique européenne, de son côté, aide de nombreux pays du tiers-monde à réaliser les nécessaires travaux d'équipement ou à décider d'une véritable stratégie alimentaire, des mesures telles que la mise en place de moyens de stockage et de commercialisation, l'accès au crédit, peuvent être prises à moindre échelle.

Devant l'ampleur, la complexité et la gravité du problème, une journée d'information paraît bien insuffisante, les mots semblent bien impuissants, voire impudiques. Pourtant, nous voudrions que cette journée soit l'occasion pour tous de porter un regard nouveau sur le monde des déshérités, un regard semblable à celui que l'on porte sur toutes les réalités professionnelles, économiques et politiques.

Les problèmes du tiers-monde ne doivent plus être en marge de nos propres problèmes, car ils leur sont inextricablement liés. L'avenir sera moins sombre à cette condition. Si nous savons que les solutions techniques au problème de la faim existent, nous savons aussi que ce qui manque le plus c'est la volonté politique pour les mettre en œuvre.

Les ONG, associations de coopération populaire directe entre les peuples, n'imposent pas, seules, une organisation plus juste des marchés internationaux, le ralentissement de la hausse du dollar, elles ne montrent pas fin seule à la ruineuse course aux armements.

Cette journée est certes insuffisante face à de tels défis, mais elle sera suivie de la Journée tiers-monde à l'école, le 23 octobre, et d'autres rendez-vous encore ; car nous savons qu'une opinion éclairée peut peser dans le sens de la solidarité et de son intérêt bien compris.

C'est la France entière, avec sa jeunesse, ses producteurs, ses consommateurs, ses penseurs, ses formateurs et ses élus, qui doit se mettre en état de coopération.

Favoriser l'autonomie alimentaire

par GÉRARD VIRATELLE

Le gouvernement a pris récemment plusieurs dispositions visant à intégrer l'aide alimentaire dans la politique d'assistance au développement. Ces dispositions s'inscrivent en application des engagements pris lors de la conférence de Paris sur l'alimentation en 1979. Elles visent à promouvoir l'autonomie alimentaire des pays en développement, à améliorer les conditions de production, à développer les échanges commerciaux, à renforcer les capacités techniques et humaines.

Ce faisant, le gouvernement a répondu, dans une certaine mesure, aux critiques portées à l'aide alimentaire illustrées par la campagne « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », lancée par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) (1). L'une de ces critiques est que les denrées livrées au titre de l'aide alimentaire peuvent modifier insidieusement les habitudes de consommation des populations bénéficiaires, avoir un effet dépressif sur les prix de productions locales et leur porter préjudice. Il est en outre fait remarquer que la contrepartie de la vente de ces denrées importées vient parfois plutôt atténuer les déficits budgétaires des pays en difficulté que financer des programmes de redressement agricole (2).

A l'avenir, les orientations de la politique française en ce domaine feront l'objet de réexamens périodiques. Un comité interministériel chargé des nécessaires arbitrages sur ces questions entre les divers ministères intéressés.

Au terme de la convention sur l'aide alimentaire de la CEE, l'aide alimentaire française bilatérale, c'est-à-dire non comprise les versements à quelques organisations comme le programme alimentaire mondial (PAM), est de 200 000 tonnes (réparties pour moitié entre blé et farine, et comprenant un peu de maïs).

Paris s'engage à ce que désormais son aide alimentaire bilatérale soit adaptée aux politiques agricoles de chaque pays bénéficiaire, à la consommation ou aux besoins locaux (des denrées qui ne s'étaient pas ou n'étaient pas livrées par le pays) et que cette aide ait pour principal

objectif de contribuer à l'autonomie alimentaire en développant les cultures vivrières. A l'avenir, l'aide alimentaire bilatérale (jusqu'à maintenant quasi exclusivement composée de céréales) devra être diversifiée et comprendre notamment des produits laitiers et du sucre. Elle devra également être utilisée pour valoriser au maximum des opérations triangulaires (achat de produits locaux dans une région excédentaire lorsque cette possibilité existe - ce qui n'est guère le cas en Afrique - pour approvisionner un pays souffrant de pénurie). Pour ces deux dernières orientations, des financements nouveaux (15 millions de francs en 1984) devraient être dégagés. Une partie de cette somme ne servira-t-elle pas cependant à financer l'exportation d'excédents initiaux et successifs ?

Une « cellule d'urgence »

Le gouvernement souhaite également accélérer les procédures d'octroi de l'aide d'urgence et mobiliser à cet effet les administrations impliquées par l'intermédiaire d'une « cellule d'urgence ». Celle-ci assurera un rôle de prévoyance en liaison avec le commissariat à l'énergie et à la prévention des risques naturels et devra s'assurer que l'aide est acheminée dans les délais les plus rapides.

Pour répondre à la situation des pays du Sahel, c'est un plan ORSEC qui est proposé. Il aura pour objectif de détecter suffisamment longtemps à l'avance une situation comme la sécheresse prolongée, de faire l'inventaire de ses conséquences dans plusieurs domaines (vivières, santé, finances...) et d'organiser les différents secours nécessaires, en concertation avec les organisations d'aide bilatérales et multilatérales. Cela représente un progrès au niveau conceptuel, qu'il restera à faire passer dans la pratique.

Cette dernière initiative de même que l'idée d'opérations triangulaires, comme a priori satisfaction aux ONG réclamant une réforme de l'aide alimentaire. En revanche, ces organisations estiment que, dans l'ensemble, les nouvelles dispositions, sans doute parce qu'elles ont fait l'objet de débats arbitraires ministériels ne représentent pas un progrès suffisant par rapport à la politique européenne en la matière. Elles déplorent que les sommes mises en jeu ne soient pas plus importantes et que le gouvernement ne paraisse envisager de faire appel à des associations locales de développement que lorsque celles-ci sont « présentes et actives » sur le terrain pour la distribution de secours aux réfugiés. Dans une lettre ouverte au président de la République, elles demandaient qu'une partie des sommes consacrées par la France et la CEE à l'aide alimentaire serve à soutenir les efforts de paysans du tiers-monde - pour se nourrir eux-mêmes -.

(1) Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires (lire le Monde du 21 février 1984).
(2) On retrouve ces critiques et bien d'autres dans deux livres récents : *Les Marchés de la faim : l'aide alimentaire en question*, par Pascal Esnard et Frédéric Moudon, Cahiers libres 382, éditions La Découverte, dans lequel sont développés les thèmes de la campagne « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », et *L'aide alimentaire, trajectoire d'un échec*, de Solange, qui publie la revue *Alternatives économiques*, chez Syros. Contenant de nombreuses informations et remarques, ces deux livres représentent une contribution à un débat controversé.

250 ans de grands vins

Domaines du Château de Beaune
92 hectares dont 71 hectares de premiers et grands crus.
BOUCHARD PÈRE & FILS
Documentaire LM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
TEL : (03) 22.14.41
TELEX : BOUCHARD 350 830 F



EQUIPHOTEL
Porte de Versailles
Palais Sud
N° 2, ALLÉE N° 13

LETTRES AU Monde

L'aide à l'Afrique et les politiciens

Dans le Monde du 25 septembre 1984 (page 43), Paul Fabra évoque l'initiative récemment prise par la Banque mondiale de « présenter un programme d'action concertée pour un développement stable de l'Afrique au sud du Sahara... ». Votre collaborateur ajoute que, par rapport à ces propositions, « la France reste très en arrière de la main ».

Cette double appréciation appelle plusieurs observations :

En réalité, le projet d'une aide exceptionnelle à l'Afrique a été présenté dès 1976, lors du sommet franco-africain, par M. Valéry Giscard d'Estaing. La proposition en a été faite à cinq pays occidentaux : États-Unis, Allemagne fédérale, Belgique, Royaume-Uni, puis Canada. Un communiqué de l'Elysée annonçait le 28 décembre 1979 l'accord des six gouvernements pour la création de l'Action concertée pour le développement en Afrique (ACDA). Il s'agissait de réaliser en commun des programmes de développement à caractère régional (hydraulique, transports, reforestation, santé, etc.) en affectant à ces opérations, par un effort progressivement accru, des moyens financiers additionnels.

Une étroite concertation avec les gouvernements africains permit ainsi d'établir plusieurs programmes d'action dont l'étude technique préalable fut confiée, pour chaque type d'opérations, à un pays « chef de file ». Mais l'impulsion et la coordination d'ensemble étaient assurées à Paris par une « liaison permanente » dirigée par un diplomate français.

Il a fallu qu'une absurde querelle « politicienne » alimentée il est vrai par certains intérêts à courte vue, s'efforce de démontrer que la désignation d'un pays comme « chef de file » dans l'étude technique d'un programme se traduirait par le recul des positions françaises en Afrique.

Ce procès dérisoire n'en a pas moins conduit, après le 10 mai 1981, à la suppression de l'ACDA. Assez curieusement, le vieux réflexe colonialiste de la « chasse gardée » avait ainsi servi de motif (ou de prétexte) à la disparition d'un mécanisme concerté, déjà efficace mais encore perfectible, de coopération multilatérale avec les pays africains.

HENRY JEAN-BAPTISTE,
ancien conseiller technique
des présidents Giscard
et Giscard d'Estaing.

Vétilles

Un enfant de quatorze ans atteint d'une leucémie est mort, alors qu'une greffe pratiquée à partir de la moelle de son frère aurait pu accroître ses chances de guérison. Le frère ne s'est pas manifesté. Immoral ? Scandaleux ? Normal.

Combien d'entre nous se manifestent, alors que tous nous savons qu'un coup d'aide de chez nous pourrait faire de la vie - simplement de la vie et de la vie - tant d'autres enfants.

A l'époque où l'on a tant de soucis avec le Salon de l'emballage et le choix crucial d'un adoucissant plus frais, on ne va pas encore se faire ambler par des vétilles comme ça !

Beaucoup de bruit pour rien

Le trentième et dernier fût d'hexafluorure d'uranium contenu dans les cales du *Mont-Louis* ayant rejoint la surface, il est possible de dresser le bilan de ce naufrage.

Les faits ont totalement infirmé les pronostics catastrophistes dont nous avons été abreuvés, bien que toutes les conditions ou presque aient été réunies pour que la catastrophe annoncée se produise : tempêtes, eau trouble et opaque obligeant à travailler à l'aveugle, et même la vaine d'un fût à été endommagé à la remontée, laissant pénétrer de l'eau et entraînant la production d'acide fluorhydrique, ce qui, paraît-il, représentait le risque maximal et aurait dû provoquer un sautoir-qui-peut-général.

Il est certain que, si ce naufrage n'avait pas eu des rejets nucléaires, les médias n'auraient pas donné un tel retentissement à cette affaire.

Je souhaite que le Monde, au cas de nouvelles polémiques, ouvre ses colonnes à l'information en citant les sources, mais profite de l'opportunité pour confirmer sa réputation de sérieux.

PIERRE DELARUE
(Evreux).

Pour une démocratie participative

Il est significatif que, à l'heure d'un débat consacré au « rejet de la politique » dans notre pays, le rôle des assemblées socio-professionnelles régionales n'ait pas été envisagé alors que nous faisons depuis quelques mois l'apprentissage d'une décentralisa-

tion dont chacun reconnaît les limites mais aussi les mérites.

A entendre nos politiciens, nous devrions être tour à tour au fauteuil de la prospérité et du rayonnement ou au fond du gouffre de la faillite ou de la décadence. En fait, notre pays est en équilibre sur un fil, et ce fil est une substantielle économie, mais submergée en fait le Parlement.

Actuellement, il n'y a pas de débats véritables à l'Assemblée, puisque tout est limité à une dizaine de députés, les chefs de groupe, disposant chacun d'un certain nombre de voix, ce qui serait une substantielle économie, mais submergée en fait le Parlement.

Par contre, le rôle d'une petite réforme de procédure aurait des conséquences révolutionnaires. Si les scrutins parlementaires se faisaient à bulletin secret, nos députés retrouveraient leur liberté, ils voteraient selon leur jugement ou leur conscience, et non plus selon leur impulsion. Et les grands problèmes nationaux seraient réellement étudiés par l'Assemblée au lieu de débats postiches.

MICHEL BOUZAN
(Paris).

Cela passe par la recherche d'une meilleure harmonie institutionnelle à cet égard. Je suis convaincu que le législateur peut poser les bases d'un bon équilibre qui nous accablent à une collaboration féconde pour l'édifice régional en consolidant ses deux piliers : celui d'une représentation électorale issue du suffrage universel (ou recherche des élus régionaux...) et celui d'une représentation socio-professionnelle dynamique. La démocratie locale sera participative ou ne sera pas.

MAX ARNAUD,
Président du comité économique
et social de Picardie.

Tout est joué d'avance

Selon notre numéro du 6 septembre, 55 % des personnes interrogées estiment que nos hommes politiques gagnent trop d'argent. Mais jugeront-ils encore leurs revenus excessifs s'ils exercent réellement leur mandat ? Car il ne faut pas oublier, pour interpréter cette réponse, que la plupart de nos parlementaires sont des figurants qui n'ont pas le droit de vote dans leur Assemblée, ayant d'avance vendu leur voix à une agence électorale, ou parti politique, en échange

Le Monde
DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. KAO

La France et la Chine revendiquent le rôle qui

déclare M. KAO

M. KAO, ministre chinois des Affaires étrangères, a déclaré à Paris, le 15 octobre, que la Chine et la France ont un rôle à jouer dans la résolution des problèmes de l'Asie du Sud-Est. Il a souligné que la Chine et la France ont une responsabilité commune dans la promotion de la paix et de la stabilité dans la région.

M. KAO a également souligné que la Chine et la France ont une responsabilité commune dans la promotion de la coopération économique et culturelle entre les pays de l'Asie du Sud-Est. Il a souligné que la Chine et la France ont une responsabilité commune dans la promotion de la coopération scientifique et technologique entre les pays de l'Asie du Sud-Est.

LE PROBLÈME TC

La « conférence pré en vue d'un règlement doit se réunir le 20 octobre

Le ministre chinois des Affaires étrangères, M. KAO, a déclaré à Paris, le 15 octobre, que la Chine et la France ont une responsabilité commune dans la promotion de la coopération économique et culturelle entre les pays de l'Asie du Sud-Est. Il a souligné que la Chine et la France ont une responsabilité commune dans la promotion de la coopération scientifique et technologique entre les pays de l'Asie du Sud-Est.

PYONGYANG ET SEOUL VONT PARLER DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

La Corée du Nord a accepté le 16 octobre, une proposition de conférence de coopération économique entre les deux pays.

Radio-Pyongyang a déclaré à Tokyo, le 16 octobre, que la Corée du Nord a accepté la proposition de la Corée du Sud de tenir une conférence de coopération économique entre les deux pays.

Dans sa proposition de négociation, la Corée du Sud a proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La Corée du Sud a également proposé une conférence de coopération économique entre les deux pays, afin de promouvoir la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. KADAR A PARIS

La France et la Hongrie « revendiquent le rôle qui leur revient », déclare M. Mitterrand

M. Janos Kadar, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois, est arrivé, lundi 15 octobre, à Paris, pour une visite officielle de deux jours (le Monde des 13 et 16 octobre). Celle-ci répond au voyage que M. Mitterrand avait fait à Budapest en juillet 1982. Accueilli à sa descente d'avion par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, le nouveau président hongrois s'est aussitôt rendu à l'Elysée, où il a eu un premier entretien très à l'aise avec le président de la République, suivi d'un déjeuner.

« Nous avons à l'ensemble un regard sur le monde. Il n'est pas de sujet interdit. Tout ce qui touche à la paix, et donc aux conditions de mise en œuvre de la paix, nous concerne, vous savez, a déclaré M. Mitterrand à l'issue de ce déjeuner. Nous avons notre mot à dire, nous ne sommes pas les objets de la politique mondiale, nous en sommes les sujets, les acteurs, et nous revendiquons, vous et nous, le rôle qui nous revient. (...) Recherche ce qui nous rapproche. Nous sommes attachés à des idées de paix et de compréhension entre les nations. Nous pouvons, au-delà des séparations réelles existantes, être des pays qui se tendent la main et apprennent à parler la même langue. »

A propos de la Communauté économique européenne, avec laquelle la Hongrie souhaite conclure un accord, M. Mitterrand a estimé souhaitable de « renouer les fils du dialogue avec l'autre partie du continent », et que la Hongrie, « par sa position en Eu-

rope centrale, est l'un des chaînons principaux de cette entente ».

Dans sa réponse, M. Kadar a estimé qu'il existait « des points de rencontre essentiels » — en particulier « le fait que nos peuples et nos gouvernements ne veulent pas la guerre » — entre la France et la Hongrie, bien que « ces deux pays appartenant à des systèmes d'alliance différents, et portant des jugements divergents » sur un certain nombre de problèmes internationaux. Le premier secrétaire du PSZH a, par ailleurs, déploré « l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive ». Les pays du pacte de Varsovie « n'aspirent pas à la supériorité militaire, à-t-il ajouté, mais ils ne peuvent pas permettre à l'autre partie de l'acquiescer ». Il a en outre condamné « les tentatives dangereuses remettant en cause les relations européennes ».

M. Kadar a ensuite reçu à l'ambassade de Hongrie le premier secrétaire du PS, M. Liorio Jospin, et le secrétaire général du PC, M. Georges Marchais. Il s'est d'autre part entretenu au Quai d'Orsay avec M. Claude Cheysson, avant d'y participer au dîner offert en son honneur par le premier ministre, M. Laurent Fabius, en présence de nombreuses personnalités hongroises (ou d'origine hongroise) de Paris.

Mardi matin, M. Kadar a eu un second entretien avec M. Mitterrand, et devait regagner Budapest dans l'après-midi.

LE PROBLÈME TCHADIEN

La « conférence préparatoire » en vue d'un règlement politique doit se réunir le 20 octobre à Brazzaville

Le ministre congolais des affaires étrangères, M. Ndinga Oba, a annoncé, lundi 15 octobre, qu'une réunion préparatoire à une « conférence de réconciliation » entre Tchadiens s'ouvrira samedi à Brazzaville. Toutes les parties intéressées se sont en effet prononcées pour la tenue d'une telle réunion sans attendre la fin du retrait franco-libyén du Tchad, prévue pour la mi-novembre.

M. Ndinga Oba n'a cependant pas précisé quelles sont les parties impliquées et sous quelles égides elles siègeront. Le régime de N'Djamena a toujours tenu à être représenté en tant que gouvernement légal alors que ses adversaires de Bardai (Tibesti) — regroupés autour de M. Goukouni Oueddei — tiennent à être traités « sur un pied d'égalité ».

Tout en acceptant la présence d'observateurs français et libyens, chargés de superviser la double opération de retrait militaire du Tchad, N'Djamena avait lancé, la semaine dernière, un appel « pressant et sincère » à tous les opposants, « sans exception », pour qu'ils participent à cette réunion de Brazzaville, dont le président congolais, M. Sassou N'Gessou, s'est entretenu, dimanche, avec un émissaire de M. Hissène Habré, M. Hali Salim.

Cette première « table ronde » entre Tchadiens se tiendra donc trois semaines avant le sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, prévu du 12 au 15 novembre à Addis-Abeba. M. Hissène Habré avait annoncé qu'il se ferait représenter par au moins un membre de son gouvernement (le Monde du 9 octobre). La réunion du 20 octobre à Brazzaville devrait lui permettre de « tester » les intentions de ses adversaires, notamment du groupe de M. Goukouni Oueddei appuyé par la Libye, sans attendre la fin du désengagement franco-libyen.

J.-C. P.

Prisonnier du Vietnam de 1946 à 1954

M. René Moreau ancien ambassadeur EST MORT

M. René Moreau, ancien ambassadeur de France à Bujumbura et qui avait été retenu huit ans en captivité en Indochine par le Vietnam, est mort samedi 13 octobre à Paris d'un cancer, a-t-on appris lundi.

[Né le 13 août 1917, licencié en droit, diplômé de l'école libre des sciences politiques, M. René Moreau avait commencé une carrière administrative outre-mer lorsqu'il fut fait prisonnier, le 19 décembre 1946, lors d'une attaque surprise du Vietnam déclenchée contre une garnison française en violation des accords qui venaient d'être conclus entre les autorités françaises et Ho Chi Minh. Après un simulacre d'induction, il fut conduit, de prison en prison, jusqu'à la frontière chinoise et ne fut libéré qu'en juillet 1954 avec les rescapés français de Dien-Bien-Phu. Plusieurs années après, M. Moreau devait relater cette période de sa vie dans un livre, Huit ans otage chez les Viet, publié chez Pygmalion, qui reçut le prix Vauban. Entre-temps, il était entré dans la carrière diplomatique et avait occupé différents postes à Tunis, à Doha et à l'administration centrale (en particulier au ministère de la coopération), avant d'être nommé ambassadeur au Burundi de 1976 à 1979.]

● Accord de pêche avec le Japon. — Un nouvel accord sur la pêche a été conclu entre le Japon et la Corée du Nord, remplaçant celui qui avait expiré il y a deux ans. En l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, la négociation a été menée par une délégation parlementaire japonaise qui s'est rendue à Pyongyang. Selon les observateurs à Tokyo, cet accord pourrait précéder la levée des sanctions imposées par le Japon à la Corée du Nord à la suite de l'attentat de Rangoon, le 9 octobre 1983, qui avait coûté la vie à plusieurs membres du gouvernement de Séoul et dont des agents sud-coréens avaient été reconnus responsables.

Nouveau secrétaire du Conseil de l'Europe

M. OREJA VEUT METTRE L'ACCENT SUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS ET SUR L'EFFICACITÉ

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Un Espagnol dirige, pour la première fois depuis sa création, le secrétariat général du Conseil de l'Europe. élu à cette fonction au mois de mai dernier par l'Assemblée parlementaire des vingt et un M. Marcelino Oreja Aguirre occupe depuis le 1^{er} octobre le poste de secrétaire général, où il a succédé à M. Franz Karasek (Autriche).

Agé de quarante-neuf ans, M. Oreja n'est pas un inconnu au Palais de l'Europe, où se reliaient les sessions du Parlement européen et celles de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il y avait notamment inauguré, en juillet 1977, en tant que ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de M. Suarez, le marathon des négociations sur l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes et a mené à bien, au mois de novembre suivant, l'entrée de son pays au Conseil de l'Europe.

Cette expérience, qu'est venue compléter pendant deux ans celle de représentant de l'Union centriste espagnole à l'Assemblée parlementaire, a fait connaître à M. Oreja les forces et les faiblesses du Conseil de l'Europe, dont il est appelé à diriger les huit cents fonctionnaires permanents. Parmi les faiblesses, une certaine crise d'identité de l'organisation, avec sa pénurie de moyens financiers face à la vitalité des Communautés européennes et de leur Parlement élu au suffrage universel, l'effet paralysant de la règle de l'unanimité pour toute prise de décision et l'apparent éparpillement de ses efforts, qui font souvent double emploi avec les travaux d'autres institutions internationales. En revanche, son rayonnement, y compris au-delà de l'Europe, a fait du Conseil, parmi d'autres choses, un défenseur de la démocratie et des droits de l'homme.

Il faut avant tout, estime M. Oreja, améliorer le fonctionnement institutionnel du Conseil. Compte tenu de l'étroitesse des marges budgétaires, il s'agit de concentrer ses travaux sur des actions concrètes, dont le résultat sera tangible pour l'homme de la rue européen. Il faut aussi améliorer les relations entre le comité des ministres et l'Assemblée, leur donner plus de transparence en les fondant sur la confiance et l'information réciproque. Enfin, le nouveau secrétaire général plaide pour une collaboration active entre le Conseil de l'Europe et les Communautés, en utilisant les possibilités du traité de Rome, ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent.

JEAN-CLAUDE KAHN.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● EMISSAIRE AMÉRICAIN A LUANDA. — M. Frank Wisner, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, se trouve actuellement à Luanda pour discuter d'un règlement namibien et des « conditions dans lesquelles le retrait des forces cubaines (d'Angola) pourrait avoir lieu », a annoncé, lundi 15 octobre, un porte-parole du département d'Etat à Washington. Le même porte-parole a déclaré que son gouvernement était « encouragé » par les propos récemment tenus à ce sujet par le président Dos Santos (le Monde du 16 octobre). M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré, en revanche, que son pays ne se sentait aucune obligation de retirer ses troupes de l'extrême Sud angolais aussi longtemps que Luanda ne serait pas en mesure d'empêcher l'infiltration de partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) en Namibie. (AFP, Reuter.)

Brésil

● DISPARITION D'UN GÉNÉRAL SAUDIEN. — Un général à la retraite faisant partie de la suite de prince Sultan, ministre de la défense d'Arabie saoudite en visite officielle au Brésil, a disparu depuis le 11 octobre à Rio-de-Janeiro. Une opération de police a été menée dans toute les villes pour tenter de retrouver la trace de Mohammed Abdullah Khalifa, spécialiste en matière d'armements. La délégation saou-

EUROPE

RFA

Le président du Bundestag est à son tour soupçonné d'être compromis dans l'affaire Flick

Correspondance

Bonn. — Le président du Bundestag, M. Rainer Barzel, a-t-il été généralement « pensionné » par le groupe Flick entre 1973 et 1979 après avoir cédé la présidence du Parti démocrate-chrétien au futur chancelier Helmut Kohl ? L'enquête sur les activités du groupe industriel allemand, accusé d'avoir bénéficié d'importants avantages fiscaux en échange de ses générosités envers les milieux politiques, menace une nouvelle fois un des plus hauts responsables ouest-allemands. Inculpé par le tribunal de Bonn pour complicité de corruption, M. Otto Lambsdorff, membre du Parti libéral, avait déjà été obligé de démissionner en juin dernier de son poste de ministre de l'économie.

M. Barzel avait dû abandonner la présidence de la CDU en 1973, après l'échec d'une motion de censure contre l'ancien chancelier Brandt. Peu de temps après, toujours député, il avait été engagé comme consultant par le cabinet d'affaires Albert Paul de Francfort. Il aurait touché à ce titre, entre 1973 et 1979, la coquette somme de 1,7 million de deutschemarks à titre d'honoraires. Selon l'hebdomadaire Der Spiegel qui s'appuie sur des éléments de l'enquête menée par le tribunal de Bonn, le cabinet Paul qui avait dans sa clientèle le groupe Flick, n'aurait fait que servir de « paravent » à ce dernier pour

entretenir « M. Rainer Barzel. Le Spiegel laisse entendre que l'affaire aurait été arrangée en son temps par M. Biedenkopf, ancien secrétaire général du Parti démocrate-chrétien, pour convaincre M. Barzel de céder sa place à M. Helmut Kohl à la tête du parti. M. Biedenkopf aurait écrit, le 10 mai 1973, au futur chancelier qu'il était important d'éviter que M. Barzel ne devienne « un cas social ».

La commission d'enquête du Bundestag, chargée de l'ensemble du dossier Flick, doit entendre prochainement non seulement le président du Bundestag mais aussi le chancelier Kohl, M. Biedenkopf et plusieurs responsables de la société Flick. L'addition de M. Barzel, qui reconnaît avoir travaillé pour le cabinet d'affaires mais dément avoir eu quelque rapport avec ce soit avec le groupe industriel, pourrait avoir lieu dès cette semaine.

« Barzel va devoir s'habiller chaudement s'il veut survivre au prochain hiver », estime mardi le Süddeutsche Zeitung, le quotidien libéral de gauche de Munich. « Les explications maladroites qu'il tente d'apporter pour éviter la chute d'appartenance au registre pénible de la musique d'accompagnement pour agonie politique. »

HENRI DE BRESSON.

Turquie

L'armée pourrait effectuer une nouvelle opération contre les maquisards kurdes en territoire irakien

De notre correspondant

Ankara. — Le ministre turc des affaires étrangères, M. Halefoglu, et le chef d'état-major adjoint des armées, le général Ozgen, se sont rendus à Bagdad le dimanche 14 octobre pour s'entretenir avec leurs homologues irakiens des problèmes de sécurité à la frontière turco-irakienne. Les maquisards séparatistes kurdes, dont les bases de repli se trouvent en territoire irakien, ont multiplié ces dernières semaines les attaques en territoire turc.

Le ministre des affaires étrangères était porteur d'un message du chef de l'Etat, le général Evren, au président Saddam Hussein. Bien que la teneur de ce message n'ait pas été révélée, il est vraisemblable qu'Ankara a demandé aux autorités irakiennes de mieux assurer le contrôle des régions nord-est de leur pays, et il n'est pas exclu que les responsables turcs sollicitent l'autorisation de rééditer le même type d'opération qu'en mai dernier, à savoir une incursion militaire en territoire

irakien contre les bases de repli des maquisards.

La presse turque dans son ensemble voit dans les récents attentats des maquisards « la main de puissances étrangères », pour certains de la Syrie, pour d'autres de l'Union soviétique ou même des Etats-Unis. Dans l'est du pays, les opérations de rattrapage continuent. Le 12 octobre, deux militants armés du PKK (parti ouvrier kurde) ont été tués lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre dans le département d'Adiyaman. Le lendemain, deux autres séparatistes, qui refusaient de se rendre, ont été tués à Erzurum. Le même jour, à Adana, un autre accrochage opposait les forces de l'ordre à deux maquisards, dont l'un a été tué.

M. Alp, chef du Parti populiste, la principale formation de l'opposition à l'Assemblée nationale, de retour d'un voyage dans le sud-est anatolien, estime que « les forces séparatistes entrainées à l'extérieur sont utilisées contre l'intégrité de la Turquie, conformément à un complot très vaste et bien programmé ». Mais il souligne qu'« on ne saurait venir à bout de cette agitation séparatiste — bien qu'elle soit somme toute, de faible envergure — uniquement par des mesures militaires ou policières, mais avec l'adoption de mesures socio-économiques, afin de prouver aux habitants de la région que l'Etat ne les abandonne pas à leur sort ».

ARTUN UNSAL.

Irak

● OPÉRATION DANS LE GOLFE. — Bagdad a annoncé que son aviation avait touché, lundi après-midi 15 octobre, un « important objectif naval » au sud du territoire irakien, à l'embouchure de l'Euphrate. Cette attaque n'avait pas cependant été confirmée, ce mardi matin encore, de source maritime indépendante. Les dernières attaques confirmées contre des navires dans le Golfe remontent à vendredi. Elles visaient un méthanier battant pavillon panaméen, le Gas Foundation, et un pétrolier iranien, le Si-sind. — (AFP.)

Pérou

● HUIT PAYSANS TUÉS PAR LA GUÉRILLA. — Huit paysans ont été tués, le 14 octobre, au cours de l'attaque d'une ferme d'Etat à Sivia, à 400 kilomètres au sud-est de Lima, a annoncé la police, le lundi 15. L'attaque a sans doute été lancée par le mouvement de guérilla maoïste Sendero lumbino, qui a déjà, par le passé, attaqué des communautés paysannes soupçonnées de collaborer avec les forces de sécurité péruviennes. — (AP.)

Grande-Bretagne

LES AUTEURS D'ATTENTATS MEURTRIERS DEVRAIENT ÊTRE PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT, estime M^{me} Thatcher

Londres (AFP, AP). — Interrogée en direct par les spectateurs de la chaîne privée de télévision Channel 4, M^{me} Margaret Thatcher a estimé le lundi 15 octobre que les responsables de l'attentat de Brighton devraient être passibles de la peine de mort. « Je pense que les gens qui s'apprêtent à prendre la vie d'autres gens devraient perdre leur propre droit à la vie », a-t-elle déclaré. Elle a rappelé qu'elle avait toujours voté en faveur du maintien de la peine de mort contre les meurtriers, mais qu'il s'agissait d'une conviction personnelle. Le premier ministre a été mis en minorité sur cette question lors du dernier débat qui lui a été consacré à la Chambre des Communes, à la fin de l'année 1983.

M^{me} Thatcher a déclaré qu'elle n'avait réalisé que deux jours plus tard, au cours de la messe à laquelle elle assistait dimanche, l'« énormité » de ce qui s'était passé à Brighton : « Le soleil perce à travers les vitraux dans l'église et éclairait quelques fleurs. Je me suis soudain rendu compte que cette journée je n'aurais pas dû la voir et que certains de mes plus proches amis en ont été privés. »

Interrogée sur la possibilité d'une « nouvelle initiative » pour résoudre le problème irlandais, M^{me} Thatcher a estimé qu'il n'y avait « pas de solution miracle. S'il y en avait une, nous l'aurions trouvée ».

Portugal

LE LIEUTENANT-COLONEL OTELO DE CARVALHO INculpé D'APPARTENANCE A UNE ORGANISATION TERRORISTE

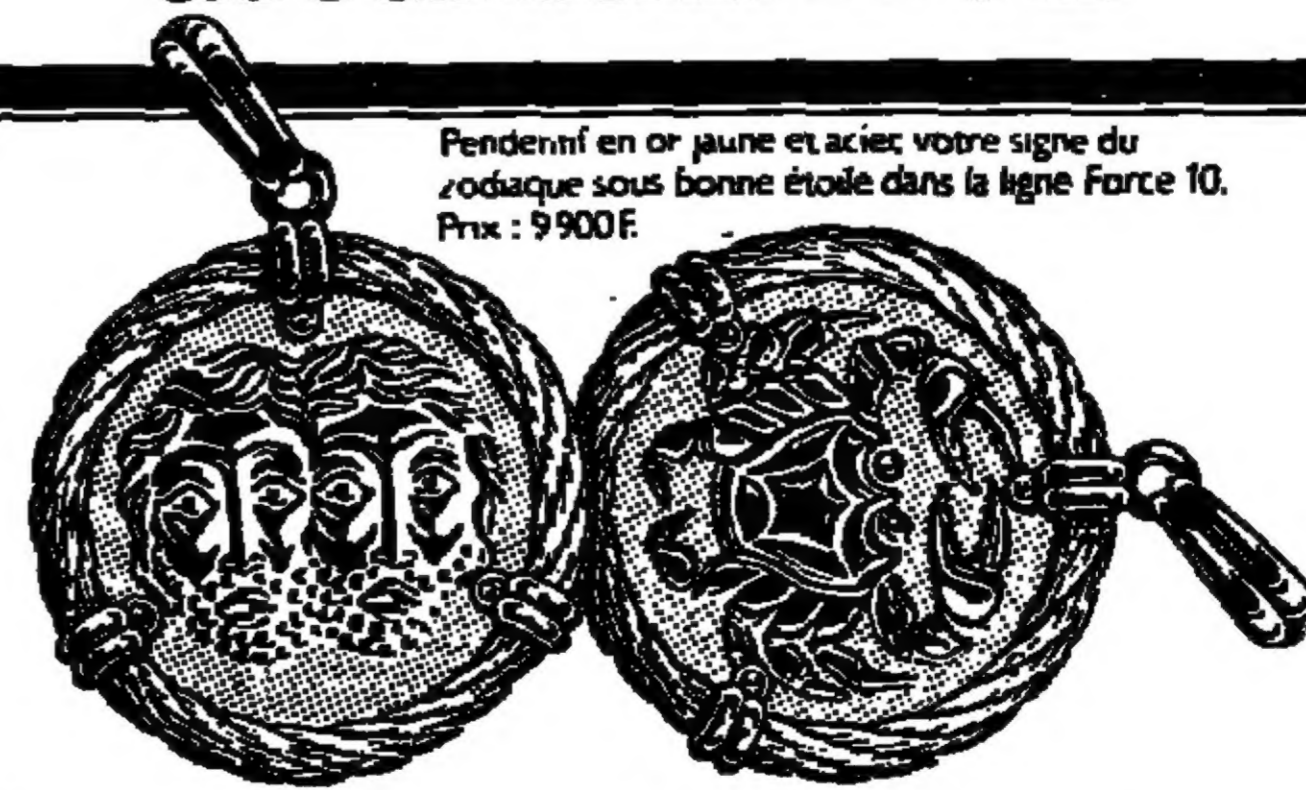
Lisbonne (Reuter, AFP). — Le lieutenant-colonel Oteio Saraiva de Carvalho a été officiellement inculpé d'appartenance à une organisation terroriste, a-t-on indiqué de source judiciaire, ce mardi 16 octobre, à Lisbonne.

L'ancien héros de la « révolution aux œillets » du 25 avril 1974 était en détention préventive depuis quatre mois. Il est accusé d'avoir « fondé, développé et dirigé l'organisation terroriste des Forces populaires du 25 avril (FP 25) ».

Soixante-dix-huit autres personnes ont été inculpées pour le même motif. D'autre part, deux attentats à l'explosif, qui n'ont fait que des dégâts matériels limités, ont été perpétrés, lundi, contre des filiales du Crédit lyonnais au Portugal, situées l'une dans le quartier résidentiel du Restelo, à Lisbonne, et l'autre à Matosinhos, près de Porto. Trois autres engins, assez rudimentaires, ont été désamorçés le même jour ; ils visaient également des établissements du Crédit franco-portugais ainsi qu'un bureau de la compagnie d'assurances françaises La Préserve-trice.

Seule l'explosion de Lisbonne a été revendiquée par un correspondant se réclamant du FP 25, et disant vouloir démontrer sa solidarité avec la cause basque, après les trois extraditions prononcées par Paris. Cette revendication, cependant, est considérée comme douteuse.

Votre signe, ascendant Fred.



Pendentif en or jaune et acier votre signe du zodiaque sous bonne étoile dans la ligne Force 10. Prix : 9.900 F.

FRED

6, rue Royale, Paris Tél. 260 30 65 • Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Hôtel Meridien, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo • Aéroport d'Orly, 20, rue du Marché, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

AMÉRIQUES

Bolivie

Il n'y a plus de viande, plus de pain, plus de riz, plus de coca...

La Paz. — « L'orange est amère », « l'orange nous affame ». Pendant les premiers jours d'octobre, les travailleurs ont défilé dans les rues des principales villes en brandissant des pancartes faisant allusion à la couleur des oranges de l'Union démocratique populaire — la coalition progressiste au pouvoir depuis le 1^{er} octobre 1982. Pourtant, pendant des années, ces mêmes travailleurs avaient scindé avec enthousiasme : « L'orange au pouvoir ! »

Ces « marches de la faim » convoquées par les syndicats sur tout le territoire, rassemblaient plus à des processions qu'à des manifestations. Elles n'étaient que la mise en train d'une protestation plus énergique organisée par la Centrale ouvrière (COB) pour empêcher le gouvernement de promulguer un nouveau « paquet » de mesures économiques draconniennes. Une marche des ouvriers et des paysans vers le palais présidentiel, pour exiger l'application du plan d'urgence présenté par les syndicats devant, en principe, marquer le point culminant du mouvement.

L'orange est certainement amère pour les Boliviens, qui ont perdu, en deux ans, de 20 % à 30 % de leur pouvoir d'achat. Le pire, c'est qu'ils n'ont rien à acheter ! Dans les marchés, la plupart des étals sont recouverts d'une bâche. Les rares places ravitaillées exhibent des prix trois ou quatre fois plus élevés que le tarif officiel. Il n'y a pas de viande parce que les éleveurs de ce Far-West qu'est le département du Beni refusent de livrer leurs vaches. Il n'y a pas de pain parce que les boulangers préfèrent vendre la farine en contrebande. Il n'y a pas non plus de riz, de sucre, d'huile, de pâtes... Dans les pharmacies, les rayons sont presque vides. Dans les mines, il n'y a même pas de coca, cette feuille que nichent depuis des siècles les mineurs dans les galeries, et qui endort la faim, la soif, la fatigue et la peur.

La grogne monte d'un cran tous les jours. Au manque d'approvisionnement, à la spéculation, vient de se greffer la paralysie, pendant quatre jours, des transports. Les propriétaires de camions, de bus, de taxis ont finalement suspendu leur grève après avoir décidé, unilatéralement, une hausse considérable de leurs tarifs.

« Si les problèmes de ravitaillement s'aggravent, il se peut que les demandes de démission du président Siles, présentées par les parlementaires de l'opposition, s'accompagnent d'une « clameur générale » : « Fuera » (« Déhors »), s'écrit le conseiller et ami du chef de l'État, M. Arturo Nunez Del Prado. Et le président Siles ne cédera pas aux pressions du Congrès ; mais il écouterait la voix du peuple. »

Au congrès de la COB, le dirigeant des mineurs, M. Fienon Escobar, a expliqué que lancer des « Viva Siles ! », revenait à dire : « Viva Benzer ! » (1), parce qu'il n'y a pas d'autre solution. Il semble qu'il ait été entendu par les travailleurs, puisqu'il est parvenu à faire adopter une déclaration politique qui est une promesse de soutien du régime démocratique.

L'UDP est loin d'être responsable de la crise qui accable la Bolivie. Elle n'a inventé ni la corruption ni la contrebande. Elle n'a pas contrainct la dette de 5 milliards de dollars, ni peuplé les ministères d'une foule de gratte-papier. Elle n'a pas non plus provoqué la faillite du secteur de l'énergie et des mines. La 10 octobre 1982, le président social-

De notre envoyée spéciale

démocrate, M. Hernan Siles Zuazo, a hérité d'un pays en ruine.

Les causes de la banqueroute — hyper-inflation et récession — sont multiples. Il existe des causes externes, tout d'abord : la hausse des taux d'intérêt américains, la chute du prix de l'étaim (matière première rapportant plus du tiers des devises), et le retard de l'Argentine à verser 210 millions de dollars, correspondant à d'importantes importations de gaz naturel.

Des causes internes, ensuite. L'économie est totalement désarticulée. La dictature du général Benzer a développé le secteur tertiaire — banque, commerce — où régnait l'inefficacité et la corruption — au lieu de fortifier le secteur productif. L'agriculture, les mines, les hydrocarbures, l'industrie ne représentent aujourd'hui que 40 % du PIB, alors que ce pourcentage était auparavant de 55 %. La Bolivie crée peu de richesses. Mais elle trafique. C'est un pays d'intermédiaires. Par exemple, n'importe quel produit marchand passe par quatre ou cinq mains avant de parvenir au consommateur : et son prix peut ainsi décupler.

L'extraction de l'étaim se réalise exactement comme il y a un demi-siècle. Mais les veines sont quasi épuisées, et la production ne cesse de décliner depuis dix ans. Quant à l'industrie, elle dépend de produits de base importés pour plus de 60 %, d'où ses coûts extrêmement élevés.

Le peso déprécié de 7000 %

Le poids de la dette est aussi un facteur déterminant. Les militaires ont bien essayé de rééchelonner son remboursement en avril 1981, mais à un coût très onéreux. Si bien qu'en septembre 1982, ils étaient obligés de suspendre les paiements. Cette année, le gouvernement aurait dû consacrer les deux tiers de ses ressources d'exportation au paiement de ses créances, s'il n'avait déclaré un moratoire des remboursements aux banques privées internationales.

Le climat a également été adversaire : une terrible sécheresse, puis des inondations, ont sévi en 1982 et 1983, entraînant une chute de la production agricole de 25 %. Enfin, l'exécutif s'est retrouvé les mains liées par l'opposition, majoritaire au Congrès, qui approuve toutes les dépenses mais rejette toutes les recettes.

Le gouvernement, qui a hérité d'une crise aiguë, n'a pas été capable de la conjurer. Il l'a même aggravée par sa politique incohérente, « pendulaire », hésitant sans cesse entre les « recettes » d'austérité du Fonds monétaire international et les propositions socialisantes de la Centrale ouvrière.

Le président Siles a préféré remettre au lendemain des décisions urgentes — et il a été obligé, ensuite, de prendre des mesures de choc beaucoup plus traumatisantes, avec des dévaluations et des augmentations de prix « sauvages », provoquant chaque fois des grèves tout aussi « sauvages » en vue d'obtenir des augmentations de salaires.

Quatre trains de mesures économiques ont été déclinés en vue de corriger les distorsions (un cinquième est en préparation). Elles ne sont parvenues ni à freiner l'inflation ni à enrayer la récession. Le bilan de ces deux années de régime démocratique, c'est une chute du PIB de 10 %,

une inflation en projection annuelle de 2500 %, une dépréciation monétaire de... 7000 % (le peso est passé de 190 à 15000 pour un dollar au « noir », et de 44 à 5000 sur le marché officiel). La masse monétaire a augmenté de plus de 2000 %. Pour changer 100 dollars, il faut se munir d'un carton à chaussures...

Malgré une augmentation des salaires de près de 300 %, l'hyperinflation a rongé le pouvoir d'achat des travailleurs — la perte réelle est de 20 % à 50 % — et elle a sapé la confiance dans la valeur du peso, provoquant une monumentale spéculation sur le dollar — une spéculation bien orchestrée, d'ailleurs, par certains secteurs de l'entreprise privée.

Le gouvernement doit donc, à la fois, combattre l'inflation en relançant la production, tout en réduisant le déficit fiscal qui a atteint 20 % du PIB l'année dernière. Mais il lui est impossible de comprimer davantage ses dépenses — d'où ses difficultés pour sortir de l'impasse.

Actuellement, la situation est pratiquement incontrôlable. Elle ne permet ni de faire des calculs économiques, ni de planifier. Par exemple, dans le secteur public, des entreprises qui vendent pour des centaines de millions de dollars à l'année, et achètent pour des millions de biens nationaux ou étrangers, échappent à tout contrôle du gouvernement.

Plus de trois cents entreprises auraient dû faire faillite. Mais en Bolivie, en règle générale, les faillites ne sont pas prononcées, parce que les ouvriers exigent du gouvernement une aide financière pour que leur entreprise continue à tourner.

Le ministre du plan, M. Ernesto Arambar, a assuré que le PIB pourrait croître à un taux de 4 % pendant les quatre prochaines années si le gouvernement parvenait à investir, pendant cette période, un milliard et demi de dollars. Plus de la moitié de cette somme devrait provenir de crédits extérieurs.

Qui apportera cette aide ? Les organisations internationales de financement ? Les pays amis ? En tout cas, la Bolivie ne peut compter ni sur la bonne volonté du FMI, dont elle n'applique pas les règles, ni sur celle des banques privées étrangères (qui ont 720 millions de dollars de créances sur La Paz).

Les créanciers n'ont pas l'intention de supporter la « mauvaise exemple » bolivien et ils ont lancé un ultimatum au gouvernement, le menaçant de sévères représailles. L'ex-ministre des finances, le démocrate-chrétien Oscar Bonifaz, s'est récemment rendu à Washington pour plaider la cause de la Bolivie devant le FMI et la Banque mondiale. « D'une pierre, on ne peut pas obtenir de l'eau », a-t-il déclaré au retour. De la même façon, mon pays, malgré la bonne volonté de son gouvernement, ne peut pas, momentanément, s'acquiescer de sa dette. » Il a obtenu un sursis de trente jours. Depuis lors, il a démissionné.

Mais c'est bien court. Le président Siles est encore une fois au pied du mur, obligé de choisir entre le FMI et la COB, entre les concessions nécessaires à l'obtention de nouveaux crédits et la grève générale.

NICOLE BONNET.

(1) Le général Hugo Benzer a été chef de l'État, à l'issue d'un coup d'État militaire, de 1971 à 1978. Il est aujourd'hui le leader de l'opposition conservatrice au Congrès.

READI INFORMATIQUE

L'INFORMATIQUE AU QUOTIDIEN

IMPLANTATION, VENTE — CONSEILS, FORMATION ET SUIVI

READI INFORMATIQUE, une équipe de jeunes au service des ARTISANS, COMMERÇANTS — PMI, PME — PARTICULIERS
Contact : Henri BLUSTENNE - Tél. : (4) 426-83-14

COURS PRIVE A. FRESNEL

TERMINALES C, D

Effectifs raisonnables
Etudes du soir obligatoires
et surveillées par professeurs
Travaux pratiques
26, rue de l'Avenir
94170 LE PERREUX (RER, Bus)
Tél. 324-21-10

PRINTemps

Hausmann
Nation/Parly 2
Vélizy 2/Italie
Ternes

650F

375F

LE
SCOOP
DU
JOUR!

LA PREMIERE
LINGERIE
CACHAREL

Peignoirs, robe de chambre, pyjama, shorts, culottes, sous-vêtements, lingerie féminine, 100% coton, 650F.
Pyjama short manches rayures tissées satinées 100% coton, 375F.

LES SCOOPS
DU PRINTEMPS

LE TRAIN PART TOUTE
LA FAMILLE ACCOMPAGNE
JULIE A LA VOITURE
ESPACE-ENFANTS.

CHIC!
ON A TOUT UN
ESPACE POUR
JOUER.

YUPI!
CETTE VOITURE-LA
ELLE EST TOUTE
PLEINE DE JEUX!

WOOADUHA!!!
DES CUBES GEANTS
UNE CASE A POULE...



tre que les économies liées au gel de la colonisation sont difficiles à éva-

Figure 2. The effect of the concentration of the polymer on the α -transition temperature of the polymer.

مكتبة من الكتب

ASIE

Afghanistan : les résistants de l'an V

II. - L'influence de l'Iran

par OLIVIER ROY (*)

Dans un premier article, Olivier Roy a montré comment la résistance afghane tenait tête, par de meilleures techniques de combat, à l'intensification de la guerre menée par les troupes soviétiques, mais aussi les difficultés nouvelles auxquelles se heurtaient les tentatives d'unification des divers mouvements de guérilla (le Monde du 16 octobre).

Le Hazaradjat, partie centrale de l'Afghanistan peuplée de chiites (15 à 20 % de la population totale), est resté en dehors de la guerre depuis que le gouvernement central en a été chassé en 1979. Il a été administré jusqu'en 1982 par un conseil, *shura*, rassemblant le clergé et certains notables, avec à sa tête M. Sayyad Behebt pour les affaires politiques et M. Sayyad Jaglan pour les questions militaires. Ce conseil avait mis sur pied un véritable petit gouvernement centralisé doté d'une bureaucratie pesante et souvent corrompue.

Très vite le pouvoir fut accaparé par la caste des *sayyad*, descendants supposés du Prophète et dont l'influence a toujours été très grande au Hazaradjat. Ce groupe a manœuvré habilement pour se débarrasser de ses rivaux : en 1980, il s'appuie sur les éléments radicaux et pro-khéménistes pour marginaliser les *arab*, propriétaires fonciers souvent plus libéraux que le clergé ; en 1982, c'est un renversement d'alliances : la *shura* tente d'éliminer les khéménistes en renouant une alliance avec les *arab*. Le tableau se consomme un peu plus quand on sait que les intermédiaires entre la *shura* et le monde extérieur étaient d'anciens maoïstes.

Toujours est-il qu'en 1982 les groupes khéménistes se sont militairement opposés à la *shura* dont les pratiques autoritaires mécontentaient la paysannerie. Après deux ans de fluctuations diverses, l'année 1984 a vu la conquête des deux tiers du Hazaradjat par les khéménistes : seuls demeurent Nawaï, chef de Jaglan, ainsi que la bordure orientale du Hazaradjat, dominée par le petit mais dynamique Harakat-e islami.

L'arrivée des khéménistes, dont les troupes sont jeunes et énergiques, entraîne une véritable révolution. Disciplinés et bouillants mais sectaires et dogmatiques, les khéménistes se lancent dans une « révolution culturelle » à leur manière : écoles et bibliothèques s'ouvrent dans les bazars, et des meetings très politisés, où l'on condamne aussi bien la France et les Etats-Unis que l'URSS, se tiennent toutes les semaines. Certes la grande masse de la paysannerie reste indifférente à l'idéologie, mais les khéménistes recrutent aisément parmi les

dizaines de milliers de jeunes Hazaradjats partis travailler en Iran. Tout le problème est de savoir s'ils vont réussir à s'implanter durablement dans une population restée très traditionaliste.

Mollahs de choc

Au bazar de Ghujur, près de Jaghori, le parti Nasr a ouvert une bibliothèque où l'on trouve un rayon enfants (avec plus de contes et légendes que de propagande) et un département femmes, ce qui en dit long sur l'évolution des mentalités. On rencontre souvent, dans des villages perdus en pleine montagne, de jeunes mollahs de choc, récemment formés en Iran et dont le niveau intellectuel tranche par rapport au conservatisme borné de leurs aînés. On voit aussi des Afghans qui ont passé plusieurs années parmi les Gardiens de la révolution en Iran revenir comme cadres du mouvement. En ce moment même, des centaines de jeunes Hazaradjats se battent sur le front irakien : et il n'est pas rare de voir affiché sur les mosquées de village un appel à la commémoration de la mort d'un « martyr » tombé sur ce front lointain.

Le Hazaradjat a toujours pratiqué le maoïsme envers l'Iran ; les mêmes auberges qui affichaient aujourd'hui le portrait de Khomeiny exhibaient celui du shah il y a dix ans. Le clergé chiite était formé à Qom ou à Karbala en Irak : depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak, il est exclusivement formé à Qom. On sait que ce clergé est bien plus hiérarchisé que son équivalent sunnite ; l'esprit de corps y est très fort. Les mollahs chiites d'Afghanistan gardent un contact étroit avec leurs professeurs iraniens, et bien des villages politiques à l'intérieur de la communauté hazaradjats s'expliquent par les rivalités entre les différents *majlis* (professeurs habilités à pratiquer l'effort d'interprétation) iraniens, voire irakiens par disciples interposés.

Mais, même à l'intérieur de la mouvance khéméniste, il y a des dissensions évidentes, qui semblent refléter les luttes de tendances en Iran. L'organisation la plus puissante, et la plus récente, est le Sepah-e pasdaran, formé sur le modèle des Gardiens de la révolution, dont elle a pris le nom : elle est intégrée de fait à l'organisation iranienne. Armes et entraînement sont fournis par l'Iran, et l'action est directement supervisée par l'état-major des pasdaran iraniens. En

dehors du Hazaradjat, sur la frontière iranienne, les petits groupes chiites équivalents sont appelés Hezbullah, comme le groupe de Qari le manchot à Hérat. Une autre organisation hazaradjats beaucoup plus ancienne est le Nasr, formé surtout d'anciens étudiants militants depuis l'époque du roi Zâher. Si le Nasr se réclame du khéménisme, il se veut strictement afghan et refuse l'intégration aux pasdaran. Des tensions sont apparues entre le Sepah et le Nasr, et celui-ci semble amorcer une ouverture en direction des groupes plus modérés et du Pakistan.

L'opposition aux khéménistes est très hétérogène : on y trouve les débris de la *shura*, les notables traditionnels et un parti qui se réclame aussi de la révolution islamique, le Harakat-e islami, qui voit sa cote monter (à ne pas confondre avec son quasi-homonyme sunnite, le Harakat-e enqelâb-e islami). Dirigé par le plus prestigieux chef religieux chiite afghan vivant, cheik Assef Mohseni, ancien disciple de l'ayatollah Khomeini, le Harakat-e islami est le seul parti chiite à ne pas être exclusivement hazaradjats (son chef est pachotoune). Il recrute aussi bien dans les minorités chiites urbaines que dans le pourtour du Hazaradjat, où il est bien implanté. C'est, depuis deux ans, le seul parti chiite à se battre réellement contre les Soviétiques. Il collabore étroitement avec le Jamiat, dont la structure et le recrutement sont similaires côté sunnite.

Pas de confrontation avec l'URSS

Y a-t-il une politique iranienne cohérente par rapport à l'Afghanistan, et quels sont les risques de confrontation entre les éléments les plus pro-iraniens et les Soviétiques ? L'implication de l'Iran aux côtés de la résistance afghane est de plus en plus grande : les armes sont désormais autorisées à transiter par le territoire iranien, et les groupes chiites reçoivent directement des livraisons d'armes légères. D'autre part, on constate un raidissement de l'Iran par rapport à l'URSS, dont la presse, depuis un an et demi, dénonce avec virulence les « ingérences » iraniennes sur la frontière afghane ; l'imam Khomeiny est ouvertement critiqué par la presse de Kaboul.

Cependant, la question afghane reste secondaire, pour les Iraniens, par rapport au conflit avec l'Irak, et il n'est pas question de s'investir dans une confrontation même indirecte avec l'Union soviétique. Ce qui intéresse l'Iran, c'est surtout le contrôle des minorités chiites à l'extérieur du pays. Tout se passe comme si les dirigeants de la révolution islamique considéraient que cette révolution s'adresse en priorité aux chiites, qui sont l'objet essentiel de leur propagande. Cette transition de la minorité chiite passe donc par une « révolution » qui n'est pas seulement idéologique : il est à la mode, chez les militants hazaradjats, d'adopter l'accent et la tenue iraniens (treillis et barbe de quelques jours).

(*) Chercheur au CNRS.

A court terme, cette volonté de privilégier la révolution interne par rapport à la lutte contre les envahisseurs dresse les khéménistes contre la plupart des partis de la résistance, tant chiites que sunnites. L'influence iranienne contribue ainsi, pour le moment, à brouiller les cartes.

Mais dans le long terme, les choses sont moins évidentes. Quelles que soient les ambiguïtés du mouvement khéméniste, il a deux atouts par rapport à l'ancienne direction de la *shura* : il offre une idéologie et il dispose de cadres. Le dynamisme du mouvement est un obstacle à la stratégie soviétique, qui mise sur la lassitude de la population et sa dépolitisation. L'inquiétude des Soviétiques se marque par la violence récente de leurs attaques contre les groupes prokhéménistes, même si à court terme ils profitent de la paralysie du Hazaradjat. Si l'expansion des mouvements radicaux se confirme et si l'Iran parvient à en garder le contrôle, il lui faudra faire un choix. Ou bien une sorte de république autonome chiite se crée dans le Hazaradjat et établit un *modus vivendi* avec le régime de Kaboul, ou bien l'Iran va se trouver de plus en plus impliqué dans le conflit afghan, ce qui ne manquera pas de modifier le rapport de forces en faveur de la résistance (et en faveur des chiites à l'intérieur de la résistance).

De toute façon, il est inévitable que l'Iran entre tôt ou tard dans le jeu, ne serait-ce que par nécessité géopolitique, donc indépendamment des questions d'idéologie, même si ce changement est conditionné par la fin du conflit avec l'Irak et par des modifications dans les sphères dirigeantes. Le Pakistan, qui se sent très isolé, n'est d'ailleurs nullement hostile à ce retour de l'Iran sur la scène, qui briserait ainsi le face-à-face de plus en plus tendu entre lui-même et l'URSS, appuyée par l'Inde. Le paradoxe est donc que, au moment où le principal soutien de la résistance, le Pakistan, se pose ouvertement la question d'un règlement politique, un autre protagoniste se profile à l'horizon, autrement plus redoutable pour les Soviétiques. Le risque est que la résistance soit essangue lorsque l'Iran se décidera à la soutenir plus ouvertement.

FIN

Conditions spéciales SALON DE L'AUTO Offre valable jusqu'au 31 octobre



Stock permanent
de 500 véhicules

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

UNE BRÈCHE DANS LA MOROSITÉ.



Dynamiques, Performants, Créatifs,
les Pionniers d'Ordonnée
présents au MIDEST sont à la pointe
de la Technologie et du Savoir-faire.

VENEZ CHOISIR
VOTRE PARTENAIRE AU MIDEST
du 22 au 25 octobre 84,
Parc des Expositions - Lyon-Chassaieu

A commander à MIDEST - Boite Postale 893 - 69009 MANCEY CEDEX - Tél. (0) 33.09.01 - Telex 940 976

Le titre _____
Rue _____
Code Postal _____
Attention à _____

Service Service de _____

☐ dépliant MIDEST 84
☐ exemplaire(s) du catalogue (cibachrome par 10 FF
port compris) envoyé à partir du 1/10/84
☐ brochure(s) réduction 20 % SNCF

☐ carte(s) d'invitation gratuite(s)
☐ programme(s) des réunions techniques
du 22 au 25 octobre 84
☐ documentation MIDEST 85
(PARIS 25 ou 27 novembre 85)

DES OUTILS POUR ORGANISER VOS IDÉES. TEMPS MICRO

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de jouvaux.

Pendant l'hiver 84/85, la S.N.C.F. met en service des trains* (de nuit, de jour), spécialement étudiés pour faciliter votre voyage en famille. Par exemple, les trains familles de jour circulent sur 12 relations* aller-retour : De Paris vers Brest, Brive, Hendaye, La Rochelle, Nantes, Port-Bou, Quimper et vice versa ; au départ de Bordeaux vers Lyon et Marseille et vice versa ; au départ de Hendaye vers Nice et vice versa. Ils comportent les aménagements suivants :
- coin nurserie avec table à langer ;
- prise chauffe-biberons ;
- pour les plus grands, la voiture

« espace enfants ». Le tout entièrement gratuit.
Vous y trouverez aussi un service de restauration adapté aux besoins des enfants, et la possibilité de réserver, moyennant un forfait modique, un compartiment pour toute votre famille. Vos enfants de moins de 4 ans, grâce au tarif « bambin » (réduction de 75 % sur le prix du billet adulte), bénéficient d'une place à part entière.
Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages.
* Sur certains trains et certains jours.

SNCF

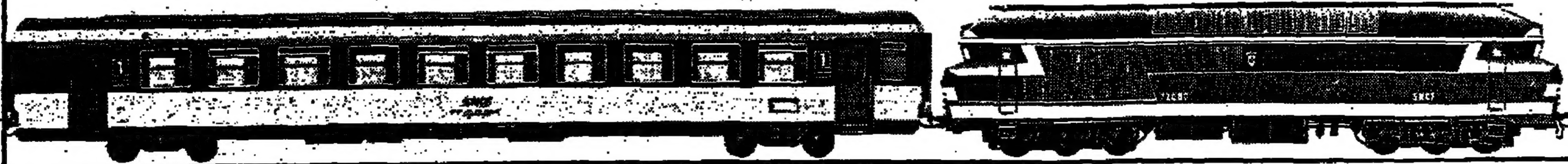
LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.

... ET DES MIROIRS
DÉFORMANTS.

ALLEZ
LES ENFANTS
PRÉPAREZ-VOUS
ON ARRIVE !!!

OH NON !
ON S'AMUSE
TROP BIEN !

ON ARRIVE JULIE
SE TROUVE BIEN QUELLE
NE VEUT PLUS DESCENDRE
DU TRAIN FAMILLE



Le Monde

politique

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'ouverture de la discussion budgétaire

La discussion du projet de loi de finances pour 1985 devait commencer mardi 16 octobre à 16 heures à l'Assemblée nationale. Le débat budgétaire sera l'occasion, pour les députés communistes qui jugent ce projet de budget « mauvais », de concrétiser par un vote la situation nouvelle dans laquelle ils se sont placés vis-à-vis du pouvoir socialiste.

M. Parfait Jans, député communiste des Hauts-de-Seine et membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déjà fait savoir (le Monde daté 14-15 octobre) que le groupe communiste s'abstiendrait vraisemblablement lors de la première lecture et se déterminerait sa position définitive qu'à la fin des navettes parlementaires. Les députés

communistes ne sont pas les seuls parlementaires de gauche à manifester quelque réticence à l'égard de ce projet de budget.

Si au sein du groupe parlementaire socialiste le projet n'est pas globalement contesté (une fois réglée la question du prélèvement de 3 milliards de francs sur les avances de l'Etat aux collectivités locales), le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Christian Goux, tout comme le CERES, notamment par la voix de M. Jean-Paul Planchou, député de Paris et membre de la commission des finances, réfute la logique de la baisse des prélèvements obligatoires.

En revanche, alors que M. Goux, dans un entretien avec le Point (numéro du 15-21 octo-

bre), se prononce pour une limitation du déficit budgétaire à 100 milliards de francs (en francs courants), et ce pour cinq ans, M. Planchou, dans l'entretien qu'il nous a accordé, préconise au contraire un supplément de déficit budgétaire comme instrument de relance des investissements au service de la croissance.

M. Planchou, qui avait déjà constaté, lors des journées parlementaires du PS (le Monde du 29 septembre), que ce projet de budget représentait une « pause » dans la lutte des socialistes pour la justice sociale, émet ici des réserves sur l'efficacité proprement économique du projet de budget.

J.-L. A.

La réforme du droit des faillites

L'Assemblée nationale, lundi 15 octobre, a adopté en deuxième lecture les projets de loi, en provenance du Sénat, relatifs au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (le Monde des 7, 8-9, 11, 12, 13 avril et 7, 8, 10-11, 14 juin).

Ces deux projets représentent le deuxième et le troisième volet de la réforme du droit des faillites engagée par M. Robert Badinter, ministre de la justice. Dans les deux cas, socialistes et communistes ont voté pour, l'opposition, représentée pendant tous les débats par un seul député, M. Serge Charles (RPR, Nord), choisissant l'abstention.

M. Charles s'est demandé, à propos du texte sur le redressement et la liquidation des entreprises, si ce projet « conçu dans l'euphorie de l'état de grâce [et en portant] les stigmates (...) dernier de la grande vague de réformes socialistes, ne devrait pas faire lui aussi l'objet d'une certaine autocritique ». M. Charles a donc demandé à M. Badinter d'accepter « de le remettre à l'étude, éventuellement en le retirant provisoirement de l'ordre du jour, afin d'en revoir l'équilibre général ».

M. Badinter a répondu : « Ce texte doit (...) connaître l'épreuve de la réalité pour pouvoir être reconsidéré et ne saurait être question de le retirer. Les milieux économiques attendent que soit enfin remplacée la législation obsolète, laissée en vigueur par l'ancienne majorité ».

Appuyant M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur du projet pour la commission des lois, avait souligné que le texte « n'a pas vu son économie générale modifiée par le Sénat », et avait invité l'Assemblée à adopter, dans le texte de la Haute Assemblée, plus d'une dizaine d'articles à propos desquels les deux Assemblées n'avaient pas des désaccords « fondamentaux ». En revanche, la plupart des modifications de fond introduites par le Sénat ont été écartées. Les députés ont, notamment, rétabli l'automatisme de la procédure simplifiée pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Le second texte, qui supprime la profession de syndic, a, lui aussi, été rétabli, pour l'essentiel, dans les dispositions votées par les députés en première lecture.

L'Assemblée a enfin adopté, en première lecture, l'opposition n'étant pas représentée dans l'hémicycle au moment du vote, un projet de loi (modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958) sur la domiciliation des entreprises. Ce projet a pour but d'alléger les obligations de domiciliation auxquelles sont soumises les entreprises nouvellement créées.

J.-L. A.

M. Planchou (PS) : il faut accroître le déficit du budget pour soutenir l'investissement

« Le projet de budget pour 1985 est présenté par M. Christian Pierrat, rapporteur général, comme inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique. Quel est votre sentiment à ce propos ? »

« Globalement, je crains que l'effet récessif, dû à la réduction des dépenses, soit plus fort que la dynamique de consommation qui devrait, normalement, résulter de la diminution des charges ».

« A priori les ménages les plus aisés théoriseront une part des disponibilités qui ne leur seront pas prélevées et les entreprises chercheront, en cette période de basse conjoncture, à conforter leur trésorerie. Au surplus il ne faut pas sous-estimer le risque pervers d'une relance d'importations de produits de haut de gamme ».

« Fondamentalement, ce sont les financements des activités d'avenir qui dans ce budget ne sont pas à la hauteur des objectifs industriels précédemment affichés. Or les engagements financiers publics concernant, par exemple, la filière électronique ou le plus productif des secteurs du retard. Certes il y aura en 1984 un sursaut encourageant de l'investissement industriel, et ce en bonne partie grâce à l'effort réalisé par le secteur public concurrentiel. Mais il faudrait faire plus pour compenser d'ici à la fin de la décennie le désinvestissement qui s'est creusé de 1973 à 1982 ».

« Bref, il faudrait que ce budget suscite une impulsion spécifique ».

« Sous quelle forme ? »

« Il n'y a qu'une solution. Moins réduire les dépenses que les recettes et consacrer cette marge de manœuvre à financer l'investissement productif dans les branches prioritaires. Au vu des objectifs à atteindre, c'est un effort budgétaire d'un ordre de grandeur de 15 milliards de francs environ qui serait nécessaire pour allouer des dotations nouvelles aux entreprises nationalisées dans les secteurs d'avenir, accroître les aides et les crédits industriels bonifiés qui stagnent, notamment au profit de plans sectoriels comme le productique, la machine-outil, et conforter également les capacités du Fonds industriel de modernisation ».

« L'économie française est aujourd'hui enfermée dans un régime de croissance ralentie, inférieure pour les années à venir à celle de ses principaux partenaires. Ce qui ne lui permettra pas de surmonter ».

« Le groupe de la Gauche démocratique réadmet les sénateurs MRG. - Les douze sénateurs radicaux de gauche ont rejoint le groupe de la Gauche démocratique que préside M. Jacques Pélissier et qu'ils avaient quitté, en mai dernier, pour constituer celui du Rassemblement démocratique, en vue de soutenir aux élections européennes la liste ERE conduite par MM. Stirn, La-londe et Dubois. Le Rassemblement démocratique avait disparu au début du mois (le Monde du 5 octobre) du fait du départ de l'un de ses quinze membres (chiffre minimum pour créer un groupe au Sénat), M. Pierre Jambon (UDF-RAD, Jura) ».

Transfuges du groupe socialiste au Rassemblement démocratique, M. Marc Plantegenest (Saint-Pierre-et-Miquelon) s'est de nouveau apparenté au PS, tandis que M. Gilbert Baume, président du conseil général du Gard figure parmi les non-inscrits ».

« Les rapatriés et l'Algérie. - M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, reçu à l'Elysée par la conseillère du président de la République chargée des questions de rapatriés, a souligné, avant le voyage que doit faire M. Mitterrand à Alger, « la situation angoissante des Français d'Algérie bloqués sur leur terre natale ».

A propos du trentième anniversaire du début de la guerre d'Algérie, le 1^{er} novembre, il a souhaité que « la sensibilité des Français d'Algérie ne soit pas heurtée par des commémorations tendancieuses ou maladroites ».

« On peut financer ce supplément de déficit sans alourdir gravement la dette publique en plaçant auprès des banques qui ont des capacités d'emplois actuellement disponibles des bons du Trésor au taux de l'inflation. En contrepartie, les banques se verraient accorder une sorte conditionnelle et sélective de l'encadrement et pourraient profiter de l'insaturation progressive d'un système de réserves obligatoires rémunérées ».

« Il y a, en outre, une marge financière, limitée mais réelle, que l'on pourrait sensiblement accroître sans aggraver la dette publique, en actualisant et en réévaluant les dispositions de la loi Giscard de 1973 sur les avances de la Banque de France au Trésor qui sont malles aujourd'hui ».

« Quant aux effets sur le commerce extérieur, il est vrai que tout effort d'investissement industriel se traduit par des importations accrues de biens d'équipement professionnels. Ce sont les maillons manquants de notre tissu productif, pourtant si nécessaires à sa modernisation. Il est significatif à ce propos qu'avec la croissance, cette année, de l'investissement industriel s'éloigne la perspective d'un rétablissement rapide de la balance commerciale. C'est sans doute le prix à payer pour un développement ultérieur plus autonome ».

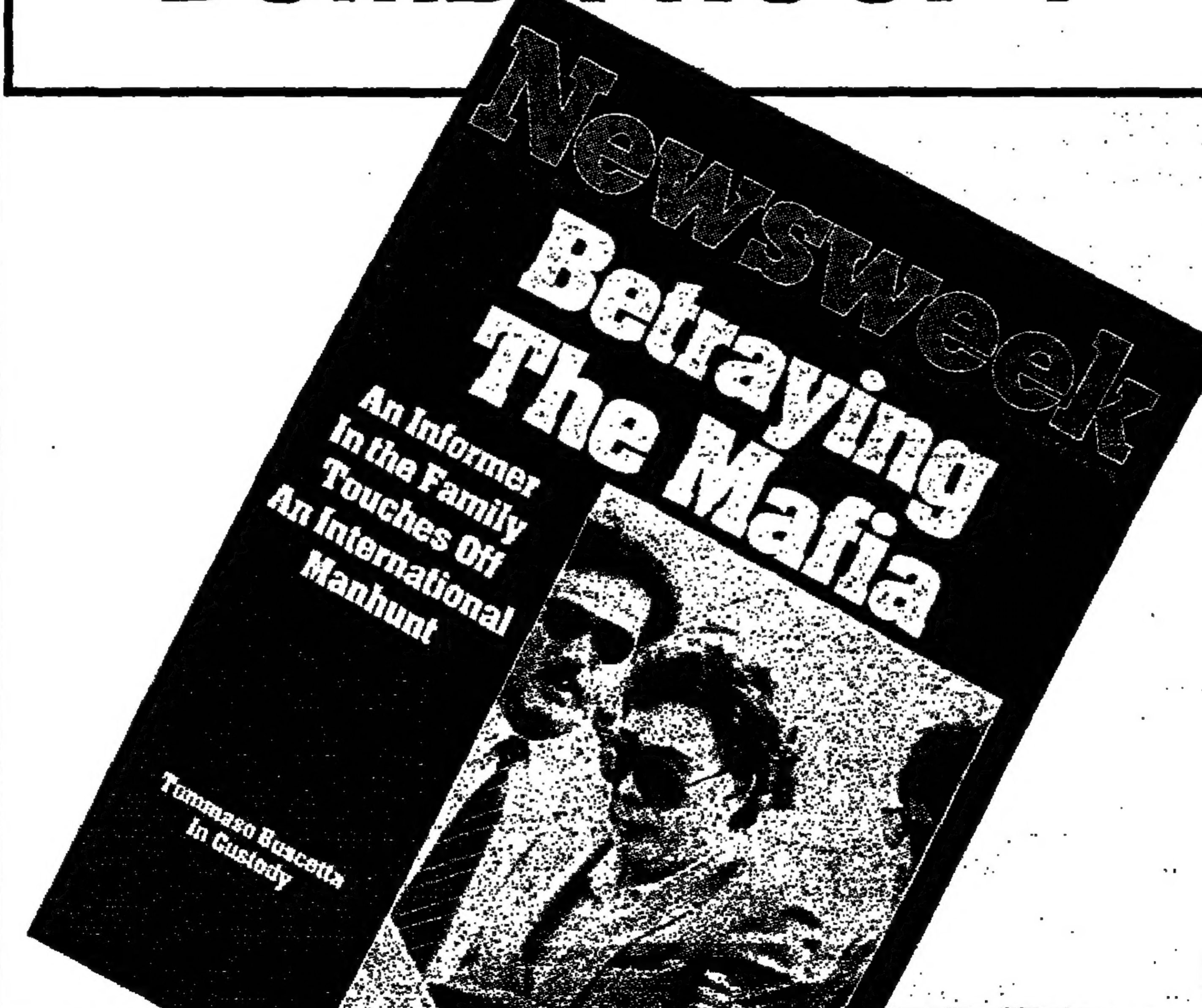
« Le CERES n'a certes jamais accordé de valeur économique à la norme d'un déficit budgétaire égal, au plus, à 3% du PIB. Mais la France peut-elle vraiment prendre le risque d'un déficit budgétaire accru, avec les conséquences que cela suppose, notamment sur le poids de la dette publique ? »

WALL STREET SUR ÉCRAN. TEMPS MICRO

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.

Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

IS THE IRON LADY BOMB-PROOF ?



Outside views. Inside information.

LE CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE POINCARÉ CÉLÉBRÉ PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing, député UDF du Puy-de-Dôme, a participé, lundi 15 octobre, à un « dîner d'honneur » offert par la fédération de la Meuse, du Parti républicain à Sampigny, où Raymond Poincaré est mort il y a cinquante ans.

L'ancien chef de l'Etat a retracé la carrière de celui qui, né à Bar-le-Duc en 1860, fut président de la République de 1913 à 1920, puis sénateur et plusieurs fois président du conseil entre 1922 et 1929.

Il a ajouté : « Comme Raymond Poincaré, j'ai été président de la République. Comme lui, je reviens à l'Assemblée nationale dont j'étais issu. L'analogie peut-elle aller plus loin ? »

« Laissons là ces jeux qui ignorent le bouleversement des époques et le profond changement des institutions. L'important, aujourd'hui, ce ne sont pas les personnes mais les problèmes à résoudre ».

« L'obsession de l'élection présidentielle a perverti le débat politique en le centrant sur de vaines compétitions de personnes, alors que des problèmes aussi obscurs que le chômage et l'appauvrissement de la France frappent quotidiennement à notre porte. Assés de questions de personnes, place enfin aux idées et aux solutions ».

« Le nouveau député a continué : « La création de nouveaux emplois n'a eu lieu que si notre machine économique redémarre. Pour cela, l'union doit se faire autour de la volonté de redressement. Sans un rassemblement de toute l'opposition, il sera impossible de faire face aux échéances, de gouverner et de redresser le pays ».

Selon M. Giscard d'Estaing, « l'option à proposer aux Français est celle d'un libéralisme clair et net adapté aux réalités économiques et humaines des temps modernes ».

« Union et libéralisme, sont donc, pour l'ancien président, « les clés du choix à venir des Français ».

Newsweek

Traduction du texte inséré ci-dessous :

« La dame de fer est-elle à l'abri des bombes ? »

Contradictions

« Les contradictions de la politique française sont de plus en plus évidentes. Elles se manifestent dans la divergence entre les discours et les actes, entre les intentions et les résultats ».

« M. Pierrat, rapporteur général, a souligné que le projet de budget pour 1985 est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Planchou, député PS, a exprimé ses réserves sur l'efficacité économique du projet de budget, craignant un effet récessif dû à la réduction des dépenses ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de budget pour 1985 est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Badinter, ministre de la justice, a souligné que le projet de loi sur la réforme du droit des faillites est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Charles, député RPR, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

« M. Giscard d'Estaing, député UDF, a souligné que le projet de loi sur la domiciliation des entreprises est « inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique ».

LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

SUR EUROPE 1

Contradictions

De quelles perspectives de pouvoir dispose le Parti communiste ? Il n'en a plus depuis qu'il a quitté le gouvernement, estime M. Lionel Jospin. La direction du PCF veut « battre la droite », mais refuse de gouverner à gauche parce qu'elle affirme que les socialistes ont trahi. Le constat du premier secrétaire du Parti socialiste est fort ennuyeux pour une formation politique qui s'inscrit toujours dans la ligne de conquête du pouvoir par des voies démocratiques.

Il en tire aujourd'hui une conclusion, la même qu'en 1977 lorsque avaient été rompus les négociations sur l'actualisation du programme commun : le PCF, par son comportement, prend le risque de laisser le champ libre au seul autre choix possible, la droite.

Il est difficile, dans ces conditions, d'exercer le pour de l'échec », entreprend dans laquelle M. Jospin s'est engagé le week-end dernier lors d'un séminaire qui réunissait les premiers secrétaires fédéraux de son parti. Il ne faut pas « poser de façon dramatique le problème de 1988 », dit-il. Ce souci répond apparemment à celui exprimé par le président de la République, qui traite, sur un mode plaisant, d'un « autre scénario possible » et qui envisage, sans se démonter, que l'alternance réussie en 1981 puisse se reproduire, en sens inverse, à la prochaine occasion. La socialisme, remarque M. Jospin, est une « perspective historique ». De cela, la direction du PCF est bien d'accord, même si elle ne s'agit pas du même socialisme et même si, au dire de M. Fiterman, elle ne s'inscrit pas dans une « logique de l'échec ».

C'est bien la première fois depuis le début de la V^e République qu'un pouvoir et ceux qui le soutiennent dédramatisent les échéances nationales auxquelles ils devront faire face. Cette technique nouvelle méritait d'être publiquement expliquée, faute de quoi elle risque de provoquer des effets démotivateurs dont les socialistes, à l'évidence, n'ont pas besoin.

D'autant qu'elle est en apparence contradictoire avec tout le mal que M. Jospin pense de la droite et de ses chefs de file. Ces derniers sont, selon lui, engagés sur une pente qui les conduit à abandonner leurs perspectives d'action telles qu'elles ont été inscrites dans l'histoire à la Libération. La droite, affirme M. Jospin, gèrera à droite des structures héritées de la gauche — planification, secteur public, Sécurité sociale — sous la direction d'un homme, le général de Gaulle, « qui a été à la tête d'un mouvement progressiste ». La droite, selon lui, revient à ses « vraies valeurs », celles « qui se sont épanouies sous le pétainisme et dans la collaboration ».

L'analyse n'est pas nouvelle. Elle avait été développée lors d'une réunion du bureau exécutif du PS, en janvier 1983, et, à la même époque, M. Paul Quilès affirmait que le programme économique et social du RPR, ramené des États-Unis dans les bagages de M. Chirac, est « le plus à droite jamais élaboré depuis Vichy ».

Cela rappelle l'époque où M. Jacques Chirac divisait le monde politique français en « vichystes » et « résistants », et classait M. Giscard d'Estaing dans la première catégorie. Le « vichysme », pour lui, c'était la soumission. Pour la gauche, c'est aussi la revanche de la droite sur les « désordres » du Front populaire.

Comparer un comportement politique actuel à celui du maréchal Pétain, c'est une fâcheuse injure, une de celles qui limitent le débat politique, le crispent outre mesure et sont porteurs de contradictions. Faut-il vraiment dédramatiser 1988 si la France court le risque d'être dominée par les « valeurs » de la « collaboration » ?

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Fiterman dénonce la « concentration des pouvoirs au plus haut niveau de l'Etat »

Invité de l'émission de Jean-Pierre Elkabbach, « Découverte », sur Europe 1, le lundi 15 octobre, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, ancien ministre des transports, a confirmé qu'il avait eu, en 1983, l'intention de quitter le gouvernement. M. Fiterman a précisé que cette question s'était posée en liaison avec la préparation du budget pour 1984, et que, finalement, la « discussion » avec le premier ministre et avec le président de la République avait « permis d'aboutir à une solution acceptable ».

M. Fiterman a exprimé sa solidarité avec ceux dont les espoirs ont été déçus depuis 1981. « Moi, personnellement, je n'ai pas été déçu : je n'avais aucune illusion », a-t-il dit. M. Fiterman a souligné la « concentration des pouvoirs au plus haut niveau de l'Etat » sous la V^e République. « Le président de la République, a-t-il dit, est amené à décider d'un nombre incalculable de choses (...) de presque tout ; le premier ministre ne décide que de ce que le président de la République lui délègue (...) ; les ministres, sauf peut-être celui de l'économie et des finances (...), ne jouent pas un rôle politique suffisant. Quant au Parlement, ses pouvoirs sont presque réduits à rien du tout ; cela relève du faux semblant ».

Selon M. Fiterman, « une des raisons de l'échec qu'on peut constater (...) est que l'on ne peut pas s'attaquer à des difficultés aussi grandes, mettre en œuvre les réformes profondes qui sont nécessaires si on ne fait pas appel aux gens (...), si on ne mobilise pas les forces vives de ce pays ». « Or, a-t-il ajouté, il faut bien constater que les institutions ne vont pas dans ce sens et que la pratique institutionnelle n'y va pas non plus ». L'ancien ministre s'est déclaré d'accord avec « l'idée d'une sorte de président arbitre », qui « laisserait au gouvernement le soin de gouverner ». « Il faut une démocratisation des institutions », a dit M. Fiterman.

« La majorité ? Pas d'histoires : à partir du moment où nous n'avons aucune responsabilité dans la direction, la gestion des affaires de ce pays, nous ne sommes pas dans la majorité », a affirmé M. Fiterman. Il a ajouté : « Cette politique est mauvaise, et la France perdra avec cette politique. Le courage (...) c'était de s'attaquer aux privilèges (...) qui font la crise actuelle (...) ».

Réunis en séminaire

LES SOCIALISTES VEULENT « CASSER LA LOGIQUE DE L'ÉCHÉC »

Les premiers secrétaires fédéraux du PS se sont réunis en séminaire à huis clos dans la région parisienne, du vendredi 12 octobre au dimanche 14 octobre.

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, chargé des fédérations, qui rendait compte des travaux de ce séminaire lundi 15 octobre, a indiqué qu'au cours de cette réunion « sans précédent », les socialistes ont « recherché les moyens d'améliorer l'efficacité du PS, et probablement aussi de le moderniser ». Ce séminaire a permis aux socialistes de « casser une espèce de logique de l'échec ». Selon M. Delanoë, « il y en avait besoin ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a ouvert les travaux en proposant une réflexion autour de six questions : les élections de 1986 ; l'identité du PS est-elle aujourd'hui en cause ? Quel type de rapports avec le gouvernement d'ici à 1986 ? Comment rassembler l'opinion pour gagner ? Comment rassembler les militants ? Qu'attendre de la direction du PS ?

M. Delanoë a admis que les militants socialistes les de « prendre des coups dans la gueule », ont parfois la tentation de se taire.

Nous étions prêts à le faire. C'est parce qu'on n'a pas voulu le faire qu'il [nous] a fallu partir. »

« La victoire de l'opposition ? On verra en 1986. On n'y est pas », a dit M. Fiterman. Il a précisé : « Nous ne nous situons pas dans une perspective d'échec ». L'ancien ministre a affirmé qu'il n'y a pas de « querelle d'hommes » au sein du PCF. Il a ajouté : « Accuser Georges Marchais des difficultés que le Parti connaît actuellement, ce serait vraiment un peu facile ». Après avoir souligné les « grandes qualités » de M. Marchais, M. Fiterman a affirmé que le secrétaire général du PCF « est aussi un novateur : c'est lui qui a dirigé toutes les évolutions de la politique du Parti depuis dix ans ».

« Dans ces conditions, les attaques, la campagne de l'adversaire contre lui, sont liées à ces qualités qui lui sont propres », a dit M. Fiterman. Un parti qui céderait à la pression qu'il exerce actuellement en ce domaine serait un parti qui s'abaisserait. Je pense que notre parti ne le fera pas, et que Georges Marchais est le mieux à même de conduire la politique qui a été inaugurée avec nos trois précédents congrès, et qu'il faut développer. C'est pour cela que je ne suis pas favorable au remplacement de Georges Marchais ».

« M. Barre est un élément de désordre » affirme M. Jospin

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé lundi 15 octobre, lors de l'émission de France-Inter « Face au public », a déclaré, à propos de M. Raymond Barre : « M. Barre est un élément de trouble et de désordre dans la vie politique française. C'est un homme qui donne l'impression d'être un modéré, comme un homme d'ordre, et ce n'est pas la réalité de sa position. (...) Ce n'est pas un homme au-dessus des partis, puisque, actuellement, ses partisans sont engagés dans une bataille furieuse pour tenter de contrôler l'UDF. (...) C'est un homme qui veut créer un peu d'instabilité dans le système politique français ».

M. Jospin, qui a affirmé que « la plus grande transformation de la France actuellement » n'est pas la transformation de la gauche mais celle de la droite, a expliqué :

« Depuis 1958, la droite au pouvoir a géré à droite une France faite par la gauche. Cette France a été faite par la gauche dans les années 1936 — Front populaire — et dans les années 1944-1946, lorsque nous sommes sortis de la Résistance. La droite a accepté ce qui a été fait à ce moment-là (...) toute une série de dispositions économiques et sociales qui ont fait la France du lendemain de 1945. La droite a géré cette société à droite d'une façon conservatrice, mais sans remettre en cause cette France que j'ai faite de gauche. Et elle l'a fait parce que, avec ce qui s'était passé dans la période intermédiaire, c'est-à-dire entre 1939-1940 et 1943, quand on a ébranlé les valeurs traditionnelles de la droite, sous le pétainisme et aussi dans la collaboration, il n'était pas possible pour elle de se lier à ces valeurs. Ce

qui est en train de se passer sous nos yeux, (...) c'est que la droite est en train d'affirmer qu'elle veut gérer à droite une France de droite, une France fondée sur ses principes (...). Tout ce qu'elle écrit la droite actuellement sur la remise en cause de l'Etat, de son rôle dans l'économie, sur la remise en cause des valeurs d'égalité et de solidarité pour primer le libéralisme et l'individualisme à tout crin, tout ce qu'elle dit sur l'école, la remise en cause de l'école publique, tout cela fait que la droite française (...) me paraît une droite régressive (...). D'une certaine façon elle remonte l'histoire à reculons. Elle retrouve une tradition de droite qui est la tradition de la Restauration et elle revient, dans certains domaines, à ce que sont les vieilles valeurs conservatrices, notamment celles du pétainisme. Et même quand il s'agit de l'école (...), elle revient, à la limite, avant même 1914, c'est-à-dire sur les fondements mêmes de la République en France ».

Le premier secrétaire du PS a ensuite évoqué les relations de son parti avec le PC pour affirmer : « Le principe de la discipline républicaine de l'union (...) derrière le candidat de la gauche le mieux placé reste pour les dirigeants du Parti socialiste (...) une nécessité absolue ». M. Jospin a ajouté : « Nous craignons que la seule alternative politique que puisse présenter le Parti communiste au monde du travail ne soit le retour de la droite (...). Vous ne pouvez pas avoir, vous, dirigeants du Parti communiste, une perspective de pouvoir qui vous soit propre ».

Enfin, à propos de la réforme électorale, M. Jospin a indiqué : « Je ne pense pas qu'on puisse dire que la position du PS est la proportionnelle intégrale, mais c'est une proportionnelle assez généralisée (...). On peut modifier cette position, je suis prêt à discuter ».

VOS BUDGETS 85: 42 LOGICIELS POUR VISER JUSTE. TEMPS MICRO

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE. Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

Pour le centenaire de Darwin

1882
1982

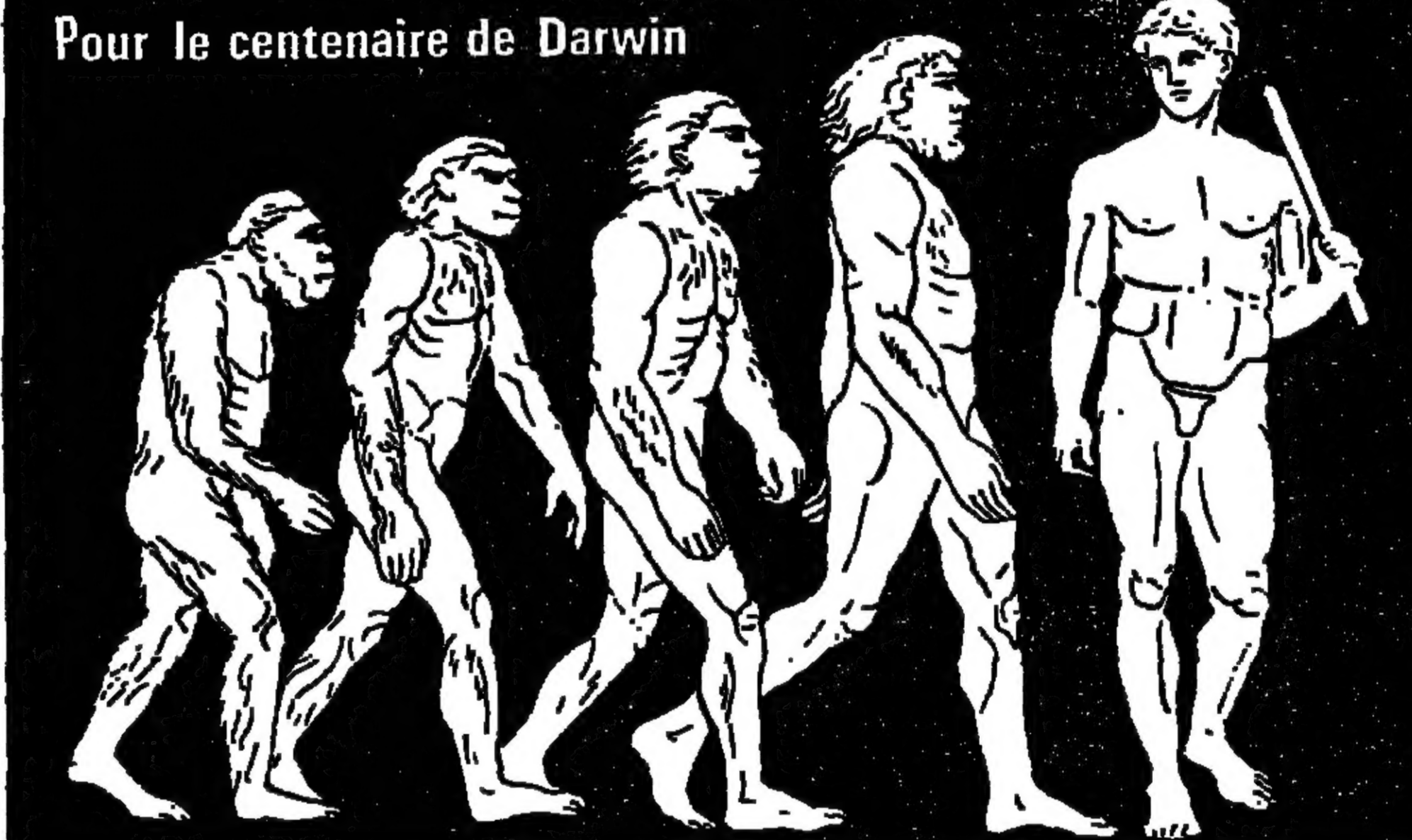
« M. Darwin, est-ce par votre grand-père ou votre grand-père que vous descendez d'un singe ? »

Le vendredi 29 juin 1880 plus de 700 savants sont réunis dans la grande salle de l'Université d'Oxford. Ils attendent « un certain M. Darwin qui, tout en ayant des diplômes scientifiques réguliers, ose trahir un trait sur toutes les théories établies par les sciences anthropologiques ».

Charles Darwin vient de publier l'Origine des Espèces, ouvrage dans lequel il affirme que toutes les espèces animales sont issues de quatre ou cinq formes vivantes primitives, ayant un seul et unique prototype. L'homme serait l'aboutissement de cette sélection naturelle.

L'homme tranquille par qui le scandale arrive.

Darwin a accumulé les preuves : les fossiles témoignent de l'évolution et les vivants aussi. Il démontre que la main de l'homme, le pied du cheval ou l'aile de la chauve-souris sont bâtis sur le même modèle et renferment les mêmes os. Il arrive à des conclusions troublantes : l'oeil possède 24 vertèbres embryonnaires exactement comme la queue de l'archéoptéryx, cet animal mi-reptile, mi-oiseau qui vivait il y a 200 millions d'années. On retrouve le même évolu-



Jean de Bonnot publie en édition d'art le livre scientifique le plus scandaleux : l'Origine des Espèces de Charles Darwin

tion dans le développement de l'embryon humain que chez un minuscule animal marin vivant il y a plus de 500 millions d'années. Chez l'homme adulte, le cou comporte deux oreillettes et deux vertèbres, tout comme le premier mammifère d'il y a 200 millions d'années. Etonnant vestige de notre immémorial passé.

Huê, ridiculisé, interdit encore dans les écoles de 20 États des U.S.A.

La salle se déchaine contre Darwin, mais il reste impassible et continue son exposé avec rigueur, donnant des exemples irréfutables. En quelques phrases il a balayé toutes les théories scientifiques, toutes les philosophies et tous les dogmes religieux.

Après plus d'un siècle, cette révolution n'est pas tout à fait apaisée et si la science a dû accepter ses théories, toutes les religions s'y sont opposées : il aurait fallu jeter aux orties la Bible, le Coran, le Talmud et tous les autres enseignements religieux. Darwin est encore interdit dans les écoles de plus de vingt États des U.S.A. Mais l'évidence est là : son génie ne peut être comparé qu'à celui de Copernic, de Galilée ou d'Einstein.

Livres d'art : prix éditeur. Jean de Bonnot présente cette œuvre fondamentale en deux magnifiques volumes d'art, reliés en plein cuir violet crépuscule. L'impression est sur papier vergé chiffon filigrané « aux canons ».

La tranche supérieure, ainsi que la reliure sont à l'or véritable 22 carats. Tranche et signet assortis. Les coins du livre sont pliés soigneusement à la main : long et minutueux travail des compagnons relieurs. Format in-octavo 14 x 21 cm. Le monde actuel voudrait considérer les livres comme un produit industriel pensable. Nous n'acceptons pas cette mode. Nous avons le respect de notre travail et désirons lui assurer la longévité d'antan.

Garantie totale Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui pren-

nent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale, représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « l'Origine des Espèces » de Charles Darwin, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 168,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume, au même prix, le mois suivant.

Nom Prénom Rue Code postal Ville Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE

POUR LA 1^{ère} FOIS L'INFORMATIQUE SOUS TOUS SES ASPECTS

Un outil de référence et d'initiation 42,50 F EN LIBRAIRIE

HATIER

LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE D'ACTUELLE THÉORIE À PRATIQUE



Le Monde

dossier

Le mode de scrutin

LE POINT SUR...

Au nombre des cent dix propositions du candidat François Mitterrand, figure, en quarante-septième place, une réforme de la loi électorale. Elle prévoit l'institution de la représentation proportionnelle, notamment pour les élections législatives.

Quelle sera cette réforme ? Personne ne peut le dire aujourd'hui. Toutes les possibilités de modification sont d'ores et déjà évoquées dans les États-majors des partis, et leurs avantages et inconvénients respectifs soigneusement soupesés. Il semble seulement qu'on s'achemine vers un système mixte alliant au scrutin majoritaire en vigueur une dose de proportionnelle. Reste à savoir l'essentiel : cette dose

concernera-t-elle la moitié ou le tiers des sièges de l'Assemblée ? Les listes établies par les partis seront-elles départementales ou régionales ? Sera-t-il procédé à un redécoupage des circonscriptions, et leur nombre sera-t-il augmenté ?

Le contenu de cette réforme devrait être connu sans trop tarder. Le président de la République a récemment confirmé qu'elle serait examinée par le Parlement lors de la prochaine session de printemps. M. Mitterrand a également indiqué que les suggestions faites par M. Valéry Giscard d'Estaing « contribueraient utilement à [sa] réflexion ». L'ancien président de la République, dans son livre 2 Français

sur 3, préconise en effet le scrutin proportionnel dans les départements qui comptent plus d'un million d'habitants (Le Monde du 12 octobre).

Ce changement de loi, avant même que ses contours soient définis, anime bien des débats au sein de l'opposition comme de la majorité. Déjà l'introduction d'un élément de proportionnelle aux élections municipales de mars 1983 avait fait naître de nombreuses polémiques, alors qu'aujourd'hui elle est non seulement acceptée, mais aussi partie de vertes jusques dans les rangs de l'opposition. Mais ce qui a fini par être admis pour des élections locales ne saurait être aussi facilement pour des élections

législatives, en raison de l'importance de l'enjeu qu'elles représentent et de l'intérêt immédiat qu'un parti peut tirer de la désociation d'une « tricherie », comme a déjà commencé de le faire M. Chirac.

Au-delà des a priori et des procès d'intention adressés à M. Mitterrand par une opposition qui le soupçonne de vouloir se livrer à quelque sombre « magouille » ou « trépatouillage », les positions restent encore incertaines à l'UDF, dont toutes les composantes ne s'opposent pas aussi farouchement que le RPR à l'introduction d'une dose de proportionnelle. La même incertitude se retrouve au PS, au sein duquel se croisent des conceptions divergentes.

La représentation proportionnelle

La représentation proportionnelle suppose un scrutin de listes et a pour but d'assurer à chacune d'elles un nombre d'élus qui soit en rapport avec sa force électorale.

S'il y a circonscription électorale unique — le pays dans son ensemble — les listes sont nationales et la représentation proportionnelle est intégrale. Le scrutin européen du 17 juin dernier en France en est une illustration. S'il y a plusieurs circonscriptions électorales — la région ou le département par exemple — les listes sont régionales ou départementales et la proportionnelle dans ce cas est approchée.

L'attribution des sièges est plus complexe qu'avec le scrutin majoritaire. Il faut tout d'abord déterminer le quotient électoral. Il s'obtient en divisant le total des suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir. A chaque fois qu'une liste obtient ce quotient elle obtient un siège. Mais cette première opération ne permet pas d'attribuer tous les sièges. Il convient donc de procéder à une seconde opération pour attribuer les sièges restants. Deux méthodes sont possibles : la première est dite « à la plus forte moyenne » la seconde « au plus fort reste ».

Soit une circonscription électorale où cinq sièges sont à pourvoir. Quatre listes (ou parties) A, B, C, D, sont en présence. Elles recueillent respectivement :
Liste A : 82 000 voix ;
Liste B : 54 000 —
Liste C : 32 000 —
Liste D : 22 000 —
soit un total de 190 000 suffrages exprimés. Le quotient électoral est 190 000 : 5 = 38 000.

Au terme de cette première opération :

La liste A obtient : 82 000 : 38 000 = 2 sièges ;

La liste B : 54 000 : 38 000 = 1 siège ;

La liste C : 32 000 : 38 000 = 0 siège ;

La liste D : 22 000 : 38 000 = 0 siège ;

Deux des cinq sièges n'ont pas été attribués.

● Représentation proportionnelle à la plus forte moyenne :

S'ils sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne, il convient d'ajouter fictivement à chaque liste un siège à ceux qu'elle a obtenus lors de la première opération, puis de diviser les suffrages qu'elle a recueillis par ce nombre. (Si une liste n'a eu aucun siège, on divise par 1.) La liste qui obtient ainsi la plus forte moyenne obtient un siège.

Le premier des deux sièges non attribués va à la liste C, qui obtient la plus forte moyenne. On recommence cette opération jusqu'à attribution complète des sièges :

Liste A : 82 000 : 2 + 1 = 27 333 ;

Liste B : 54 000 : 1 + 1 = 27 000 ;

Liste C : 32 000 : 1 = 32 000 ;

Liste D : 22 000 : 1 = 22 000.

Le premier des deux sièges non attribués va à la liste C, qui obtient la plus forte moyenne. On recommence cette opération jusqu'à attribution complète des sièges :

Liste A : 82 000 : 2 + 1 = 27 333 ;

Liste B : 54 000 : 1 + 1 = 27 000 ;

Liste C : 32 000 : 1 + 1 = 16 000 ;

Liste D : 22 000 : 1 = 22 000.

Le dernier siège va à la liste A.

● Représentation proportionnelle au plus fort reste :

Si les deux sièges restants sont attribués avec la méthode du plus fort reste, il convient de calculer pour chacune des listes les voix non utilisées au moment du calcul du quotient. Il reste ainsi :

82 000 - (2 x 38 000) = 6 000 ;

54 000 - (1 x 38 000) = 16 000 ;

La liste C : 32 000 ;

La liste D : 22 000.

Les deux sièges restants vont respectivement à la liste C et à la liste D, qui ont les plus forts restes.

● Récapitulation :

Avec l'attribution des sièges à la plus forte moyenne, la liste A a obtenu au total 3 sièges ; la liste B, 1 siège ; la liste C, 1 siège ; et la liste D, 0 siège.

Avec l'attribution des sièges au plus fort reste, la liste A a obtenu 2 sièges ; la liste B, 1 siège ; la liste C, 1 siège ; et la liste D, 1 siège.

La représentation proportionnelle au plus fort reste favorise davantage les petites listes que la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Au-delà des clivages traditionnels

Pour gouverner efficacement, il faut pouvoir disposer de l'Assemblée nationale d'une majorité à la fois « claire » et « stable », que seul le maintien de l'actuel scrutin majoritaire peut garantir. Cet argument est le premier invoqué par ceux qui sont hostiles à l'introduction de la moindre dose de proportionnelle pour les prochaines élections législatives. Il se trouve résumé dans cette remarque de Maurice Duverger : « Moins de 17 % de proportionnelle accablent à plus de 83 % de scrutin majoritaire suffisant à faire disparaître les gouvernements instables que nous connaissons depuis plus de vingt ans » (Le Monde du 13 juillet 1983). Poursuivant ce raisonnement, les partisans du scrutin majoritaire expliquent que, face à un Parlement dépourvu de majorité, le président de la République et le gouvernement seraient contraints de négocier en permanence, de susciter des alliances nouvelles pour chacun de leurs projets. L'équilibre des pouvoirs, législatif et exécutif, serait rompu.

Ces mêmes partisans font valoir que le scrutin majoritaire, bien qu'il ne figure pas dans la Constitution, s'inscrit dans l'esprit et la tradition des institutions de la V^e République. Par conséquent, disent-ils, on ne peut admettre à ces dernières sans le respecter. Enfin, parce qu'il est unanimité, le scrutin majoritaire présente à leurs yeux l'avantage de privilégier l'établissement d'un lien étroit entre l'élite de la majorité et ses électeurs. L'élite locale échappe d'autant plus à l'emprise de son parti qu'il est bien implanté.

A l'inverse, la proportionnelle, qui suppose un scrutin de listes, ferait la part trop belle aux États-majors des partis : un candidat qui doit, pour être élu, figurer en bonne place sur la liste établie par son parti se montrerait plus soucieux de plaire à ses dirigeants que de répondre aux préoccupations réelles de son électeur.

Pour défendre la proportionnelle, ses partisans parlent de plus juste représentation. Ils insistent sur le fait qu'un tel mode de scrutin exclut l'attribution d'une majorité de sièges à une minorité de voix, ce qui est possible avec le scrutin majoritaire. Ils remarquent d'autre part que la proportionnelle assure la représentation de tous les courants politiques.

Ils se veulent tout aussi soucieux de la stabilité gouvernementale que les défenseurs du scrutin majoritaire, et rappellent que l'exécutif peut gouverner, qu'il y ait ou non une majorité à l'Assemblée nationale, grâce aux prérogatives qui lui confère la Constitution. On peut remarquer à ce propos que, si le départ de M. Jacques Chirac de Matignon en 1976 et les dissensions manifestes entre le RPR et les gauchistes ont rendu plus difficile l'adoption de certaines réformes voulues par le président de la République de l'époque, M. Giscard d'Estaing, ils n'ont pas pour autant provoqué une crise de régime.

A ceux qui, pour justifier leur hostilité à toute modification de la loi électorale, invoquent la « pagaille » provoquée par l'introduction de la proportionnelle pour l'élection de l'Assemblée régionale corse le 12 août dernier, ces mêmes partisans de la proportionnelle répondent qu'il faut distinguer élections régionales et élections législatives. Dans le premier cas, l'exécutif est issu de l'Assemblée régionale, et les élections législatives, en raison de l'importance de l'enjeu qu'elles représentent et de l'intérêt immédiat qu'un parti peut tirer de la désociation d'une « tricherie », comme a déjà commencé de le faire M. Chirac.

semblée, tandis que dans le second cas il n'émane pas de l'Assemblée nationale, mais du président de la République.

D'un parti à l'autre

Fort logiquement, les partis les plus faibles se montrent les plus ardens défenseurs de la proportionnelle. Pour le PSU, les écologistes, le CNIP ou le Front national, elle signifie la possibilité d'une représentation au Palais-Bourbon. Pour le Parti communiste, elle offre l'avantage de traduire moins cruellement la perte d'audience qu'il connaît, même si Jean Wios, responsable du secteur « élections », tient à rappeler que son parti « a toujours considéré la proportionnelle comme une possibilité, et non pas comme une fin en soi ».



Dessin de PLANTU

tion de principe, en dehors de toute opportunité politique subalterne et de tout avantage partisan » (Le Monde du 21 octobre 1983).

Tout aussi clair est la position du RPR, qui continue de défendre le scrutin majoritaire et repousse fermement toute idée de proportionnelle. Pour M. Jacques Chaban-

Delmas, ancien premier ministre, le système proportionnel n'est tout simplement « la mort du petit cheval » (Le Monde du 12 octobre). Pour M. Jacques Chirac, secrétaire national du RPR, aux élections « le seul système électoral correspondant à l'intérêt national est le scrutin majoritaire ».

Au sein du PS et de l'UDF les positions sont moins tranchées. A l'UDF, si l'on s'en tient à la déclaration de M. Jean Lecanuet, président de la confédération lors des journées parlementaires de l'UDF à Cannes — déclaration confortée quelques heures plus tard par la publication d'un communiqué officiel (Le Monde du 28 septembre) —, on reste « attaché » au système du scrutin majoritaire. Cet attachement, M. Barre le partage, qui considère que l'adoption d'un système proportionnel ne pourrait qu'aboutir « tôt ou tard non seulement à l'abaissement du gouvernement, mais à l'abaissement du président de la République ». Le débat serait clos si M. Giscard d'Estaing n'était pas, lui, pour l'introduction de la proportionnelle dans les douze départements français les plus peuplés — autrement dit pour le tiers des effectifs de l'Assemblée nationale — (Le Monde daté 23-24 septembre).

Le scrutin majoritaire

Depuis 1958, les députés sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Ce mode de scrutin a la mérité d'être simple : est élu au premier tour le candidat qui recueille la majorité absolue des suffrages exprimés (50 % + 1 voix) et le quart des inscrits au moins. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé à un second tour au terme duquel est élu le candidat qui recueille simplement le plus grand nombre de suffrages, c'est-à-dire la majorité relative.

On a tenté à plusieurs reprises de limiter le nombre de candidats pouvant se présenter au second tour de scrutin. L'initiative la plus récente a été celle de M. Giscard d'Estaing en 1976, qui a limité à 125 % par la loi du 19 juillet 1976. Ces amendements ont eu pour effet de favoriser les « duels ». Les seconds tours des élections législatives de 1978 et de 1981 n'ont donné lieu qu'à une élection tripartite (affrontement de trois candidats) chacun.

Dès lors, il se trouve dans les rangs de l'UDF des hommes pour le suivre dans cette voie : timidement, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, plus résolument, M. Michel d'Ornano, député (UDF-FR) du Calvados. Ce dernier a même appelé à la confusion en soulevant la réunion d'un groupe de travail majoritaire-opposition pour débattre de la future loi électorale. Proposition retenue par M. Lionel Jospin et qui suscite bien de l'embarras au sein de l'UDF. Il convient aussi de noter que les centristes n'ont pas encore rallié M. Lecanuet dans son abandon de toute proportionnelle. Historiquement proportionnalistes, ils sont aujourd'hui, par réalisme, pour le scrutin majoritaire, mais ne s'opposent pas catégoriquement à l'introduction d'un « zeste » de proportionnelle... Reste à s'entendre sur ce zeste.

Les positions des socialistes ne sont guère plus nettes. Certains — minoritaires au sein de leur parti, — tel M. Jean-Pierre Cot, se font les

champions de la proportionnelle intégrale au plus fort reste (Le Monde daté 23-24 septembre). D'autres, tel M. Jean Poperen, défendent le scrutin majoritaire, qui ne présente pas que des inconvénients. Le numéro deux du Parti ne confie-il pas au mois d'août (L'Express du 24-30 août) : « une réforme introduisant la proportionnelle « va nous plumer, conforter les communistes. Or nous reprocher d'avoir fait le jeu de Le Pen. Et de toute façon, ce n'est pas un mode de scrutin qui nous sauvera. Quand on n'a plus la majorité, on ne l'a plus ». Entre ces deux extrêmes, la majorité des socialistes plaident, semble-t-il, en faveur d'un système mixte. Encore que les avis divergent quand il s'agit de mesurer la « dose » de proportionnelle qu'il conviendrait d'introduire. Le premier secrétaire, M. Jospin, pense qu'elle devrait être « relativement importante ». M. Jacques Rogues-Machet, député (PS) de la Haute-Garonne, la préférerait, lui, « petite ».

De cette réforme de la loi électorale, le PS, par la voix de M. Jospin, s'est en tout cas déclaré prêt à discuter avec l'opposition. Celle-ci se montre plutôt réticente, voire carrément hostile. En attendant la décision du président de la République, l'UDF et le PS ont encore quelques mois pour se livrer à de « saines » confrontations d'idées et à de solides calculs stratégiques, qui dépassent les frottements habituels des courants et des partis.

Le Monde s'est déjà fait l'écho de ce débat sur le mode de scrutin en publiant, à l'automne 1983, le point de vue de plusieurs formations politiques : celui de l'UDF dans les éditions de 18 octobre ; celui du PS (19 octobre) ; celui du RPR (20 octobre) ; celui du PC (21 octobre) ; ceux du PSU, du Front national et des écologistes dans le numéro du 26 octobre.

Plus récemment, notre journal a mis face à face un partisan de la proportionnelle intégrale, M. Jean-Pierre Cot (PS), ancien ministre, et deux défenseurs du scrutin majoritaire, MM. Alain Duhamel et Jérôme Jaffré (Le Monde daté 23-24 septembre 1984).

Le système mixte d'Allemagne fédérale

Le système en vigueur en Allemagne fédérale pour la désignation des élus au Bundestag est mixte, puisqu'il allie le mode de scrutin majoritaire et le mode de scrutin proportionnel. La moitié des sièges du Bundestag est attribuée à des candidats élus au scrutin majoritaire uninominal, à un tour (la majorité relative) dans le cadre de circonscriptions. L'autre moitié des sièges est attribuée à la représentation proportionnelle, au scrutin de listes, dans le cadre des Länder. L'électeur allemand vote donc deux fois, une fois en faveur d'un candidat, une fois en faveur de la liste d'un parti.

Le nombre total des élus d'un parti (élus de circonscriptions + élus de liste) est déterminé à la représentation proportionnelle des votes des Länder. Pour avoir droit à répartition, le parti doit avoir obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au plan fédéral ou au moins trois sièges dans les circonscriptions.

Supposons qu'un parti obtienne grâce à la représentation proportionnelle un nombre total de sièges égal à 30 et qu'il en ait déjà obtenu 16 dans les circonscriptions, le nombre de ses élus de liste sera 30 - 16 = 14.

Dans l'hypothèse où un parti obtiendrait un nombre de sièges de circonscriptions supérieur à celui qui lui donne la représentation proportionnelle, il conserve ses élus, et le nombre des sièges au Bundestag est augmenté d'autant.

Notons à ce propos que la Constitution allemande exclut cette possibilité de créer des sièges supplémentaires en nombre indéfini à l'Assemblée nationale : c'est une loi organique qui doit fixer le nombre précis de députés à élire.

Document établi par NADINE AVELANGE

Les préférences des Français selon la SOFRES

QUESTION : Pour les prochaines élections législatives, quel est le mode de scrutin qui serait votre préférence ?

Repli enquête SOFRES septembre 1983 (ensemble des Français)	Septembre 1984				
	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	Parti communiste	Parti socialiste	UDF	RPR
Le scrutin majoritaire, comme actuellement, qui élimine la représentation des petits vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale	43	43	17	41	53
Le scrutin proportionnel qui rend difficile une majorité stable mais permet une représentation de tous les partis, proche de leur pourcentage de voix	44	38	73	47	38
Sans opinion	13	19	10	12	17
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ce sondage a été réalisé par la SOFRES du 20 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour Le Nouvel Observateur.

IMMERSION aux USA
Linguistique
Importante organisation US propose, dans une grande université de Californie ou Floride, une formule incluant cours (q.q. soit niveau d'anglais), hébergement, repas.
DEPART JANVIER. Documentation contre cinq timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

Un livre essentiel au cœur de l'actualité
LUIGI BARZINI
Ces européens sont impossibles!
Avec esprit et autorité Barzini combine la recherche historique à des observations personnelles très perspicaces. Le résultat? Un écrivain à l'apogée de son talent. Une analyse remarquable de l'Europe contemporaine.
BUCHET / CHASTEL
18, RUE DE CONDE, 75006 PARIS

Le Monde
Les obsèques de
Le Front na

Les obsèques du gardien de la paix Joseph...
à Paris le 11 octobre, lors d'un enterrement...
à Paris le 11 octobre, à 18 h 30, à la gare...
à Paris le 11 octobre, à 18 h 30, à la gare...
à Paris le 11 octobre, à 18 h 30, à la gare...

L'e...
M. Jean-Pierre Cot...
M. Jean-Pierre Cot...
M. Jean-Pierre Cot...
M. Jean-Pierre Cot...

De cette réforme de la loi électorale...
De cette réforme de la loi électorale...
De cette réforme de la loi électorale...
De cette réforme de la loi électorale...

Le Monde s'est déjà fait l'écho de ce débat...
Le Monde s'est déjà fait l'écho de ce débat...
Le Monde s'est déjà fait l'écho de ce débat...
Le Monde s'est déjà fait l'écho de ce débat...

Plus récemment, notre journal a mis face à face...
Plus récemment, notre journal a mis face à face...
Plus récemment, notre journal a mis face à face...
Plus récemment, notre journal a mis face à face...

Le système mixte d'Allemagne fédérale...
Le système mixte d'Allemagne fédérale...
Le système mixte d'Allemagne fédérale...
Le système mixte d'Allemagne fédérale...

Supposons qu'un parti obtienne grâce à la représentation proportionnelle...
Supposons qu'un parti obtienne grâce à la représentation proportionnelle...
Supposons qu'un parti obtienne grâce à la représentation proportionnelle...
Supposons qu'un parti obtienne grâce à la représentation proportionnelle...

Notons à ce propos que la Constitution allemande exclut cette possibilité de créer des sièges supplémentaires...
Notons à ce propos que la Constitution allemande exclut cette possibilité de créer des sièges supplémentaires...
Notons à ce propos que la Constitution allemande exclut cette possibilité de créer des sièges supplémentaires...
Notons à ce propos que la Constitution allemande exclut cette possibilité de créer des sièges supplémentaires...

Document établi par NADINE AVELANGE...
Document établi par NADINE AVELANGE...
Document établi par NADINE AVELANGE...
Document établi par NADINE AVELANGE...

Les préférences des Français selon la SOFRES...
Les préférences des Français selon la SOFRES...
Les préférences des Français selon la SOFRES...
Les préférences des Français selon la SOFRES...

QUESTION : Pour les prochaines élections législatives, quel est le mode de scrutin qui serait votre préférence ?...
QUESTION : Pour les prochaines élections législatives, quel est le mode de scrutin qui serait votre préférence ?...
QUESTION : Pour les prochaines élections législatives, quel est le mode de scrutin qui serait votre préférence ?...
QUESTION : Pour les prochaines élections législatives, quel est le mode de scrutin qui serait votre préférence ?...

Le scrutin majoritaire, comme actuellement, qui élimine la représentation des petits vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale...
Le scrutin majoritaire, comme actuellement, qui élimine la représentation des petits vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale...
Le scrutin majoritaire, comme actuellement, qui élimine la représentation des petits vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale...
Le scrutin majoritaire, comme actuellement, qui élimine la représentation des petits vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale...

Le scrutin proportionnel qui rend difficile une majorité stable mais permet une représentation de tous les partis, proche de leur pourcentage de voix...
Le scrutin proportionnel qui rend difficile une majorité stable mais permet une représentation de tous les partis, proche de leur pourcentage de voix...
Le scrutin proportionnel qui rend difficile une majorité stable mais permet une représentation de tous les partis, proche de leur pourcentage de voix...
Le scrutin proportionnel qui rend difficile une majorité stable mais permet une représentation de tous les partis, proche de leur pourcentage de voix...

Sans opinion...
Sans opinion...
Sans opinion...
Sans opinion...

Ce sondage a été réalisé par la SOFRES du 20 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour Le Nouvel Observateur...
Ce sondage a été réalisé par la SOFRES du 20 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour Le Nouvel Observateur...
Ce sondage a été réalisé par la SOFRES du 20 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour Le Nouvel Observateur...
Ce sondage a été réalisé par la SOFRES du 20 au 27 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes pour Le Nouvel Observateur...

Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon

LA MESSE DE SAINT PIE V A NOUVEAU AUTORISÉE Retrouver son latin

Le Front national a appelé à une manifestation

Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon, tué jeudi 11 octobre, lors d'un contrôle d'identité à Puteaux (Hauts-de-Seine), ont eu lieu mardi 16 octobre, à 10 h 30, à la préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre, en présence de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

Après l'interdiction de la marche silencieuse appelée par l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC-Police, proche de l'opposition), le ministre de l'Intérieur a cependant autorisé un dépôt de gerbes, à 8 h 30, sur les lieux de la fusillade. Le Front national, pour sa part, avait appelé la population parisienne à manifester, à partir de 9 h 30 et depuis la station du RER Nanterre-préfecture, non loin du lieu des obsèques officielles du policier.

L'« effet Le Pen » dans la police

Radio-Le Pen, autrement baptisée par ses animateurs « Radio-Liberté-patrie », annonce la couleur. Mardi 16 octobre, le répondant téléphonique où le Front national diffuse quotidiennement ses commentaires et ses consignes appelle la « population parisienne » à se rendre « dans le recueillement » à la manifestation du Front, à Nanterre (Hauts-de-Seine), non loin du lieu des obsèques officielles du gardien de la paix Joseph Léon.

Après une énumération des onze membres des forces de l'ordre, policiers et gendarmes, tués en service cette année — tel fut « égaré par un Maghrébin », tel autre assassiné par un malfaiteur « relâché par la grâce du prince, un Badinter », — on pouvait entendre un rappel à « rétablir l'ordre » : il faut « rétablir (...) la crainte du juste châtiement qui seul peut empêcher les ordures de basculer, de passer à l'acte. Que les bons esprits saluèrent la croûte ou le miel, seul l'échafaud, seul le terreux du couperet peut agir, en fin de compte, sur les esprits pervers. Encore faut-il que cette pierre, bonne et redemptrice, soit appliquée. Alors, et alors seulement, elle devient dissuasive. Mais, dans la France de 1984, la vie d'un flic pèse moins que celle d'un haméton ».

Enfin, le Front national, qui fustige au passage une « délinquance essentiellement maghrébine », rappelle la participation de son président aux manifestations policières du 3 juin 1983. Le cas de figure est, cette fois, quelque peu différent : l'extrême droite ne se joint pas à un cortège « spontané » de policiers, mais défille sous son propre sigle, prenant le relais de l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC-Police) après l'interdiction de sa « marche silencieuse » par le ministre de l'Intérieur. De plus, la manifestation du Front national est, de fait, autorisée. Le préfet de police de Paris n'a reçu aucune consigne d'interdiction et le lieu du rassemblement du Front est très proche de la préfecture de Nanterre, où ont eu lieu les obsèques officielles, en présence de M. Joxe, ministre de l'Intérieur.

Bien que le mouvement de M. Le Pen ait donné des consignes de calme, le ministre de l'Intérieur a consciemment pris un risque.

Les réactions

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP, proche de la majorité) appelle le ministre de l'Intérieur à « agir et mettre un terme au climat de dégradation et de politisation néfaste qui règne au sein de l'institution policière ». Elle souhaite de « véritables réformes pour répondre à l'attente de la grande majorité des policiers de toutes catégories et pour améliorer la sécurité des Français ». La FASP « met en garde ceux qui risquent d'enclencher un processus qui donnerait raison à une minorité qui souhaite militariser la profession et réduire, voire éliminer, le droit syndical ».

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) dénonce l'interdiction par le ministre de l'Intérieur de la manifestation de police. Estimant qu'il s'agit là d'une « nouvelle atteinte aux droits syndicaux », le SNAPC demande au gouvernement de « prendre conscience des difficultés du monde policier en modifiant les structures des corps et des services ».

M. Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale, membre de l'USC-Police, dont la manifestation a été interdite, estime, dans le *Quotidien de Paris* du 16 octobre, que cette décision « remet totalement en cause le droit syndical ». Commentant les incertitudes sur les causes exactes de la mort du gardien de la paix, Joseph Léon, M. Halbwax ajoute : « Il y a eu un policier mort : s'il n'a pas été tué par un maghrébin, il a été tué par une politique inadéquate ».

M. Odette Léon, venue du policier abattu, affirme dans le *Parisien libéré* du 15 octobre : « Je comprends et je partage la colère des policiers. Je soutiens entièrement l'action syndicale (...). Il n'y a plus de peine de mort et, dans le même temps, on donne des permissions à des gens qui ont tué (...). Le ministre de la justice est directement concerné par cette scandaleuse situation ».

M. Jean-Marie Le Pen est désormais député européen : lorsqu'il a tenté de rejoindre les personnalités qui assistaient à la cérémonie de vifs incidents se sont produits quand l'accès de la préfecture lui a été interdit.

De même, un certain émoi était perceptible dans l'administration policière, lundi soir, après la diffusion dans les commissariats d'un télégramme du directeur départemental des polices urbaines des Hauts-de-Seine : il interdisait aux policiers hors service de se rendre « à titre personnel » aux obsèques officielles. Bien qu'annulée tardivement par le ministre de l'Intérieur, cette consigne, très mal perçue par les policiers de base, pouvait laisser craindre un attroupement de policiers empêchés d'entrer dans la cour de la préfecture et rejoignant alors le cortège du Front national.

D'autres faits confirment l'infiltration des thèses du Front national dans la police. Aux élections euro-

peennes du 17 juin, le bureau de vote n° 13 de Viry-Châtillon (Essonne), qui recueille exclusivement les voix des habitants d'une « cité policière », accordait 36 % des suffrages à la liste du Front national. Autant que la liste de M. Simone Veil. Résultat d'autant plus significatif que, en mai 1981, ce bureau avait majoritairement voté pour M. François Mitterrand. Cette tendance électorale — assez nette dans d'autres cités policières de la région parisienne — est confirmée par des incidents plus prosaïques.

Le 19 juin, au bar du garage des motos de la préfecture de police, un policier-barman refuse de servir un fonctionnaire antillais en lançant « Vive Le Pen ! ». A la même époque, la multiplication de dessins et d'autocollants « Voter Le Pen ! », « Les Français d'abord ! », — au commissariat central du huitième arrondissement de Paris suscite l'émoi de certains syndicalistes. Dans ce même commissariat, lors de la manifestation du 24 juin pour l'école privée, un officier de paix principal s'adresse, devant ses collègues, à des manifestants interpellés sur les Champs-Élysées : il leur conseille de porter plainte, leur assure que leur interpellation est arbitraire et se fait appuyer par les matras de la police administrative.

Quel que soit son déroulement, la manifestation du Front national de ce mardi est donc la première expression publique de l'écho de ses thèmes au sein de la police. C'est un progrès aux yeux de l'extrême droite, qui va ainsi au-delà de ses liens avec la FPIP, dont M. Le Pen n'a jamais caché le soutien qu'il lui apportait : « C'est à ma demande que l'un de mes amis personnels a accepté de vous prêter gratuitement des bureaux que vous occupez rue Saint-André-des-Arts, et j'ai assisté à votre entrée dans les lieux », écrit-il, en octobre 1983, dans son bulletin *RIP-Hebdo*, le président du Front national à l'adresse des dirigeants de la FPIP.

Le paradoxe de cette utilisation par l'extrême droite de certains syndicats de policiers est que le Front national est fondamentalement hostile à tout syndicalisme dans la police, estimant que l'« homogénéité » doit l'emporter sur les voix discordantes.

EDWY PLENEL

A Paris

UN JEUNE HOMME EST TUÉ PAR UN GARDIEN DE LA PAIX

Un jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, a été tué par balles par un gardien de la paix, rue Ordener, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, mardi 16 octobre, peu avant midi. Le déroulement exact des faits n'était pas encore connu, mardi à la mi-journée. Selon la version de la préfecture de police, deux gardiens de la paix en patrouille avaient repéré une voiture qui ne respectait pas les feux rouges et qui devait s'arrêter pour prendre de l'essence à une station Esso de la rue Ordener.

C'est en s'avancant pour contrôler l'identité de ses deux passagers que les deux policiers auraient vu la voiture foncez sur eux. L'un d'eux aurait tiré à deux reprises, à travers la vitre latérale arrière droite du véhicule, une Renault 12 bleue. Le conducteur, qui était le propriétaire du véhicule, a été tué sur le coup. Son identité n'a pas été révélée. Le passager est indemne.

M. Mazé, soixante-trois ans, retraité de la fonction publique, vivait seul et avait peu de contact avec ses voisins. Lundi, le gardien de l'immeuble avait alerté les sapeurs-pompiers après avoir entendu des bruits suspects dans l'appartement du retraité. Lorsque les pompiers voulurent y pénétrer, ce dernier, armé d'un fusil, ouvrit le feu. M. Jean-Claude Bonneau, trente-sept ans, caporal-chef du centre de lutte contre l'incendie de Fontainebleau, marié et père de trois enfants, atteint au ventre, devait décéder, peu après son transfert à l'hôpital.

Vers 23 heures, M. Mazé, toujours retranché dans son appartement, tira de nouveau sur trois policiers de la brigade des gaz qui tentaient de le maîtriser.

Mardi dans la matinée, des membres du GIGN, couverts par des tireurs d'élite pénétrèrent dans l'appartement, après avoir fait sauter à l'explosif la porte palière, et blessèrent mortellement M. Mazé.

peennes du 17 juin, le bureau de vote n° 13 de Viry-Châtillon (Essonne), qui recueille exclusivement les voix des habitants d'une « cité policière », accordait 36 % des suffrages à la liste du Front national. Autant que la liste de M. Simone Veil. Résultat d'autant plus significatif que, en mai 1981, ce bureau avait majoritairement voté pour M. François Mitterrand. Cette tendance électorale — assez nette dans d'autres cités policières de la région parisienne — est confirmée par des incidents plus prosaïques.

Le 19 juin, au bar du garage des motos de la préfecture de police, un policier-barman refuse de servir un fonctionnaire antillais en lançant « Vive Le Pen ! ». A la même époque, la multiplication de dessins et d'autocollants « Voter Le Pen ! », « Les Français d'abord ! », — au commissariat central du huitième arrondissement de Paris suscite l'émoi de certains syndicalistes. Dans ce même commissariat, lors de la manifestation du 24 juin pour l'école privée, un officier de paix principal s'adresse, devant ses collègues, à des manifestants interpellés sur les Champs-Élysées : il leur conseille de porter plainte, leur assure que leur interpellation est arbitraire et se fait appuyer par les matras de la police administrative.

Quel que soit son déroulement, la manifestation du Front national de ce mardi est donc la première expression publique de l'écho de ses thèmes au sein de la police. C'est un progrès aux yeux de l'extrême droite, qui va ainsi au-delà de ses liens avec la FPIP, dont M. Le Pen n'a jamais caché le soutien qu'il lui apportait : « C'est à ma demande que l'un de mes amis personnels a accepté de vous prêter gratuitement des bureaux que vous occupez rue Saint-André-des-Arts, et j'ai assisté à votre entrée dans les lieux », écrit-il, en octobre 1983, dans son bulletin *RIP-Hebdo*, le président du Front national à l'adresse des dirigeants de la FPIP.

Le paradoxe de cette utilisation par l'extrême droite de certains syndicats de policiers est que le Front national est fondamentalement hostile à tout syndicalisme dans la police, estimant que l'« homogénéité » doit l'emporter sur les voix discordantes.

Un rite « éternel » ?

Et cette messe qui est au cœur de la controverse ? C'est le rite instauré par saint Pie V, premier pape élu après le concile de Trente (1566 à 1572), qui établit le missel et le bréviaire romains, en application des décrets de ce concile. C'est la messe en latin qui était en vigueur partout

Cinq conditions

Dans un communiqué publié le 15 octobre par son secrétariat général, l'épiscopat français affirme : « Le pape, par souci des personnes attachées à la messe de saint Pie V, donne aux évêques la possibilité de permettre la messe en latin selon le missel de 1962, à une condition : celle de la reconnaissance publique, par ceux qui feront la demande de cette permission, de la légitimité et de la rectitude de la messe de Paul VI, et donc aussi de l'enseignement même du concile ».

Puis, résumant le contenu de la lettre romaine, les évêques donnent les cinq règles à observer pour pouvoir bénéficier de cet indulgent :

- 1) Que soit manifesté sans ambiguïté et même publiquement que ce prêtre ou ces fidèles n'ont aucune connivence avec ceux qui maintiennent en doute la valeur légitime et la rectitude doctrinale du missel romain promulgué en 1970 par le pape Paul VI ;
- 2) Que cette célébration se fasse uniquement pour l'utilité

dans l'Eglise latine jusqu'à la réforme de Paul VI, une messe sensiblement plus longue que la nouvelle, en raison des prières avant et après le canon.

La décision de Paul VI de célébrer l'ancienne messe dans les langues vernaculaires, puis l'introduction d'un nouveau rite, avaient provoqué de nombreuses résistances. Des groupes traditionalistes, comme ceux animés par Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire d'Ecône (Suisse), ou l'abbé Ducaud-Bourget, récemment décédé, qui occupa l'église parisienne de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, s'étaient cramponnés à cette « messe de toujours », puisque Pie V avait stipulé, en promulguant sa messe « à perpétuité » : « on ne pourra rien ajouter, retrancher ou changer au missel que nous publions ».

Vaine querelle, puisque « la messe de toujours » ne date que de quatre siècles et demi et que la liturgie a été constamment réformée. Comme l'a écrit le Père Congar : « C'est une erreur d'absolutiser l'historique, si vénérable soit-il. C'est ce que font les tenants entêtés du missel de 1570 ».

La querelle que les intégristes font à l'Eglise actuelle ne se limite pas à la réforme liturgique, du reste, et on peut se demander si ce geste d'apaisement de Jean-Paul II — qui vient bien tard — scellera la grande réconciliation. Le pape, suivi par les évêques français, pose comme condition à la célébration de l'ancienne messe une fidélité publique au concile, alors que Mgr Lefebvre a toujours affirmé que « la messe de saint Pie V est la véritable messe hiérarchique, proclamant la souveraineté du Christ, contrairement à celle de Paul VI, qui est une messe démocratique et hybride ».

Si la première réaction de Mgr Lefebvre a été de se déclarer « très heureux » d'apprendre qu'on pourrait à nouveau dire l'ancienne messe, c'était pour ajouter aussitôt : « Rome et les évêques sont responsables du climat de persécution dans lequel nous vivons. Le décret sur la messe, en gestation depuis quatre ans, il a toujours été question de le publier, mais il y a toujours eu des oppositions. Le pape a dû prendre une décision personnelle contre l'avis d'un certain nombre de cardinaux et de secrétaires de congrégation ».

ALAIN WOODROW.

...ET ZIIP BERLITZ.

Pour apprendre une langue : immersion totale. leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

BOULOGNE: 608.1510 CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.4160.
LA DEFENSE: 773.6816 NANTON: 371.1134
OPÉRA: 721.1339 PANTHÉON: 673.8877 SAINT-LAZARE: 529.2233 SAINT-GERMAIN: 594.7775
ENLÈVE: 973.7510 VERSAILLES: 850.0870

BERLITZ

SOCIÉTÉ



(Suite de la première page.)

Elle portait en filigrane une interrogation que tous ses protagonistes n'ont pas voulu considérer : le secteur privé confessionnel est celui qui, souvent, met l'accent sur l'éducation - confondue parfois avec la discipline, mais pas toujours - sur l'apprentissage des valeurs autant que sur celui des connaissances. Des lors, pour le pouvoir, désireux de redonner le blason de l'enseignement public, il est devenu tentant d'appuyer le trait sur l'image, comme pour souligner la différence : l'école laïque est celle où l'on travaille. On connaît la suite, inévitable : pas de travail sans effort. La pédagogie, l'épanouissement, le plaisir d'apprendre : de toutes ces belles idées de luxe, on parlera plus tard.

Ce langage plaît à bon nombre d'enseignants. Dans leur ouvrage *Tant qu'il y aura des profs* (1), Hervé Hamon et Patrick Rotman

A quoi sert l'école ? L'automne des pédagogues

rappellent qu'une étude commandée en 1980 par M. Christian Beaulac, alors ministre de l'éducation, aboutit aux mêmes résultats que la commission Joxe dix ans plus tôt, et ils concluent : « Le système fonctionne pour les élèves qui en ont le moins besoin ». De cet échec, les enseignants se sentent les bouc-émissaires. Les voici désormais comme désemparés, rassurés en tout cas par les propos de leur ministre.

M. Chevènement relève implicitement au placard les rapports Legrand, Prost, et autres vieilles lunes destinées à faire de l'école un lieu où le maître ne serait plus un simple dispensateur de savoir, un échantillon des connaissances seulement chargé de déverser sa science dans des bouteilles vides. Un récent sondage SOFRES publié par *Télé 7 Jours* (2) le confirme : pour 69 % des enseignants, l'école doit servir en priorité à transmettre des connaissances.

Qu'une telle opinion soit à ce point dominante n'a rien d'étonnant. A la lettre, elle exprime une évidence. Mais elle traduit de surcroît un consensus retrouvé. Combien de parents immergés dans la crise ont acquis la conviction que le diplôme reste pour leurs enfants la meilleure protection ? L'arithmétique des chiffres sur le marché de l'emploi leur donne d'ailleurs raison. Le fait laté-

ressant est que la question puisse se poser. Il révèle que les utopies soulées dans l'éruption de mai 68 sont bien parties en fumée.

Tout se passe comme si l'on prenait conscience que l'on ne peut trop demander à l'école ; et qu'il faut renoncer aux objectifs les plus ambitieux, où le bonheur de l'enfant à s'approprier une culture, un savoir, un savoir-être, aurait sa part. Pour donner la préférence à ceci : l'élève est là pour apprendre. Finie la récré. Tout le reste est littérature.

Est-ce vraiment le bon choix ? Trois raisons au moins permettent d'en douter. La première repose sur les résultats des travaux accumulés depuis des décennies par les chercheurs en éducation. Elle nous renvoie à l'image de la bouteille vide. Pour qu'un enfant (ou un adulte d'ailleurs) assimile des connaissances, il ne suffit pas que le professeur le décrète. Le processus est complexe par lequel l'individu intègre un apprentissage. L'affectivité, le jeu social, qui le baignent à l'école, à multiplier ou à contrarier la volonté et l'effort intellectuel. Cela, les « pédagogues », des centres de formation de cadres supérieurs, contraints, eux, à l'efficacité, l'ont parfaitement compris.

La deuxième raison ramène au problème de la finalité. Transmettre

un savoir, mais quel (s) savoir (s) ? Celui qui tiendra compte de l'univers culturel de l'élève, de son environnement social, ou celui que l'on définit comme le savoir-type, inventorié dans les programmes et instructions officielles, à tel point que seule la minorité d'une classe d'âge aura la chance d'y accéder ? Un savoir constitué, indifférent aux modes, ou un besoin en perpétuelle évolution, aux aguets des bouleversements technologiques ? Un savoir axé sur la capacité à servir les machines ou sur la capacité à s'en servir ?

Une troisième raison de mettre en doute le bien-fondé d'une conception de l'école focalisée sur l'apprentissage des connaissances apparaît ici. Le savoir, certes, nul ne saurait nier la nécessité d'apprendre des « contenus », de stocker des informations. Mais, si c'était de quelque chose en plus que les individus comme la société auront besoin demain ? Aux portes d'un monde où les trois quarts du savoir qu'ils utiliseront sont encore inconnus, les enfants d'aujourd'hui seront-ils bien armés par l'ingestion du premier quart, déjà sur le point d'être périmé ? Les parents qui se hâssent, ces samedis d'automne, aux réunions organisées pour eux dans les collèges et les lycées entendent des enseignants leur seriner : « Ce n'est pas avec de l'imagination que vos enfants auront le bac ». Et si créer, être, imaginer, était encore le moyen le plus efficace, le seul peut-être de sortir un jour de la crise. Et, accessoirement, de vivre mieux.

Un nouveau système solaire ?

Un système solaire en cours de formation a-t-il été découvert à proximité d'une étoile, Beta Pictoris (1), située à 450 000 milliards de kilomètres de la Terre ? Peut-être. C'est ce que soutiennent deux astronomes américains, MM. Bradford Smith, de l'université d'Arizona, et Richard Terrien, du Jet Propulsion Laboratory, au vu des clichés qu'ils ont pris de l'observatoire de Las Campanas au Chili. Sur les photographies, obtenues après traitement par ordinateur, apparaissent autour de cette étoile, grosse comme deux fois le Soleil, une vaste disque de particules solides s'étendant sur plusieurs dizaines de milliards de kilomètres.

En dépit de leur enthousiasme, les deux chercheurs américains font preuve cependant d'une certaine prudence. « Même si les indications que nous avons recueillies, a déclaré M. Smith, paraissent suffisantes à prouver que nous avons observé un système solaire autre que le nôtre, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer pour autant qu'il existe un cortège de planètes autour de Beta Pictoris ». Seul, pour le moment, a été mis en évidence un disque de matière sans doute très jeune - « quelques centaines de millions d'années » - fait de particules dont la taille va de celle de grains de poussière à celle de noyaux de comètes de plusieurs kilomètres. La matière qui les compose serait un mélange de glace, de

silicates et de composés carbonés, analogues à ceux qui existent dans le système solaire.

Ce n'est pas la première fois que des astronomes font référence à l'existence d'autres systèmes solaires. Dans le passé, certaines perturbations observées dans le mouvement d'étoiles ont laissé supposer qu'un cortège de planètes pouvait graviter autour d'elles. Plus récemment, des observations faites par le satellite d'astronomie infrarouge IRAS (1), conçu par des Américains, des Britanniques et des Néerlandais, ont laissé penser qu'à proximité de Vénus, l'une des étoiles les plus brillantes de notre ciel, et de l'étoile HL Tau, dans la constellation du Taureau, se formaient peut-être de nouveaux systèmes planétaires (*le Monde* daté 6-7 mai). Des accumulations de poussières ont en effet été observées autour des deux étoiles. Mais, de là, à conclure que des planètes en train de naître ont été détectées, il y a un pas que nombre de spécialistes se sont bien gardés de franchir. Visant que l'on communique seulement à savoir comment se forme un système planétaire comme le nôtre.

J.-F. A.

(1) Beta Pictoris avait été remarquée par le satellite IRAS comme l'une des étoiles autour desquelles il pouvait exister de la matière solide.



« Je veux rester chez moi. Je ne veux pas aller à l'hospice. Mes enfants sont loin. Pouvez-vous m'aider ? »

OUI MAIS CELA DÉPEND DE VOUS !!

des milliers de Donateurs qui soutiennent notre action.

ACCUEIL ET SERVICE - SOS 3^e AGE, est une association pour le soutien à domicile des personnes seules, âgées ou handicapées qui met à la disposition des personnes du 3^e Age en détresse : un service d'écoute téléphonique permanente, un service d'intervention à domicile, 365 jours par an, 24 h sur 24, même les dimanches et jours fériés. Ses implantations actuelles : Paris et Lille. D'autres sont en projet.

Mais pour se maintenir et se développer dans toute la France, Accueil et Service a besoin de vous.

VOTRE GESTE C'EST IMPORTANT :

- Par vos dons, vous nous permettez de continuer à répondre oui aux appels qui nous parviennent nuit et jour.
- Vous participez à l'action de 47 permanents et de plus de 300 bénévoles qui ont décidé de lutter contre l'isolement et la détresse des personnes âgées.

Remettez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous, sous enveloppe fermée avec votre chèque à : Accueil et Service SOS 3^e Age - 163, rue de Charenton - 75012 Paris.

AIDEZ-NOUS A LES AIDER

Oui, je désire apporter mon aide à une ou plusieurs personnes âgées(s) en détresse.

- Je vous fais parvenir ci-joint :
- ☐ un chèque bancaire de : ☐ 100 F ☐ 200 F
 - ☐ un chèque postal ☐ 300 F ☐ 500 F

CCP PARIS 23.195-32 L ☐ F

*Cochez les cases de votre choix

Je vous prie de me faire parvenir une attestation pour déduction de mon revenu imposable.

NOM Prénom

Adresse

Code Postal Ville

A retourner d'urgence à :

ACCUEIL ET SERVICE - SOS 3^e AGE
163, rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél. : 340.44.11

MM. BROSEL ET VERNANT MÉDAILLES D'OR DU CNRS

Le Centre national de la recherche scientifique vient de décerner deux médailles d'or pour 1984. Les lauréats sont MM. Jean Brossel, physicien et membre de l'Institut, et Jean-Pierre Vernant, spécialiste de la Grèce antique et professeur au Collège de France.

(Né à Périgueux le 15 août 1918, M. Jean Brossel est ancien élève de l'École normale supérieure, dont il dirige actuellement le laboratoire de physique. Entré au CNRS en 1945, il devient en 1955 professeur à la faculté des sciences de Paris.)

M. Brossel a été le plus proche collaborateur, puis le successeur, d'Alfred Kastler, prix Nobel de physique, décédé au début de 1984. Il a inventé en 1948 une méthode de double résonance magnétique. Les résultats qu'elle permet d'obtenir contribuent à la découverte par Alfred Kastler du pompage optique, qui valut à ce dernier le prix Nobel. Par la suite, les deux hommes développèrent ensemble de nombreuses utilisations du pompage optique.

(Né le 4 janvier 1914 à Provins, M. Jean-Pierre Vernant a été reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1937, mais son activité de recherche scientifique n'a commencé que dix ans plus tard. Entre-temps, M. Vernant fut le « colonel Berthier », responsable de la lutte armée pour toute la région Sud-Ouest, ce qui lui valut le titre de commandant de la Libération. Il est entré au CNRS en 1948 et fut élu professeur au Collège de France en 1975.)

Directeur du Centre de recherches coordonnées sur les sociétés anciennes, M. Vernant est un spécialiste de la Grèce antique, qu'il a étudiée par les méthodes de l'anthropologie sociale. Il s'est particulièrement intéressé aux origines de la pensée et de la religion grecques.)

SIR MARTIN RYLE PRIX NOBEL DE PHYSIQUE EN 1974 EST MORT

Le radioastronome britannique, Sir Martin Ryle, prix Nobel de physique en 1974, est mort, dimanche 14 octobre à Cambridge, à l'âge de soixante-six ans.

Au début de sa carrière, M. Ryle s'intéressa à l'expansion de l'univers. Mais sa principale contribution reste la réalisation d'un nouveau type de télescope dit à synthèse d'ouverture, très sensible et de très haute résolution. Cet instrument a permis à un autre radioastronome britannique, Antony Hewish, qui partagea avec Martin Ryle le prix Nobel de physique, de découvrir des radio-sources particulières, les pulsars.

M. Ryle était membre des académies des sciences américaine et soviétique. Dans les dernières années de sa vie, il avait apporté son soutien aux mouvements pour le désarmement nucléaire.

(Né le 27 septembre 1918, Sir Martin Ryle fit ses études à Oxford, puis travailla dans les télécommunications pendant la guerre mondiale. Il rejoignit ensuite l'université de Cambridge où se déroula toute sa carrière. En 1958, il y devint professeur de radioastronomie, puis, l'année suivante, directeur de l'observatoire de Mullard.)

● Le nouvel internat de pharmacie - Le *Journal officiel* du 14 octobre a publié un décret daté du 12 octobre précisant les modalités d'application de la réforme du troisième cycle des études de pharmacie. Il s'agit d'un texte d'application de la loi du 23 décembre 1982 portant réforme des études médicales et pharmaceutiques.

CHARLES VIAL Demain : UN ENTRETIEN AVEC M. RENÉ HABY ANCIEN MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

- (1) Éditions du Seuil.
- (2) Sondage SOFRES réalisé du 13 au 20 septembre sur un échantillon de 500 personnes, représentatif des enseignants français du 1^{er} et du 2^e degré.

ÉCHECS

Le championnat du monde d'échecs

KASPAROV ANNULE LA TREIZIÈME PARTIE

Belle et rude empoignade dans la treizième partie du championnat du monde lundi à Moscou. S'il n'a pas réussi à briser la série de nuls qui dure depuis la dixième partie, Kasparov s'est pourtant bien employé : vingt-trois minutes de réflexion avant de sacrifier un pion au onzième coup (récupéré au seizième) ; cinquante et une minutes pour analyser au dix-septième coup le sacrifice de qualité le coup suivant (récupéré au vingtième) et, enfin, dernier sacrifice de pion au vingt et unième coup (récupéré au vingt-septième).

De son côté Kasparov a joué avec précision et finesse en rendant, quand il le fallait, les « dons gros » de son adversaire et, après le trentième coup, toutes les ressources ayant été épuisées de part et d'autre, il proposait la nulle, immédiatement acceptée. Le champion du monde garde sa confortable avance (4-0), mais Kasparov semble retrouver peu à peu son équilibre. Il lui reste à attaquer avec les blancs, qu'il aura mercredi pour la quatorzième partie.

Blancs : KASPOV Noirs : KASPAROV

Partie anglaise

1. Cf3	Cf8	18. Dd1	Cxd7
2. f4	b6	19. Dxd7	Dx2
3. e3	c5	20. Fxf8	Txf8
4. Fg2	Fb7	21. Te1	Dxb3
5. 0-0	g6	22. Cc6	Dc3
6. Cc3	Fg7	23. Tg7	Df6
7. d4	Fxd4	24. Cc4	Dd4
8. Cxd4	Fxd4	25. Dxd4	Fxd4
9. Rxf2	0-0	26. Td7	Fg7
10. e4	Dc7	27. Txa7	b6
11. b3	Cx64	28. Tb7	Fd4
12. Cx64	Dd5	29. Td7	Fg7
13. Df3	Dd4	30. b4	f5
14. Fa3	Cd6	31. Cd2	Tf6
15. Td1	Dd5	32. Tc7	Td6
16. Txd7	Dd5	33. Rf3	Ff6
17. Fxd7	Cd5		Nulle.

● Victoire française dans l'Himalaya - Deux alpinistes français, Pierre Beghin et Jean-Noël Roche, ont atteint, le 4 octobre, le sommet du Dhaulagiri (8 172 mètres) en empruntant l'arête sud-ouest, une des voies les plus difficiles de l'Himalaya, sans oxygène ni sherpas, après dix-sept jours d'escalade. Lors de la descente, Jean-Noël Roche a battu le record du monde de vol de pente (saut en parachute) avec un saut de 5 700 mètres.

EN BREF

Condamnation de deux « vigiles » cambrioleurs

La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a condamné, lundi 15 octobre, à cinq ans de prison Robert Schandeler et Jean-Claude Chillon, auteurs d'une attaque à main armée, commise le 16 juillet 1982, contre un magasin Quick. Au moment des faits les deux hommes, anciens parachutistes, étaient employés par une entreprise marseillaise de gardiennage la Société méditerranéenne de protection.

Au cours de sa détention provisoire, Robert Schandeler s'était trouvé à la prison des Baumettes dans la même cellule que Georges Zampa, qui devait se pendre le 23 juillet à l'aide d'une corde à sautoir que Schandeler avait été autorisé à garder avec lui. (*le Monde* du 26 juillet et du 18 août.)

La vengeance du papyrus

(De notre correspondant.) Strasbourg. - Avec trois camarades comme lui passionnés de muséographie, un jeune garçon de Colmar (Haut-Rhin) voulait monter un papyrus égyptien de la seizième dynastie (fin du VII^e siècle avant J.-C.). Mais la photographie du document qu'il montrait, dans toute la ville, à leurs éventuels acheteurs, a fini par intéresser un membre de la brigade de recherches de Colmar. Tous les quatre ont été arrêtés la semaine dernière et inculpés de vol.

La vengeance du papyrus

En 1982, en escaladant une gouttière du petit musée d'histoire naturelle de la ville, ils n'avaient guère eu de mal à pénétrer dans le bâtiment, puis à fracturer une vitrine et à faire main basse sur plusieurs papyrus, notamment des « scarabées de cœur », de petits bijoux de pierres précieuses, des lampes et « le » papyrus.

« Il représente une chanteuse devant un personnage royal, précise M. Georges Sigwarth, conservateur du musée. C'est l'attaché consulaire Steyer, un enfant de Colmar, en poste en Égypte, qui avait rapporté cette collection de Thèbes en 1836 ».

Les jeunes « égyptologues » proposaient de vendre le document pour quelques dizaines de milliers de francs. « Il est en fait inestimable », affirme M. Sigwarth.

Entraînés sur la pente de leur passion, les quatre garçons voulaient en tirer tout juste le prix d'un voyage au pays des pharaons.

J. F.

Perrine est morte...

De notre correspondant

Belfort. - Une enfant âgée de quatre ans, Perrine Kimbler, est morte, vendredi 12 octobre, dans le service de pédiatrie de l'hôpital de Belfort où elle avait été admise la veille au soir. « Pourquoi n'a-t-on pas mis Perrine dans un service de réanimation ? Pourquoi s'est-on trompé de diagnostic ? A quelle heure est-elle décédée ? » Les parents de Perrine s'interrogent.

Jusqu'à la mort de l'enfant, leur fille unique est souffrante. La maman, infirmière libérale, fait appel à son médecin traitant. Celui-ci décide une laryngite aiguë. Plus l'enfant semble aller mieux. En début de soirée, Perrine s'agite. La mère appelle la SAMU. L'hôpital envoie un médecin de garde au chevet de l'enfant. Le praticien fait le même diagnostic, administre une piqûre de cortisone à Perrine et conseille aux parents de l'hôpital. A 22 h 30, le couple conduit Perrine au service des urgences de l'hôpital de Belfort. L'interne procède le diagnostic, laryngite aiguë avec angor, et fait transférer l'enfant dans le service de pédiatrie, « son état ne justifiait aucun geste de réanimation ».

Perrine y sera examinée à 23 heures par un des trois médecins du service. Le diagnostic est à nouveau confirmé et le médecin demande au personnel infirmier la surveillance habituelle. Les parents sont invités à venir reprendre leur enfant le lendemain matin. A 9 h 30, de retour au centre hospitalier, Mme Nelly Kimbler apprend que sa fille est morte. Quelques heures plus tard, elle fait part de son intention de saisir la justice « pour savoir la vérité et éviter qu'un tel drame ne puisse se renouveler ».

Hémorragie massive

Le corps de l'enfant a d'abord été amené au domicile des parents, puis ramené à l'hôpital, où une autopsie a été précipitée, samedi 13 octobre. Un communiqué de l'hôpital expose ainsi la suite des événements : « A 6 h 45, elle est réveillée et elle est debout dans son lit. L'état respiratoire noté à l'entrée s'est amélioré. A 7 heures, elle a leu la lettre par l'équipe de jour. A 7 h 15, une autopsie de pédiatrie s'approche de Perrine et constate que l'enfant dort et respire calmement. Un quart d'heure plus tard, donc vers 7 h 30, rentrant dans la chambre, la même personne constate que l'enfant est sans vie ».

Cette autopsie a fait apparaître comme cause probable de la mort « une hémorragie gastrique massive sans manifestation extérieure ». Le docteur Lami, chef du service de pédiatrie de l'hôpital, affirme : « Il n'y a jamais eu la moindre indication d'étouffement. On s'est trouvé devant un organisme dépassé par un processus vital. C'est une histoire presque invraisemblable. » Samedi, à l'hôpital de Belfort, il n'y a eu probablement qu'un scandale : la mort d'une enfant.

PATRICE MALINA.

TÉLÉCOPIEUR PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX - TELECOPIE 347.21.32



La micro-électronique Bosch a été conçue comme si toutes les routes étaient comme ça.

Le réseau routier est généralement en bon état, mais sait-on jamais... La micro-électronique qui équipe le Système Anti-Blocage (ABS) Bosch est armée contre les cahots, les secousses et pire encore.

Même sur une route que vous connaissez bien et où vous avez l'habitude de rouler vite, peut soudain se présenter une ornière traîtresse due au gel. Le châssis de votre voiture doit pouvoir supporter de tels chocs : la très sophistiquée micro-électronique Bosch de même. Elle commande entre autres le système d'allumage et d'injection, le système de régulation Motronic ou bien elle déclenche le système de sécurité Airbag.

Et ce n'est pas parce que vous conduisez la

plupart du temps sur des routes impeccables, entre votre domicile et votre lieu de travail, que la micro-électronique Bosch ne subit pas de contraintes sévères, à multiplier par le temps de vie de votre voiture : vibrations incessantes, brutales variations de température, humidité, encrassement...

A contraintes particulières, solutions particulières : la micro-électronique Bosch.

Vous trouverez la micro-électronique Bosch dans tous les domaines qui exigent hautes performances, haute fiabilité et haute résistance : l'automobile, l'aviation, les satellites et les studios TV.

Vous pouvez toujours compter sur la micro-électronique Bosch.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

*** - 3.800 personnes

• 4 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Massy)

- 5,7 milliards de chiffre d'affaires

- 0,8 milliard réalisé en exportation directe et

0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electronique ménagère
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone.

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
52, Avenue Michels
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.33



BOSCH

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Conflits à l'amiable

Lente, encombrée, onéreuse est la justice, insatisfaisante pour chaque partie : la dimension humaine du traumatisme causé à la victime n'est pas prise en compte, l'indemnisation est partielle, la réparation incomplète. Comble de l'absurdité, la victime est souvent montrée du doigt. L'auteur du dommage est sanctionné par une amende ou une peine de prison qui, en l'excluant de la société, ne lui permet pas de s'amender et risque de l'ancrer dans la délinquance ou la marginalité.

Noir tableau dépeint par certains de ceux qui font partie de l'institution judiciaire. L'Etat ne peut tout faire : ce constat des associations ouvre un champ à leur action qui commence là où celle de l'administration s'arrête.

S'agissant de la justice et de ses pesanteurs, un groupe de juristes et d'hommes de bonne volonté met en place depuis un an une solution originale : la médiation ou résolution à l'amiable des conflits.

Histoire vécue : un différend oppose deux Turcs. L'un s'imagina que l'autre lui a volé sa petite amie. Il le menace de mort. La victime potentielle contacte l'association SOS-Agressions-Conflits : la médiation est proposée, acceptée, réalisée. Rapidement, sans frais, sans casse, avant que la violence n'éclate.

Cette solution en amont n'est pas une justice parallèle : ni juges ni arbitres, les médiateurs aident les gens à trouver eux-mêmes la solution à ce qui les oppose. SOS-Agressions-Conflits, qui a introduit la médiation en France et accueille les victimes, a eu l'occasion de mesurer son efficacité à l'étranger.

Nursérie près du box

M. Jacques Vénin, ancien chef du Service de coordination de la recherche à la chancellerie, a vu fonctionner le modèle américain depuis une dizaine d'années. Une association importante de New-York, la Vera Institute, leader des expériences en matière de justice, a lancé une vingtaine de « programmes » d'aide aux victimes et aux prévenus : il se charge de recevoir les victimes et les délinquants dans les tribunaux. Les renseignements sont mis sur ordinateur : la justice peut les interroger. Au tribunal de Manhattan, une nurserie accueille les enfants des inculpés et des témoins. Ailleurs, un groupe est chargé de conduire à l'audience les victimes âgées ou handicapées.

A San-Francisco, la médiation fait partie d'une philosophie qui vise à redynamiser les quartiers. La division du travail aboutit à une spécialisation très poussée. « Il y a », dit M. Vénin, ceux qui effectuent les visites préliminaires, les panels de médiateurs, les responsables de la propagande chargés de la notoriété de l'association, ceux qui assurent le suivi de la médiation, les

comités locaux, enfin, qui administrent chaque quartier. »

La médiation peut intervenir à tout moment : au début du conflit, quand la plainte est déposée au parquet, ou après le jugement pour en faciliter l'exécution. M. Vénin a vu un juge de l'Ontario, au Canada, renvoyer les parties devant une association pour faire le montant des dommages et intérêts : « Essayez d'abord de vous entendre », leur a-t-il dit.

SOS-Agressions-Conflits s'inspire de la procédure américaine de médiation. Quand la phase de consultations s'est déroulée dans le calme, on résume la situation et on invite les adversaires à se parler. Avant de suggérer des solutions, « on se rappelle », dit M. Vénin, au moment du conflit et on se dit : « qu'aurions-nous dû faire alors ? » C'est le moment psychologique où tout est possible : « le passé est le passé », et on regarde l'avenir.

L'idéologie du gagnant

Ce mouvement tient compte des études mesurant le préjudice causé aux victimes. « Pour elles, le dégat matériel peut être minime et le préjudice moral immense », note M^{me} Jacqueline Morineau. Unique salariée de l'association, elle évoque l'extrême subi par la victime et les conséquences en chaîne de l'agression : la femme agée qui n'ose plus sortir de chez elle devient craintive et recroquevillée sur elle-même ; ses enfants doivent faire ses courses, en viennent à la prendre en grippe...

M^{me} Morineau dénonce « l'idéologie du gagnant » supposée de l'opinion. « Le délinquant, dit-elle, est une figure insaisissable ; pas la victime, qui a eu tort de se faire voler, violer, s'indifférence de l'entourage, attitude critique des assurances qui donnent mauvaise conscience, tout concourt à ce que les gens s'installent dans un rôle de « victime professionnelle ».

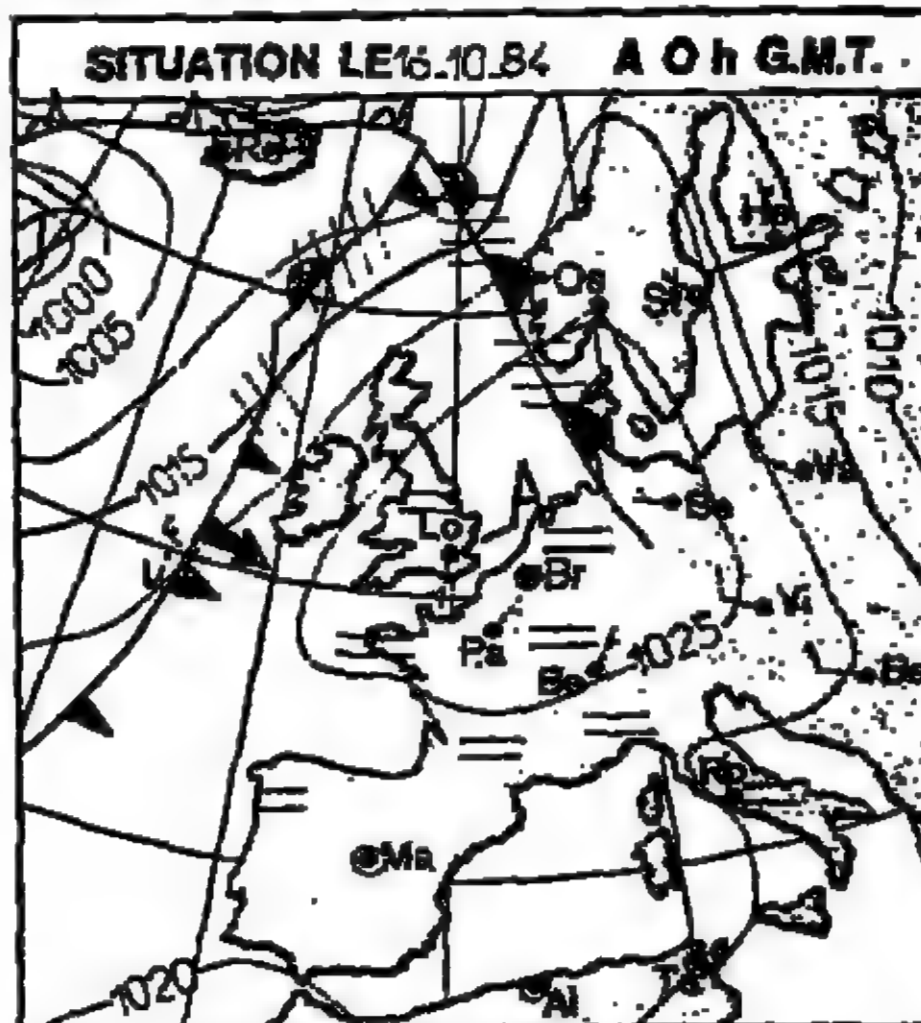
L'exemple anglo-saxon d'aide immédiate séduit SOS-Agressions-Conflits : outre-Manche, les bénévoles consultent le soir, dans les commissariats, la liste des personnes agressées ou cambriolées. Le lendemain, munis de leur badge ou de la carte de leur association, ils vont leur proposer de les aider.

Intéressés par les perspectives qu'offre la médiation, le procureur de la République et le parquet de Paris sont prêts à confier à l'association les affaires classées sans suite, et la chancellerie les cas litigieux de son bureau d'aide aux victimes.

DANIELLE TRAMARD.

★ SOS-Agressions-Conflits, 240, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : (1) 325-70-41. permanence le lundi de 18 heures à 20 heures, les mardi, mercredi et vendredi de 14 h 30 à 17 heures. L'association, issue de Droits de l'homme et solidarité, a reçu cette année une subvention de 100 000 F du ministère de la justice.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 16.10.84 A 06h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 octobre à 06 heures et le mercredi 17 octobre à 06 heures.

Les hautes pressions qui recouvraient la France s'affaiblissent sur leur face nord. Les perturbations, d'abord peu actives, vont retrouver le chemin de la France.

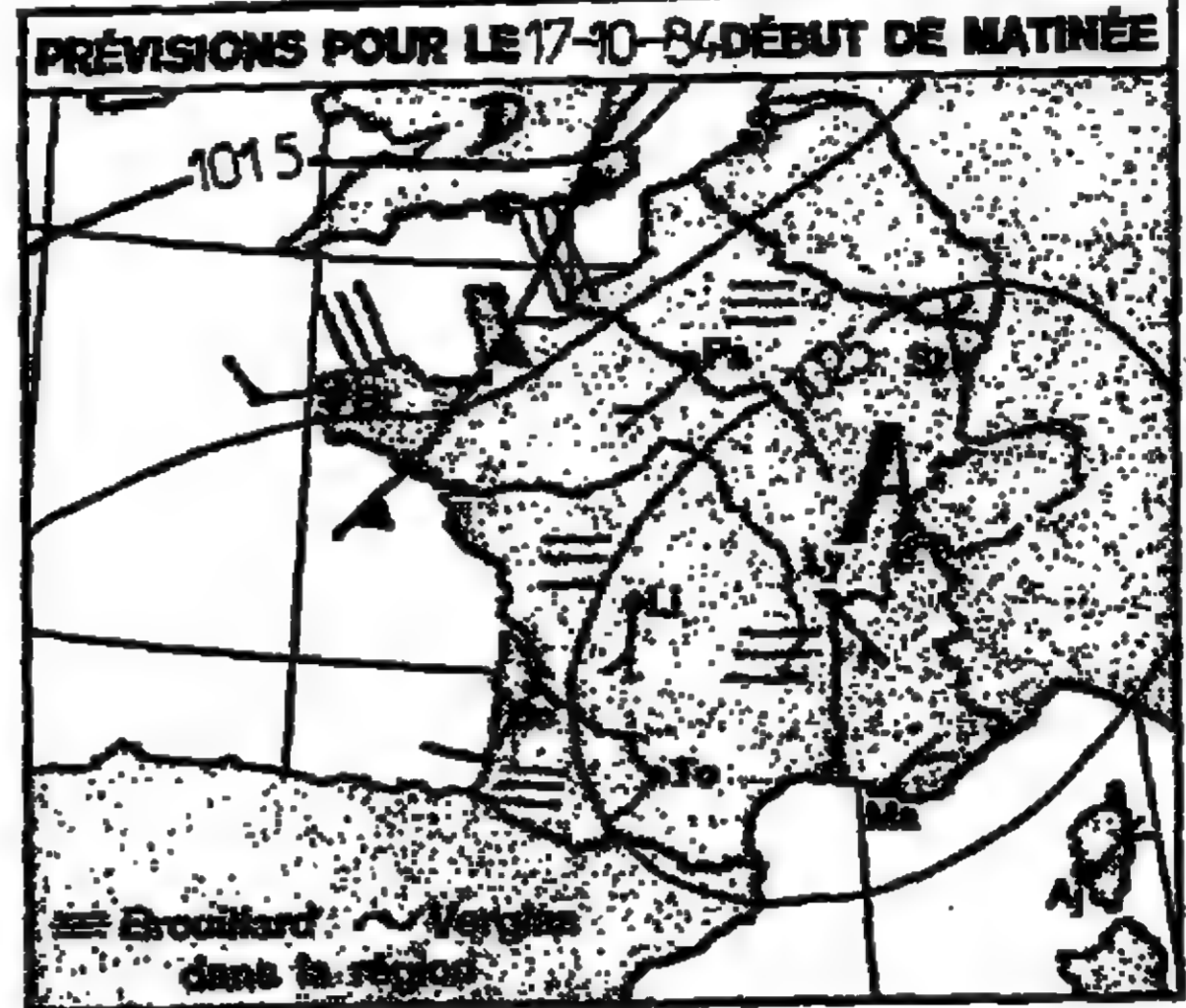
Mercredi matin, le ciel sera nuageux et il y aura des brumes côtières sur les régions au nord de la Loire. Il fera 8 à 9 degrés au lever du jour. Sur les régions méditerranéennes toujours du beau temps et ciel dégagé. Les températures resteront voisines de 10 degrés. Sur toutes les autres régions persistera d'une situation à bruyard. Les brouillards seront localement denses et persistants. Il fera assez frais, 4 à 6 degrés.

Progrèsivement, au cours de la journée, le temps nuageux et légèrement pluvieux gagnera la moitié nord-ouest de la France. Les pluies menaceront essentiellement les côtes de l'Atlantique et de la Manche. Les températures monteront entre 15 et 17 degrés, le vent s'orientera au sud-ouest. Sur la moitié sud-est, après dissipation des brouillards, de belles éclaircies se développeront. Les précipitations de pluie seront durables sur le Midi où les températures approcheront les 25 degrés. Dans le Nord-Est et le Centre, par contre, les brouillards se dissipent plus tard, il ne fera pas plus de 20 degrés.

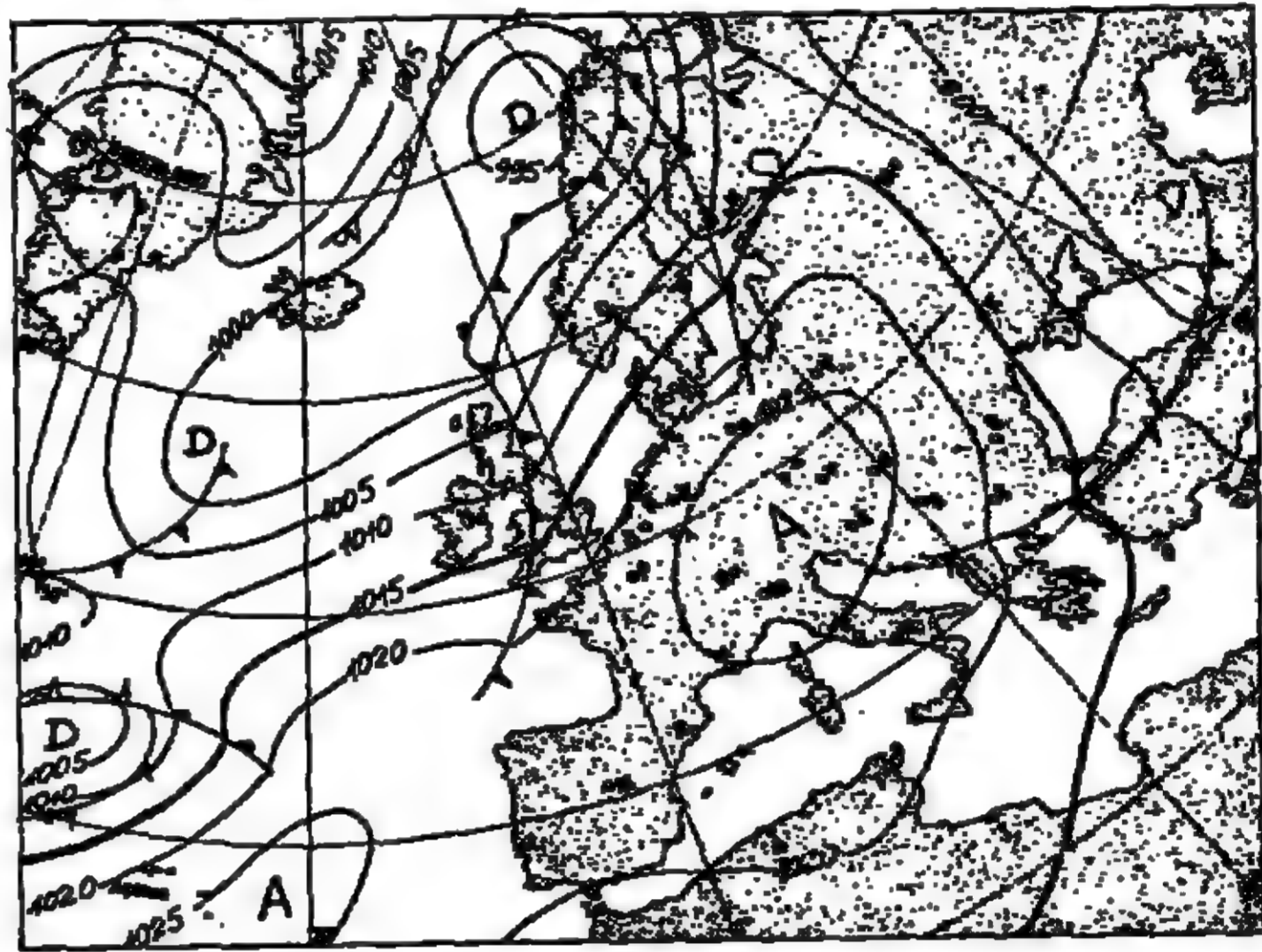
Sans d'évolution pour le reste de la semaine. Les hautes pressions continueront de s'affaiblir sur l'Europe de l'Ouest, laissant pénétrer à nouveau le courant perturbé. Celui-ci épargnera encore la moitié sud du pays jeudi, mais s'étendra, couvrant progressivement l'ensemble de la France.

Prévisions. Jeudi : ciel très nuageux dès le matin sur le Nord-Ouest et le Nord avec des pluies intermittentes. Des nuages sur la plupart des autres régions, seul le bord de la Méditerranée restera provisoirement épargné. Au cours de la journée, passage pluvieux traversant d'ouest en est et atteignant le sud le nord des Alpes et le sud du Massif Central. Le vent de sud-ouest soufflera fort en Manche, assez fort le soir au nord de la Loire.

Température minimale de 9 à 12 degrés sur la moitié nord, 4 à 8 degrés sur la moitié sud. Maximales de 16 à 23 degrés du Nord au Sud.



PRÉVISIONS POUR LE 17 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



Vendredi et samedi : le courant perturbé d'ouest gagnera, progressivement, les régions de la moitié sud.

1. - Sur la moitié nord, temps très nuageux avec passages pluvieux. Vent de sud-ouest à ouest assez fort. Températures maximales élevées ou ce léger baisse vendredi, en baisse plus sensible samedi (2 à 3 degrés).

2. - Sur la moitié sud, aggravation progressive. Assez beau vendredi matin, puis nuageux l'après-midi. Samedi, l'aggravation se poursuit, ciel souvent très nuageux, précipitations possibles excepté sur le pourtour méditerranéen. Vent tournant à ouest faible ou modéré.

Températures minimales en hausse, maximales en baisse de 2 à 3 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 octobre à 7 heures, de 1 027,7 millibars, soit 770,8 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 octobre; le second, le minimum de la nuit du 15 octobre au 16 octobre) : Ajaccio, 21 et 9 degrés; Biarritz, 24 et 14; Bordeaux, 23 et 6; Bourges, 13 et 9; Brest, 23 et 8; Caen,

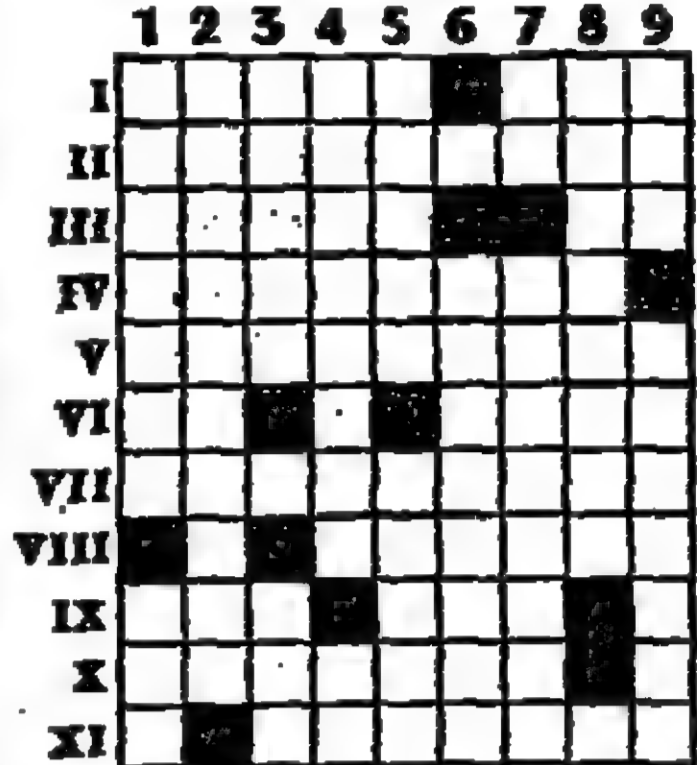
15 et 9; Cherbourg, 14 et 8; Clermont-Ferrand, 14 et 5; Dijon, 12 et 9; Grenoble-St-M.-H., 17 et 10; Grenoble-St-Genès, 13 et 9; Lille, 17 et 11; Lyon, 12 et 9; Marseille-Marianne, 20 et 7; Nancy, 13 et 7; Nantes, 20 et 9; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12; Paris-Montsouris, 14 et 11; Paris-Orly, 13 et 11; Pau, 25 et 8; Perpignan, 20 et 10; Rennes, 21 et 9; Strasbourg, 16 et 7; Tours, 16 et 9; Toulouse, 23 et 6; Poitiers-Fitex, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 17 et 10; Athènes, 25 et 17; Berlin, 14 et 5; Bonn, 14 et 12; Bruxelles, 17 et 11; Le Caire, 30 et 21; Les Canaries, 27 et 21; Copenhague, 15 et 3; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 24 et 17; Genève, 14 et 9; Istanbul, 20 et 16; Jérusalem, 24 et 16; Lisbonne, 26 et 15; Londres, 14 et 11; Luxembourg, 13 et 12; Madrid, 23 et 5; Montréal, 13 et 8; Moscou, 3 et 3; Nicosie, 27 et 13; New-York, 22 et 12; Palma-de-Majorque, 24 et 10; Rio-de-Janeiro, 25 et 21; Rome, 22 et 10; Stockholm, 7 et 0; Téhéran, 23 et 16; Tunis, 24 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3820



HORIZONTALEMENT

I. Plat ou platimide. N'a pas toujours la réaction espérée. II. L'auteur d'un tel acte n'y va pas de main morte. III. Trouve donc la clé de la solution. Symbole chimique. IV. On doit donc besoin de prendre l'air. V. Que l'on ne trouve donc pas dans les grandes surfaces. VI. Phare d'Alexandrie. Objets de toilette. VII. Pour l'obtenir, certains n'hésitent pas à prendre le fusil. VIII. Remède lorsqu'on a mal pris. IX. Déplacement d'air. C'est égal. X. Avoir une attitude envahissante. XI. Ancien jeton de présence.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui préfère les grosses. A souvent la tête qui tourne. 2. Met à disposition ou met en indisposition. 3. Du genre possessif. Part ou sort. 4. N'est donc pas partisan du moindre effort. Libéré de l'emprise parentale. 5. Pour porter la flamme. Chefs de police ou chefs de gang. 6. Grands et forts. 7. Code postal. Rend donc meilleur. 8. Se retire avant l'aube. 9. Effet saisissant. Agit contre l'astropne.

Solution du problème n° 3819

Horizontalement
I. Brillant. II. Aride. III. Code. Csr. IV. Huc. Cocus. V. Al. Allo! VI. Llaon. Né. VII. Alpiniste. VIII. Nettement. IX. Dé. Au. X. Est. Ote. XI. Echelle.

Verticalement
1. Achalandés. 2. Brouillées. 3. Ride. Apt. Té. 4. Ide. Anite. 5. La. Clone. Oh! 6. Col. Imite. 7. Absconce. El. 8. Au. Etua. 9. Torse. Etuve.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 OCTOBRE

- « L'hôtel Godefroid et l'île Thorigny », 14 h 30, 60, rue des Archives, M^{me} Allaz.
- « Saint-Nicolas du Chardonnet et le peintre Le Brun », 15 heures, devant l'église rue Monge, M^{me} Bonquet des Champs.
- « Le musée Marmottan et ses collections », 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (M^{me} Rojon).
- « Peinture allemande », 14 h 30, Petit Palais (L'art pour tous).
- « L'hôtel de Brévilliers et son quartier », 15 heures, 12, rue Charles V (M^{me} Boulo).
- « Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Église d'Auteuil (Les Filiales).
- « La crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, métro Cité (M^{me} Haul).
- « Le palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité (M^{me} Lasser).
- « Hôtels de la rue des Francs-Bourgeois », 14 h 30, métro Chemin-Vert (Paris pittoresque et insolite).
- « La Mosquée », 15 heures, devant l'entrée (M^{me} Poly).

CONFÉRENCES

- 14 h 30, 62, rue Madame, M.A. Bouhène : « L'égypte pharaonique au Moyen Empire et au Nouvel Empire » (Arcus).
- 18 heures, 13, boulevard Haussmann, Hervé Oursel : « Rubens et Van Dyck dans les collections du nord de la France » (Maison de la région Nord-Pas-de-Calais).
- 18 h 30, 108, rue de Vaugirard, docteur Claude Orsel : « Face à la drogue, que pouvons-nous faire ? » (Forum 108).
- 20 heures, 26, rue Bergère, Gonzague Masquelier : « Drogue ou liberté : un lieu pour choisir » (L'homme et la connaissance).

UNIVERSITÉS DE QUARTIER

PARIS. TREIZIÈME. - Pour sa réouverture, l'université de quartier du treizième arrondissement, lors de la journée portes ouvertes du samedi 20 octobre, de 11 heures à 17 heures, ses cycles de formation : astronomie, arts plastiques, mécanique auto, cours de langues, etc.

★ Université de quartier du treizième, 30, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 580-96-17. Permanences le mercredi de 17 heures à 19 heures et le samedi de 11 heures à 12 heures.

annonces associations

Appels

Vous voulez participer à des activités socialement utiles et non rémunérées qui correspondent à vos compétences. Prenez contact avec la Boutique de Projets, un service gratuit de conseil et de soutien scolaire à partir de la 5^e. Tél. 347-54-04, après-midi.

Créations

Que désirez faire ? 8-elle boit. Accueil secret. Tél. 208-73-00. Informations et recherche, 47, bd Magenta, 75010 PARIS.

Manifestations

Le Combat de Carnaval et Carême, bimensuel d'art, contemporain d'art, contact : « C.C.C. », 7, rue Abel, 31390 CARBONNE.

Sessions et stages

POURQUOI SURIR SA VIE ALORS QU'ON PEUT LA CRÉER? Si on ne nous a pas appris à communiquer humainement, à nous faire confiance, nous n'y sommes pour rien. Mais nous y pouvons quelque chose. Le CREB et l'université populaire de Paris ont créé dans ce but la session BYGMA, idéopersonnel et communication. Prochaine session 31 oct. à 11 oct. 85. Tél. : 555.61.69.

STAGES D'INFORMATIQUE

Nombreux stages. Stages d'initiation. Session du samedi matin : 17/11 Cours du soir : 30/10. Stage fin de semaine : 10/11. Demandes : notre documentation ou venez nous voir (10/18 h) : L.C., 71 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 544-05-14.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE. Apprentissage efficace, rapide, sûr, par la supertéchnologie à sa source franc. 328-22-84. C'est ça.

ESPERANTO

Stage d'initiation les 15-16-17 oct. 1984. Union Française pour l'Esperanto, 4 bis, rue de la Harpe, 75004 PARIS. C'est ça.

310 pyramides : fond, randonnée, recherche, stages, séjours. Un sem. à part. 1000 F. Doc. grat. : CMES (01) 69-40-10.

ÊTRE PARENT AU JOUR LE JOUR. LA PSYCHOLOGIE PLUS PROCHÈRE DE VOUS, à partir de votre expérience. Sur un sujet donné, c'est vous qui apportez le matériel avec lequel nous travaillons ensemble.

Cycle I : les parents, années : il concerne les problèmes quotidiens de vos enfants dans leurs premiers années.

Cycle II : les plus grands : il concerne les problèmes quotidiens de vos enfants qui ont passé le premier âge. Chaque cycle : 250 F.

Un mardi par mois. Cycle I de 10 h 30 à 12 h. Cycle II de 10 h 30 à 20 h. R.A.E.C. - INITIATIVE POUR L'ENFANT ET LE COUPLE, 41, rue Joseph-de-Maistre, 75018 PARIS. T. 228-42-85.

Pour préparer efficacement un certificat de sauvetage ou formation ambulancier ou formation animateur pour 3^e âge et handicapés.

Document et renseignements : AHPD FORMATION S.P. 104 92204 RUEIL-MALMAISON T. 44-74-05-14.

LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS

proposant un stage INITIATION À LA GESTION ET À LA COMPTABILITÉ

- Fiscalité, obligations sociales, gestion privatisée, etc., pour les PROMOTEURS DE PROJETS, les ASSOCIAT., les PETITES ENTREPRISES. Durée 5 jours : 18, 17, 23, 24 nov. et 1^{er} déc. 1984. Remise : 95, boulevard Voltaire, 11^e. Tél. 355-09-48.

★ Prix de la ligne 26 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).

★ Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription parv. 22/2.

★ Chèques libellés à l'ordre de Rége-Press LMA et à s'adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi de mercredi à Rége-Press LMA, 7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

Le Monde

L'ÉDUCATION

OCTOBRE 1984

ÊTRE BON ELEVE

Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours sont toujours là. Qui sont-ils ces « bosseurs », ces champions qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment le devient-on ? Le Monde de l'éducation ne donne pas de recette, mais analyse et décrit leur situation.

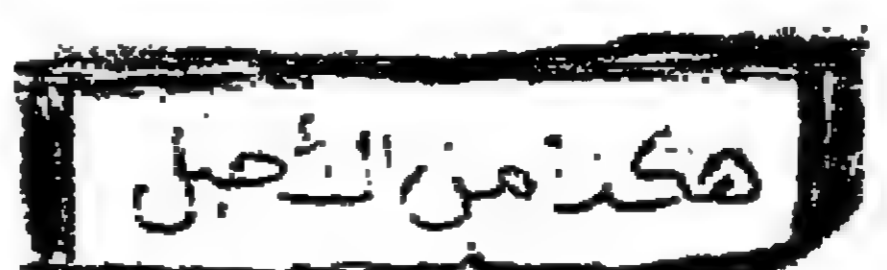
Aussi au sommaire :

QUI SONT LES PROFESSEURS DE COLLÈGE ?
Ils sont quatre-vingt mille : de la soubrette à la troisième, un professeur sur deux. Ils enseignent deux matières. Ils sont méconnus et mal considérés. Injustement.

MATERNELLE A DEUX ANS : OUI OU NON ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F



LE CARNET DU Monde

Réceptions

- L'ambassadeur d'Espagne et M^{me} Jean Revonnet Carner ont donné une réception, vendredi, à l'occasion de la Fête de la rose.

Naissances

- Martin ADEP
et
Marie-Noëlle ADEP,
née Dubaut,
leurs filles Magali, Caroline, Pénélope, Chloé,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Hélène,
le 8 octobre 1984.
37, rue Bourret, 75019 Paris.

Décès

- Nancy.
Il a plu à Dieu de rappeler à lui, ainsi
des sacrements de l'Eglise, dans sa
quatre-vingt-neufième année,
M. Pierre-Alexandre CHONÉ,
inspecteur central honoraire
des contributions,
conseiller juridique et fiscal,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945
avec étoile d'argent et palmes,
officier de la Légion d'honneur.

De la part de
M^{me} Choné-Demenais,
ses enfants et petits-enfants,
ses neveux et nièces,
sa famille, ses amis.

Les obsèques ont eu lieu à Nancy, en
l'église Saint-Léon-IX, à 14 h 15, lundi
15 octobre 1984.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- Saint-Benoît-des-Bois,
58330 Saint-Saulge.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Simone COLLOREC,
née Tasse,

survenue à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques ont eu lieu le mercredi
10 octobre 1984, en l'église de Saint-
Benoît-des-Bois.
De la part de
M. Raymond Collorece,
son époux,
M^{me} Liliane Collorece,
Le docteur et M^{me} Félix M'Bappé,
ses enfants,
M. et M^{me} Frédéric Collogrande,
Félix, Carole, Sophie M'Bappé,
ses petits-enfants.

- On nous prie d'annoncer le retour à
Dieu, au terme d'une cruelle maladie
supportée avec un infini courage, de

Patrice Pierre IEHLÉ,
compagnon de la Libération,
Distinguished Service Cross.

De la part de M^{me} Pierre Iehlé,
née Simone Krémer, son épouse,
Et de toute la famille,
Parents et alliés.

Selon la volonté formelle du défunt,
la cérémonie religieuse et l'inhumation
se sont déroulées dans la plus stricte
intimité familiale à Mersillargues
(Hérault) et les honneurs militaires
furent rendus par la BAN de Nîmes-
Garonne, le 12 octobre 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Même quand je marcherais dans
la vallée de l'ombre de la mort, je ne
craindrais aucun mal ! Car tu es
avec moi, c'est ton bâton et ta hou-
lette qui me consolent. »

Parque 23.
204, chemin de la Gavarnie,
83220 Le Pradet.
(Le Monde du 13 octobre.)

- M^{me} Jean-André Lesouple,
Le général (C.R.) et M^{me} Jean Good,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Emile Lesouple,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} René Martin
et sa fille,
M^{me} Pierre Félix,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-André LESOUPLE,
survécu le 11 octobre 1984, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, le lundi 15 octobre, en l'église de
Prignani.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Peyron-Prignani,
24130 Laforce.

(Publicité)

Cures thermales d'hiver au soleil

Vous supporterez mieux le rude hiver saxon
si vous l'ajoutez à une cure thermique et
de détente au soleil du Midi.

En Haute-Provence, en Roussillon, en
Ariège ou au Pays Basque, choisissez
les stations de la CHAÎNE THERMALE DU
SOLEIL, ouvertes en hiver !

Gréoux-les-Bains, Le Boulou, Amélie-
les-Bains, Barbazan-les-Thermes et
Cauterets-les-Bains.
RHUMATISMES - VOIES RESPIRATOIRES
- ORL - CIRCULATION VEINEUSE - VOIES
DIGESTIVES - FOIE - ETATS MÉNAGEUX
Documentation gratuite n° 201
(abonnement et cure) à la CHAÎNE
THERMALE DU SOLEIL, leader du
Thermalisme Français, MAISON DU
THERMALISME, 32, av. de l'Opéra, 75008
PARIS. Tél. 742.67.91

- On nous prie d'annoncer le décès de

Auguste MOUCHET,
administrateur civil (H.C.) honoraire,
ancien professeur de lettres classiques
au lycée de jeunes filles de Douai,

officier de la Légion d'honneur,
chevalier du Mérite national,
officier des Palmes académiques,
officier des Arts et lettres,
officier du Mérite agricole,
survécu, à Paris, le 13 octobre 1984.

Elle ne voulait ni fleurs ni couronnes,
mais elle aurait approuvé des dons pour
la recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ROBLLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

- Le Seigneur a accueilli dans sa
paix et sa lumière

M. Pierre REGNAULT,
ingénieur des Arts et manufactures,
ingénieur principal (H.C.) honoraire
à la SNCF,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

piéusement décédé à Lille le 14 octobre
1984, dans sa soixante-dix-neuvième
année.

La messe des obsèques aura lieu le
jeudi 18 octobre, à 10 heures, en l'église
Saint-Maurice-Ville à Lille.

L'inhumation aura lieu au cimetière
d'Andréaselles (Pas-de-Calais), à
15 heures.

M^{me} Pierre Regnaud-Verdy,
son épouse,
M. et M^{me} Christian Manoury-
Regnaud,
Paul, Jean, Marie-Hélène,
M^{me} Martine Allain-Regnaud
et Marie-Charlotte,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Lebour, Maireux,
Regnaud, Verdy, Benoit,
Et ses nombreux amis,
2, rue du Priez, 59600 Lille.

- M^{me} Marthe Rodrigue
a la douleur de faire part de la dispari-
tion de son mari,

Albert RODRIGUE,
le 7 octobre, à Nico.
26, rue Paul-Déroulède.

- M^{me} René Louis Girard,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Claude Achard,
M^{me} Nicole Tabard,
M. et M^{me} Jean Tranquille Tabard
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Tranquille TABARD,
née Marguerite Hénaut,

leur mère, grand-mère,
survenue accidentellement le 5 octobre
1984, dans sa quatre-vingt-cinquième
année.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée le mercredi 10 octobre en l'église
Sainte-Odile, sa paroisse, suivie de
l'inhumation dans le caveau de famille,
au cimetière de Torigni-sur-Vire
(Même),
18, rue Galvani, 75017 Paris.

- M^{me} Xavier Terras,
Mireille Mercier-Terras,
ses enfants et petits-enfants,
François Moitessier
et ses enfants,
Jean et Geneviève Berger,
leurs enfants et petits-enfants,
Christiane Terras,
Henri et Odile Vincent
ont la douleur de faire part du décès de

Xavier TERRAS,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
survécu brutalement à Tenerife (Can-
aries), le 22 septembre 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu dans l'intimité.

70, rue Jean-Mermoz,
13008 Marseille.

- Berkane, Montpellier.

M^{me} Emilie Tissot,
M. et M^{me} Denis Tissot,
M. et M^{me} Pierre Carayon,
M. Emilie Marie Tissot,
M. Jean-Louis Tissot
Et toute les familles
Féze, Adamaki, Alfonsi, Oestric,
Parents et alliés,
ont le regret d'annoncer le décès de

M. Emilie TISSOT,
vice-président des agriculteurs français
du Maroc,

à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le 17 octo-
bre, à 14 h 30, en l'église Don Bosco à
Montpellier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

- M. Frantz Gaignerot,
ses enfants et petits-enfants,
Sa famille, ses alliés et amis,
très touchés par les nombreuses mar-
ques de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

M^{me} Frantz GAIGNEROT,
née Marthe, Marie,
Mme Descombes de Lavernolle,

remercient toutes les personnes qui, par
leur présence, leur message et envoi de
fleurs ont pris part à leur cruelle
épreuve.

- Cécile,
M^{me} Jean-Charles Payen,
son épouse,
M^{me} Sylvie, Isabelle, Christine et
Cécile Payen, ses filles,
très sensibles aux innumérables marques
de sympathie témoignées lors du décès de

M. Jean-Charles PAYEN

et dans l'impossibilité d'y répondre indi-
viduellement, prient toutes les personnes
qui se sont associées à leur peine de
trouver ici l'expression de leurs sincères
remerciements.

- Dans l'impossibilité de répondre, la
famille de

M^{me} Georges TERQUEM,
remercie tous ceux qui se sont associés à
son deuil.

Anniversaires

- Pour le cinquantième anniversaire du
décès de

Jean SALLERAS,
une pensée est adressée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

- La messe de rentrée universitaire
de l'Institut catholique de Paris sera
célébrée le mardi 6 novembre 1984,
à 18 heures, en l'église Saint-Joseph des
Carmes. Mgr Badier, évêque de Bayeux
et de Lisieux, présidera la célébration et
prononcera l'hommage. L'animation litur-
gique sera assurée par le Centre de for-
mation pédagogique pour l'enseigne-
ment spécialisé.

- Une messe sera célébrée le jeudi
25 octobre, à 18 h 30, en l'église Sainte-
Cécile (Paris-7), à la mémoire de

Marcel DUDET,
inspecteur général honoraire
de l'éducation nationale,
ancien doyen
de l'inspection générale des Lettres,
décédé le 26 août 1984.

De la part des inspecteurs généraux
des Lettres.

- Ses amis sont invités à se rassem-
bler et à prier pour

André LATREILLE

à la messe qui sera célébrée en l'église
Saint-Benoît des Chartreux (rue Pierre-
Dupont, Lyon-1^{re}), mardi 23 octobre
1984, à 19 heures.

Communications diverses

- Jeudi 18 octobre, à 18 h 30, salle
P.-J. Eymard, 23, avenue de Friedland,
Paris-8^e (M^{me} George-V, Charles-
de-Gaulle-Etoile) : ouverture des ses-
sions et conférences de la Centrale
catholique 1984-1985 sur « Les grands
événements de l'histoire de l'Eglise » :
« La Révolution française, l'Eglise et la
foi », par J. Dumont, historien, docu-
mentaliste. (260-56-32).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-IV, samedi
27 octobre, à 14 heures, amphithéâtre
Descartes, M^{me} Marie-Claire Zimmer-
mann : « La solitude d'Austias March
(1397-1459) : recherches sur la nais-
sance et le devenir d'un style dans la
poésie ibérique. »

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Cinq en avant Supercinq en avance!

PROTECTIONS INTÉGRÉES.

TRAIN AVANT À DÉPORT NÉGATIF.

GROUPE MOTEUR-BOÎTE TRANSVERSAL.

Cinq sur cinq ! A l'épreuve de maniabilité, la nouvelle
SUPERCINQ s'en sort haut la main. Elle se fouille partout. Sa
motorisation transversale vous donnera des sensations. Sa
tenue de route super efficace et sa précision de conduite font
qu'elle s'accroche au bitume sans
jamais le quitter. La RENAULT SUPERCINQ a plus d'une longueur
d'avance. Modèle présenté RENAULT 5 TSE - Milleime 85 - Con-
somptions normes UTAC: 5 L à 90 km/h, 6,7 L à 120 km/h, 7,9 L en
cycle urbain. Prix clés en main au 04/10/84: 61.900 F - RENAULT 5
à partir de 42.800 F (RENAULT 5 L).

FIAC 84 STAND B 29

DENISE RENÉ

ALBERS

« Drawing to the square »

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, PARIS 7^e

Anni ALBERS
Josef ALBERS
ŒUVRES GRAPHIQUES

VERNISSAGE
Mardi 16 octobre à 19 h

EXPOSITIONS

La peinture allemande au Petit Palais

Pierre Bichet et la saison blanche

La carrière extra-picturale de Pierre Bichet risque d'attirer davantage l'attention sur des exploits somme toute transitoires que sur une œuvre aux vertus permanentes. Car Pierre Bichet, au demeurant alpiniste, épéologue, archéologue, fut en outre de longues années le second d'Hieronymus Tassieff dans son exploration des volcans. Ensemble ils ont parcouru dangereusement le monde entier, ensemble ils ont réalisés deux films : *les Rendez-Vous du diable*, *le Volcan interdit*.

Malgré cet aventurier est revenu chaque fois dans son suaire juré. Pour faire quoi ? Pour peindre et graver. Pas en amateur. Des études ont poussées aux Beaux-Arts de Paris attestent le sérieux de sa démarche. Et peut-être son attachement aux valeurs traditionnelles, ce qui ne gêne guère si la peinture et la gravure sont bonnes.

Avant tout, Bichet aime la neige. Il ne vibre que lorsque s'annonce la rude saison blanche qui confère leur architecture aux maisons et aux paysages. Rien qui ne se prête mieux au travail d'un artiste rigoureux que ces villes ou villages, près ou montagnés de blanc vêtus, insonorisés à la Ramus. Les toits de Granges-Bérard, les roches du Mont-d'Or, les arbres dénudés de la Tourtière, les plans fuyants du lac de Remoray et parmi les lithographies, les quatre faces du Cervin pyramidal (*le Cervin, classe exemplaire*, ce film de Gaston Rébuffat auquel Bichet a prêté la main)... toute une vie fixée sur la toile ou sur le papier, avec des personnages taillés à la hache, qui nous touchent moins, mais qui existent aussi, bien sûr. Comme la neige franco-vaudoise, ça tient.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Jules Renard en personne

Jules Renard avait la dent longue et la perfidie facile. Impitoyable pour lui-même, il l'était aussi avec les autres. Son *Journal*, rédigé de 1897 à 1910, est, rappelle-t-on, un examen de conscience « à la loup », qui relate aussi les dessous littéraires au temps du symbolisme puis de l'avant-garde.

Fernand Benet a mis en dialogue ce *Journal*. Il y interprète le rôle de « l'homme fort », aux côtés de Jean-Marie Caye « l'homme jeune », et de Marcia Moncada. Conversations de salon, discussions à bâtons rompus. De maximes à l'emporte-pièce, en passant du coq à l'âne, de mou-chés en mots à justes qu'« on a envie qu'ils aient des joues pour les embrasser », il parle d'argent, des femmes, de leur santé, de leur travail. Roses, violettes et compagne. Mais, sous l'argenterie et la civilité se cache la poésie.

C'est tout cela qu'on retrouve dans ce spectacle qui roussit et fait le gros dos. Quelques notes de musique, des cris de mouettes pour l'ambiance. On écoute et l'on rit doucement. C'est facile, c'est juste, on aimerait que cela dure plus longtemps.

CAROLINE DE BARONCELL.

* Comédie de Paris, 19 heures.

Rock à OMD

D'une année sur l'autre, on se dit (sans cynisme) que l'un des talents de OMD (ancêtrement Orchestre Manœuvres in the Dark), c'est de jouer court. Ça n'a l'air de rien mais à vouloir trop en dire, les groupes proposent souvent un spectacle mal construit et redondant. En à peine plus d'une heure, OMD fait le tour de son répertoire.

Avec sa musique synthétique et de synthèse, OMD est un groupe à double facette : celle des tubes aux mélodies instantanées qui s'adaptent parfaitement au format radiophonique (*Enola Gay*, *Souvenir*, *Electricity*, *Telegraph*) et celle des recherches instrumentales. Un mélange qui lui confère une dignité et le protège du caractère éphémère et superficiel qui va souvent de pair avec les groupes du même calibre.

Au Casino de Paris, le dimanche 7 octobre, dans un cadre de toute beauté fondé sur un système d'éclairage remarquablement étudié, on a vu un groupe — deux synthétiseurs, une basse, une batterie, augmentés de deux cuivres — qui a pris de la patine, qui se tient bien sur scène, trouve le contact avec le public et apporte chaleur et vie à une musique d'inspiration pour tout genre.

ALAIN WAIS.

* Discothèque chez Virgin.

(Suite de la première page.)

Réalisme allemand, second romantisme, esprit académique, idéalisme paysan, naturalisme spirituel, symbolisme lyrique (ou philosophique) sont quelques-unes des cases les plus hautes en couleur qui balisent les salles de l'exposition et notre fameuse dualité.

Notons tout de suite que ces rochers, idéalistes pour comprendre l'agencement de l'exposition sont à trouver dans une petite brochure, fort bien faite et vendue 6 francs, mais non dans le catalogue, ni dans les salles elles-mêmes, hélas dépourvues de la moindre explication, du moindre titre.

Si l'on ne doit donc pas s'attendre à d'inoubliables révélations, l'intérêt documentaire et quelques beaux moments d'émotion font malgré tout de la visite au Petit Palais une obligation pour tout honnête amateur de peinture. C'est avec quelque raison que Thérèse Burlet, conservateur en chef du musée et commissaire général de l'exposition, écrit : « Le chevronisme français ignore (...) le plus souvent la peinture du dix-neuvième siècle des pays voisins où il voyage pourtant avec plaisir. Pour lui, le Renouveau est italien et le baroque allemand ou espagnol, mais le dix-neuvième siècle reste français, comme occulté par la personnalité d'un Delacroix et le déclinisme des peintres impressionnistes. »

Arrêtons-nous là, non parce qu'il est plus loin question de « dualité éternelle de l'âme allemande », mais, retrouvant en effet cette forte peinture, afin de nous rappeler comment elle fut si merveilleusement explorée en 1976, à l'Orangerie de Paris, naguère lieu d'exposition efficace, aujourd'hui sinistrement vouée à la collection Walter-Guilleme.

L'exposition de 1976 avait déjà pour commissaire général allemand le professeur Werner Hofmann, directeur de la Kunsthalle de Hambourg, qui supervise maintenant celle du Petit Palais. Elle s'appelait, prudemment, « la peinture allemande à l'époque romantique ». Plus de risques avaient pu être pris, plus d'argent dépensé pour faire venir des œuvres à notre avis plus significatives de la valeur des peintres. On y découvrit Runge, Bethel, Gehen, Koch, Schinkel ou le plus illustre Caspar David Friedrich, dont le Centre culturel du Marais a courageusement retracé la carrière il y a quelque mois.

Runge disparut en 1810, Koch en 1839, Bleichen, et Friedrich en 1840, Schinkel en 1841, Rethel en 1859. Cela explique, parmi d'autres éléments, la date initiale du présent ensemble. Mais de la première exposition voici que d'autres passent tout tranquillement d'une bannière romantique à celle, décidément hostile, de notre dernière dualité. Ce faisant, Achenbach abandonne les pierres runiques de Norvège (1839) et une horifique Roue du supplice (1936) pour un plus bonhomme *Moulin en Westphalie* (1860). L'évolution est notable.

Gärtner, en revanche, dont on avait retenu une *Vue de Berlin*



Eduard von Steinle, *La Lande* (1863)

(1846) revient avec le même Berlin, *Unter den Linden* (1852), pas plus ni moins romantique, ni réaliste, ni symbolique. D'Hessenclever, les *Ouvriers devant le conseil municipal* (vers 1848) ou le *Léon de dames* (1856) nous semblent nettement plus « réalistes » que l'actuelle *Sentimentale* (1846), passablement fade de facture et stupide d'allure, qui prend un coup de lune à sa fenêtre. L'Autoportrait à la coupe du même artiste cependant un sourire par sa manière de prendre les « réalités ».

D'autres revenants : von Raveis, mais son jeune comte est bien pâle ; Richter, qui perd son pinceau et se limite à quelques bois gravés ; Rottmann, dont le *Temple d'Apollon*, à Egine, paraît rougir de son statut de carte postale ; Neureuther professe et survie, un aimable von Schwend. Une absence : Overbeck, qui s'y connaissait pourtant en symboles. Mais un retour attendu : Adolf von Menzel.

De l'usine au jardin

Adolf von Menzel, né en 1815, plus ou moins autodidacte, maniaque de la réalité à laquelle il parvient même à piler la peinture historique, doué pourtant d'un physique qui eût dû l'en dissuader (il était nain, semble-t-il), séjourne souvent à Paris. Aussi ne doit-on pas s'étonner de notre familiarité avec certains de ses paysages, certains de ses vues de rue. Non plus que de son intérêt avec Meissner, ni de son lien avec Courbet, grand inspirateur de bien des peintres de cette exposition qui n'en tirent pas tous un aussi bon parti.

somme les baromètres de l'âme humaine. Ainsi Klingner, moins pour la manière dont il fait piler les mortiers que pour ses gravures, le formidable et minutieux *Paraphrase sur la découverte d'un grot* (1881).

Involontaire en revanche est sans doute l'égard de von Stuck, pauvre seigneur grolottant dans la neige, et s'est forcément aussi l'autoportrait de l'artiste accompagné de sa femme, laquelle semble avoir quitté le pantalon pour la robe tant se félicité fait songer à certains messieurs de Berlin. Involontaire est encore le léger ricanement qu'arache l'Assassinat de César tel que le voit von Piloty, avec ses miroirs de « faux-joncs » de filippes ou de sentiments ahuris (une influence d'Hessenclever ?). Et involontaire enfin celui que suscite l'Étape avant Paris de von Wempe. Involontaire et revanche, car l'étape en question a lieu en 1871. Voyez ces bonnes mines tourchées par la grâce de la bière, et la manière dont ils traitent leurs bottes boueuses sur les tapis du salon. La grande tradition.

Leib, Liebermann, von Marées, devraient être les figures de proue de l'exposition. On nous permettra d'en rajouter à Böcklin, même s'il est bien autrement représenté. Trop d'ailleurs pour donner une idée véritable du talent, de l'inspiration, de la force du peintre de l'île des morts, tableau malheureusement resté à Bâle. On a ici Euterpe, Madeleine et une Vestale pour l'aspect féminin, un Paysage avec Prométhée (mais où est Prométhée, se demande-t-on si l'on n'a pas le catalogue ?) pour le tourment des âmes et des éléments réunis, un Autoportrait à la mort plus intrigant que passionnant, une allégorie (*Regardez ! la prière est en joie*) tout à

la fois de l'innocence et de la campagne germanique, le *Vitrail italien au printemps*, qui livre le meilleur et le plus simple de Böcklin, et la *Chasse de Diane*, qu'on ne saurait trouver autrement que bon : c'est un des deux ou trois tableaux qui nous viennent de France, et du musée d'Orsay.

Laissons Böcklin, moins pour suivre l'alcôve parcouru du Petit Palais que pour signaler quelques inévitables arêtes : Au printemps, automnale peinture de l'inégal Feuerbach, ou les sombres gravures de Kolwitz, la seule femme de l'ensemble mais pas la moins efficace. Sur le canapé, de Trubner, pour ses alliances d'étoffes, le *Türkentum* de Keller, le *Passage de Specker*, et Wolf accroupi de Kaldenbach, dont le malheureux peintre ne pouvait encore imaginer la douleuruse et romantique vérité.

Ainsi va-t-on, au gré imperceptible des réalités, des symboles. Des réalités : revenons à Nietzsche, qui, du peintre réaliste, écrivait :

« La moindre parcelle du monde est une chose faite ».

Il en peint ce qu'il lui plaît. Et que lui plaît-il ? Ce qu'il sait peindre (le *Le gai savoir*).

Des symboles : « l'obligation de signifier quelque chose finit par les transformer effectivement en solennelles nullités » (Aurore). Nietzsche parlait ici des princes. Ce que ne sont heureusement pas tous les peintres de notre exposition, s'ils ne savent pas toujours ce qui leur plaît vraiment.

FREDÉRIC EDELMANN.

* Petit Palais, jusqu'au 13 janvier, de 10 heures à 17 h 40. Prix d'entrée : 15 francs. Catalogue : 150 F.

THÉÂTRE

« GHETTO » par Peter Zadek à Berlin

Le rire des fantômes

La Fraie Volkabühne à Berlin présente une comédie musicale adaptée d'un livre de Joshua Sobol et mise en scène par Peter Zadek : *Ghetto*. L'histoire se passe dans un ghetto polonois décliné, condamné. Pourtant, il s'agit d'une vraie comédie musicale, avec des chansons, des danses, des gags.

Contrairement au spectacle de Pip Siroons *An die Musik*, dont le cadre était un camp de concentration où s'affrontaient féroce-ment le comble de l'absurdité tragique et l'absurde clownesque, mais qui s'achevait sur la beauté apaisée d'une image de mort, ici, la tragédie elle-même est traitée dans la dérision. Seul un juif allemand d'origine hongroise, exilé tout enfant à Londres pendant le « blitz », seul Peter Zadek pouvait lancer ce défi sans verser dans l'horreur larvinaire ou la vulgarité atroce.

Le décor est un immense entrepôt de vêtements, où sont rangés les juifs qui vont mourir, qui vivent, aiment, ont des conflits idéologiques, discutent de l'opportunité de monter une comédie musicale, innovent sur des pancartes « les cimetières n'ont pas de théâtre », ont élu un chef qui porte des gilets et leur sert d'intermédiaire avec les SS, organisent un banquet, répètent sous la surveillance complaisante d'un officier, entrent lui aussi : le grand jeu des dupes.

La duperie de toute relation humaine, semble dire Zadek, et en particulier celles qui s'établissent sur les planches fatiguées du théâtre, entre les acteurs et le metteur en scène. Tous des bouffons, mais l'un d'eux définit le pouvoir dans ce lieu clos qui vit sur lui-même qui se joue à lui-même.

Il y a dans *Ghetto*, une fille qui chante, couronnée de fleurs, debout sur la table du dernier repas, au milieu de l'ivresse, de l'orgie du dernier jour. Il y a des claquettes et une clarinette déchirante. Il y a un enchaînement de tableaux splendides, plus et autre chose que le talent de Zadek, qui sonne de la déchéance. Il y a une brûlure, évidente, indéniable, comme si on la touchait avec les mains.

Zadek vit avec son angoisse et se moque. Une forme d'ironie assez berlinoise. Berlin vit avec son mur et fait la fête, se cherche dans le miroir du passé, prend pour thème du dernier festival : Berlin 1900 avec, entre autres, des spectacles de cabaret contestaire pour lesquels il faut trouver des diables d'époque — qui avaient résisté à la destruction et à la reconstruction. Il y a toujours, dans un coin, quelques choses qui résistent.

COLETTE GODARD.

IRCAM
CONFÉRENCE INTERNATIONALE
D'INFORMATIQUE MUSICALE
(ICMC)
PROGRAMME DES CONCERTS

samedi 20 octobre 20 h 30 ENSEMBLE 2e 2m de PAUL HEFANO
Centre Georges Pompidou
Grande Salle
GENHAAR SAARIANO
GRANDIC MANGUASHICA

dimanche 21 octobre 18 h CONCERT DE BANDES
Grand Auditorium
Radio France
LENERNE KARPEN PETIT

dimanche 21 octobre 20 h 30 ASKO ENSEMBLE de ARTURO TAMAYO
Centre Georges Pompidou
Grande Salle
avec Harry Sparrow, Éléonore Pannoy
Trio à cordes InterContemporaine avec Agnès Salom
LANCINO KOENIG HOFFMANN REYNOLDS

lundi 22 octobre 18 h ENSEMBLE 2e 2m de PAUL HEFANO
Grand Auditorium
Radio France
avec Philippe Muller, Option Rond, Sylvie Beltrando,
Brigitte Sylvestre, Daniel Kientzy
BON BATTIER SCHMIDLER VINO

lundi 22 octobre 20 h 30 ENSEMBLE 2e 2m de PAUL HEFANO
Grand Auditorium
Radio France
avec le Trio Instrumental Electroacoustique TIT+,
Adrien Ambrosini
DAFOUR PETERSEN RESSET STROPPA

mardi 23 octobre 18 h 30 CONCERT DE SOLISTES
Centre Georges Pompidou
Petite Salle
avec Herbert Henck, Aurèle Nicot
BARLOW KESSLER

mardi 23 octobre 20 h 30 ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
Grande Salle
dir. MICHEL SWIERCZEWSKI
avec Elisabeth Lohmann
MURAIL OSHORNE DE PABLO HOLLER

prix des places 20 h 30 : 35 et 50 F - 18 h 30 : 18 et 25 F - Radio France : entrée libre
renseignements : IRCAM 31, rue St-Nicolas - 75004 Paris - 277.12.33 postes 48.43/48.39

CHAILLOT
THEATRE
NATIONAL
1984-1985
on s'abonne
dès maintenant

DOCTEUR 1984 A JUIN 1985 LE
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
DONNERA AU GRAND THEATRE
L'ÉCHARPE ROUGE D'ALAIN
BADIOU ET GEORGES APERCHIS -
L'EMPIRE DE DADI D'APRÈS ERIK
SATIE - HERNANI DE VICTOR HUGO
- UBU ROI D'ALFRED JARRY - AU
THEATRE COMME IL VOUS
PLAIRA DE WILLIAM SHAKESPEARE
- UNE PIÈCE D'AMOUR DE JEAN
MARIE PATTE-MORT ADOUCIE DE
GEORGES APERCHIS - HOTEL DE
L'HOMME SAUVAGE DE JEAN-PAUL
FARCEAU - MILLE FRANCS DE RE
COMPENSE DE VICTOR HUGO -

POUR RECEVOIR
LE PROGRAMME
DE LA SAISON
7 2 7 8 1 1 5

COMEDIE DE CAEN
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NORMANDIE
18 rue de la République - 14000 Caen

AGATHA
DE MARGUERITE DURAS

20 OCTOBRE 1984 CHATEAU DE BEAUREGARD
HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

RENSEIGNEMENTS : 120 Rue St-Pierre - Caen - Tél. 16.61.63.66.68

مكتبة من الكتب

... LE MONDE - Mercredi 17 octobre 1984 - Page 17

JACQUES OFFENBACH

LA PERICHOLE

MISE EN SCENE DE JEROME SAVARY



LA NOUVELLE AFFAIRE SAVARY

Vive la Périchole!
LE PARISIEN

Affligeante
LE FIGARO



THEATRE
CHAMPS-ELYSEES
DES

15, AVENUE MONTAIGNE, PARIS 75008

LOCATION PAR TELEPHONE: 720.36.37

RESERVATIONS ADOULESSES ET PAR CORRESPONDANCE
RENSEIGNEMENTS TELEPHONIQUE: 720.36.37

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a standard diet (SD) and the experimental group received a high-fat diet (HFD).

COMMUNICATION

LE DIXIÈME VIDCOM

La France et le Luxembourg signeront un accord à la fin du mois pour l'exploitation commune de TDF 1

Les différents enjeux liés aux satellites en Europe ont été évoqués le lundi 15 octobre lors du dixième VIDCOM à Cannes. A l'initiative de France (TDF), comme à la SNIAS, dont M. Fillard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, visitait les installations, on s'est efforcé de minimiser la portée des incidents qui vont retarder le lancement de TDF 1 (le Monde du 16 octobre) en précisant que Thomson-CSF n'était pas le seul fabricant en cause.

Quand Thorn EMI bâtit l'audiovisuel européen

Cannes. - Ce n'est plus une découverte mais une éclatante confirmation : Thorn EMI est devenu, en cinq ans, le géant de l'audiovisuel européen et sa stratégie commerciale pèse lourd dans le développement des nouveaux médias. Pour ce dixième VIDCOM, le groupe anglais avait choisi un profil bas mais pointu : proposer aux premiers réseaux câblés français une chaîne musicale diffusant seize heures de vidéo-clips et de concerts par jour, gratuitement. Programmé par vingt réseaux câblés britanniques, Music Box est financé à 20 % par ses abonnés et à 80 % par la publicité. Le satellite ECS-F1 lui a permis de s'imposer dans neuf autres pays avec le même argument irrésistible : la gratuité pendant deux ans.

Il lui reste aujourd'hui à conquérir la France, la Belgique et la Suisse. L'objectif de Thorn EMI est de passer de 400 000 abonnés à 3 millions en mai 1985, 25 % des foyers européens recevant le câble. Music Box est le poisson-pilote du groupe anglais : la musique est une langue internationale et traverse sans encombre les frontières. Derrière, il y a Jack in the Box, une chaîne pour enfants, et surtout Première, qui associe Thorn EMI aux grands studios américains et aux chaînes payantes d'outre-Atlantique dans une programmation de films. Ces deux chaînes spécialisées se partagent un canal du satellite Intelsat-V, qui ne couvre que la Grande-Bretagne. Mais Thorn EMI négocie déjà partout en Europe leur diffusion sur de nouveaux supports.

Musique, cinéma, programmes pour enfants : le groupe anglais ne croit qu'aux chaînes thématiques et s'empresse d'occuper les créneaux les plus appréciés du public. Qui lui résistera ? Dans les couloirs du VIDCOM, les professionnels sont par-

De notre envoyé spécial

tagés entre l'admiration devant l'audace commerciale et un scepticisme sur les chances économiques de l'entreprise. Music Box doit payer 35 millions de francs par an pour le satellite et presque autant pour les programmes. Les recettes d'abonnements et de publicité ne couvriront pas ces charges avant quatre ou cinq ans. Pour Première et Jack in the Box, le coût des programmes, la barrière des langues rendent l'entreprise encore plus incertaine.

89 000 employés

Certes, mais Thorn EMI a les reins solides. Les programmes pour le câble ne sont qu'une petite partie des activités de ce groupe, qui fabrique de l'électronique aussi bien que des équipements électroniques de pointe, vend et loue des téléviseurs, des magnétoscopes (Visca), édite des cassettes dans vingt-cinq pays, contrôle un sixième du marché mondial du disque, équipe et gère des réseaux câblés. Il faut y ajouter une chaîne de télévision (Thames TV), les studios dans lesquels ont été tournés *Indiana Jones* et *les Aventuriers de l'arche perdue*, ainsi que 300 salles de cinéma. Au total, 89 000 employés et un chiffre d'affaires pour 1984 de 31 milliards de francs.

Qu'importe, alors, s'il faut anticiper sur les recettes du câble pendant cinq ou dix ans. Faire des programmes n'est-il pas le meilleur moyen de vendre des téléviseurs, du câble ou des magnétoscopes ? Jouant sur la synergie de ses différentes activités, Thorn EMI a décidé de bâtir l'audiovisuel européen. Il le fait d'ailleurs sans prétendre à un quelconque monopole. « Il serait ridicule d'imaginer une chaîne anglaise envahissante »

L'Europe, explique M. Marcus Bicknell, responsable des activités câble et satellite du groupe. Le public ne le supporterait pas. Dans chaque pays, nous cherchons des partenaires nationaux auxquels nous laissons la majorité dans l'exploitation. Et nous compléterons nos programmes avec des émissions françaises, allemandes ou belges. »

Ainsi, en France, Music Box cherche des associés pour pouvoir diffuser quatre heures quotidiennes de clips français et fait des propositions au quotidien *Libération* pour assurer la couverture de l'actualité musicale. Pour compléter la proclamation de Jack in the Box, Thorn EMI songe au groupe Hachette. En Allemagne, aux Pays-Bas, il a déjà trouvé d'autres partenaires.

Cette offensive commerciale est d'autant plus imparable qu'elle ne rencontre en face d'elle aucune résistance conséquente. Les grands groupes français de communication n'ont pas la même surface financière et s'intéressent plus à la télévision classique qu'aux chaînes spécialisées. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a les mains liées par un satellite qui vient de prendre plusieurs mois de retard. Havas doit concentrer ses efforts sur Canal Plus. Les groupes cinématographiques ne sont pas en état de se diversifier. Seul Hachette n'a pas encore choisi sa stratégie (1). Le sous-dimensionnement économique et les retards technologiques risquent ainsi de condamner nos industries de programmes à l'être que des associés du grand projet européen de Thorn EMI.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Le rachet des Editions Dupuis et de leur filiale audiovisuelle, productrice des *Schtroumpfs*, pourrait, s'il se concrétise, donner au groupe Hachette une position de force sur le marché des programmes pour la jeunesse.

La SFP entre dans la danse

De notre envoyée spéciale

Cannes. - Lundi 15 octobre était, pour le VIDCOM, la grande journée du câble. Il y eut un colloque ouvert par M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines et président de la mission « TV-câble », sur « vidéo communication et collectivités locales », une visite guidée des stands sur le thème des programmes pour les réseaux câblés et deux signatures de protocoles d'accord entre la mission et, d'une part, Télédiffusion de France (TDF), d'autre part la Société française de production (SFP). Un coup d'aiguillon certain pour cette dernière, soucieuse d'entrer enfin dans la danse.

Cela se passait sur le stand de la SFP avec un brin de solennité : on se congratulait et on se courtoisait comme il est de coutume au moment d'un accord : le public observait, blasé rien ne ressemble plus à l'annonce d'un accord qu'une autre annonce d'accord... Et puis, soudain, à la fin d'un discours, on appela un homme, présent dans le public, pour lui rendre un hommage : M. Jean-Charles Edeline, ancien patron de la SFP, visionnaire étonnant, qui, il y a six ans, avait déjà rêvé de mettre la SFP sur les rails d'une production pour le câble et les nouveaux médias.

Une présence symbolique pour des résolutions toutes neuves, et un pari difficile : montrer la compétitivité du service public pour la production de programmes, créer une dynamique mobilisatrice pour le personnel et susceptible de diminuer la dépendance de la SFP à l'égard des chaînes du service public en accroissant la part des autres programmes. Reste à élaborer le catalogue des émissions disponibles produites ou coproduites par la société

et à mettre au point des services d'assistance-conseils et de prestations techniques pour l'exploitation des réseaux câblés.

Le président de la SFP, M. Bertrand Labrousse, ne semblait guère douter, lundi, de leur faisabilité, alors même que sa société s'approprie à annoncer la création d'une unité de production et de post-production particulièrement destinée aux marchés du film publicitaire, industriel et éducatif. Des équipements nouveaux et modernes permettent désormais en effet le traitement et la synthèse numérique de l'image et devraient rendre la SFP concurrentielle à l'échelon européen.

« Nous sommes dotés d'outils adaptés à de nouveaux types de produits demandés sur le marché », explique M. Pierre Cornille, directeur des marchés institutionnels et des nouveaux médias à la SFP. Il y a les vidéogrammes institutionnels, pour lesquels la clientèle est de plus en plus exigeante : les nouveaux programmes qui prendront place dans le cadre de la Régie française des espaces et surtout, insiste-t-il, des spots publicitaires diffusés dès janvier en vidéo sur l'antenne. »

Témoignage amusant de ces projets : la cassette de huit minutes destinée aux publicitaires, qui présente, sous forme de vidéo-clip, l'étendue des possibilités de trucs d'images, utiles pour les spots et les génériques. La SFP, incontestablement, cherche à entrer dans le jeu. Son savoir-faire et son expérience plaident sans doute pour elle. Dans ses mises en cause successives, ce n'est jamais ce qu'on lui a reproché.

ANNICK COJEAN.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL ATELIERS D'ÉCRITURE DE SCÉNARIOS

Sélection en octobre-novembre.

Début des ateliers : janvier 85.

Durée : 20 jours sur 7 mois + suivi pendant les intervalles.

Prix 16.000 F + Dossier d'inscription : 200 F.

Prise en charge possible par formation permanente.

Bourses sous conditions.

Renseignements : Bénédicte Puppinck 875-83-14.

18504 4, avenue de l'Europe, 93460 Bry-sur-Marne.

DIFFICULTÉS À « SÉLECTION DU READER'S DIGEST »

Selon un communiqué publié par les élus du comité d'entreprise du mensuel *Sélection du Reader's Digest*, il a été fait état, lors de la réunion du comité convoquée par la direction le 5 octobre, de « mesures sociales importantes » dans l'entreprise qui emploie 596 salariés.

Au même moment, dans les couloirs, une liste était affichée, sans entête ni signature, signifiant à cent six personnes de ne plus se présenter au travail, à partir du lundi 8 octobre, pour cause de « chômage partiel total ». La décision a ensuite été notifiée par lettre.

L'inspection du travail, précise le communiqué du CE, n'a reçu l'information et la liste que le lundi 8 octobre et, à ce jour (vendredi 12), aucune autre explication n'a été donnée par la direction au personnel en cause. Le mutisme de la direction du *Reader's Digest* s'est vérifié lundi matin 15 octobre, celle-ci nous déclarant qu'elle n'avait aucun commentaire à faire, et qu'il n'y avait encore aucun licenciement.

EN BREF

• Grève de journalistes au « Courrier de Saône-et-Loire ». A l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ), 25 des 41 rédacteurs du quotidien le *Courrier de Saône-et-Loire* ont observé, dimanche 14 octobre, une grève de vingt-quatre heures pour « le maintien des effectifs de la rédaction au niveau de l'année 82 » (trois départs n'ont pas été compensés, affirme le SNJ) ainsi que « la défense et l'amélioration des conditions de travail ».

• Mag'jeunes a un an. - Lancé en octobre 1983 par les éditions Fleurus, *Mag'jeunes* continue sa carrière. Distribué dans toute la France, la Belgique et la Suisse, il tire à 60 000 exemplaires. Les lecteurs du Monde qui souhaiteraient recevoir des exemplaires gratuits peuvent en faire la demande à Monique Nadaud, service de presse de Fleurus-press, 31, rue de Fleurus, 75006 Paris.

Mardi 16 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie. N° 6. Un aviateur pour l'Amazonie. L'équipe visite la plantation Henry Ford, Fordlandia, dont les arbres à caoutchouc devaient alimenter la firme en « pneus ». Dernier épisode de l'épopée amazonienne. Enfin !
- 21 h 30 L'Histoire à la une. De Gérard Lauzun. « Fermez la parenthèse » : vingtème anniversaire de la destruction de Krouchtchiov. Réal. Nat. Lénine ; conseiller historique, André Fontaine. Il y a vingt ans, le 15 octobre 1964, Nikita Krouchtchiov donnait sa « démission » de premier secrétaire du PCUS. L'émission nous retrace les grands événements de cette époque, commentés par des Français et des étrangers, les Soviétiques ayant refusé leur participation.
- 23 h Journal.
- 23 h 15 Chants d'espérance. Emission de Roger Gicquel et Monica Sora. Du « piano militant » de l'Uruguayen Estrella à la composition de l'italien Toso Bassanini, l'expression artistique au service de la démocratie et des luttes de libération.
- 24 h Clignotant.
- 0 h 10 Vidéo première.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 Cinéma : Coup de torchon. Film français de B. Tavernier (1981), avec P. Noiret, L. Fluppre, J.-P. Marielle, S. Audran, G. Marchand, M. Michel.
- En 1938, dans une bourgade d'AEF, le chef de la police, humilié par tous le monde et trompé par sa femme, commet un acte d'assassinat dont il fait porter la responsabilité à d'autres. Adaptation bouffonne et tragique d'un roman de Jim Thompson transposé en Afrique sous le régime colonial français. Du super-Tavernier, et Nohra formidable en « ange exterminateur ».
- 22 h 45 Documentaire : Tant qu'il y aura des profs. N° 1 : Mission impossible, de Hervé Hamon et Patrick Rotman. Premier épisode d'une série de trois consacrée à la vie du corps enseignant face au profond refus de l'école qui se manifeste de plus en plus chez les lycéens. Une grande enquête qui va susciter des débats.

23 h 25 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 La dernière séance : Soirée Polar. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain. Actualités 1959 : dessin animé de Tex Avery ; 22 h 50, dessin animé : Bugs Bunny ; réclames de l'époque ; attractions et présentation du deuxième film.
- 20 h 50 Premier film : La police fédérale enquête. Film américain de M. Le Roy (1959), avec J. Stewart, V. Miles, M. Hamilton, L. Pennell, N. Adams. La remise sur pied de l'organisation policière du FBI à partir de 1924, et ses activités jusqu'en 1959. Un film très « officiel » sur lequel il y aurait beaucoup à redire mais où James Stewart, agent héroïque blanchissant sous le harnais, est très attachant.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 35 Deuxième film : le Chute d'un caillou. Film français de B. Bosticher (1960), avec R. Danton, C. Storde, E. Stewart, J. White, S. Oakland, R. Lowery (v.a. sous-titré, N.). Dans les années 20-30, l'ascension puis la dégringolade d'un danseur devenu cambrioleur et gangster. L'histoire vraie de Jack - Legs - Diamond, aussi redoutable qu'Al Capone, racontée par un scénario solide et une mise en scène musclée. Les acteurs, peu connus, ont une sorte de vérité documentaire.
- 1 h 15 Une bonne nouvelle par jour.

FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 15, Ciné 16 : la Maison d'Albert, de S. Joubert ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 Agora.
- 21 h 30 Musique : Diagonale on l'actualité de la chanson française et étrangère.
- 22 h 30 Nuits magiques : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 19 septembre) : *Dracula*, de Balil, par l'Ensemble Musique oblique ; dir. M. Swierczewski, sol. J. Wisan, soprano, B. Brewer, ténor, J. Bonde, basse.
- 22 h 55 Les soirées de France-Musique (en direct de Béziers) : Concert de jazz, carte blanche à Michel Portal.

Mercredi 17 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 TF1 Vision plus.
- 11 h 50 La une chez vous.
- 12 h Feuilleton : Nans le berger.
- 12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.
- 13 h 40 Vitamine.
- 13 h 45 Spécial contes de Perrault ; avec Chantal Goya : Pourquoi comment ? ; les petits creux de Loula ; les Trois Mousquetaires ; Vitaboum.
- 16 h 25 Microcluse.
- 16 h 45 Hip-hop.
- 16 h 50 C'est super.
- 17 h 25 Jack spot.
- 17 h 50 Journal.
- 18 h Des joutes par milliers.
- 18 h 10 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Série : Danse avec moi. Feuilleton brésilien.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Cocoricocoboy.
- 19 h 55 Tirage du TAO-Tac.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- La déclaration du premier ministre, M. Laurent Fabius, de 20 h 30 à 20 h 45, déclenchera d'abord l'horloge des émissions de la soirée, sous réserve d'une solution au « droit de réponse » prévu jeudi (lire page 19).
- 20 h 35 Série : Dallas. Les réactions sont diverses après l'annonce par Clayton de ses fiançailles avec Ellie. J.R. est furieux. Bobby tente de convaincre Jenna d'abandonner son travail afin qu'il puisse la voir un peu plus souvent. Katherine prend l'avion pour Rome pour y enquêter sur le passé de Jenna. Elle obtient une photocopie de l'acte de naissance de Charlie, qui révèle ainsi le nom du père de l'enfant.
- 21 h 25 Chronique d'une famille française. Série de Hervé Basle et Jacques Tréfoüel. C'est si loin l'Amérique... Une cousine est partie vivre en Amérique. Une chronique digne d'un feuilleton de Balzac transposée au vingtième siècle. Un documentaire.
- 22 h 25 Branchés musique : A tout clip.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 25 C'est à lire.
- 23 h 30 Clignotant.
- 23 h 50 Vidéo première.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
- 13 h 45 Dessins animés.



- 14 h 15 Récré A2.
- 16 h 50 Micro Kid.
- 17 h 25 Les carnets de l'aventure.
- 18 h 45 Platiné 45.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Le retour des mystères de l'Ouest. Réal. Burt Kennedy, avec R. Couraud, R. Martin... Jim et Artemus reprennent du service, pour lutter contre les machinations d'un grand ennemi, Michélio, qui a réussi à s'emparer des têtes couronnées européennes. Le retour de Jim et Artemus pose quelques problèmes d'adaptation.
- 22 h 10 Documentaire : Tant qu'il y aura des profs. N° 2 : Classe tous risques. De Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Le désarroi des enseignants et leur sentiment d'échec de plus en plus fort. Quelques-uns se retrouvent même dans des centres psychiatriques. Ils démontrent de leur expérience dans le deuxième volet de cette série.

22 h 50 Journal.

23 h 10 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Question au gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 17 h 55 Télévision régionale.
- Programme autonome des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Emission de Guy Lux et Loh Milic.
- Avec Serge Lama, Roland Magdane, Hervé Villard, Christophe, Gilbert Montagné, Richard Gohier...
- 22 h Journal.
- 22 h 20 Série : Scènes de la vie conjugale. D'I. Bergman. N° 6. Au milieu de la nuit dans une maison sombre. Avec Liv Ullmann, Bibi Andersson... Sept ans plus tard, Johan et Marianne se retrouvent. Elle est remarquée. Tous les deux passent un week-end dans une maison de campagne. L'amour a fait place à l'amitié. Le roman de la vie conjugale. Tendre, grave...
- 23 h 10 Une bonne nouvelle par jour.
- 23 h 15 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 15, Dessin animé : Belle et Sébastien ; 17 h 40, Dessin animé : Agnès ; 18 h 50, Série : Les molécules ; 18 h, Magazine du rock : Rocking chair ; 18 h 30, Vie régionale ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15, Informations ; 19 h 30, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

- 7 h Le goût du jour.
- 8 h 15 Les enjeux internationaux.
- 8 h 30 Les chemins de la connaissance (et à 10 h 50).
- 9 h 5 La science et les hommes ; l'objectivité en

- 10 h 30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
- 11 h 10 Le livre ouvert sur la vie.
- 11 h 30 Feuilleton : La San-Felice.
- 12 h Panorama.
- 12 h 45 Avant-première.
- 13 h 45 Un livre des robes : « Le prisonnier du temps qui passe », de N. Adrienne.
- 14 h 30 Rencontre avec : B. Breytenbach.
- 15 h 30 Lettres ouvertes.
- 17 h 10 Le pays d'Ici : le Berry.
- 18 h 55 Jeunesse : Agora ; à 18 h 35, Tire la langue ! ; à 19 h 15, Rétro 1954 ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : la biologie végétale.
- 20 h Musique mode d'emploi : entendre le clavecin : W. Landowska.
- 20 h 30 Antipodes.
- 21 h 30 Publications : magazine des musiques nouvelles.
- 22 h 30 Nuits magiques : bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h Les nuits de France-Musique : Musique de l'étranger.
- 7 h 10 Actualité du disque.
- 9 h 8 Le maître des musiciens : Roger Désormière. La société de musique d'autrefois ; Patrice-Nathan ; le Front populaire.
- 12 h 5 Concert : œuvres de Isaac, Merula, J.-S. Bach, par l'Amsterdam Locki Stardust Quartet.
- 13 h 32 Les chœurs de la terre.
- 14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Geminiani, Sammartini, Dubois, Tisné, Daniel, Telemann, Saité, Britten, Furquary, par R. Parrot, hautbois, Th. Fèvre, clavecin-piano.
- 15 h Après-midi des musiciens : XIX^e siècle quand nous tions ; œuvres de Wagner, Chausson, Charpentier, Auric.
- 17 h Histoire de la musique.
- 18 h L'Impérative.
- 19 h 15 Le temps du jazz : Où jouent-ils ? ; Inermodes ; feuilleton : Tout Duke.
- 20 h Musique contemporaine magazine.
- 20 h 30 Concert (donné le 29 novembre 1983 à la Philharmonie de Berlin) : Concerto n° 1 pour violon et orchestre en sol mineur, de Bruch ; Symphonie n° 1 en la majeur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. Soudant, sol. P. Zazorsky, violon.
- 22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 23 h 34, Vervein-Scotch ; à 1 h, Poisson d'or.

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENGADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Maintenance de process on et off shore...

Jeune filiale française (15 MF, 30 personnes) d'une société anglaise membre d'un très important groupe coté à la Bourse de Londres, en pleine progression, nous en sommes, après une première phase d'implantation, à la consolidation de nos acquis et à leur optimisation. Nous recherchons donc notre JEUNE

Directeur général HF

Dans le cadre d'une politique de groupe, fixant les grands axes stratégiques et la rentabilité attendue, l'autonomie dont vous bénéficiez devrait vous permettre de faire valoir vos qualités d'ENTREPRENEUR et de GESTIONNAIRE. De formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs ou commerciales), vous avez développé jusqu'à présent votre activité dans l'engineering par exemple et connaissez bien les milieux de la pétrochimie et/ou du nucléaire. Vous avez eu récemment la responsabilité d'un centre de profit autonome. La maîtrise de l'anglais est impérative... que ce soit maintenant ou pour votre progression ultérieure au sein de notre Groupe...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière précisant votre rémunération actuelle, sous la référence C/PMO/LM, pour que vous le développiez ensemble.

AFCEM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



INFORMATIQUE DE GESTION

Maintenir la qualité

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de Services et Ingénierie Informatique et connaissons depuis plusieurs années une forte expansion. La consolidation de cet acquis passe aujourd'hui par une meilleure prise en compte de la qualité de nos structures, de nos prestations, de nos méthodes de travail et du comportement de tout notre personnel.

Pour atteindre cet objectif, nous créons le poste de

directeur de la qualité et des études d'organisation

Le niveau des responsabilités offertes suppose nécessairement une compétence réelle dans les problèmes d'organisation, et si possible dans le domaine de la qualité, acquise soit dans l'entreprise, soit dans un cabinet spécialisé.

Il doit déboucher ultérieurement sur d'autres responsabilités, de préférence opérationnelles, au sein du groupe.

Si vous êtes tenté de nous accompagner dans ce challenge, veuillez nous adresser confidentiellement un CV même succinct, et une lettre manuscrite sous réf. 2338 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Région parisienne

Haute technologie
1600 personnes

Citée dans «Le Prix de l'Excellence», cette entreprise du 3^{ème} type recherche

Directeur du personnel

Leader mondial dans son domaine de pointe, cette société, en forte expansion, obtient ses performances grâce à la motivation légitime de son personnel.

Pour son établissement commercial, elle offre une opportunité exceptionnelle à un professionnel de la fonction Personnel.

Il aura à conduire le développement de 1600 personnes.

Avec une large autonomie, déléguée par le Directeur Général auquel il rend compte, ses missions porteront sur le recrutement, la formation, la motivation et la gestion du personnel déjà largement informatisée.

Vous avez entre 35 et 40 ans et vous occupez actuellement une responsabilité importante dans la fonction Personnel.

Mais, vous devez avoir eu une expérience de management et avoir dirigé sur le terrain des équipes opérationnelles (production, marketing, etc.).

Vous êtes familiarisé avec un environnement international. Vous parlez donc couramment anglais.

En plus, votre potentiel doit être à la hauteur de la rémunération attractive proposée. Il est prévu une voiture de fonction.



Adressez votre C.V., photo, prétentions, en précisant un N° de téléphone, sous réf. LM 148, à : Guy POSTEL CONSEIL BP 19, 06480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

Guy Postel

le directeur de notre nouvelle usine à Tours

CHARLES ANDRE SA, nous sommes une micro-entreprise industrielle no 2 en France, 120 personnes, CA 50 millions de F (dont 23 % à l'export). Pour conforter notre expansion, nous doublons notre surface de production. Déjà fortement automatisée, nous réalisons d'importants investissements qui nous mettront parmi les 8 premiers européens. Notre futur directeur participera à l'implantation de notre nouvelle usine. Ensuite il sera responsable de l'ensemble de la production et de la recherche technique : développement des automatismes en sous-traitance ou en création interne, amélioration de la qualité et de la productivité. Dans un climat social excellent, il orientera sa gestion de personnel sur la recherche de la qualité.

Ingénieur généraliste, vous avez 5 à 10 ans d'expérience de la direction de production en PME et vous maîtrisez parfaitement la mécanique et les automatismes. Vous vous sentez motivé pour participer avec notre jeune équipe de direction à notre développement industriel. Votre dossier de candidature envoyé sous la réf. LM 8429 sera étudié par notre Conseil

Gilles Delalandre Consultants
3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

Cabinet International recherche pour Afrique Francophone

A - Expert en Organisation et Gestion du Personnel Administratif.

B - Organisateur Financier doté d'une solide formation Comptabilité Financière. Il devra disposer d'une bonne connaissance de la Comptabilité Publique ainsi que d'une expérience de planification sectorielle en matière agricole.

Un contrat à durée déterminée avec rémunération motivante sera offert aux candidats pouvant justifier d'une expérience de plus de 5 ans dans les domaines cités.

Adresser candidature sous référence 1102F à PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris - qui transmettra.

un challenge à l'île de la Réunion

Nous sommes une importante entreprise alimentaire filiale d'un groupe agro-industriel français de premier plan. Nous recherchons notre

Responsable marketing 300 000 +

Agé de 33 ans au moins, vous pouvez faire état d'une expérience réussie dans un poste d'encadrement commercial ou marketing qui affirme votre formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA, ...).

Ambitieux mais non carriériste, vous avez si possible déjà vécu outre-mer : vous souhaitez vous y épanouir et non y faire du «tourisme».

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre service marketing et de vous engager sur des objectifs commerciaux.

Si ce challenge vous intéresse, vos possibilités d'évolution tant à l'intérieur de la société que dans le groupe seront à la hauteur des espoirs que nous fondons sur vous.

La rémunération que nous offrons est assortie de tous les avantages liés à l'outre-mer (fiscalité, véhicule, voyages, ...).

Ecrivez-nous vos motivations accompagnées d'un CV, détaillé + photo, sous réf. n° 61002/M, en adressant votre courrier à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

Staff Consultants

91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

32, allée de la Robesonne 67000 Strasbourg.

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW YORK

emploi régional

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Pour notre site informatique d'ANNECY, nous recherchons

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

pour mettre en œuvre notre nouvel ordinateur série IBM 43 XX.

• un ingénieur système connaissant très bien le logiciel de base IBM - OS/VS, IMS/DB, JES 2, TSO.

• un ingénieur réseau ayant une expérience système et connaissant SMA. Il prendra en charge la partie réseau et TP.

Ils devront gérer le site, superviser l'exploitation et assurer :

- la prise en charge technique de tous les systèmes liés à l'informatique et à la bureautique.

- l'installation des réseaux et équipements de télécommunication ainsi que le développement des logiciels nécessaires à leur fonctionnement.

- qualités requises : Responsabilités, initiatives, autonomie.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature au Service du Personnel AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION - B.P. 236 - 74009 ANNECY.



LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

CONSEIL EN FORMATION

SA MISSION :

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, son champ d'action privilégié est l'intervention auprès des P.M.E. de la région.

Il aura à assumer, pour un secteur dont il sera responsable, le service formation et emploi de ces entreprises. Il établit les diagnostics et définit les priorités de formation. Il gère les budgets affectés à ces actions. Il propose et accompagne les actions de formation décidées avec l'entreprise.

Par ses propositions et les projets qu'il saura mettre en œuvre, il participera au développement du potentiel formation professionnelle et emploi de la région.

SES COMPÉTENCES :

S'appuyant sur des études de niveau supérieur, il aura acquis au sein d'une ou plusieurs entreprises, ou au sein de formations, une expérience réussie impliquant une capacité relationnelle et d'innovation, éventuellement complétée par une pratique d'animation des hommes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo d'identité et prétentions) sous réf. DE 10.00, à la Direction du Personnel et des Relations Sociales - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON - 20, rue de la Bourse, 69289 LYON CEDEX 02.

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE - PARIS
en expansion, affiliée à groupes importants
recherche

DIRECTEUR FINANCIER

capable d'organiser et d'animer ses services titres et également de conseiller sa clientèle pour les augmentations de capital, les émissions d'obligations, les opérations de restructuration.

Adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions à : réf. 2364 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.r.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 996 1048



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

POUR CE GROUPE LEADER, SPECIALISE DANS LES TECHNIQUES MODERNES DE DISTRIBUTION, TOUS LES CADRES SONT DES HOMMES D'ACTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce cadre dirigeant aura, à titre principal, la responsabilité des fonctions suivantes :

- Comptabilité et fiscalité
- Contrôle de gestion et planification
- Trésorerie
- Informatique
- Organisation et procédures administratives

Ce poste conviendra à un candidat diplômé d'une école commerciale ayant acquis une solide expérience dans un cabinet d'expertise comptable ou dans un poste similaire en entreprise.

DIRECTEUR COMPTABLE

pour sa filiale implantée à LILLE.

Sa mission sera sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier.

- L'établissement dans le cadre des règles en vigueur dans le Groupe, de situations comptables mensuelles consolidées.
- L'établissement du bilan fiscal.
- L'animation d'une équipe de quinze personnes.
- La formation du personnel administratif aux procédures liées à la comptabilité.
- La mise à jour des procédures et le développement des outils comptables.

Ce poste conviendra à un candidat ayant le DECS et une expérience pratique de plusieurs années.

CHEF COMPTABLE

pour une filiale située en région parisienne et réalisant près de 200 millions de chiffre d'affaires.

Ce cadre aura les responsabilités suivantes :

- Etablissement des situations comptables
- Reporting comptable et budgétaire
- Etablissement de la paye
- Gestion de la trésorerie

Ce poste conviendra à un candidat ayant le niveau du DECS et possédant une expérience de cinq années dans un poste similaire au sein d'une P.M.E.

SPECIALISTE DU DROIT SOCIAL

Ce cadre aura, au niveau du Groupe, la responsabilité des fonctions suivantes :

- Analyses et mise en pratique des différentes réglementations sociales.
- Conseil auprès des Directions Générales ou des Directeurs du Personnel des Sociétés du Groupe.
- Participer à l'élaboration et à l'analyse des statistiques et des ratios sociaux.
- Suivi des régimes sociaux (Sécurité Sociale, prévoyance, retraite, mutuelle, etc.).

Ce poste conviendra à un candidat diplômé (Maîtrise ou DESS de droit social) ayant acquis une expérience de quatre années au moins dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 2278 et le poste choisi à CONTEXTE PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



agence spatiale européenne

L'Agence a pour mission d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la coopération entre États européens dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales. Pour notre Centre de Recherche et de Technologie installé aux PAYS-BAS, nous cherchons

DES INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DE L'ASSURANCE PRODUIT

Les candidats retenus seront affectés à la Division "Assurance produit" qui définit la politique en matière d'assurance produit, établit les impératifs qui en découlent, exécute les programmes technologiques, fournit un soutien aux projets de l'ESA et contrôle la mise en œuvre de cette politique et des normes applicables en matière de qualité, fiabilité, sécurité des systèmes, composants, matériels, etc.

QUALIFICATIONS - Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire d'ingénieur et avoir plusieurs années d'expérience de l'un des aspects de l'assurance produit, acquise de préférence dans l'industrie aéronautique ou aéronautique ou dans un secteur voisin. Une expérience d'autres aspects de l'assurance produit et la connaissance des normes appliquées par l'ESA en la matière constitueraient des atouts. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées. Les candidats doivent être prêts à effectuer de fréquents déplacements.

CONDITIONS D'EMPLOI - Les conditions offertes sont celles des organisations internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation, systèmes de sécurité sociale et de pension et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk ZH (Pays-Bas).

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
opérant au niveau international
cherche pour sa filiale américaine
en CAROLINE DU NORD

UN INGÉNIEUR CHIMISTE + MBA

qui, après avoir fait ses preuves en France dans diverses fonctions de la Société (VENTE, PRODUCTION, RECHERCHE) prendra la Direction lors du départ à la retraite du président actuel.

LARGE EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE INDISPENSABLE

Env. C.V. et prétentions s/réf. 4.361 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

NIGER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE
(environ 1400 personnes sur site)
recherche pour lui confier les responsabilités suivantes :

- distribution électrique MT - BT en zone industrielle et urbaine à partir d'un poste alimenté par le réseau public ou en secours à partir d'une Centrale Diesel (12 MW),
- maintenance des installations électriques, un

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

ayant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire, comportant en particulier la gestion d'un service énergie dans l'industrie lourde.

Avantages liés à l'expatriation : vie en famille, congés 2 mois/10 mois, zone franc.

Ecrire avec CV explicite s/réf. SO/El à CETAGEP 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY-LE-ROI.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS DE RECRUTEMENT

CETAGEP



emplois régionaux

Les circuits imprimés bipolaires issus du **CENTRE ELECTRONIQUE MOTOROLA de TOULOUSE** bénéficient au cours de leur fabrication d'un environnement de technologie avancée faisant appel aux derniers développements en robotique et automatique. Les

2 INGÉNIEURS ENSAM, ENSI, INSA, ENSEEIHT...

que nous recherchons, assureront, en liaison avec le Responsable de procédé et de production, le suivi et l'amélioration des équipements d'un laboratoire de fabrication.

Responsables d'une équipe de techniciens supérieurs, ils feront preuve d'un fort potentiel.

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution et permettent un développement personnel enrichissant tant sur le plan technique que relationnel.

Expérience requise : 2 à 3 ans en technique du vide et / ou micro lithographie. Bonnes connaissances de l'anglais technique nécessaires.

Adresser C.V. + photo à J.J. LETANG
Gestion des Ressources Humaines
MOTOROLA S.A. SEMICONDUCTEURS
BP 1029 - 31023 TOULOUSE Cedex.



MOTOROLA
CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE

Société du Groupe EXXON
recherche
pour sa Raffinerie de Fort-Mérimée (76)



- Ingénieurs

ayant quelques années d'expérience dans le domaine électrique - électronique - instrumentation

- Ingénieurs de projet grandes écoles

débrouillons ou expérimentés.

Ces ingénieurs seront intégrés dans une équipe jeune dotée d'outils informatiques modernes. Ils développeront et mettront en place des projets destinés à maintenir la Raffinerie en tête des unités les plus performantes. Le travail qui leur sera confié supposera un goût prononcé pour les activités de chantiers et les contacts humains à tout niveau. Une connaissance pratique de l'anglais sera appréciée car ils auront à participer activement à des réunions au niveau européen. Après 2 ou 3 années, ou Département Projets, leur carrière pourra évoluer dans d'autres fonctions, dans la Raffinerie ou la Société, à moins qu'ils ne participent à la réalisation de projets de plus grande taille à des niveaux croissants de responsabilité. Les candidats répondant aux conditions seront reçus à la Raffinerie - frais remboursés. Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo au Service Recrutement Codes - ESSO S.A.F. Codes : 2 - 92093 PARIS La Défense.



le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour renforcer son action commerciale dans les régions
CENTRE à ORLÈANS et BOURGOGNE à DIJON

plusieurs délégués commerciaux

DIPLOMES SUP DE CO, MAÎTRISE SCIENCES ECO à ORIENTATION FINANCIÈRE

Après formation, dans le cadre de notre activité, ils pourront développer leur aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions, avec référence DC sur l'enveloppe, en précisant l'affectation souhaitée, au
CEPME Service Recrutement
14, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

Société située en Haute-Marne, filiale d'un groupe industriel international et spécialisée dans la transformation des métaux recherche

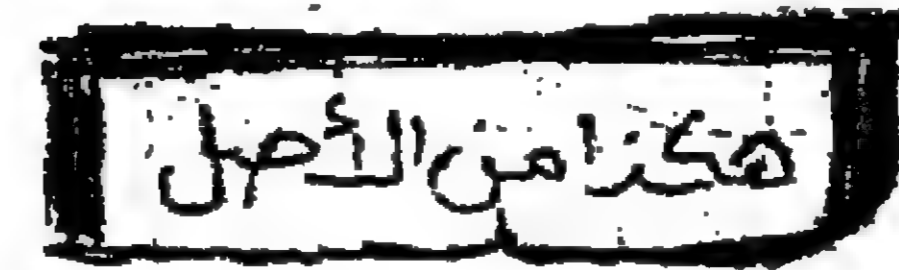
RESPONSABLE ENTRETIEN ÉLECTROMÉCANIQUE

qui aura en charge la prévention, les contrôles, la gestion des pièces, l'exploitation de certains services de distribution, ainsi que le bilan énergétique de la société. Ce poste s'adresse à un ingénieur électromécanicien, âgé de 30 ans environ. Il a déjà acquis une première expérience dans un service de maintenance en milieu industriel et dans l'encadrement d'équipe de travail.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à **UNIVERSAL COMMUNICATION**, chaussée de la Halpe 122, 1050 Bruxelles, Belgique sous la réf. LM/880. Réponse et sélection assurées.

Labo C.N.R.S. dispose d'une licence de Docteur-Ingénieur de l'industrie. Profil du candidat : **INGÉNIEUR-CHIMISTE**, connaissance : chimie et physico-chimie des polymères (si possible avec DEA), moins de 27 ans. S'adresser à M. J. HERZ ou M. P. RENNY, Chim, 6, rue Bouffignat, 67069 STRASBOURG CEDEX.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pour adultes étrangers recherche **PROFESSEUR** Expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire sous la réf. T 088-570 M. PÉREZ-PIERRE 7, rue de Montebello, Paris-7.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'AFPA, principal organe d'intervention du Ministère de la Formation Professionnelle, chargé de la formation professionnelle des adultes (10 000 personnes, 150 établissements) recherche des

Responsables de gestion

Pour ses Centres de Formation en
**HAUTE-NORMANDIE - LORRAINE - RHONE-ALPES
BOURGOGNE - FRANCHE COMTE**

Collaborateurs immédiats des Directeurs de Centre, vous serez intégrés à l'équipe de Direction.
Vous participerez au développement des activités de formation en organisant et optimisant les moyens dont disposent les Centres sur les plans financier et administratif. Vous aurez la responsabilité du service comptable.
Vous assurerez l'encadrement des services généraux (restauration, hébergement des stagiaires...)
Vous assurerez avec le Directeur d'établissement la gestion et l'animation du personnel.
Si vous avez 27 ans minimum, une formation supérieure en gestion (DUT, IAE...) et une première expérience de cadre administratif en entreprise,

afpa

Adressez-nous votre C.V. en nous précisant la région qui vous intéresse et votre délai de disponibilité : Nadine Crété, Service du Personnel 13, place de Villiers 93108 MONTREUIL.

ANALYSTE

Chartres

Nous sommes un important organisme de retraite et de prévoyance dont le siège est à Paris; notre établissement de Chartres renforce son équipe informatique centrale et recrute un analyste.

Il travaillera au sein d'une équipe dotée de grands systèmes informatiques, de bases de données importantes et d'un réseau de plus de 300 terminaux répartis sur une cinquantaine de sites.

De formation supérieure, MIAGE, Ecole d'Ingénieur, DUT ou équivalent. Il possèdera une première expérience professionnelle. Nous lui proposons de venir optimiser son acquis et de valoriser son potentiel.

Il prendra la responsabilité d'un domaine applicatif très important au sein du groupe études. Par ailleurs il étudiera la mise en place d'outils nouveaux tels que les langages de la 4^{ème} génération. Sa capacité à coordonner une équipe est indispensable. Ce poste s'adresse à un candidat ayant le sens des contacts. Des responsabilités plus importantes lui seront confiées, car notre groupe autorise de larges perspectives d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre candidature - C.V., photo et prétentions - sous réf. 2363 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINUTE 10 206 10-05

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE ROUTIERE

Nous recherchons pour notre agence du Sud-Ouest un(e)

Ingénieur confirmé en études routières

Votre mission consistera à organiser et développer la prospection commerciale et les études pour de nouveaux clients en France et à l'étranger.

Vous êtes ingénieur diplômé et vous faites la preuve d'une expérience réussie dans un domaine similaire en ayant déjà pratiqué l'exportation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 4053, à notre Conseil.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE recrute un ingénieur en organisation

Chargé de missions particulières, vous participerez à l'étude des conséquences du plan des structures et au plan des hommes des innovations technologiques dans notre Etablissement, à court et moyen terme. Par la suite, des possibilités d'évolution intéressantes existent dans notre Entreprise si vous réussissez dans cette première mission.

Une expérience dans un cabinet d'organisation ou dans un service organisation d'une Banque sera particulièrement appréciée.

Envoyer votre CV détaillé accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo d'identité à : FRANCE CADRES, 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit une complète discrétion.

grande distribution province

1^{er} job : les finances d'un hyper

- responsabilité de l'émission de tous les documents comptables jusqu'à l'édition de la sortie de la balance.
- coordination avec le comptable de gestion de l'hyper et celui du siège.
- évolution vécue et encouragée dans l'entreprise où les opportunités existent.
- formation supérieure, potentiel, puissance de travail et mobilité géographique indispensables.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 713-17 à notre Conseil :

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais, 69431 LYON Cedex 03 (confidentialité, réponse assurée)

LA BIOLOGIE AU SERVICE DE LA BEAUTE.

calor

Le développement international du groupe SEB et en particulier de notre société CALOR est fondé sur la satisfaction des besoins personnels et domestiques de la femme et de la famille. Notre redéploiement industriel en cours est le fruit de la mise en application d'un management par projets et d'une communication transdisciplinaire faite de responsabilité et d'autonomie. Au sein de notre équipe de recherche pluridisciplinaire et pluriméthodes, et pour l'un de nos axes stratégiques que sont les marchés porteurs de la beauté, des soins du corps et d'autres domaines connexes, nous décidons d'amplifier à LYON la fonction de :

recherche technique produits nouveaux.

Nous souhaitons la confier de préférence à une jeune femme de haut potentiel qui saura concevoir puis préconiser des solutions techniques appropriées intégrant tous les aspects de fonctionnalité, de coût et de faisabilité. De formation supérieure de type chimie, biologie ou pharmacie, elle nous apportera un très grand talent de créativité et s'appuiera sur une expérience confirmée indispensable du milieu industriel de grande série de type cosmétique, paramédical, pharmaceutique, alimentaire...

Si vous vous reconnaissez dans ce profil professionnel et si vos qualités intellectuelles, votre ouverture d'esprit et votre pragmatisme sont à la hauteur de votre aspiration à participer à notre nouvelle aventure industrielle pour la conquête de nouveaux

marchés, envoyez à François Nicolet, sous réf. 425 LM, Arche-Conseil, une lettre motivée accompagnée de votre C.V. détaillé, d'une photo et de votre niveau actuel de rémunération. Il vous assure de toute sa discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon. La qualité de votre contact et la grande pratique de votre Anglais (et si possible de l'Allemand) feront la différence : votre intégration et votre succès conduiront votre avenir à travers tout notre Groupe.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

message à

un opérationnel du personnel pour Grenoble

Récemment constitué par le rapprochement définitif de cinq entités industrielles en synergie, notre groupe français de 1.100 personnes fabrique en feu continu des biens intermédiaires de grande consommation destinés au grand public comme aux entreprises et collectivités.

Après avoir créé une fonction centrale Direction des Relations Humaines, nous mettons en place un Responsable du Personnel, adjoint au Directeur de chaque usine. C'est ainsi le cas à GRENOBLE pour une unité en pleine restructuration de 300 personnes.

Opérationnel de la fonction personnel et des relations sociales depuis au moins 3 ans, vous avez prouvé à la fois vos compétences techniques et vos qualités de battant et d'autonome. Même âgé de 35 à 45 ans, et après plusieurs années en fabrication, vous pouvez avoir envie de confirmer votre vocation et votre pratique du social dans ce type de fonction. Votre mission sera de réorganiser et faire

vivre toute la gestion sociale et administrative du personnel en sensibilisant pleinement l'encadrement à son rôle de management social, avec l'assistance de notre DRH, et en collaboration très étroite avec le directeur de l'usine. Ce poste offre des possibilités d'évolution et son salaire sera fonction de l'expérience apportée.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser à ARCHE-CONSEIL sous référence 464 LM une lettre motivée avec C.V. + photo et indication de votre niveau de rémunération actuelle. Votre candidature sera étudiée avec toute la discrétion nécessaire et vous serez reçu soit à Paris, soit à Lyon ou Grenoble.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

GENERAL ELECTRIC PLASTICS FRANCE

Vous connaissez la réputation de nos résines thermoplastiques techniques (NORYL, LEXAN, etc.), fruits de notre volonté permanente d'innovation technologique.

Nous vous offrons aujourd'hui le type de responsabilité par lesquelles ont débuts hier nos managers actuels :

ingénieur commercial

Devenez un responsable de vente auprès d'une clientèle de transformateurs ou utilisateurs industriels du Sud de la France. Nous vous y aiderons par le puissant appui technique, marketing et financier de notre groupe dont le potentiel international nourrit votre aspiration à progresser dans un challenge permanent.

Après une formation de type ESC, vous êtes déjà riche d'une première expérience commerciale réussie de terrain dans les matières plastiques techniques. Ou alors, ingénieur de formation, votre premier parcours industriel vous conduit à bien connaître le milieu des plasturgistes au sein duquel votre fort tempérament vendeur pourra librement s'exprimer.

Quoi qu'il en soit, pour réussir pleinement chez nous, vous devez prouver tout autant la qualité et le standing de votre "présence" que votre ambition personnelle et une bonne pratique de l'Anglais. Si vous vous reconnaissez dans cette approche, merci d'envoyer à François Nicolet, notre Conseil en Recrutement, sous référence 437 LM une lettre motivée accompagnée de votre C.V. + photo + niveau de rémunération actuelle. Il vous assure de toute sa discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

Un ingénieur à la trempe de dirigeant Grenoble

Le PDG d'une très solide PMI souhaite assurer la succession en passant progressivement la main à un jeune ingénieur formé à bonne école (ECP, AM-SUP ELEC, A et M...), ayant déjà à son actif une première expérience significative dans une grande entreprise industrielle. En double commande, notamment sur les aspects production, il développera des méthodes propres à atteindre des objectifs ambitieux : doubler le chiffre d'affaires dans les cinq ans.

Pour son esprit d'entrepreneur, savoir que déjà aujourd'hui 50 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation, qu'un marché important vient d'être gagné en Chine après concurrence avec des japonais, que la Société vit sans frais financiers, sont des signes très encourageants.

A l'issue d'une première expérience industrielle, c'est un vrai challenge qui est offert à un ingénieur de fort potentiel, qui désire élargir son univers d'action.

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en précisant votre rémunération actuelle sous référence 3041M à CORT - 65 avenue Kléber - 75116 Paris.



Nous sommes filiale d'un groupe international au premier plan dans son domaine industriel, implantée dans le Centre de la France.

Nous recherchons pour :
L'AUTOMATISATION ET LA ROBOTISATION
de la production et petits ensembles électromécaniques et électroniques de moyenne série :

INGENIEUR A. et M. ou équivalent.

Rattaché directement au directeur de l'usine, il conduira, en liaison avec tous les services, les études d'industrialisation et d'amélioration de la productivité. L'expérience des méthodes et de la qualité est nécessaire, la connaissance de systèmes informatiques et de l'allemand (ou anglais) sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée) sous référence 4358 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra en toute discrétion.

Nous sommes filiale d'un groupe international au premier plan dans son domaine industriel, implantée dans le Centre de la France.

Nous recherchons pour le poste de :
CHEF DE BUREAU METHODES

UN JEUNE INGENIEUR A. et M. ou équivalent.

Rattaché au département de fabrication, il animera une équipe d'agents de méthodes et conduira les études d'investissement, de production et de productivité de petits ensembles électromécaniques et électroniques de moyenne série.

L'expérience des méthodes et de la qualité est nécessaire, la connaissance de systèmes informatiques et de l'allemand (ou anglais) sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée) sous référence 4359 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra en toute discrétion.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MANAGER LES SYSTEMES INFORMATIQUES INDUSTRIELS : VOTRE CHALLENGE A L'ECHELLE MONDIALE

Au premier rang des Sociétés françaises d'ingénierie de grands systèmes informatiques, filiale d'un groupe français de taille internationale en forte progression + 60 % à l'export, près de VERSAILLES, recherche

INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

(Réf. CA/877)

- Pour la Division TELECOMMUNICATIONS (Réf. CA/877) Agé de 35 à 40 ans, de formation supérieure (X, ESE, TELECOM...), vous possédez OBLIGATOIREMENT une expérience des langages et produits TELECOM pour MANAGER de grands projets en France et à l'étranger en prospectant les grands groupes et administrations et en assurant la gestion de ces affaires (aspects financiers, juridiques, marges commerciales) montage avec les co-traitants jusqu'à leur concrétisation.

(Réf. CA/878)

- Pour la division TRANSPORTS - SURVEILLANCE (Réf. CA/878) Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (commerciale ou scientifique), vous possédez OBLIGATOIREMENT une expérience dans la vente de biens d'équipement et une connaissance des processus industriels en temps réel pour MANAGER de grands projets en France et à l'étranger, en prospectant les grands groupes et administrations et en assurant la gestion de ces affaires (aspects financiers, juridiques, marges commerciales) et montage avec les co-traitants jusqu'à leur concrétisation.

Pour ces deux postes une bonne maîtrise de l'Anglais (négociations) est nécessaire.

CHEF DE PRODUIT

Systèmes informatiques industriels

(Réf. CA/907)

- Pour la Division PRODUCTIVE (Réf. CA/907) Agé de 35 à 40 ans, de formation supérieure (grandes écoles - 3ème cycle universitaire) vous avez OBLIGATOIREMENT une expérience opérationnelle de réalisation de systèmes informatiques industriels en gestion et processus (matériels BULL - DIGITAL).

Votre potentiel vous permet de prendre à terme la responsabilité d'un service d'une véritable d'ingénierie et de techniciens. Vous serez chargé de la réalisation de systèmes informatiques industriels pour la France et pour l'étranger (définition d'une stratégie, choix techniques, animation et contrôle des réalisations, gestion du service, assistance technique avant la vente). Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.

Pour tous ces postes, de réelles perspectives d'évolution dans la Société et dans le groupe sont offertes à des challengers de valeur. Prenez contact rapidement par téléphone (3) 021.85.84, ou adressez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi (lettre manuscrite, C.V., références) à notre Conseil qui vous garantira totale discrétion et réponse rapide.

Michel SELLEM 47, rue du Maréchal Foch 78000 VERSAILLES. **SCORE**

emplois régionaux

emplois régionaux

POUR RENFORCER SON EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE LA DIVISION PNEUMATIQUE DE

DUNLOP FRANCE

recherche pour

son usine d'Amiens

UN INGENIEUR (ou EQUIVALENT)

Formation mécanique orientée vers l'automobile (ARTS ET METIERS, ETACA...).

Il sera chargé de la direction des essais de pneumatiques sur véhicules et en laboratoire.

Expérience dans un domaine similaire vivement appréciée.

Connaissance de l'anglais.

DEUX TECHNICIENS

Formation Bac + 2 (BTS, DUT ou équivalent - spécialisation IPOCA appréciée).

Au sein d'une équipe de développement, ils participeront à la conception des pneumatiques. Nombreux contacts internationaux.

- L'un aura une formation de base mécanique avec de bonnes connaissances en résistance des matériaux. Notions de CAO appréciées.
- L'autre aura une formation de base orientée vers la connaissance de la matière, des polymères en particulier, associée à des connaissances de mécanique.

Connaissance de l'anglais, goût pour l'automobile.

Adresser curriculum vitae manuscrit à

DUNLOP FRANCE, Direction du Personnel
62, rue Camille-Desmoulins, 92130 Issy-les-Moulineaux.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des ingénieurs sur Contrat pour

POSTE 1 : SERVICE CONTROLE DES CONSTRUCTIONS DE STRUCTURES-CONTROLES NON DESTRUCTIFS.

Diriger l'exécution de contrôles prescrits (radiographie X et gamma, contrôle magnétoscopique et par ultrasons). Analyser les résultats. Produire les documents d'assurance qualité correspondants. Développement de procédés nouveaux. Amélioration et optimisation des procédés existants.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-NSA qualités d'encadrement. Formation de base électronique ou électrique.

POSTE 2 : CHEF DU BUREAU METHODES ORDONNANCEMENT DE L'ATELIER MECANIQUE.

Coordonner les actions des services préparations du travail, Ordonnancement et Transit - Magasinage placé sous son autorité - Elaboration des plans de qualité - Assistance du Chef de Centre pour élaboration, actualisation et suivi des devis et plans de charge de l'Atelier qui emploie 400 personnes.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-NSA de formation mécanique - qualités d'encadrement et de dialogue.

POSTE 3 : ASSISTANT EN CALCUL SCIENTIFIQUE POUR CONSEIL INGENIEURS BUREAU D'ETUDES ET CENTRE D'ESSAI.

Construction sous-marin dans domaine mécanique (éléments fins : résistance et dynamique des structures, écoulements hydrauliques et pneumatiques, échanges thermiques). Gestion de la politique d'utilisation des moyens informatiques disponibles.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-NSA - Pratique du calcul scientifique sur ordinateur de quelques années.

POSTE 4 : ADJOINT AU CHEF DU SERVICE QUALITE

Elaboration et mise en place de l'organisation contrôle et assurance de la qualité de l'établissement. Domaines d'activité : fabrication, remises en état, montages dans le cadre de la construction ou refonte des sous-marins.

Profil souhaité : Ingénieur de production ENI-NSA-U.T.C. - Préférence spécialité Electricité-Electronique - Expérience : Fabrication - Montages - Assurance qualité.

Pour chacun de ces postes, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 800 F.

Ecrire en adressant curriculum-vitae et en précisant bien le poste demandé à :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel
BP N° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

A Niorz, une association, gère un centre de 16 établissements (secteur social, enfance et adultes handicapés) recherche pour fin d'année 84,

UN ADJOINT DE DIRECTION

destiné à assurer responsabilité de DIRECTION d'association courant 1985.

Mission de gestion : construction + suivi des budgets des établissements et de l'association.

Mission administrative : responsabilité des méthodes et procédures (gestion du personnel, contrôle de l'information, gestion politique : participation et mise en application des orientations définies par le conseil d'administration).

Profil : HEC - ESC - Sciences Politiques ou équivalent (+ DEC ou maîtrise de droit).

Expérience : environ 10 ans de pratique de gestion administrative et financière.

Connaissance dans le secteur social appréciée.

Ecrire : L'ADAPTE - Les Papillons Blancs des Deux-Sèvres, 11, avenue de La Rochelle, 79000 NORT.

La C.N.R.S. recrute un ingénieur et un technicien expérimentés ayant complété dans les trois (un des domaines suivants : mécanique des fluides, thermique, optique électronique, informatique. Lieu de travail : région NORD. Ecrire à : M. S. 477 - le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche COLLABORATEUR, EXPERIMENTE niveau minimum BTS ou équivalent. Ecrire avec C.V. manuscrit et références sous n° 8481 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE (CA + 200 millions - export 20%) filiale d'un important groupe français recherche un

Responsable de zone export

PROFIL :

• formation ingénieur électrotechnique avec expérience réussie sur le terrain dans la vente de biens d'équipements électriques dans les pays du Moyen-Orient et/ou d'Extrême-Orient.
• anglais parfait et si possible autres langues.
• rompra la négociation en milieu international, disponible pour déplacements (30 à 40%) à l'étranger, sachant communiquer, travailler en équipe et ayant l'esprit d'entreprise.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville de Bourgogne.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et références sous référence 4.404 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra. Toute candidature, homme ou femme, sera étudiée.

La Direction du Personnel de notre Société souhaite accueillir un nouveau collaborateur H/F pour

Développer les études sociales

(E.S.C., S.C. Po., S.C. Eco., D.E.S.S. Gestion de Personnel + première expérience)

Rattaché au Directeur du Personnel il animera une équipe de 9 personnes dont l'administration des salaires et aura pour missions :

- analyser les évolutions des rémunérations et de prévoir les adaptations du système,
- de repérer les informations pertinentes au niveau des indicateurs sociaux pour les faire intervenir dans la gestion,
- d'exploiter les données issues des statistiques sociales internes et externes,
- de développer les actions appropriées pour aider à la prise de décision.

Il sera par ailleurs associé aux réalisations menées par les autres secteurs de la fonction personnel et pour toutes ces missions fera largement appel aux moyens informatiques.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste, un cadre dont la première expérience (2/3 ans) s'est déroulée de préférence dans un secteur Etudes en gestion de personnel.

Merci de nous faire parvenir lettre manuscrite + CV, avec photo que nous étudierons confidentiellement à :

Direction du Personnel 14 Bd Richelieu 92500 RUEIL MALMAISON.



Conseiller Technique

Notre Groupe recherche un ingénieur qui ait un rôle de conseil, de négociateur, pour mener à bien les appels d'offres de biens d'équipements français correspondant à des demandes techniques de pays étrangers.

Nous souhaitons, soit un jeune diplômé Arts et Métiers ou équivalent, maîtrisant l'allemand, soit un ingénieur qui a encore quelques années à faire, et qu'il souhaite productives.

Nous lui demanderons de trouver les fournisseurs, de faire les propositions, les répercuter, organiser les contacts, négocier, mener à conclusion.

Pour en savoir plus, si une telle opportunité vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, C.V. sous référence 84728 M à Madame Claude FAVEREAU qui vous adressera un descriptif du poste plus détaillé.

centor 13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS.

هكذا من العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SODETEG S.T.A.I.

Filiale de SODETEG INGENIERIE du GROUPE THOMSON, nous sommes spécialisés dans l'ingénierie de systèmes d'automatique et d'informatique industrielle.

Nos 470 Collaborateurs (plus de la moitié sont Ingénieurs) conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes, de haut niveau technologique dans des domaines variés : production et transport de l'énergie, gestion automatisée, productique, réseaux de télécommunication, systèmes transactionnels, ingénierie des courants faibles... Nous réalisons 60% de notre C.A. à l'export, nous cherchons :

Pour notre activité "RESEAUX DE TELECOMMUNICATION" :

INGENIEURS LOGICIEL II/III A

Spécialistes temps réel orientés télécommunications justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conception et la réalisation de systèmes logiciels de messagerie.

Connaissance des systèmes d'exploitation multiprocesseurs, des langages C et Pascal souhaitée.

INGENIEURS LOGICIEL II/III A

Spécialistes temps réel orientés télécommunications justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conception et la réalisation de logiciels de gestion des télécommunications.

Bonne connaissance de la normalisation indispensable. Pratique des systèmes d'exploitation multimicroprocesseurs, des langages C et Pascal souhaitée.

Pour notre activité "PRODUCTIVE"

RESPONSABLE DE LA REALISATION DE GRANDS PROJETS

Doté d'un fort potentiel et d'une très solide expérience en Informatique Industrielle (y compris conduite d'atelier). Excellentes compétences en architecture de systèmes - matériel BULL (MINI 6) et DEC (PDP, VAX). Dispositions pour l'animation d'équipes et la gestion.

CHEF DE PROJET OU SENIOR-CONSULTANT

Études du plan directeur de l'informatique industrielle d'entreprise (CAO, CFAO, GPAO, RESEAUX LOCAUX...).

Excellentes compétences en SGBD et architecture de grands systèmes.

CHEF DE PROJET PRODUCTIQUE à dominante ingénierie industrielle

Expérience de production ou d'ingénierie de la production indispensable. Connaissance des procédés. Formation : Ingénieur A.M. ou équivalent.

INGENIEURS Logiciels débutants et confirmés

Selon leur expérience :

- ou ils s'intègrent dans des équipes d'informatique Temps Réel pour l'étude et la réalisation des Logiciels de projets,
- ou prennent la direction d'équipes chargées de la réalisation de projets, dans les domaines de la surveillance des réseaux électriques, des Centrales de production, des complexes immobiliers et industriels, des transports ferroviaires relevant du contrôle et de la régulation du trafic, des télécommunications.

Ces postes concernent des ingénieurs débutants ou des ingénieurs ayant plusieurs années d'expérience en informatique industrielle (communications, systèmes de visualisation, gestion de configuration, interface industrielle, télémétrie/télésigna- lisation, dialogue, bases de données...).

Une formation grandes écoles est un "plus". Connaissance SOLAR, DEC (VAX), MINI 6, GOULD-SEL et MICROPRO- CESSEUR INTEL, appréciée.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ils s'intègrent dans des équipes d'informatique Temps Réel pour réaliser des logiciels dans les domaines suivants : production et transport d'énergie, télécommunications et productique.

Ces postes concernent des candidats ayant un BTS ou un DUT d'informatique et une expérience professionnelle.

Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais est souhaitée et le lieu de travail est situé en proche Banlieue Ouest de PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature au Service du Personnel : SODETEG/T.A.I. - 283, rue de la

Minière B.P. 11 78530 BUC.



BRANCHE INDUSTRIES ET INGENIERIE



1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs

recherche

Ingénieur Etudes et Développement

Diplômé Grande Ecole de Chimie

Valeo Matériaux de Friction France (SAINT-OUEN - 93)

DEBUTANT, vous serez chargé de l'étude, de la mise au point et de l'industriali- sation de nouvelles garnitures de freins.

Connaissances en allemand et/ou anglais souhaitées.

Une formation complémentaire dans le domaine soit des plastiques, soit des caoutchoucs serait appréciée.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 55297/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen - 75017 PARIS



4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

ÉLECTRONIQUE-SEMI CONDUCTEURS

PUISSANT GROUPE ÉLECTRONIQUE étouffe ses équipes dans le cadre d'une forte expansion et recherche plusieurs Ingénieurs de haut niveau.

• Manufacturing manager - 400 000 F

ECP-Mines-AM... solide expérience direction de production dans fabrications de série et de haute qualité. référence IP 108 CM

• Product control manager - 400 000 F

ECP-Mines-AM... solide expérience planification de production avec utilisation poussée de l'informatique. référence FM 105 CM

• Product marketing manager - 350 000 F +

ESE-ISEP-ISEN... solide expérience marketing semi-conducteurs et encadre- ment d'équipes. référence FY 198 AM

• Chef de projet (salle blanche) - 250 000 F

ECP-Mines-AM... expérience réalisation de salles blanches impliquant techni- ques de diffusion ou de photogravure de circuits intégrés. référence NX 173 CM

• Ingénieurs marketing - 250 000 F

ESE-ISEP-ISEN... 3 ans d'expérience développement ou marketing dans les semi-conducteurs. référence EL 104 CM

• Ingénieur développement débutant

ESE-ISEP-ISEN (physicien électronicien)... attiré par travail de conception et d'industrialisation. référence OY 174 CM

Tous ces postes se situent dans ville universitaire 100 km Paris.

• Ingénieur confirmé production

MAROC - 200 000 F (base France)

AM-ENSL... 5 ans d'expérience dans direction d'ateliers de fabrication grande série. référence DK 103 CM

Écrire en précisant la référence.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

équipement off shore

à Paris ou sur place vendre nos produits

- nos produits sont originaux : il faut être créatif
- nos produits sont techniques : il faut les comprendre dans leur structure et leur composition.
- nos affaires sont importantes : votre expérience d'ingénieur d'affaires est indispensable.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 713-03 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

North sea
Middle East
Asia
Singapore
Abu Dhabi
Norway
Scotland
North America

Tête chercheuse d'un grand chasseur de têtes

Dans l'une des premières sociétés de Conseil International, vous serez chargé d'assister les consultants dans la définition d'une stratégie de recherche adaptée à chaque mission de recrutement. Vous complétez les informations déjà possédées par le cabinet en prenant directement les contacts à l'extérieur. Vous avancerez au maximum chaque dossier avant de le confier au consultant responsable. De plus vous animerez un service de documentation composé de plusieurs personnes et suivrez le planning des missions en cours.

Homme ou femme, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le journalisme économique, les études de marché, la documentation... Vous avez une bonne formation du type E.B.S., école supérieure de commerce ou de journalisme et parlez l'anglais. Vous êtes perçu comme dynamique et accrocheur et comme un bon organisateur. Les milieux d'affaires ne vous sont pas inconnus.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre+CV+photo) sous référence 1737M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra).

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

recherche

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une école de Gestion ou de Commerce et possèdera une première expérience dans le contrôle de gestion de type anglo-saxon.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

LA MISSION :

- assister le contrôleur de gestion de la division et développer à l'aide de l'outil informatique un système de gestion performant.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 2261 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1 250 10 50)

UN FUTUR PRESIDENT EN BETON...

Notre Entreprise de Travaux Publics (assainissement, petit Génie Civil, enrobés) est très bien implantée dans la Région Parisienne où elle possède une excellente réputation.

Notre Président actuel désire se retirer dans environ 3 ans et recherche son remplaçant qui sera placé durant cette période transitoire en position de CHARGE DE MISSIONS auprès de la Présidence. Ses missions seront essentiellement orientées vers la coordination et l'animation de la fonction COMMERCIALE et RELATIONS EXTERIEURES (clients, administrations, profession...) et devront lui permettre le contrôle progressif des fonctions techniques et financières de l'Entreprise.

Notre futur Président devra être diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, TP...) et posséder une expérience réussie de la DIRECTION d'un Centre de Profit (Agence, D.R. ou PME) acquise dans notre profession.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1307 M à

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SECTEUR D'ACTIVITE :
aérospatiale et espace, automobile, électronique

CA 1983 :
12 Millions de Francs, dont plus de 50 % à l'export.

EFFECTIF TOTAL :
2570 dont 650 ingénieurs et cadres

ETABLISSEMENT PRINCIPAUX :
Vélizy (78) et Chateaufort (86)

CLIENTS :
industries, administrations, constructeurs aéronautiques en France et à l'étranger.

SFENA

SFENA, société innovatrice, occupe une position mondiale de premier plan grâce à son savoir-faire technologique et à sa longue tradition de fiabilité. Nous développons continuellement des produits ou des domaines d'activité, telles que les centrales inertielles à gyromètre à laser. Pour atteindre nos objectifs, et gérer le futur avec succès, nous croyons beaucoup à l'investissement humain et à la nécessité de réunir des compétences pluridisciplinaires. Nous recherchons des ingénieurs Grandes Ecoles pour nos services d'études et de développement de nos 2 établissements à Vélizy et à Chateaufort.

Ingénieurs grandes écoles

2 ingénieurs d'études électroniques

Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Vélizy (78), dans le cadre de l'étude sur les centrales inertielles à gyromètre, vous participerez ou aurez la charge de l'étude et du développement du calculateur embarqué. Réf. 940/V.

Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Chateaufort (86), vous serez chargé de l'étude et du développement du gyromètre ou des centrales inertielles à gyromètre (définition, réalisation, essais et participation à l'industrialisation). Réf. 800/C.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés ou expérimentés (sans emploi).

1 ingénieur d'affaires

Rattaché à la Division Tests/Automatismes et à notre établissement de Vélizy (78), vous serez chargé prioritairement d'assurer le suivi d'affaires concernant nos systèmes de test automatique. Vous mènerez ainsi les négociations avec les clients et les sous-traitants et vous aurez la charge du suivi des contrats (propositions, budgets). Vous assurerez l'interface avec les études en suivant la conception des produits, les plans et en coordonnant les différents contrats jusqu'à leur réalisation. Ingénieur électronique, il vous sera demandé une expérience industrielle (par exemple dans le domaine des études) et une expérience commerciale. Réf. 183/C.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.



MICRO

STRATEGIES PRODUITS

De formation X, Télécom, Supélec, ... vous souhaitez exercer une fonction faisant appel à vos compétences techniques, votre connaissance du marché de la micro-informatique, votre flair pour saisir les évolutions et à vos capacités d'organisateur, de stratège et d'animateur.

Nous sommes une société neuve, regroupant les activités informatiques du groupe MATRA.

Nous avons des idées, du tonus, des structures souples et évolutives, les moyens de réussir nos ambitions... et les vôtres. Nous vous confierons les rôles clés de

RESPONSABLES PRODUITS

dans l'un des 3 domaines suivants :

- micro familiaux de grande série,
- PC semi-professionnels et professionnels,
- micro systèmes multipistes.

Nous vous demandons une expérience spécifique d'au moins 3 ans en produits grand public, en bureautique ou en réseaux...

Avec vous, nous orienterons ensemble votre candidature en fonction de nos compétences et affinités réciproques dans l'immédiat et dans l'avenir.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., rémunération souhaitée sous la référence 22113/M à notre Conseil Christine DEFECHE, SELE-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chénouaux 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 Boulogne Billancourt Cedex.



MATRA DATASYSTÈME

Assistant contrôler d'un établissement financier

Une évolution vers des responsabilités plus élargies

Etablissement financier, filiale d'un groupe américain, nous développons en France nos activités de crédit et de financement aux entreprises. Assurer le contrôle de gestion, gérer la trésorerie, établir le reporting et les budgets, en assurer le suivi, organiser les systèmes d'information au sein de la Direction Financière sont les missions que nous confierons à l'Assistant Contrôleur que nous recherchons.



Tour Flin-Cedex 16 - 92084 Paris La Défense

Agé(e) d'au moins 28 ans, vous avez acquis une première expérience professionnelle de deux ou trois ans, comme Auditeur, sur des missions opérationnelles, ou comme Contrôleur de Gestion, ce qui vous a permis de connaître la comptabilité anglo-saxonne, et de travailler en équipe. Vous êtes diplômé(e) d'une Ecole de Commerce (option finance DECS) et vous parlez couramment anglais.

Le poste que nous vous proposons vous permettra d'évoluer en assistant le Directeur Administratif et Financier auquel vous serez directement rattaché.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 417/SOM, (en indiquant votre rémunération actuelle).

RESPONSABLE ETUDES

Au sein du Département Marketing vous vous chargerez de la coordination des Etudes Marketing, du suivi et de l'animation des produits et services commercialisés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Ile de France.

Votre mission :

- la dynamisation des produits existants auprès du réseau,
- l'étude, la mise en place et le lancement des nouveaux produits.

Plus largement vous concevrez et proposerez les éléments de politique commerciale qui permettront de consolider, d'affiner et de suivre le plan de développement commercial à moyen terme, et dans ce cadre le plan de Marketing annuel.

Cette fonction ouverte et enrichissante nécessite bien sûr imagination, logique et dynamisme.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et CV détaillé au Service du Recrutement
Crédit Agricole Ile de France
26, quai de la Rapée 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

Technico-commerciaux pourquoi pas les achats ?

L'expérience montre qu'un bon technico-commercial peut être un excellent acheteur motivé et heureux.

Notre Société, filiale d'un puissant groupe, spécialisée dans l'équipement ménager, lui offrira la responsabilité des achats techniquement très variés (tôles, mousses, composants électriques) à hauteur d'un budget de 200 millions de francs. Soucieux des prix, de la qualité et des délais, sensibilisés à la réduction des coûts et au marketing achats, ses fournisseurs seront autant français qu'étrangers. Jeune ingénieur généraliste, il aura de grandes facilités relationnelles, de l'innovation ainsi que la maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand. Les candidatures d'ingénieurs avec 2 à 3 ans d'expérience achats seront bien entendu également examinées. La rémunération offrira compte des compétences présentées. Poste : métropole nord.

Ecrire sous référence BU 194 AM
Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris



Contrôleur de gestion

FILIALE FRANÇAISE (CA 300 millions de francs) D'UN GROUPE EUROPEEN située à 100 km est de Paris, recherche un Contrôleur de Gestion.

Rattaché à la Direction Financière, il prendra en charge et développera la gestion budgétaire :

- établissement des plans à moyen terme,
- analyse des résultats,
- analyse des écarts.

Candidat de contact et de rigueur, il devra devenir le correspondant direct des directeurs de département pour l'analyse de leurs résultats et la préparation de leurs décisions.

De formation économique supérieure, il a quelques années d'expérience dans un poste comparable ou dans un cabinet d'audit. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Ecrire sous référence CV 195 CM
Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris



Dir. d'expertise comptable PARIS-EST recherche

ASSISTANT

confirmé DECS complet exp. cabinet indispensable. Poste élargi pour élément dynamique. Adr. C.V. manuel, photo et préc. AME 4088/O, 40, rue Clément-Marcel, PARIS-18, qui transmettra.

Société de services aux entreprises Paris-Gr. recherche

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

Profil exigé : - 25 ans minimum, - minimum Bac ou BTS, - parfaite dactylo, - grande aisance téléphonique, - très bonne orthographe, - qualités rédactionnelles, - facilité d'intégration dans petite équipe.

Adresser candidature manuscrite avec C.V., diplôme, photo et prétentions à M. Pousenc, ADAL Publicité, 27, rue Talma, 75008 PARIS.

Groupe Bancaire International recherche

cambiste confirmé

Une bonne réputation sur le marché s'appuyant sur 5 à 7 ans de carrière réussie dans une Banque active et un très bon niveau d'anglais sont les atouts nécessaires pour réussir dans le poste.

Adresser lettre de candidature, C.V. + photo sous réf. 4084/O à : M. PONTHEUX, 4, Square Auguste Renoir 75014 PARIS (qui transmettra)

L'INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recrute pour sa SECTION GESTION

UN RESPONSABLE DE FORMATION

Le candidat, diplômé d'une école de commerce et/ou d'un troisième cycle universitaire, sera chargé d'assurer la coordination des enseignements de gestion ainsi que le suivi pédagogique des élèves et des programmes.

Il enseignera dans le cadre de ses domaines de compétences.

Le statut du candidat recruté sera celui de contractuel (contrat 3 ans, renouvelable 1 fois).

La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Prévoir d'envoyer C.V. + photo à l'attention de Madame CABY, INT, pièce C 104 9, rue Charles-Fourier 91011 EVRY CEDEX.

Equipements de haute technologie

Une société française, spécialisée dans l'exportation de matériels et ensembles spécifiques, recherche un

NEGOCIATEUR INTERNATIONAL

responsable d'un secteur du Moyen Orient.

Il développera les relations avec les prescripteurs et autorités des pays clients, gèrera les négociations (généralistes de long terme), établira les conditions de vente et règlement.

C'est un cadre de formation supérieure, habitué à travailler en anglais, possédant une première expérience de négociations à haut niveau portant sur des contrats d'équipement dans les pays du Moyen Orient.

Basé à Paris, il effectuera bien sûr de fréquents déplacements. Sa réussite lui permettra de s'épanouir et de progresser dans une société en expansion.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406 816 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

هكذا من الأصل

مكتبة النجف

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 17 octobre 1984 - Page 27

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

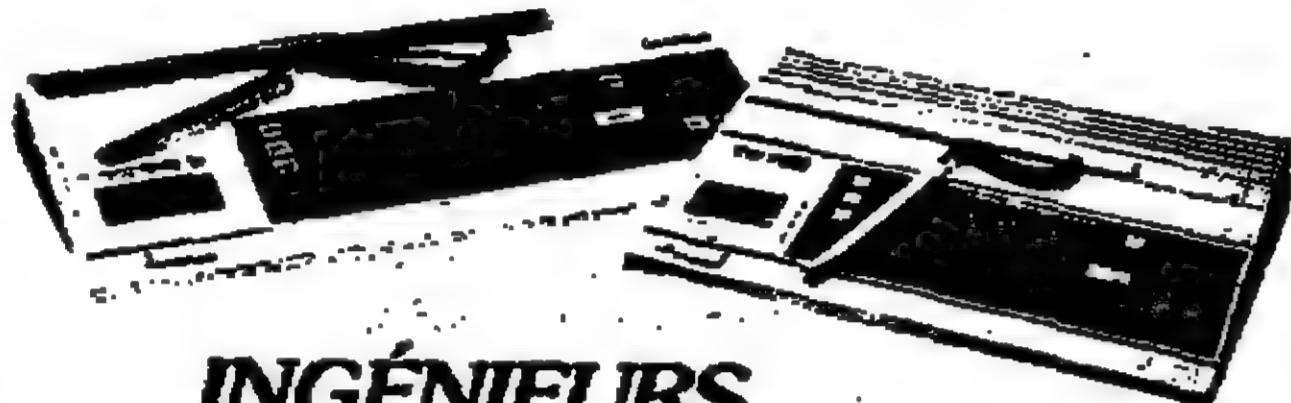
OFFRES D'EMPLOIS

LES MICRO-ORDINATEURS POUR TOUTE LA FAMILLE CREUSEZ L'ÉCART TECHNOLOGIQUE!



Succès commerciaux confirmés! Pari technologique gagné:
MOS, TO 7, TO 7 70 creusent l'écart.
La micro-informatique française a le vent en poupe.

Pour préparer l'avenir, investir le futur, nous renforçons nos équipes d'ingénieurs:
elles sont de haut niveau. Et l'ont prouvé. Rejoignez-les.



INGÉNIEURS LOGICIELS DE BASE

Dans notre service architecture système, vous rejoindrez l'équipe qui travaille déjà sur de nouvelles machines. Nous vous demanderons de participer à la conception d'un système et à l'écriture de langages de programmation sur ces nouvelles réalisations.

Vous êtes diplômés GRANDES ÉCOLES ou ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (spécialisation informatique); vous avez une pratique confirmée de l'assembleur dans le cadre d'une équipe industrielle ou universitaire, et avez participé à la réalisation de logiciels du type OS ou langages.
(Réf. 117).

Nous étudierons également la candidature de jeunes ingénieurs débutants mais motivés.
Prenez contact avec notre Conseil, en lui adressant un C.V. détaillé précisant vos prétentions et la référence du poste choisie à
ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONCEPTION MICRO-ORDINATEURS

Nous vous confierons les développements de nos nouveaux produits pour nos gammes d'ordinateurs personnels. Au sein de l'équipe de conception en plus de votre participation aux nouveaux projets, nous vous confierons la recherche, l'étude, l'analyse de nouveaux composants.

Dans notre laboratoire de micro-informatique avancée nous donnons à chaque ingénieur la responsabilité de son projet propre.

Si la Recherche et le Développement dans ce secteur de pointe vous intéressent, si vous êtes diplômés de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITÉ dans le domaine de l'électronique et si vous avez une expérience de 2 ou 3 ans en conception HARD de petits systèmes.
(Réf. 118)

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

Nos technologies de pointe?... celles de nos procédés industriels

Mélange et dosage de matières premières, conditionnement automatique de produits à cadence rapide caractérisent l'activité industrielle de nos sociétés fabriquant des produits de grande consommation. Pour deux d'entre elles, nous recherchons

EGP, ESE, IDN, ENSAM...

pour des postes de:

Ingénieur Automatisme

Réf. XXI / 84 1A

La société:

FRANCAISE DE SOINS ET PARFUMS - Produits d'hygiène et de soins (SIGNAL, DARLING, TIMOTEL...)

Le poste: Dans le cadre de la politique d'automatisation des procédés de fabrication, l'ingénieur automatisme prendra en charge la mise au point des nouvelles installations dans le domaine de l'automatisme, de l'électronique et du pneumatisme.

Rattaché directement au chef des services techniques, il interviendra de plus, en conseil, pour la maintenance de ces installations.

C'est là une réelle opportunité pour un ingénieur capable de créer une fonction nécessitant compétence technique, capacité d'écoute et de dialogue.

Le poste est basé à l'usine de la FSP en proche banlieue Nord de Paris.

Votre profil: Ingénieur confirmé possédant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'automatisme.
• Anglais nécessaire.

Les possibilités d'évolution de carrière sont à la dimension d'un Groupe International.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi à:

Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.

Unilever France Services

**Ingénieurs
technico-commerciaux
parlez pour
le nouveau monde:
informatique +
télécommunication**

Leader mondial dans la fourniture de systèmes de télécommunication numérique, nous employons 44 000 personnes dans 25 pays (CA 83 : 3,3 Milliards de dollars).

Née début 84, notre famille de produits VIENNA remporte un franc succès en Europe. Elle réussit l'intégration de standards industriels en télécommunication et gestion ainsi que la portabilité des applications.

Notre filiale française, **NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS**, spécialisée en informatique répartie, recherche pour faire face à une croissance très rapide, des **INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE**.

De formation supérieure en informatique, vous avez une expérience en systèmes de gestion et en télécommunication.

Vos principales missions seront d'aider nos ingénieurs commerciaux à répondre aux cahiers des charges, et suivre le développement de nos grands comptes. Une rémunération motivante est prévue pour ces postes basés à Paris et en Province.

Si vous êtes intéressé par ce nouveau monde technologique, envoyez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous réf. 684M à Monique COQUIN, 41 - 49 rue de la Garenne - 92310 Sèvres.

**nt northern
telecom**

L'informatique au service de la communication

Juriste d'entreprise confirmé et fort potentiel

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS

recherche un Juriste expérimenté et de valeur pour l'intégrer au sein de sa Direction juridique.

Ce poste conviendrait à un candidat, Docteur en droit ou équivalent (formation complémentaire aux USA très appréciée), capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe, des responsabilités d'études, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs, dans le domaine des accords et participations.

La réussite dans ces fonctions nécessite une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un cabinet ou une grande entreprise, la parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que des qualités personnelles permettant de s'affirmer comme un interlocuteur fiable et déterminé.
Poste à Paris.

Écrire sous référence DW 196 AM

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

ACOUSTIQUE SOUS-MARINE Recherche et développement Côte d'Azur

UN ORGANISME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
DE LA MARINE NATIONALE propose des postes

attractifs à des ingénieurs au sein de services dotés de puissants moyens et d'équipes performantes travaillant dans des secteurs de techniques de pointe.

Trois postes sont offerts :

• Ingénieur recherche électronique de puissance INPG, ENSEET, ESE, ISEP, ISEN débutant

Au sein d'une équipe de recherche travaillant dans le domaine des "sonars actifs", il sera orienté sur des problèmes d'alimentation émetteurs de puissance, transmission d'énergie par câbles longue distance...
référence GZ 199 AM

• Ingénieur acousticien ECP, ENSTA, AM... (connaissance de l'acoustique appréciée mais non indispensable), débutant.

Au sein d'une équipe "études acoustiques", il travaillera sur des problèmes d'environnement d'antenne sonar (acoustique sous-marine).
référence AI 200 AM

• Ingénieur développement des matériels ESE, ISEP, ISEN, ENSI (électronique), quelques années d'expérience souhaitable ou débutant.

Au sein d'une équipe développement, il aura un rôle d'interface (pilote - suivi) entre la recherche et la réalisation des matériels en liaison avec des industriels publics et privés.
référence BS 201 AM

Ces trois postes impliquent la connaissance de l'anglais, un sens marqué du travail en équipe, un niveau technique et scientifique élevé.

Écrire en précisant la référence.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Consultant

Spécialiste du Conseil en ressources humaines, le développement de nos activités (Recrutement, Executive search, Management social, Formation, ou placement), grâce à une approche marketing spécifique et à une méthodologie d'action originale, nous amenons à compléter l'équipe de consultants CNPG Conseil.

Titulaire d'une double formation (Economie et Sciences Humaines) et d'une expérience de quelques années en cabinet et en Entreprise (si possible dans la fonction Personnel), vous entretenez dans cette équipe motivée et créative, qui saura tenir compte de vos désirs d'évolution.

François Descheumais vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V. lettre manuscrite, photo récente et rémunération actuelle) sous référence 8410 FD et garantit la confidentialité des contacts.

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

SOCIÉTÉ FILIALE GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
spécialisée dans la fabrication de revêtements anticorrosion

CADRE COMMERCIAL DE FORMATION ÉCOLE DE CHIMIE OU IUT CHIMIE pour fonction technico-commerciale.

Après une période de formation en province dans nos laboratoires et sur le territoire français dont la durée sera d'environ 6 mois, il lui sera confiée une mission de responsabilités commerciales sur un secteur export.

Une expérience de quelques années dans l'industrie chimie est souhaitée.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est impérative.

Lieu de travail : PARIS.

Déplacements fréquents FRANCE et ÉTRANGER.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2483 à CONTEXTE PUBLICITÉ - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE TÉLÉMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTEL (1) 294.10.05

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



recherche pour sa direction des opérations et de l'exploitation

Responsables de projets HF

Grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce + 1^{re} expérience

Dans cette Direction chargée de l'optimisation de nos moyens aéronautiques et logistiques pour l'exploitation de notre activité aérienne, des cadres seront aptes à concevoir et spécifier des systèmes d'information et en assureront dans

un premier temps les efforts d'information. Ils pourront évoluer par la suite vers des postes de commandement de services opérationnels, de contrôle de gestion ou d'information.

Pour réussir dans cette fonction, une formation Grandes Ecoles d'ingénieurs (Centrale, A & M, ENAC, Sup. Aéro...) ou de Commerce (HEC, ESSEC), renforcée par une solide expérience de 2-3 ans dans l'étude de systèmes informatiques est indispensable.

En outre, rigueur, autonomie, sens de l'analyse et esprit de décision constituent leurs meilleurs atouts. Merci d'adresser lettre man., C.V. et prêt. à UTA - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

Une société de **CHARGEURS S.A.**

SAVOIR OÙ ON VA

La productique, un secteur de pointe, un secteur d'avenir, une société souple, efficace guidée par un souci constant de performance absolue, avec en plus un goût de liberté qui favorise l'entraide et le personnel. Savoir où on va c'est important.

Actuellement, nous recherchons des

ingénieurs logiciel

de formation Grande Ecole d'ingénieurs, ayant une expérience confirmée en mini et temps réel sur matériels PDP, SOLAR, MITRA ou IBM S/1, pour leur confier des

services de consultant en productique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à M.H. DELORME, 4, rue Frédéric-Mistral, 75015 Paris.



1 CONTROLLER

Nous sommes un groupe international de restaurations (plus de 2 milliards de CA, 12 000 personnes). Nous recherchons pour Paris, dans le cadre de notre décentralisation,

pour un centre de profit d'environ 450 personnes (200 M de CA et 50 établissements), pour assister la Direction et lui fournir l'information et les propositions nécessaires à toute décision stratégique.

Grâce à un contact permanent avec le terrain, vous devrez veiller à ce que le système de gestion (budget, reporting...) soit efficace et fournisse les informations fiables dans les meilleurs délais.

Vous participerez également à nos projets de développement (plan à moyen terme, diversification). Diplômé(s) d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, vous disposez d'une expérience réussie dans une entreprise importante à structure décentralisée, où vous avez acquis une parfaite maîtrise technique de gestion, informatique, contrôle et planning.

Vous désirez maintenant un rôle plus actif, et vous êtes pour cela imaginatif, dynamique, ouvert et bien sûr organisé. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à EUREST, Service du Personnel, 14 rue d'Albion - 75009 Paris.



RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE DE PRODUCTION

Vous avez une formation universitaire de généraliste (DEUG, par exemple), un goût marqué pour l'Animation, le sens de l'Organisation. Vous aimez l'action.

Nous vous proposons de débiter votre carrière professionnelle directement sur le terrain, au sein de la première entreprise française de produits frais, comme RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE DE PRODUCTION.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à Chantal VAYSSE - GERVAIS-DANONE - Usine du PLESSIS-ROBINSON, 92350 - Avenue Paul-Langevin.



GERVAIS-DANONE

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC recherche POUR SA DIVISION GENIERIE DANS LA PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS

UN CADRE TECHNICO COMMERCIAL

- Il sera chargé, au sein d'une équipe intervenant dans l'ensemble du Monde, de la prospection et de la négociation de contrats à l'étranger
- Déplacements fréquents (40% du temps)
- Ingénieur ou diplômé d'études supérieures
- 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de B.T.P. et/ou ingénierie avec une dominante de commerce international.
- Anglais parfait, espagnol apprécié.

Adres. lettre manuscrite, CV et prétentions à : Monsieur CARRIERE, Serv. D.H.E.R., 291, Boulevard Raspail, 75675 PARIS Cédex 14 Téléphone : 320.15.00

IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS recherche

INGENIEUR ou TECHNICIEN V-3

pour chantiers extérieurs.

TECHNICIEN V-2 ou 3

pour équipe petites études et propositions clients

TECHNICIEN IV-2

pour travail de plate-forme

MONTEUR CABLEUR

Pour les trois premiers postes, il est demandé une bonne expérience en VHF-UHF.

Envoyer C.V. à Monsieur BEROUZ AUTOPHON S.A. 7276 rue Paul Vaillant Couturier 92301 LEVALLOIS PERRET ou téléphoner au 730.24.24



SEREQUIP

BUREAU D'ETUDES ET D'INGENIERIE BATIMENTS ET EQUIPEMENTS

recherche

Jeune INGÉNIEUR

(ESME, EEM, ENSI ou équivalent...)

1 à 2 ans d'expérience.

Pour assurer la conduite d'études et le suivi des travaux concernant la mise en œuvre de systèmes de gestion dans le domaine des parcs, la régulation de trafic et des équipements publics.

Connaissance en informatique indispensable. Sens du travail en équipe et des contacts commerciaux.

Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

Adresser curriculum vitae et prétentions à SEREQUIP, 78181 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



Ingénieur HF grande école

+ formation économique

Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise, de préférence, dans l'industrie aéronautique et spatiale.

Nous vous confions la conduite d'analyses de la compétitivité technique et économique des produits industriels spatiaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt. en précis. sur l'enveloppe la réf. 3195 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Expert comptable et Conseil Juridique rech.

JURISTE-FISCALISTE

à temps partiel pour mise à jour et contrôle de dossiers, classement, documentation, déplacements au R. du Com.

Ecrire avec C.V., photo, prêt. n° 30134 sur enveloppe à J.R.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

Société proche Paris de la Chapelle recherche d'urgence

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

GAP II IBM 34/36

Pour développement, adaptation analytique. Expérience professionnelle requise. 3 ans min., débutant s'abstenir. Tél. pr n° : 508-22-12, p. 1180.

TRADUCTEUR TECHNIQUE esp.-fr. Langue maternelle anglaise. Ecrire s/n° 11.989 à P. LICHOU S.A. S.P. 220, 75009 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Crédit Manager

Un poste d'avenir pour un homme de confiance

Formaliser et faire appliquer notre politique de crédit afin de réduire le poste «clients» et s'assurer de leur solvabilité, voilà l'essentiel de la mission que nous proposons un des leaders français dans le domaine du transport et transit international (1100 MF, 650 personnes).

Une fonction qui impliquera en collaboration avec la Direction Financière et les Directions Opérationnelles, la définition des instruments de contrôle suivants : normes de crédit, encours, conditions de paiement et le suivi des comptes clients ; relances, recouvrement, litiges. Elle implique en outre des contacts avec la clientèle nationale ou internationale, les douanes, les organismes de renseignements commerciaux ou de recouvrement dont vous devrez tirer le meilleur parti ; ceci en faisant appel à votre sens des négociations. Vous serez aidé par l'informatique pour gérer nos comptes et améliorer en permanence l'organisation et les systèmes.

Notre PDG considère, à juste titre, que cette fonction est essentielle. Nous retiendrons un candidat ayant une formation supérieure orientée vers la finance (Sup de Co.), une expérience probante de la fonction en entreprise et parlant l'anglais. Une certaine formation, la faculté de convaincre sont également nécessaires dans ce poste destiné à évoluer à terme.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 33510 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.



PARIS 9

Société de GESTION IMMOBILIERE en pleine expansion recherche pour l'une de ses unités de gestion

« PRINCIPAL DE CABINET »

responsable d'un patrimoine locatif important, il devra justifier d'une expérience confirmée.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 34.208 à FAGEP, 40, rue de Chatelet 75010 Paris, qui transmettra.

POUR RENFORCER SA DIRECTION JURIDIQUE UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS (plus de 7000 personnes) CENTRE DE PARIS recherche un

JEUNE JURISTE

De formation supérieure, licence en Droit minimum, il dispose d'une première expérience professionnelle du droit des sociétés, acquise de préférence en Entreprise ou chez un Conseil Juridique, qui lui permettra d'être immédiatement opérationnel et de prendre dès son arrivée la gestion d'un portefeuille de sociétés.

Il sera à court terme amené à traiter du droit des affaires.

Sens de l'équipe et pragmatisme sont les qualités attendues de ce futur collaborateur qui bénéficiera d'un salaire motivant et des avantages d'une grande Entreprise.

Adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et prétentions sous référence 2340 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSÉ TÉLÉMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (19 206 105)

PICODATA

Conseil en systèmes d'information et Ingénierie Informatique

Année	82	83	84	prévu 85
C.A.	0,3	1,9	3,5	7 MF

- Equipe d'ingénieurs de haut niveau.
- Micro informatique - télématique - monétique...
- Clients : DGT, banques, leaders de l'industrie...

Recherche

1 INGENIEUR CHEF DE PROJET

250 000 F et +

X. CENTRALE, SUPLEC... 5 ans d'expérience. Connaissances SGBD, technique logiciel.

1 INGENIEUR CONSULTANT

2 ans d'expérience.

Ambiance dynamique et professionnelle. Contacts clients à haut niveau. Larges possibilités d'évolution.

Adresser curriculum-vitae, prétentions, disponibilité ou téléphoner à Thierry SCHWAB, PICODATA, 6, rue Fernin Gillet - 75015 PARIS

Tél. : 250.84.10

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS-9

recherche pour renforcer son équipe

2 ASSISTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur

1 à 2 ans d'expérience en cabinet

Adr. C.V. etc. et prêt. à : GESTAUDIT FRANCE, 7, rue du Châtelet, 75006.

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

GAP II, IBM 386, PL 1

IBM 43-41 COBOL

CCP - GROS SYSTÈME

INSET ET

93, bd Sébastopol, PARIS-2

M. Réaumur, 235-36-25.

CFRO - Industrie

GROUPE GS

FAJALE COE

Distributeur STAROVNE

Spécialiste NASTRAN

recherche

INGÉNIEURS

CALCUL

DE STRUCTURES

Bonne connaissance de NASTRAN pour études conseil formation. Rétribution en fonction de l'expérience.

Tél. : (1) 827-85-00, p. 1149.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Ecr. C.V. avec photo

Envoi sous le n° 7 68.048 M

RÉGIE-PRESSE

7, rue de Montesson, Paris-7.

LYCÉE TECHNIQUE

de l'INITIATIVE

avec contrat d'apprentissage

recherche

PROFESSEUR D'ECONOMIE

Temps complet, session BTS.

Exp. prof. souhaitée.

Adresser C.V. etc. au :

LYCÉE L'INITIATIVE

24, rue Bourne, 75019.

SOCIÉTÉ NOUVELLE TAG

COMPTABLE

Formation BTS, IUT

ou niveau DES.

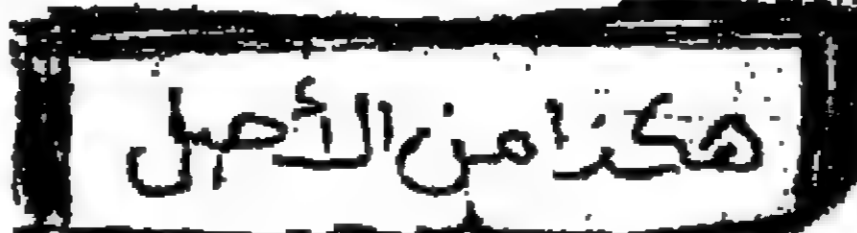
Débutant(e) ou avec une

courte expérience (gestion

des attachés d'entreprise).

Lieu de travail : SAINT-DENIS (93), PARIS.

Adr. C.V., photo, prêt. lettre manuscrite à STE TAG, c/dé. TF 10, 128, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE.



La Banque Morgan, pour réussir sur le marché américain



Quelques-uns de nos banquiers du secteur Europe à New York. De gauche à droite, Hanjo Roosen, Harvey Struthers, John Comfort, Julie Blake, William Holding (responsable du secteur Europe), François de Seroux, Bence Andrási.

Pour les sociétés européennes internationales actives sur le marché américain, Morgan présente des avantages certains.

Nous avons à New York une équipe spéciale de banquiers dont la seule vocation est de pourvoir aux besoins des sociétés européennes et de leurs filiales américaines aux Etats-Unis. Peu d'autres banques disposent d'une telle équipe. Ils connaissent parfaitement les systèmes bancaires tant en Europe qu'aux Etats-Unis. La plupart d'entre eux ont travaillé dans plusieurs succursales Morgan à l'étranger. Ils se concentrent sur des pays précis, travaillant en étroite collaboration avec nos succursales dans ces pays et s'y rendent fréquemment pour rencontrer leurs clients.

Nos banquiers du secteur Europe offrent aux sociétés internationales une palette étendue de services :

□ Nous employons un éventail de techniques originales, telles qu'échanges de devises, placements privés, répondant à vos besoins de financement pour le développement de vos activités, pour des acquisitions ou des projets particuliers.

□ Notre connaissance de la fiscalité en Europe et aux Etats-Unis nous permet de structurer les financements les plus avantageux pour vous.

□ Nous sommes spécialisés dans les financements par émission d'obligations exonérées d'impôts ou d'instruments financiers à court terme à taux variables.

□ Nous pouvons vous aider à mettre en place votre programme de papier commercial aux Etats-Unis. Nos services intégrés comprennent l'émission du papier, le placement et l'assistance en matière de "ratings" américains, la mise en place de facilités de crédit de soutien de ces émissions et la conversion des fonds ainsi recueillis en d'autres devises, selon vos besoins.

□ Nous utilisons les méthodes les plus rapides, les plus économiques et les plus avantageuses fiscalement pour vos transferts de fonds d'un pays à l'autre, ou d'une division à l'autre de votre entreprise.

□ Nos banquiers du secteur Europe travaillent en étroite collaboration avec les autres équipes de Morgan spécialisées dans le domaine

des rapprochements de sociétés, fusions et acquisitions. Nos analystes financiers sont très au fait des évolutions industrielles, identifient les secteurs prometteurs et les entreprises qui répondent aux critères de nos clients. Nous vous assistons dans la négociation de ces transactions en tenant compte de la situation fiscale spécifique de l'acquéreur et du vendeur.

□ Pour nos clients souhaitant désinvestir, nous trouvons des acquéreurs aux Etats-Unis ou dans d'autres pays.

Pour en savoir plus sur la façon dont l'équipe du secteur Europe aux Etats-Unis peut répondre à vos besoins sur le marché américain, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez directement au European Corporate Banking Department, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, NY 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York.
En France : 14, place Vendôme, Paris.
Tél. : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FIC

هكذا من الأصل

كتاب من الكتب

Le Monde

économie

DEUX RECOMMANDATIONS DES DIX

EN SEPTEMBRE

L'Europe des télécommunications franchit une nouvelle étape

Luxembourg (Communautés européennes). - En adoptant deux recommandations sur le bon usage de normes et sur l'ouverture des marchés publics dans la Communauté, les ministres de l'Industrie des Dix, réunis lundi à Luxembourg, ont franchi une étape supplémentaire dans la voie devant mener à une politique européenne des télécommunications.

Il s'agit-là de progrès peu spectaculaires et assurément encore réversibles, mais qui débloquent le terrain, permettant d'envisager une coopération plus concrète. Ils ont été accueillis avec satisfaction par les participants.

La décision du gouvernement britannique, rendue publique le même jour, de ne pas accorder l'autorisation à IBM et à British Telecom de développer ensemble des services télématiques, puisque précisément un éventuel feu vert aurait pu entraîner les normes que l'on souhaite mettre en œuvre au niveau européen (voir d'autre part), est venue à point nommé pour conforter la détermination de ceux qui considèrent que la domination complète du marché communautaire par les groupes américains et japonais n'est pas un phénomène inévitable.

La première de ces recommandations prévoit une concertation accrue entre les administrations des PTT avant toute création de nouveaux services. L'idée est d'éviter désormais d'innover en ordre dispersé, ce qui paralyse l'action des industriels qui ignorent l'étendue du marché sur lequel ils pourront compter. A partir de 1985, les nouveaux services devront être créés « sur la base d'une approche commune harmonisée » ; une condition pour « offrir dans toute l'Europe des services compatibles ». Une étape ultérieure est prévue pour 1986 : « Les PTT veilleront à ce que toutes les commandes de systèmes de transmission et de communication numérique destinés à la réalisation progressive de l'intégration des services tiennent dûment compte des normes reconnues au niveau européen ».

Ce texte plutôt rébarbatif a une signification concrète. Les PTT, les ministères de l'Industrie, les entreprises disposent d'une page juridique pour composer le travail, pour s'entendre, s'ajuster, surtout des nouveaux services, à la diffusion, ce qui est aussi important, aux modalités de mise en œuvre des normes communes. Les ministres ont, de

De notre correspondant

surcroît, dégagé des crédits - six millions d'ECU, soit quarante et un millions de francs - pour financer cet effort de normalisation dans l'informatique (1).

L'ouverture des marchés publics, c'est-à-dire l'appel à la concurrence étrangère, condition pour la création d'un marché unique, devrait être immédiate et complète pour les nouveaux terminaux télématiques ainsi que pour les terminaux traditionnels pour lesquels il existe des spécifications communes d'agrément. Les terminaux représentent un marché important et en plein développement, depuis les répondeurs automatisés jusqu'aux micro-ordinateurs pouvant être branchés sur les réseaux, en passant par les téléimprimantes ou les centraux d'entrées (TAPX). Mais, dans l'ensemble du marché des télécommunications, la part prépondérante continue à revenir aux équipements des réseaux téléphoniques et, en particulier, à la commutation.

Les PTT et les gouvernements ont estimé, avec la Commission, qu'il fallait dans ce domaine agir avec prudence, et prévoir pour l'avenir immédiat une ouverture des marchés publics pouvant être limitée à 10 % des commandes (rien n'empêche, bien entendu aux PTT de faire davantage).

Les Britanniques, qui ont récemment « privatisé » leurs entreprises de télécommunications, s'interrogent sur l'intérêt d'adopter la recommandation sur la politique commune de normalisation puisqu'ils n'ont plus de prise directe sur leurs industriels. Ils ont finalement souscrit à l'exercice : le gouvernement fera savoir aux entreprises, ce qui n'est pas indifférent, que ces orientations communes vont dans la direction qu'il estime opportune. Les Français, pour leur part, ont renoncé à un texte indiquant de manière trop précise que l'ouverture des marchés publics, qu'on se propose d'accomplir, devrait bénéficier

de façon prioritaire aux entreprises à capitaux européens.

Comme pour mettre en relief la nécessité pour l'Europe de limiter sa dépendance extérieure, M. Davignon a parlé au cours du dîner, du problème créé par les restrictions aux transferts de technologie que multiplie actuellement l'administration américaine. Cela est nouveau : jusqu'ici, les transferts technologiques vers l'Europe de l'Ouest ne soulevaient aucune difficulté. Les limitations, qui sont de nature très diverses et risquent de créer une incertitude supplémentaire pour les entreprises du Vieux Continent, sont instaurées ou envisagées le plus souvent au nom de la sécurité. M. Davignon observe qu'il ne faut pas nier la

difficulté et rejeter en bloc comme inadmissible ce comportement américain.

En revanche, il lui paraît nécessaire d'y être sensible, d'en évaluer la portée et d'être capable, à temps, d'avoir une position commune cohérente face à Washington.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Ces crédits, qui font partie d'un programme informatique de dix millions d'ECU approuvé par le Conseil pour la période 1984-1985 - donc pour un peu plus d'un an -, vont permettre à la Commission de passer des contrats avec la CENELEC (Centre européen de normes électrotechniques) pour définir des normes européennes et pour les certifier, c'est-à-dire constater que des équipements mis sur le marché sont fabriqués conformément à ces normes européennes.

Coup d'arrêt pour IBM

(Suite de la première page.)

Le gouvernement britannique a spécifié, le 15 octobre, que les sociétés désireuses de développer les réseaux télématiques n'obtiendraient de licence qu'à la condition de rendre leurs propres standards compatibles avec le système OSI (donc de fournir les connexions nécessaires).

Il est vrai qu'IBM, dans le compromis qu'elle avait passé avec la Commission européenne au mois d'août pour obtenir une suspension de la procédure antitrust engagée contre elle en Europe, s'était engagée à soutenir les normes OSI.

Voilà donc le marché britannique « ouvert » à quelques semaines de la privatisation de British Telecom. Adonc, le consortium associé par le gouvernement britannique pour éviter le monopole de British Telecom, s'en portera mieux, puisqu'il doit pour croître s'approprier les télécommunications des grandes entreprises, lesquelles sont équipées en majorité d'ordinateurs IBM.

Chaque société devra donc, si elle désire développer un réseau

télématique, soumissionner seule pour obtenir les autorisations nécessaires. IBM, qui se dit « très déçu » par la décision du gouvernement britannique, envisage néanmoins de présenter son propre projet. Quant à British Telecom, qui voulait éviter la concurrence d'IBM, elle rappelle, le 15 octobre, que le projet de filiale commune avait d'abord pour objectif d'essayer de limiter l'expansion d'IBM dans les télécommunications.

La décision de Mme Thatcher rend en tout cas crédible la controverse menée par les PTT et les industriels européens pour bâtir un espace commun des communications avec des normes différentes de celles d'IBM. On sait qu'IBM a proposé à la SIP, filiale de la société publique italienne STET, qui gère la majeure partie du réseau téléphonique italien, de participer à la construction d'un réseau télématique à valeur ajoutée dans la péninsule. Les Italiens pourraient être moins européens que les Britanniques ?

BRUNO DETHOMAS.

Les ventes d'automobiles ont chuté de 20 % en France

Le mois de septembre a été particulièrement néfaste aux constructeurs d'automobiles, puisque le marché français a reculé de 19,9 % par rapport à septembre 1983. La chambre syndicale, qui publie ces chiffres après la fermeture du Salon de l'auto, explique cette évolution - après le mieux de juillet et août - par l'attente de ce salon et par le fait que septembre 1984 a compté deux jours ouvrables de moins que septembre 1983. Le déclin réel du marché ne serait donc que de 12 %.

Reste que, en septembre, les marques françaises ont, une fois de plus, reculé plus fortement que les marques étrangères, à l'exception de Peugeot. Sur un marché en baisse de 19,9 %, Citroën perd 31,3 %, Talbot 63,1 % - pour ne plus vendre que 1732 voitures dans le mois, - Renault 36,8 %, tandis que les étrangers ne régressent que de 2,42 % et Peugeot de 0,6 %. Les étrangers atteignent ainsi le mois 39,3 %.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, la chute des marchés des voitures neuves est ainsi de 12,9 % : Citroën perd 15,7 %, Talbot 53,2 %, Renault 20,3 % (soit 16 700 voitures de moins qu'au cours des neuf mois de 1983), les étrangers 4,6 % alors que Peugeot seul progresse (+ 1,3 %). En parts de marché, les étrangers approchent ainsi 36 % (35,8 %) alors que Renault ne décline plus que 31,6 % du marché.

Sans doute, avec les nouveaux modèles présentés au Salon de l'auto, le dernier trimestre devrait-il être meilleur pour le marché en général, et pour les constructeurs français en particulier. Mais, sur l'année 1984, la chute devrait quand même être de l'ordre de 10 %, soit 200 000 véhicules de moins que l'an passé.

Cette évolution pose, évidemment, le problème des effectifs nécessaires pour une production déclinante, un sujet abordé le 15 octobre au ministère de l'économie et des finances, où M. Bérégovoy a reçu M. François Dalle, président de la commission nationale de l'industrie, qui vient de se pencher sur l'avenir de l'automobile en France.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, la chute des marchés des voitures neuves est ainsi de 12,9 % : Citroën perd 15,7 %, Talbot 53,2 %, Renault 20,3 % (soit 16 700 voitures de moins qu'au cours des neuf mois de 1983), les étrangers 4,6 % alors que Peugeot seul progresse (+ 1,3 %). En parts de marché, les étrangers approchent ainsi 36 % (35,8 %) alors que Renault ne décline plus que 31,6 % du marché.

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et de 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

AKAI CRÉE UNE SECONDE USINE À HONFLEUR (TROIS CENTS EMPLOIS)

(De notre correspondant.)

Caen. - L'annonce officielle de l'implantation d'une seconde unité de production du groupe japonais Akai à Honfleur, dans le Calvados, a été révélée le 13 octobre lors d'un conseil municipal extraordinaire de la petite cité normande. Après plus d'un an de négociations, cette ville l'a emporté sur le site de Birmingham en Grande-Bretagne, « en raison du climat social qui règne à Honfleur et de la haute productivité du personnel de l'usine japonaise ». Le conseil municipal a élu M. Christian Paillet, président-directeur général d'Akai France.

Le recrutement des premiers salariés (90 % de femmes) commencera dès la fin de l'année, et ils seront choisis parmi les deux cent vingt employés de l'usine actuelle. La municipalité n'a pas hésité à offrir au groupe Akai un terrain viable de deux hectares ainsi que le financement des bâtiments pour une somme totale de 16 millions de francs. De plus, la firme japonaise sera dispensée de la taxe professionnelle durant cinq ans. L'investissement industriel (35 millions de francs) a bénéficié de primes de la DATAR au taux de 35 000 francs par emploi et du Fonds industriel de modernisation (FIM). Trois cents emplois seront créés.

Cette nouvelle usine fabriquera, début 1986, quelque cinq cents magnétoscopes par jour, tous destinés au marché européen. Deux produits y seront conçus : un appareil haut de gamme à double vitesse de défilement de la bande et un son stéréophonique, le VS 606, commercialisé aux alentours de 10 000 francs et un appareil bas de gamme misé la France réalisé avec plus de 50 % de composants électroniques français et vendu à un prix, disent ses promoteurs, défiant toute concurrence.

Ainsi la firme japonaise peut-elle prétendre échapper aux quotas d'importation sur ce produit et se « tailler une part importante » du marché français, très en retard par rapport à celui de ses voisins. Le projet de suppression de la taxe sur les magnétoscopes pourrait entraîner une forte relance des ventes de ces appareils.

BERNARD LEBRUN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Quel est le groupe qui se développe sur mer, dans l'air et garde les pieds sur terre?

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. ce n'est pas seulement les transports aériens, maritimes et terrestres. C'est aussi une concentration industrielle réussie.

CHARGEURS S.A.

AUGMENTE SON CAPITAL PAR EMISSION DE 1 ACTION NOUVELLE AU PRIX DE F 220 POUR 4 ACTIONS ANCIENNES.

Droit de souscription : réservé par préférence aux actionnaires actuels. Possibilité de souscrire à titre réductible. Jouiissance : 1^{er} janvier 1984. Période de souscription : 15 octobre - 15 novembre 1984.

BALD du 8 10 1984. Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 84-235 en date du 2 octobre 1984 est mise sans frais à la disposition du public au siège social de la société, 3 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS, et auprès des Etablissements domiciles.

Une présence dans 88 pays, un chiffre d'affaires consolidé de 11,2 milliards de F en 1983 dont 67 % réalisés hors de France, une marge brute d'autofinancement de 937 millions de F, un bénéfice net consolidé de 205 millions de F (F 50,04 par action) font de Chargeurs SA un puissant groupe industriel et la première entreprise privée française de transports.

Ses principales activités ?

- Les transports aériens, avec (48 % du CA du groupe), avec **UTA** deuxième compagnie aérienne française.

- Les transports maritimes et terrestres (25 % du CA du groupe) avec **CHARGEURS REUNIS** qui exploitent des lignes régulières vers l'Extrême-Orient et l'Afrique du Sud, l'Union Navale et **WALON S.A.** dans le transport de marchandises de vrac, l'autre dans le transit industriel et le transport de véhicules par terre et par mer.

- Les croisières (6 % du CA du groupe) avec les **CRUISES INC.** aux Etats-Unis.

- Les produits de consommation et industriels (21 % du CA du groupe) avec dans les produits **SPONER** ménagers, **NOVEX** et Flexa Spa dans les films adhésifs, la **Lectro de Picardie** premier producteur d'entoilage pour vêtements en Europe, Unitan en Argentine, un des premiers producteurs mondiaux de tannin, Seppic dans les produits chimiques...

Les objectifs du groupe ?

Poursuivre sa politique de modernisation et d'investissements pour améliorer sa rentabilité. De 1981 à 1983, les investissements ont représenté 11,7 % du chiffre d'affaires, soit 3,6 milliards de F. Pour 1984, les investissements s'élèveront à 1100 millions de F dont 320 millions en prises de participations.

Les syndicats de Creusot-Loire veulent obtenir une réduction du nombre de licenciements

Alors que Framatome et Usinor devraient déposer dans les jours prochains une offre de reprise de Creusot-Loire auprès du tribunal de commerce de Paris, les discussions sociales engagées à la délégation à l'emploi butent toujours sur le nombre de suppressions d'emplois et sur les modalités appliquées.

SOCIAL

A LANNION, DANS LES COTES-DU-NORD

La fin du rêve électronique

Saint-Brieuc. — Depuis l'annonce de plusieurs centaines de licenciements dans les entreprises électroniques du triangle Lannion-Tréguier-Guingamp (Côtes-du-Nord), arrêts de trains, d'avions et autres manifestations se sont succédés en une quinzaine de jours. Une opération « région morte » a été organisée, le 12 octobre, ainsi qu'une manifestation de 8 000 personnes.

Le « miracle lannionnais » a-t-il vécu ? Autour du CNET (Centre national d'étude des télécommunications), les entreprises avaient poussé des championnes. Dans les campagnes, les maisons neuves fleuraient. Mais le rêve électronique tourne au cauchemar. L'annonce de la suppression, d'ici à juin 1985, de 610 emplois dans les trois établissements de la CIT et de Thomson-CSF

De notre correspondant

Téléphone, la menace pesant sur les 150 emplois de la câblerie de la LTT Lannion, ont mis le feu aux poudres.

M. Yves Nédélec (RPR), maire de Lannion, a créé une cellule de crise avec les autres conseils municipaux de la région. Les divergences ont été mises de côté, et, tandis que M. Pierre Jagoret, député PS, multipliait les navettes entre Lannion et Paris, les syndicats CFTC, CFDT, CGC, CGT et FO prenaient le relais.

Dix ans après son implantation à Lannion, grâce à M. Pierre Marzin, Breton et directeur du CNET, le Centre d'étude des télécommunications avait attiré de nombreuses entreprises électroniques. Au total, plus de 8 000 emplois créés qui modifiaient complètement la physiologie de ce gros bourg rural de 6 000 habitants en 1960.

STABILITÉ DU CHOMAGE EN SEPTEMBRE

Pratiquement stable en données corrigées des variations saisonnières, avec 2 359 300 demandeurs d'emploi à la fin septembre dont 2 360 300 à la fin du mois d'août, les chiffres du chômage, publiés par le ministère du travail le 16 octobre, font apparaître une forte augmentation en données brutes.

De leur côté, les offres d'emploi enregistrées par l'ANPE, au cours du mois de septembre, ont chuté, en données corrigées. Alors qu'on en comptait 40 000 en août et 36 500 en juillet, elles n'étaient plus que de 24 800 en septembre soit un fort recul de 26,8 % en un an et de 38 % en un mois.

A la fin du mois de septembre, l'ANPE comptabilisait 2 415 900 demandeurs d'emploi, contre 2 241 400 à la fin du mois d'août soit 7,8 % de plus ou, encore, 174 500 nouveaux chômeurs. Cette progression est la plus forte qui ait été enregistrée depuis le mois d'octobre 1983, date à laquelle le nombre de chômeurs se maintenait encore autour de 2 millions. En données brutes le chômage a augmenté de 15,7 % en un an et de 16 % en données corrigées.

Mutation technologique, gain de productivité, équipement téléphonique proche de la saturation, marché à l'exportation difficile, sont les explications communément entendues. « On ne s'attendait pas à un tel gain de productivité », reconnaît M. Pierre Marzin, ancien directeur des télécommunications et « père » du CNET de Lannion.

Evolution technologique ? Oui, disent les syndicats. Mais aussi transferts de fabrications à l'étranger.

L'exportation ? Elle s'est concentrée sur le seul secteur de la communication en système temporel, écrasant le matériel électronique ou spatial dont certains pays restaient demandeurs. Le marché intérieur ? Il est bloqué par le pouvoir d'achat et le coût des matériaux.

Voyez les retours massifs des Minis en Ile-et-Vilaine !

La situation est d'autant plus mal vécue que Thomson implantée dans le Nord ou l'Est des usines de fabrication électronique. « Combien de temps devrons-nous payer pour la Lorraine ? interroge le député socialiste de la région de Lannion, M. Pierre Jagoret. La nécessité de réaménager l'Est et le Nord ne doit pas conduire à déstabiliser l'Ouest ».

Lannion aurait pu miser sur les diversifications. Il n'y avait pas à les chercher, affirme-t-on ici. Elles étaient là. On les a supprimées. « En fin de compte, il n'y a pas eu vraiment de mutation technologique brutale. Mais on n'investit plus chez nous ».

Au CNET, dont les effectifs sont stabilisés depuis longtemps, on observe que, pour se conformer au schéma directeur de 1982, selon les objectifs de la « filière électronique figurant au IX^e plan (30 000 emplois à créer), il aurait fallu créer 120 emplois nouveaux par an. Il n'y a rien eu en 1984 et 40 emplois en 1985 seront pris sur d'autres services des PTT », affirme la CGT.

Aujourd'hui, toute une région repousse le « plan social » de la CGE et réclame un plan industriel. Le Trésor a fait le 12 octobre la démonstration de sa mobilisation. M. Jagoret et les élus ont réclamé à Paris que les avantages et priorités d'un « pôle de conversion » soient accordés à ce secteur. Mais « dans quel secteur voulez-vous que l'on puisse se reconverter, s'étonne un ingénieur, sinon dans l'électronique ».

JEAN VIDEAU.

Grève dans les transports le 25 octobre. — L'Union interdépartementale CGT des transports appelle à des arrêts de travail, le jeudi 25 octobre, dans le cadre de la journée d'action des fonctionnaires. La SNCF, la RATP et Air France, notamment, devraient être affectées par des mouvements de grève destinés à défendre le pouvoir d'achat des salariés de ce secteur.

ÉNERGIE

La baisse des prix du pétrole norvégien

(Suite de la première page.)

Comme la Grande-Bretagne, premier producteur de la mer du Nord, la Norvège, également non membre de l'OPEP, éprouve depuis plusieurs mois les plus grandes difficultés à vendre son brut aux prix officiels, la plupart des compagnies clientes ayant dénoncé leurs contrats et s'enlevant plus qu'une partie seulement des quantités prévues. Ainsi, les deux compagnies nationales, la BNOG pour la Grande-Bretagne et Statoil pour la Norvège, se sont-elles vues contraintes d'écouler une part croissante du pétrole qui leur revient sur le marché libre, où les cours sont inférieurs depuis l'été de 1,5 dollar par baril aux prix officiels.

De même, l'Emirat d'Abu-Dhabi s'est vu ses exportations chuter de 40 % depuis deux mois, les seules ventes s'effectuant désormais par le biais des compagnies participant à la production locale, lesquelles utilisent leur marge pour offrir des rabais. Le Nigéria, enfin, autre grand producteur de brut léger, connaît également des problèmes pour écouler tout son brut, sa production restant depuis trois mois

inférieure au plafond octroyé par l'OPEP en juillet.

La décision de la Norvège risque de déséquilibrer un peu plus la fragile balance des prix mondiaux. Elle devrait, en effet, accroître les pressions exercées sur la compagnie nationale des pétroles britanniques (BNOG) pour qu'elle abaisse ses prix officiels. La BNOG était parvenue à faire accepter à ses clients le maintien d'un prix officiel inchangé pour le quatrième trimestre, sous réserve, toutefois, que les conditions du marché ne s'aggravent pas d'ici au 1^{er} novembre. Comme pour le trimestre précédent, cet accord avait été obtenu au prix de concessions mutuelles, les compagnies n'enlevant en réalité qu'une partie des quantités prévues par les contrats et la BNOG écoulant, au prix du marché, l'excédent.

La décision norvégienne risque de rendre la tâche des Britanniques plus difficile encore, et, de proche en proche, de remettre en cause l'ensemble des prix mondiaux. En 1983, c'était la baisse des tarifs britanniques qui, subissant l'impact de la Nigéria, avait contraint l'OPEP, en

mars, à réduire pour la première fois ses prix officiels de 5 dollars par baril (15 %).

Les décisions — ferme de la Norvège et probable d'Abu-Dhabi — montrent en outre les difficultés croissantes des Etats producteurs à appliquer dans les faits les tarifs officiels, la part croissante prise par le marché au jour le jour dans les ventes mondiales de pétrole. Rares sont en effet désormais les pays qui, sous une forme ou sous une autre, s'accrochent pas de rabais par rapport à la grille officielle, que ce soit par des remises pures et simples (l'Irak traitait jusqu'à 2 dollars par baril, le Qatar jusqu'à 4,5 dollars par baril), par des accords de troc (l'Irak avait récemment proposé de régler en pétrole les compagnies chargées de construire le nouvel oléoduc vers l'Arabie saoudite, ou en échange de produits de base ou de services), ou en échange de produits de base ou de services, ou en échange de produits de base ou de services, ou en échange de produits de base ou de services.

VÉRONIQUE MAURIS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Adaptations et restructurations industrielles aux Etats-Unis, au Japon et en Europe. Exemple pour la France, tel sera le thème du colloque organisé par le Centre de formation aux réalités internationales (30, rue Cabanis, 75014 Paris) à l'amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, 75005 Paris, le 30 octobre à partir de 8 h 45. De nombreux hommes d'affaires, professeurs, experts, et M. Hubert Carier, ministre de la recherche et de la technologie, participeront à cette rencontre. Inscriptions au 336-04-41.

Atari dans la micro-informatique. — Au bord de la faillite à la fin du printemps dernier, l'ancien chef de file de l'industrie des jeux vidéo repart de l'avant, dans la micro-informatique de masse cette fois. Son nouveau propriétaire, M. Jack Tramiel, veut vendre des ordinateurs personnels, non pas un par famille, mais un par personne. « C'est un marché considérable », assure M. Tramiel, qui l'en peut, selon lui, évaluer à 50 millions de dollars en 1987.

La production, y compris celle

des « puces », sera entièrement assurée par la firme, qui veut développer ses propres produits. L'entreprise, qui avait enregistré un déficit de 417 millions de dollars en 1983, a encore perdu un peu d'argent cet été. L'équilibre financier a été obtenu en septembre au prix de nombreux licenciements (neuf cents personnes sur les mille cent employées dans le centre californien de Sunnyvale).

Un hôtel Novotel à Pékin. — La première pierre de l'hôtel Yu Yang Novotel sera posée, le 17 octobre, à Pékin dans le quartier des ambassades. La société Accor, qui annonce l'entrée de sa filiale en Chine, a été chargée de la gestion de cet hôtel de six cent vingt chambres, ainsi que de la formation du personnel.

Les 30 millions de dollars (290 millions de francs) que couvrira la construction de l'établissement seront apportés pour les trois quarts par des sociétés d'Etat chinoises et pour un quart par un investisseur privé de Hongkong, la Novel Enterprises Limited.

General Motors rappelle 750 000 voitures. — General Motors a rappelé 750 000 voitures Pontiac, Buick et Oldsmobile des années

1981 et 1982 pour en changer les pots d'échappement catalytiques. Ces catalyseurs fonctionnaient mal. — (UPE).

Capital minimum des banques françaises. — Le Journal officiel du 16 octobre publie une série de textes concernant la réglementation bancaire. Le capital minimum des banques est fixé à 15 millions de francs pour les établissements ayant plus de trois guichets et plus de 600 millions de francs de bilan total, y compris pour les établissements mutualistes et coopératifs.

Social

La grève continue chez Technip. — La grève avec occupation des établissements de Technip à la Défense et à Saint-Nazaire contre la suppression de sept cent cinquante emplois a continué le 15 octobre. A Saint-Nazaire, la CGT et la CFDT ont maintenu l'occupation malgré un vote majoritaire pour la reprise du travail. A la Défense, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, les salariés se sont prononcés en faveur de la poursuite de la grève, qui, commencée le 10 octobre, s'accompagne de l'occupation de certains locaux.

DSM dans le match de l'innovation :

LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'AGRICULTURE

Vous n'ignorez pas que DSM — plus de 60 milliards de F de chiffre d'affaires annuel — dispose dans son secteur « Chimie » d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'implantent, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaille pour vous ? Pour vous, consommateurs, puisque leur activité est largement orientée vers l'agriculture. Les exploitants agricoles nous connaissent par les trois lettres UKF, sigle de la filiale à 100 % du groupe DSM ayant en charge les engrais. Implanté en France, au centre du « grenier à grains » de l'Europe, UKF coopère étroitement avec les professionnels dans les divers domaines spécialisés de l'agriculture.

Aussi la gamme des produits UKF extrêmement variée, largement distribuée, constamment améliorée, apporte-t-elle des réponses satisfaisantes, qu'il s'agisse d'engrais simples azotés ou phosphatés, d'engrais composés aux multiples combinaisons, ou bien d'urée. Mieux encore, l'assistance directe de UKF guide l'agriculteur vers la gamme qui lui convient le mieux, éventuellement vers une formule inédite. Avec 6 millions de tonnes d'engrais par an, le groupe DSM est l'un des deux ou trois plus importants producteurs mondiaux.

Son avenir s'inscrit dans de nouvelles capacités. C'est ainsi par exemple, que UKF s'est réservé les deux tiers de la production d'une super-usine d'ammoniac récemment implantée dans le sud des Pays-Bas.



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houlliers d'Etat néerlandais, aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélanine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques renforcés, encres, adhésifs, textiles, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques : produits chimiques et résines,
- les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE immeuble Périssud 5 rue Lejeune 92120 MONTRouGE

DSM



UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE

AGRICULTURE

DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Le gouvernement s'engage sur un plan de réduction et de reconversion des effectifs

Afin de se préparer aux conséquences de la réduction de la production laitière sur les industries de transformation, les pouvoirs publics, les syndicats de l'industrie laitière et de la coopération, et ceux des salariés, ont signé lundi 15 octobre un accord tripartite (le Monde du 27 septembre 1984).

Cet accord est exemplaire en ce sens qu'il prévoit des mesures pour « accompagner » les suppressions d'emplois ou les reconversions prévisibles, après l'instauration des quotas, et du fait des restructurations de l'appareil de production que ces quotas auront suscitées.

Pour les pouvoirs publics, l'accord a été signé par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il prévoit qu'un groupe national tripartite suivra l'évolution de l'emploi dans la transformation laitière ainsi que l'application des mesures prévues. Ce groupe proposera également la définition des « bassins d'emplois » dans le cadre desquels ces mesures seront applicables.

Les entreprises, pour financer la conversion des salariés, verseront 0,1 % de la masse salariale à des fonds de formation. L'effort des pouvoirs publics sera équivalent. Vingt millions de francs seraient ainsi globalement dégagés. L'affectation des crédits sera décidée par les partenaires sociaux. Les commissaires de la République sont invités à considérer les entreprises laitières et leurs salariés comme prioritaires pour l'attribution des aides décentralisées à la formation professionnelle.

Les départs en préretraite seront encouragés, avec un traitement prioritaire de la part du gouvernement, qui étendra à la branche le bénéfice des conventions FNE, à partir de cinquante-cinq ans. Les entreprises ayant souscrit au FNE pourront toutefois embaucher, notamment des li-

céenciés de la branche laitière. Le ministère du travail étudiera la possibilité de conclure des conventions d'allocation spéciales dérogatoires permettant de recruter des salariés licenciés en échange des départs en préretraite.

L'accord prévoit encore l'ouverture de négociations sur l'aménagement et l'organisation du temps de travail. Des contrats de solidarité pourront être signés sans que les entreprises soient tenues de maintenir leur capacité de production.

Afin de promouvoir la reconversion et la mobilité des travailleurs, un coordonnateur chargé de stimuler les créations d'emploi ou d'activité sera nommé dans les bassins laitiers où les entreprises seront contraintes de licencier. Les aides publiques (pour les emplois d'initiative locale, les primes d'orientation agricole, la prime d'aménagement du territoire) seront concentrées sur ces bassins. Sans que cela soit précisé dans l'accord, il a été entendu que l'attribution de ces aides sera subordonnée au respect de cet accord social. D'ailleurs, le bilan des négociations entre les syndicats, la coopération et l'industrie privée devra être présenté aux pouvoirs publics avant le 31 décembre prochain.

M. Michel Rocard a déclaré que cet accord constituait « une première, dans la mesure où il traite a priori les problèmes d'emploi et non a posteriori ». Le ministre a précisé que 3 000 à 8 000 emplois sont menacés dans ce secteur (sur 80 000), chiffres sensiblement inférieurs à ceux précédemment annoncés (8 000 à 10 000). La CGT a refusé de signer, considérant cet accord comme « creux et dangereux, car il rend contractuels, voire légaux des milliers de licenciements ». La CFDT, elle, se félicite de son caractère novateur. Une difficulté est en effet apparue dans les négociations : la réglementation existante et les textes techniques ne permettent pas à l'Etat d'intervenir avant même que les décisions de suppressions d'emplois soient prises. Le traitement a priori dont parle M. Rocard suppose une modification des textes, voire de la mentalité de l'administration.

La décision prise par la Roche aux Fées (groupe Unilever) préfigurait ce nouveau climat : les deux cents salariés d'un établissement près de Pau qui doit être fermé sont invités à accepter, à l'essai, un emploi dans une autre usine du groupe. Ils ont entre quatre et onze mois pour décider si ces mutations leur conviennent. En cas contraire, ils retrouvent leurs droits complets attachés à leur condition de licenciés.

La CFDT a déclaré faire un pari qui résume l'état d'esprit des syndicats. CGT exclut : « Que les industries laitières dans le cadre de la limitation de la production et de la restructuration des outils ne produisent pas un seul chômeur ».

Combien d'éleveurs demain ?
La limitation de la production de lait était elle-même lundi 15 octobre à l'ordre du jour, au ministère de l'Agriculture. Les syndicats agricoles minoritaires ont été reçus, les uns après les autres, pour faire part à M. Rocard de leurs idées sur les modalités du plan de réduction. Mardi 16 octobre, la FNSEA et le CNJA, qui ont demandé à leurs troupes d'être mobilisées pour la journée dans l'ensemble des départements, seront reçus à leur tour, avec les autres organisations qui encadrent l'agriculture, les chambres et la confédération de la mutualité, de la coopération et du crédit.

Le 31 mars dernier, les Dix acceptaient de réduire la production de lait en Europe. Pour la France, la baisse devait entraîner une diminution de 800 000 tonnes en deux campagnes. Le 10 mai, une première conférence permettait de définir les

grandes lignes du plan social incitant les éleveurs à cesser leur production. Au 31 août, quelque cinquante mille éleveurs représentant un tonnage de lait libérable de 1 800 000 tonnes avaient demandé à bénéficier des aides à la cessation d'activités.

La conférence laitière actuelle a pour objet de répartir entre les producteurs restants les tonnages libérés au-delà de la diminution globale exigée par l'accord européen. Deux questions se posent sur lesquelles les syndicats minoritaires ont insisté : les critères d'attribution des quotas supplémentaires doivent favoriser les petits éleveurs et ne pas

aggraver le déséquilibre entre les zones de production.

Déjà, on constate que, dans les régions où la production laitière augmente — en fait le Grand Ouest, — les candidats au départ sont surtout des petits éleveurs. Dans les régions où cette production diminue, ce sont les producteurs moyens qui cessent de produire, aggravant ainsi la tendance à la diminution. La question est de savoir combien d'éleveurs, avec un volume de lait plafonné pour la France, devront en produire pour être maintenus dans les années à venir. C'est un choix économique et politique capital.

JACQUES GRALL.

Bernard Krief révèle en séminaire ses secrets de chasseur de têtes.



Venez, vous aussi, tout comme les participants qui l'ont expérimenté, profiter de ce séminaire pratique et original : voici ce qu'ils en disent :

« Il s'agit d'une véritable journée-formation qui tranche sur tant de rencontres-bavardage », « recommandable par sa qualité et son pragmatisme », « c'est une bonne remise en ordre du processus de recrutement dont les éléments sont valables même en dehors de la fonction de chasseur de têtes ».

81 % des participants déclarent en avoir retiré une réflexion sur leur façon de travailler, 78 % jugent le contenu bon, 96 % ont trouvé les aides audio et audiovisuelles efficaces, 98 % considèrent le programme de la journée bien conçu. Il s'agit d'une journée de travail intensif dans un but de réflexion (grâce aux exposés théoriques qui fondent notre méthode) mais surtout de formation pratique : vous serez délivrés des conseils concrets et des modes opératoires détaillés.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui : le nombre de places est limité, la clôture des inscriptions intervenant sans préavis.

PROGRAMME

9 h 00
- Les six causes qui font qu'on ne trouve pas le bon candidat.
- Les quatre règles à suivre pour la préparation interne du recrutement
Stratégie de recherche :
• Comment identifier et trouver rapidement les "têtes" ?
• Sans publicité
• Avec publicité
• Comment intéresser quelqu'un au poste que vous devez pourvoir.
- Comment analyser un C.V. et une lettre de candidature.
- L'interview par téléphone (enregistrements).
- L'interview de vive voix.
Lecture d'enregistrements vidéo d'interviews avec commentaires.

Comment répondre aux questions suivantes :
• La candidature est-elle solide ? (risque de désistement)
• Quelle est la psychologie de l'interviewé ?
• Comment déceler le "bluff" ?
• Réussira-t-il dans le poste ?
- "Comprimé" de psychanalyse et de psychologie appliquée.
Les trois notions qui aident à comprendre un interlocuteur.
- Comment vérifier les références et obtenir qu'on vous les donne franchement ?
- Critères de la décision finale.
- Quatre règles pour faciliter l'intégration du nouveau venu.
- Questions et débat.
17 h 30 Entretiens personnalisés.
18 h 30 Fin des travaux.

Dernier Séminaire 1984 : Paris 20 Novembre

Inscrivez-vous auprès de **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. 544.38.29 poste 468. Prix 5150 F. HT par personne soit 6107,90 F. TTC.

BULLETIN DE RESERVATION (M)

Nom : _____ Société : _____ Fonction : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

Reserve _____ place(s) pour le séminaire "BERNARD KRIEF REVELE SES SECRETS DE CHASSEURS DE TETES"

du 20 Novembre 1984 à Paris. Ci-joint un chèque de 6107,90 F. TTC.

* le règlement tient lieu de réservation.

L'INDE EXPORTE DU BLÉ EN URSS

Le gouvernement indien va exporter 1,8 million de tonnes de blé vers l'URSS, rapporte, le 15 octobre, le quotidien indien *Statesman*. La récolte céréalière exceptionnelle pose à l'Inde des problèmes de stockage. Mais cette fourniture de céréales à l'URSS, par un pays où l'équilibre nutritionnel de la population n'est pas atteint, n'est pas nouvelle.

L'Inde et l'URSS sont liées par des accords commerciaux qui permettent d'éviter les transactions financières. Depuis plusieurs années déjà, New-Delhi rembourse en blé — qu'il ne peut écouler sur le marché intérieur ni conserver — des achats faits à l'URSS.

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 9

- J'ai vécu avec un Olivetti M10.
- Les sept produits « choc » du Sibob 84.
- Comme chaque mois, notre cahier spécial IBM-PC et notre cahier spécial APPLE.

Chez votre marchand de journaux.

Librex

Le Monde
double et documents

Flâneries Américaines

TWA

7 NUITS D'OUBLI A NEW YORK
4.875 F*

Bien sûr, il fait nuit même à New York. Mais c'est curieux, personne n'a l'air de s'en apercevoir. Alors si vous avez besoin d'une cure d'insomnie, une seule solution : un vol quotidien TWA pour prendre des forces et vous détendre agréablement, puis un hôtel bien placé où poser confortablement

vos valises pendant 7 nuits. Ensuite, ce que vous ferez de votre temps est une affaire entre New York et vous. Ce que nous pouvons vous garantir, c'est que vous n'aurez jamais envie de dormir. Le prix d'une semaine inoubliable sans une

seconde d'ennui ? 4.105 F l'aller-retour Paris-New York et 770 F l'hôtel. Il n'y a que TWA pour vous souhaiter ainsi "bonnes nuits". Consultez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

TWA

Transporteur officiel L'ÉVÉNEMENT.

* Validité du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985. Prix par personne en chambre double. Licence N° A703.

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

La Bankers Trust ramène son taux de base de 12,75 % à 12,25 %

La Bankers Trust, dixième banque des États-Unis, a, lundi 15 octobre, ramené son taux de base (*prime rate*) de 12,75 % à 12,25 %.

Son exemple n'a pas été suivi, pour l'instant, par les autres établissements qui, le 27 septembre dernier, avaient abaissé le leur de 13 % à 12,75 %, première réduction d'ensemble depuis février 1983. Le processus de diminution des taux d'intérêt américains, amorcé à la fin de septembre, se poursuit, grâce, en partie, à la politique plus accommo-

dante menée par les autorités monétaires, qui alimentent plus généreusement le marché en liquidités. Cet assouplissement, conjugué avec un ralentissement de l'expansion au troisième trimestre, a réduit la tension sur les taux à court terme entre banques, revenus, en deux mois, de 12 % à 10,5 %.

Le coût des ressources des banques américaines a également fléchi, les certificats de dépôts à trois mois, passant, en quinze jours, de 11 1/4 % à 10 1/2 %.

EN BELGIQUE

Un projet de loi prévoit la semaine de trente-huit heures dans deux ans

Dans deux ans, au plus tard, la durée légale du travail sera ramenée à trente-huit heures par semaine en Belgique, contre quarante heures actuellement, si le projet de loi examiné par le gouvernement le 15 octobre est adopté par le Parlement, comme il est vraisemblable.

En contrepartie de cette diminution du temps de travail, les employeurs obtiennent divers assouplissements de la législation sur l'emploi, l'aménagement de la durée du travail, et le gouvernement espère que la mesure se traduira par des embauches. Le syndicat FGTEB (Fédération générale des travailleurs de Belgique) s'est toutefois déclaré opposé à ce dispositif et les partenaires sociaux n'ont dès lors pu élaborer un accord interprofessionnel.

Désormais, le temps de travail sera calculé sur une base annuelle, et non plus quotidienne ou hebdomadaire, dans la limite, toutefois, de neuf heures par jour et quarante-cinq heures par semaine. Les entreprises de services « ayant des travaux urgents à effectuer sur des machines » pourront bénéficier de dérogations avec, là encore, un plafond de onze heures par jour et de cinquante heures par semaine. Les nouveaux embauchés pourront être pris à l'essai de six à douze mois, contre trois à six mois précédemment. Les employeurs pourront également, dans certains cas, étaler sur plusieurs mois le paiement des indemnités de licenciement. Seule contrainte nouvelle : les chefs d'entreprise devront verser une contribution de 2 % de leurs bénéfices au fonds de l'emploi.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-UL	3,6370 3,6385	+ 25 + 50	+ 15 + 55	+ 200 + 30
S. can.	1,2483 1,2510	- 91 - 50	- 169 - 123	- 499 - 371
Yen (100)	3,5640 3,5670	+ 167 + 383	+ 312 + 337	+ 887 + 929
DM	3,6623 3,6645	+ 148 + 125	+ 248 + 226	+ 747 + 807
FFr (100)	1,7177 1,7189	+ 115 + 125	+ 215 + 231	+ 683 + 655
F.S.	15,1728 15,1787	+ 4 + 79	+ 24 + 134	+ 76 + 230
L.1 (100)	3,7418 3,7438	+ 183 + 282	+ 356 + 381	+ 1001 + 1077
L.1 (1000)	4,9771 4,9799	- 215 - 189	- 422 - 383	- 1256 - 1144
L.1 (10000)	11,5548 11,5562	+ 28 + 70	+ 28 + 114	+ 145 + 374

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 3/8	10 3/4	10 1/2	10 7/8	10 5/8	11	11 1/8	11 1/2
SE-UL	5 7/16	5 13/16	5 7/8	5 7/8	5 1/2	5 3/4	6 1/8	6 1/8
DM	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6 1/4	6 3/8	6 3/16	6 9/16
FFr (100)	10 3/8	11 3/8	10 3/4	11 3/8	10 3/4	11 3/8	10 15/16	11 1/2
F.S.	2 1/8	3 1/8	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/4	5 1/4	5 5/8
L.1 (100)	15 3/8	16 1/2	15 1/4	16 1/2	15 1/2	16 1/4	16 1/4	16 5/8
L.1 (1000)	10 1/2	10 7/8	10 3/4	10 15/16	9 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/4
F. franc	11	11 1/2	10 3/4	11 3/4	11	11 1/2	11 3/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 663-12-86

Vente s/ sais. Imm. Pal. de Just. Bologny
mardi 30 octobre 1984 à 13 h 30
UN PAVILLON
à NOISY-LE-GRAND (93)
5, avenue de l'Etoile
MISE A PRIX : 60 000 F
S'adr. M. Guy BOUDRIOT, avocat à la Cour, 55, bd. Malesherbes, Paris 8 - Tél. : 522-04-36
04-36. Visites s/ place le 26 octobre de 11 h à 12 h

Vente s/ sais. Pal. Just. Pontoise (95), 25 oct. 1984, à 14 h
BIENS ET DROITS IMMOBILIERS dépendant d'un ensemble immobilier à DOMONT (95) consistant en un **APPARTEMENT** au 3^e étage, bâtiment F, cage 4 - 4 Pcs type AB avec cave. Consign. pour ench. 25 000 F (chèques certifiés bancaires). Renseignements : 29, rue P.-Budin à Pontoise (95) Tél. : 032-31-62

Vente s/ sais. Pal. Just. Pontoise (95) 25 oct. 1984 à 14 heures
APPARTEMENT A GONESSE (95)
4 Pcs et Cave
M. à P. : 60 000 F - Consign. 25 000 F (ch. cert. Banque) - Rens. : 29, rue Pierre-Budin à Pontoise (95) Tél. : 032-31-62

Vente sur sais. Pal. Just. Pontoise (95) 25 octobre 1984 - 14 heures.
PAVILLON à BESSANCOURT (95), M. à px 70 000 F
Compr. cuis., s/s, en L. chamb., s. de bains, garage, cave et jardin.
48-50, avenue de la République. Consign. 25 000 F (ch. cert. Banque)
Rens. M. BUISSON, avocat 29, rue P.-Budin à Pontoise (95) Tél. 032-31-62

Vente sur sais. Imm. au Palais de Justice de BOBIGNY
le MARDI 30 OCTOBRE 1984, à 13 h 30 - UN LOT
UN APPARTEMENT DE 4 P. à NEUILLY S/MARNE (93)
Rue d'Anjou, sans n. au 6^e ét., esc. 11, bdt. KARA et CAVE
et UN EMPLACEMENT pour voiture, au niveau intermédiaire, à NEUILLY-SUR-MARNE (93), 2 à 12, rue de Suffren et avenue de l'Île-de-France, sans numéro
MISE A PRIX : 100 000 F. S'adr. M. Guy BOUDRIOT
avocat à la Cour, 55, bd. Malesherbes 75008 Paris - Tél. : 522-04-36
Sur place pour visiter, le 25 octobre 1984, à 14 heures

AUX PHILIPPINES

LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DES CHANGES DANS L'ATTENTE DES CRÉDITS DU FMI.

Le peso philippin a perdu, lundi 15 octobre, plus de 8 % de sa valeur par rapport au dollar. Cette chute est la conséquence directe de la décision, annoncée samedi par le président Marcos, de laisser flotter le peso - la monnaie philippine en même temps qu'une série d'autres mesures économiques destinées à accompagner l'octroi aux Philippines d'un crédit *standby* de 650 millions de dollars par le Fonds monétaire international.

M. Marcos a présenté un programme économique « vigoureux et discipliné » pour les quinze prochains mois, défini dans une lettre d'intention du gouvernement philippin, qui devra être soumise prochainement au conseil d'administration du FMI. Parmi ces mesures figurent notamment l'adoption de nouvelles taxes ainsi qu'une augmentation des impôts sur le revenu afin de réduire le déficit budgétaire de l'Etat.

Le FMI avait accordé en principe, le 12 octobre, le crédit demandé par les autorités de Manille à condition que les Philippines s'entendent avec les banques étrangères étrangères sur le rattachement des dettes. Dans l'attente du prêt de l'institution internationale, les Philippines devraient prochainement recevoir un crédit-relais d'un montant total de 80 millions de dollars de la part des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud.

Les négociations avec les 483 banques étrangères sont entrées « dans leur phase active ». Manille espère obtenir des nouveaux crédits pour un montant de 1,65 milliard de dollars. - (AFP-UP).

ARGENTINE

● Billets de 5 000 et 10 000 pesos. - L'inflation persistante en Argentine a contraint les autorités monétaires à émettre des billets de 5 000 et 10 000 pesos (40 et 80 dollars) qui seront mis en circulation prochainement, à 4 ou 5 ans après le 15 octobre à Buenos-Aires. Le billet d'un montant le plus élevé actuellement en circulation est de 1 000 pesos (environ 8 dollars). - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

● Productivité : + 2,9 % en 1983. - La productivité des entreprises privées américaines a augmenté de 2,9 % en 1983, soit le taux le plus important enregistré depuis 1977. L'étude du département du commerce tient compte non seulement de l'augmentation de production par travailleur, mais également de toute hausse de production par travailleur, mais également de toute hausse de production résultant d'un meilleur équipement du travail, grâce à des investissements. En excluant le secteur agricole la productivité a progressé de 3,6 en 1983, de 4,6 % pour les seules industries manufacturières. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

● Production industrielle au plus bas niveau depuis 1982. - La production industrielle britannique est retombée en août au plus bas niveau enregistré depuis la fin de 1982, à cause principalement des effets de la grève des mineurs, actuellement entrée dans sa trentième semaine. Selon l'Office central de la statistique, cette production aurait probablement été, sans la grève, à peu près stationnaire depuis le début de 1984. Toutefois l'industrie manufacturière s'est redressée en août de 0,9 %, effaçant la baisse du même ordre observée en juillet, de sorte que, pour les trois derniers mois (juin à août), elle a progressé de 0,4 % sur le trimestre précédent et de 2 % sur le trimestre correspondant de 1983. - (AFP.)

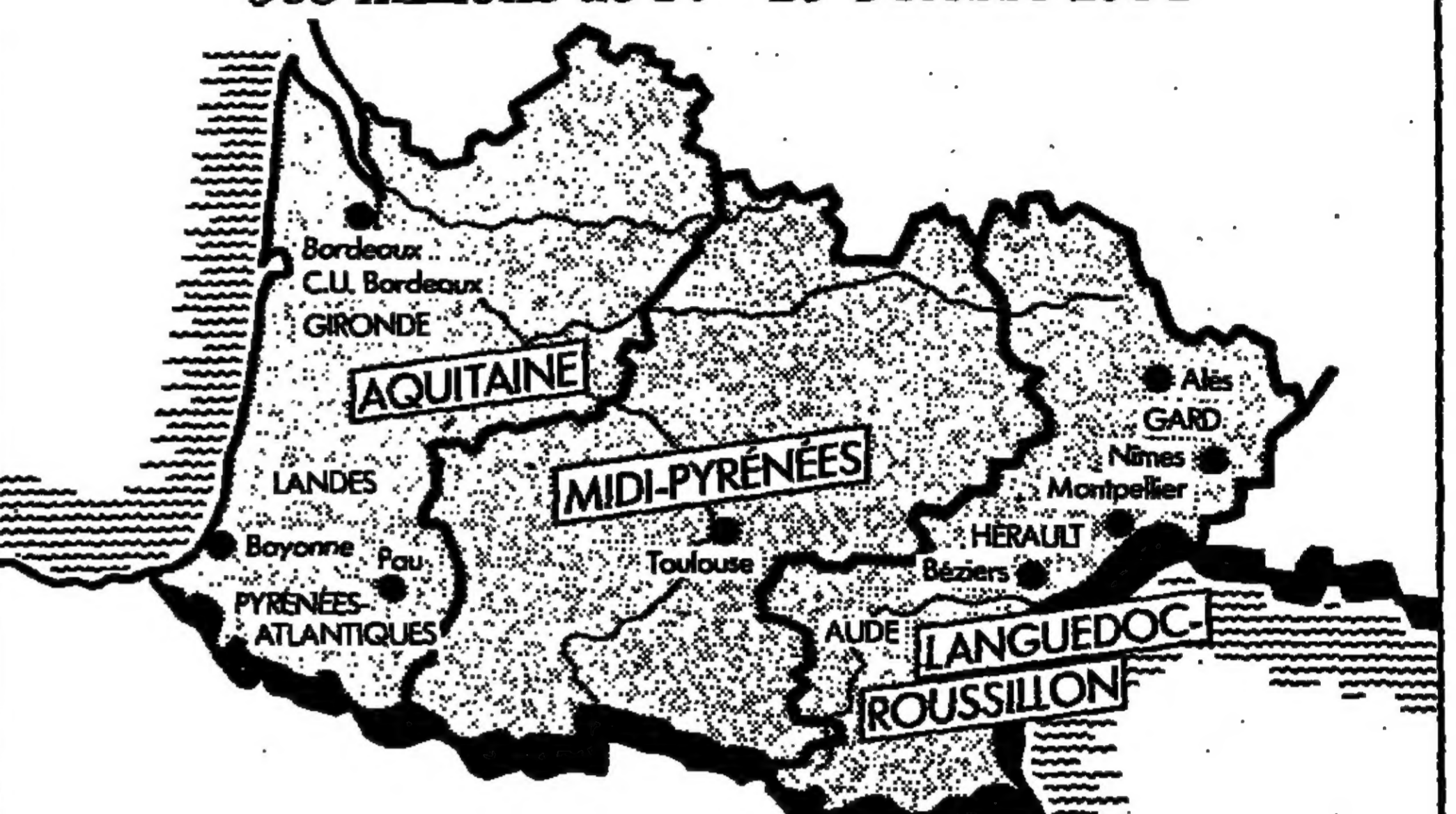
INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations : Schuppsstraat 177 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/222.07.58 - Belgique

JAMBORÉE MONDIALE 1937 et 1947
badges et insignes
Bernard B. Miller, 565 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GRAND SUD-OUEST

565 millions de F. - 15 Octobre 1984



13,10 %

Émission de 113.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair. Jouissance, règlement : 29 octobre 1984.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 13,10 %

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (voir C.O.B. n° 84-245 du 5.10.84) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.



Avec le concours de la CAECL

18 Collectivités du Grand Sud-Ouest se groupent pour émettre cet emprunt :

RÉGIONS : Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
DÉPARTEMENTS : Aude - Gard - Gironde - Hérault - Landes - Pyrénées-Atlantiques
COMMUNAUTÉ URBAINE de Bordeaux
VILLES : Alès - Bayonne - Béziers - Montpellier - Nîmes - Pau - Toulouse

OFF-Omnium
Financier de Paris



COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Le conseil d'administration de l'OFF-Omnium financier de Paris, réuni le 11 octobre 1984, a examiné la situation provisoire de la société (maison mère) au 30 juin 1984.

Le bénéfice net après impôt s'établit à 19,7 MF, contre 69,7 MF pour le même semestre de l'exercice précédent. La réduction provient du fait qu'une plus-value avait été dérogée en 1983 tandis que, en 1984, une nouvelle provision a été constituée sur le groupe AMREP, venant compléter celle constituée fin 1983.

Pour le deuxième semestre 1984, le bénéfice récurrent sera, comme en 1983, sensiblement supérieur à celui du premier semestre, si bien qu'au total le bénéfice de la mission mère doit être, pour l'ensemble de l'année, de l'ordre de 100 MF après que tous les engagements de l'OFF sur le groupe AMREP auront été complètement provisionnés.

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 octobre 1984, sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, pour procéder à l'examen des comptes de l'exercice 1983-1984.

Le résultat des opérations courantes s'élève, avant impôt, à 57 250 000 francs contre 55 260 000 francs pour l'exercice précédent. L'essentiel en est constitué par les revenus du portefeuille qui ont atteint 58 914 000 francs contre 55 974 000 francs en 1982-1983.

Compte tenu du solde de la balance des plus et moins-values en capitaux qui s'établit à 9 600 000 francs, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 49 987 000 francs contre 59 276 000 francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'Assemblée générale, qui sera convoquée pour le 27 novembre prochain, de répartir aux actions une somme globale de 41 034 000 francs contre 54 573 000 francs au titre de l'exercice 1982-1983.

Le dividende correspondant serait de 30,50 francs contre 29 francs pour l'exercice précédent. Il s'y ajouterait un avoir fiscal de 15,25 francs. Le revenu global serait ainsi de 45,75 francs.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, il sera proposé aux actionnaires qui le souhaiteront d'opter pour le paiement du dividende en actions de la Compagnie. Le détail d'option serait de trois semaines à compter de la date de l'Assemblée.

Les actionnaires seront enfin invités à compléter le Conseil en faisant appel à M. Antoine Jeanouart-Galligani, directeur général de la Banque Indosuez.

Le Conseil a, en outre, décidé de convoquer, le même jour, une Assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé de modifier un certain nombre d'articles des statuts pour les mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions légales.

COGIF
Compagnie d'investissements français immobiliers

An cours de sa séance du 11 octobre 1984, le Conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1984.

Le bénéfice au 30 juin 1984, hors indemnités compensatoires dues au titre de la garantie de l'Etat et hors plus-values sur cessions, ressort à 33 153 000 F.

Les recettes nettes du premier semestre 1984 ont progressé de 8,1 %. Les charges ont augmenté dans des proportions plus importantes, en raison principalement de l'imposition à la taxe foncière de la plupart des immeubles d'habitation du fait d'une disposition de la dernière loi de finances.

Le taux moyen d'occupation des appartements se maintient à un niveau très élevé. En ce qui concerne les locaux de bureaux et les locaux commerciaux, ils sont tous loués.

C.A.M.I.F.

Conformément aux prescriptions du décret n° 83-839 du 2 mai 1983 et à la lettre du ministre de l'économie et des finances du 25 mai 1984, la « dématérialisation » des parts de la Société coopérative de consommation des adhérents de la mutuelle assurance des instituteurs de France prévue par la loi du 30 décembre 1981 s'effectuera par :

- inscription au jour le jour en comptabilité des opérations portant sur le capital social ;

- tenue d'un fichier contenant les noms, prénoms, adresse de chaque des adhérents avec attribution d'un numéro d'identification.

A compter du 3 novembre 1984, il ne sera plus distribué de certificats de parts, mais vous pourrez demander à la C.A.M.I.F. une attestation mentionnant le nombre de parts et les sommes figurant sur votre compte.

Précision mécanique
labinal

Le bénéfice net de la société Précision mécanique Labinal pour le premier semestre 1984 s'élève à 9,81 MF contre 10,58 MF au 30 juin 1983.

Le bénéfice net consolidé du groupe Précision mécanique Labinal pour la même période ressort à 27,88 MF, soit de celui enregistré au cours du premier semestre 1983, qui était de 29 MF.

La baisse d'activité subie par la Division aéronautique électronique a entraîné une diminution du bénéfice d'exploitation, presque totalement compensée par la sensible réduction des frais financiers.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Pratiquer l'anglais à
MALTE
au soleil de la Méditerranée
Logement en famille, appartements ou hôtels en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées toute l'année.
Brochure gratuite Club AS 508.94.59
10, rue St-Marc 75002 Paris

مكتبة الأصيل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 octobre

Tassement

Très résistante ces derniers temps, la Bourse de Paris a quelque peu fléchi mardi. Dès l'ouverture, l'indice Cote 30 a perdu 12 points, soit 0,5 %.

Après une séance d'attente, l'indice a rebondi de 12 points, soit 0,5 %.

Cette baisse est relativement limitée. Mais, de l'avis des boursiers, elle traduit le malaise qu'a créé la publication de données statistiques pour septembre sur les ventes d'automobiles. Ces statistiques ont montré que les ventes ont baissé de 1,4 % par rapport au mois précédent, juste le salon. Sans doute, mais ce n'est pas ainsi que les opérateurs les ont reçues. Peut-être, qui tire le mieux son épingle du jeu, a perdu 1,4 %.

La devise-titre s'est un peu repliée et s'est échangée entre 10,75 F et 10,79 F contre 10,74 F/10,82 F.

Légère reprise de l'or à Londres : 339,75 dollars l'once contre 338,65 dollars.

A Paris, le lingot a gagné 250 F à 104 500 F et le napoléon 2 F à 611 F.

Le volume des transactions a diminué : 12,21 millions de francs contre 14,54 millions.

NEW-YORK

16 octobre

Forte reprise

Déjà mieux orienté à la fin de la semaine écoulée, le marché de New-York a fortement accusé sa progression mardi. Malgré quelques dégonflements de dernière minute, l'indice des industriels a gagné 12,26 points, soit 1,22 %.

Le bilan de la journée a été très bien illustré de redressement. Sur 1 980 valeurs traitées, 1 012 ont monté, 532 ont baissé et 436 n'ont pas varié.

Deux nouvelles ont été à l'origine de cette hausse : la décision prise par la Bankers Trust d'abandonner son "prime rate" de 12 3/4 % à 12 1/4 %, les ventes d'automobiles plus fortes que prévu en octobre.

Autour du Big Board, les investisseurs avaient le sourire et n'ont pas cherché à analyser ces informations dans le détail.

Aucune grande banque américaine n'a encore suivi l'exemple donné par la Bankers Trust, et les résultats des firmes de Detroit sont irréguliers. A cause d'une grave, les ventes de GM ont même baissé. Mais tous n'ont voulu retenir que l'aspect positif de l'indicateur économique.

De l'avis des analystes, ce mouvement de reprise a quelques chances d'être durable si d'ici là la baisse du dollar de l'argent se généralise.

L'activité est restée modérée, et 87,59 millions de titres ont changé de mains, contre 92,19 millions.

La devise-titre s'est un peu repliée et s'est échangée entre 10,75 F et 10,79 F contre 10,74 F/10,82 F.

Légère reprise de l'or à Londres : 339,75 dollars l'once contre 338,65 dollars.

A Paris, le lingot a gagné 250 F à 104 500 F et le napoléon 2 F à 611 F.

Le volume des transactions a diminué : 12,21 millions de francs contre 14,54 millions.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PECHINEY. - Au vu des comptes consolidés du premier semestre 1984, la société fait état d'un bénéfice net (par le groupe) de 307,5 millions de francs, contre un déficit net de 684,3 millions de francs, à la clôture de l'exercice 1983.

La structure comptable pour le premier semestre 1984 est la suivante :

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 20 déc. 1983)
Cote 30 : 12 oct. 15 oct.
1118,3 1118,3
Cote 30 : 12 oct. 15 oct.
1118,3 1118,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Euros achetés de 16 oct. 11/14/84
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 oct. 15 oct. 16 oct.
1 dollar (en yen) 246,95 249,85

BOURSE DE PARIS Comptant

16 OCTOBRE

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	25 80	0 132	Edenat-Meuse	475	490	SCAC	115	115	100	100	100	100	100	100
4 %	26 80	0 132	Edenat	485	495	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
5 %	27 80	0 132	Edenat	495	505	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
6 %	28 80	0 132	Edenat	505	515	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
7 %	29 80	0 132	Edenat	515	525	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
8 %	30 80	0 132	Edenat	525	535	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
9 %	31 80	0 132	Edenat	535	545	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
10 %	32 80	0 132	Edenat	545	555	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
11 %	33 80	0 132	Edenat	555	565	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
12 %	34 80	0 132	Edenat	565	575	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
13 %	35 80	0 132	Edenat	575	585	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
14 %	36 80	0 132	Edenat	585	595	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
15 %	37 80	0 132	Edenat	595	605	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
16 %	38 80	0 132	Edenat	605	615	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
17 %	39 80	0 132	Edenat	615	625	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
18 %	40 80	0 132	Edenat	625	635	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
19 %	41 80	0 132	Edenat	635	645	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
20 %	42 80	0 132	Edenat	645	655	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
21 %	43 80	0 132	Edenat	655	665	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
22 %	44 80	0 132	Edenat	665	675	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
23 %	45 80	0 132	Edenat	675	685	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
24 %	46 80	0 132	Edenat	685	695	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
25 %	47 80	0 132	Edenat	695	705	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
26 %	48 80	0 132	Edenat	705	715	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
27 %	49 80	0 132	Edenat	715	725	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
28 %	50 80	0 132	Edenat	725	735	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
29 %	51 80	0 132	Edenat	735	745	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
30 %	52 80	0 132	Edenat	745	755	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
31 %	53 80	0 132	Edenat	755	765	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
32 %	54 80	0 132	Edenat	765	775	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
33 %	55 80	0 132	Edenat	775	785	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
34 %	56 80	0 132	Edenat	785	795	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
35 %	57 80	0 132	Edenat	795	805	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
36 %	58 80	0 132	Edenat	805	815	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
37 %	59 80	0 132	Edenat	815	825	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
38 %	60 80	0 132	Edenat	825	835	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
39 %	61 80	0 132	Edenat	835	845	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
40 %	62 80	0 132	Edenat	845	855	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
41 %	63 80	0 132	Edenat	855	865	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
42 %	64 80	0 132	Edenat	865	875	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
43 %	65 80	0 132	Edenat	875	885	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
44 %	66 80	0 132	Edenat	885	895	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
45 %	67 80	0 132	Edenat	895	905	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
46 %	68 80	0 132	Edenat	905	915	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
47 %	69 80	0 132	Edenat	915	925	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
48 %	70 80	0 132	Edenat	925	935	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
49 %	71 80	0 132	Edenat	935	945	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
50 %	72 80	0 132	Edenat	945	955	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
51 %	73 80	0 132	Edenat	955	965	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
52 %	74 80	0 132	Edenat	965	975	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
53 %	75 80	0 132	Edenat	975	985	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
54 %	76 80	0 132	Edenat	985	995	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
55 %	77 80	0 132	Edenat	995	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
56 %	78 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
57 %	79 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
58 %	80 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
59 %	81 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
60 %	82 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
61 %	83 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
62 %	84 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
63 %	85 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
64 %	86 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
65 %	87 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
66 %	88 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
67 %	89 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
68 %	90 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
69 %	91 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
70 %	92 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
71 %	93 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
72 %	94 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
73 %	95 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
74 %	96 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
75 %	97 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
76 %	98 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
77 %	99 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
78 %	100 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
79 %	101 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
80 %	102 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
81 %	103 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
82 %	104 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
83 %	105 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
84 %	106 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
85 %	107 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
86 %	108 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
87 %	109 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
88 %	110 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
89 %	111 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
90 %	112 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
91 %	113 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
92 %	114 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
93 %	115 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
94 %	116 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
95 %	117 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
96 %	118 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
97 %	119 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	100	100	100	100
98 %	120 80	0 132	Edenat	1000	1000	Servat	115	115	100	100	1			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- MANGER : « Avec le tiers-monde, et non plus pour lui », par Menotti Bottazzi ; « FAVORISER l'autonomie alimentaire », par Gérard Viretelle.
- Letras au Monde.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : La visite de M. Kadar à Paris.
- 3-4. EUROPE : EL SALVADOR : le processus de paix est engagé.
- BOLIVIE : il n'y a plus de viande, plus de pain, plus de riz, plus de coca...
6. PROCHE-ORIENT : 6-7. ASIE : AFGHANISTAN : « Les résistants de l'an V » (III), par Olivier Roy.

POLITIQUE

8. A l'Assemblée nationale : ouverture de la discussion budgétaire.
9. Le débat au sein de la gauche.

DOSSIER

10. Le point sur... le mode de scrutin.

SOCIÉTÉ

11. Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon et l'« effet Le Pen » dans la police.
12. La messe de saint Pie V à nouveau autorisée.
12. Un nouveau système scolaire ?
- Echecs.

CULTURE

16. THÉÂTRE : Ghetto, par Peter Zadek, à Berlin.
- 19-20. COMMUNICATION : le « quart d'heure de M. Fabius » et sa réponse ; la France et le Luxembourg signent un accord pour l'exploitation de TDF-1.

ÉCONOMIE

31. AFFAIRES : L'Europe des télécommunications franchit une nouvelle étape.
32. SOCIAL : La fin du rêve électronique à Lannion.
33. AGRICULTURE : La restructuration de l'industrie laitière.
34. ÉTRANGER : TRANSPORTS.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS SERVICES (14) :

- « Vie associative » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
- Annonces classées (21 à 29) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (35).

Le numéro de « Monde » daté 16 octobre 1984 a été tiré à 496 424 exemplaires (Publicité)

Mach. écrire. Canon S. 60 dispon. chez Duriez

2,7 kg. Mémoire 2000 caract. 2730 F TTC Option : 6 écritures différentes • 112 bd St Germain.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS A partir de 500 F

COSTUMES ET PARDESSUS MESURE A partir de 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION 3 000 pièces

Luxeuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

L'évêque anglican Desmond Tutu prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix a été attribué, mardi 16 octobre, à Mgr Desmond Tutu, l'évêque noir sud-africain qui dirige depuis 1978 le Conseil sud-africain des Eglises et qui consacre l'essentiel de son énergie à la lutte contre l'apartheid.

Le pèlerin de la lutte contre l'apartheid

Johannesbourg. — « Je suis un homme de paix, mais pas un pacifiste », aime à dire l'évêque noir anglican Desmond Tutu. Après vingt-trois ans de sacerdoce et de lutte contre le régime de l'apartheid, l'ancien évêque du petit royaume du Lesotho voit ainsi consacrer son combat en faveur de la majorité noire.

En mai 1976, devenu doyen de la cathédrale anglicane de Johannesburg, il lança à l'adresse du gouvernement « un dernier avertissement », depuis maintes fois répété : « Vous provoquez les Noirs au-delà du supportable. Voulez-vous nous réduire au désespoir ? Des gens poussés à bout en viendront à employer des moyens désespérés. Nous sommes libres un jour, vraiment libres, tous, Blancs et Noirs, dans une Afrique du Sud libre. Rien, je répète, rien n'arrêtera notre libération... Nous ne voulons pas de violence, nous ne voulons ni la mort ni la destruction. Nous voulons la paix, la justice, l'ordre. Nous sommes des êtres humains et nous croyons que vous en êtes aussi... Je vous en prie, au nom de Dieu, ne nous poussez pas au désespoir. »

Cette profession de foi, credo d'un apôtre de plus en plus actif et engagé contre la ségrégation, l'évêque Desmond Tutu l'a lancée à travers le monde entier, qu'il parcourt sans cesse avec son bâton de pèlerin anti-apartheid.

Fils d'instituteur, Desmond Tutu est né le 7 octobre 1931 dans la cité noire proche de Klerksdorp (province du Transvaal). Sa jeunesse fut celle de tous les enfants noirs qui tentent d'acquiescer l'ordonne de la famille en vendant quelques babioles et en louant leurs services aux Blancs. En 1953, il obtient un diplôme d'enseignement au collège bantou de Pretoria, puis entre quelques années plus tard au séminaire de Johannesburg. Il devient prêtre à l'âge de trente ans.

Au cours d'un premier séjour en Angleterre, il passe avec succès sa maîtrise de théologie ; il retourne peu après dans ce pays pour devenir

LE CARDINAL PAOLO MARELLA EST MORT

Le cardinal Paolo Marella est mort, lundi 15 octobre, à Rome, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Le cardinal, archevêque émérite de Saint-Pierre depuis sa retraite en 1973, occupa pendant de nombreuses années la présidence du secrétariat romain pour les religions non chrétiennes.

« La démocratie chrétienne bolivienne quitte le gouvernement. — Le président social-démocrate, M. Hernán Siles Zuazo, n'est pas parvenu à convaincre les quatre ministres démocrates chrétiens membres de son gouvernement de prolonger leur participation à la coalition de gauche, qu'il dirige depuis octobre 1982. La DC évoque, pour justifier son retrait, son désaccord profond avec le Parti communiste, qui compte deux ministres, sur la politique économique du pays. »

« Les représentations du spectacle d'Eddy Mitchell au Palais des sports à Paris, qui devaient reprendre ce mardi 16 octobre, sont reportées au jeudi 18 octobre, en raison de l'état de santé du chanteur. »

MICHEL BOLE-RICHARD

en vrai bois nos éléments

Avec nos ensembles (en lot) toutes les combinaisons sont possibles :

- rangement, armoires, bibliothèques, dressings, secrétaires, aléphas.
- Style ou contemporain, toutes essences.

CAPELOU 37 Av. de la République - PARIS 71 - Métro: Parmentier - Tél. 357.46.35

L'IFC INTERNATIONAL et le CECELE organisent une réunion d'information

37, quai de Grenelle, PARIS 15 le 18 OCTOBRE à 18 heures.

sur deux formations qualifiantes dans le domaine international :

- BTS de commerce international
- Gestion des opérations Import/Export

(des modalités d'inscription et des conditions de la réunion)

Week-end à Vienne en Concorde

Départ le 26 octobre

Retour sur ligne régulière le jour de votre choix

Vol A.R. + Hôtel★★★★

à partir de 2 990 F

AIRCOM 93, rue de Monceau 75008 Paris, tél. : 522-86-46

Les négociations chez Renault

OBJECTIF DE LA DIRECTION DE LA RÉGIE : 6 000 PERSONNES EN PRÉRETRAITE

La première rencontre, le 15 octobre, entre les organisations syndicales et la direction de la régie Renault, dans le cadre des négociations sur le plan social et l'emploi, a seulement donné lieu à un échange de vues et a permis de fixer un calendrier de réunions. M. Michel Praderie, directeur adjoint de la régie Renault, se retrouveront les 23 et 31 octobre, puis le 6 novembre. Le 30 octobre, lors d'un comité central d'entreprise, la direction présentera un projet de convention FNE sur des mises en préretraite en 1985, qui s'ajoutent aux 3 500 suppressions d'emplois (pré-retraites ou aides au retour) déjà en cours. Il y a 8 500 personnes de cinquante-cinq ans et plus à la Régie ; avec un taux de volontaires de 70 %, 6 000 personnes pourraient être concernées.

L'objectif de la direction serait, dans un premier temps, de définir les conditions de mobilité géographique pour 4 000 à 5 000 personnes, puis de préciser les modalités du reclassement ou de formation rendue nécessaire pour répondre aux besoins des services de l'automobile. Une commission paritaire consultative sera mise en place pour examiner l'avenir de ces métiers.

Pour M. Hancou, PDG de la régie Renault, il s'agit d'aboutir à un accord-cadre avec les syndicats, qui fixerait en quelque sorte les règles du jeu. M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de l'usine de Boulogne-Billancourt, a, de son côté, présenté les conditions de son organisation pour parvenir à un accord : « Définition de l'ensemble des effectifs du groupe à la fin du processus, nécessité de créer des activités nouvelles, mobilité géographique sur la base du volontariat, mobilité professionnelle assortie de garanties afin que les intéressés bénéficient d'une classification et d'une rémunération supérieure. »

Enfin, M. Fournier a indiqué, à l'issue de la réunion, que la direction des usines de Billancourt avait reporté la période de fermeture pour chômage technique prévue entre Noël et le jour de l'An — qui fera l'objet d'une négociation.

« Creusot-Loire : l'occupation des gares s'étend en Bourgogne. — Deux groupes de manifestants de Creusot-Loire sont partis le 16 octobre de la gare du TGV à Montchanin, vers 10 h 30, respectivement vers Mâcon, en vue de rencontrer le préfet de Saône-et-Loire, et vers Chalon-sur-Saône. Dans cette dernière ville et à Chagny, des manifestations de Creusot-Loire ont bloqué en fin de matinée le trafic ferroviaire. »

Alors que 1 500 à 2 000 personnes continuent à occuper la gare du TGV à Montchanin, une délégation d'une centaine de personnes est partie à bord de deux autocars vers la préfecture de Mâcon pour demander au préfet, a indiqué M. Antoine Tripodi (CGT-Métaux du Creusot), au nom de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, que « se poursuive la réunion tripartite qui a été interrompue la nuit dernière à Paris. »

LA CRISE MUNICIPALE DE BREST

Ceux qui spéculent sur ma démission se trompent déclare le maire De notre correspondant

Brest. — Après le soutien reçu, la veille, des instances départementales du RPR du Finistère, M. Jacques Berthelot (RPR), maire de Brest, est apparu lundi 15 octobre plus décidé que jamais. « Je me fiche des attaques, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Je suis maire jusqu'en 1989 avec mon équipe et notre programme. Le reste est de l'échec et du vent. » M. Berthelot a qualifié d'« injures » les accusations portées contre lui par M.M. Cousin et Gil, les adjoints contestataires qui viennent de démissionner du RPR. Il a rappelé qu'il avait invité dans sa ville non pas M. Fabius, mais le chef du gouvernement français. Le premier ministre a décliné l'invitation, a d'ailleurs fait savoir M. Berthelot.

Quant au reproche d'« autoritarisme » qui lui est fait, le maire de Brest l'écarte. Il estime qu'il est « un des maires qui détiennent le plus leurs pouvoirs en France ». Politiquement, M. Berthelot se considère en position de force. « Le RPR, a-t-il déclaré, me soutient, le CDS aussi. M. Lombard, président de la communauté urbaine, et ses amis se sont prononcés pour moi. Et une majorité avec laquelle je vais continuer l'application de notre programme. Ceux qui spéculent sur ma démission se trompent. Le maire compte sa majorité une fois par an, au moment du budget et pas ailleurs. »

A propos de la fiscalité locale

enfin, que M.M. Cousin et Gil jugent trop lourde pour les Brestois (1), M. Berthelot a souligné que « c'est le résultat d'un budget voté par la majorité pour sponger le passif de la gauche ». « Nous allons à l'avenir réduire les dépenses », a-t-il ajouté. Samedi 13 octobre en réunion de conseil de communauté urbaine, M. Lombard (UDF), président communautaire, avait, de son côté, annoncé une pause fiscale en 1985.

(1) La part communale a augmenté, à Brest, pour l'année 1984, de 33 %, ce qui se traduit sur les familles d'impôt par une hausse de 23 %.

« M. Fabius ne se rendra pas à Brest », dans l'immédiat. — Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a fait savoir au maire de Brest, M. Jacques Berthelot (RPR), qu'il ne pourra « malheureusement » pas donner une suite positive à son invitation « dans l'immédiat ».

Préoccupé par les problèmes d'emploi qui affectent la réparation navale, M. Berthelot avait convié, le mois dernier, M. Fabius à venir examiner la situation sur place. Dans la lettre qu'il a adressée au maire de Brest et qui a été rendue publique le lundi 15 octobre, M. Fabius indique qu'il a transmis « les éléments énoncés » par M. Berthelot à M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Sur le vif Politique-spectacle

Vous savez à quoi il passe ses soirées, ce pauvre Reagan, en attendant son prochain débat télévisé avec Mondale ? A faire des essais de maquillage sous les yeux effoies de ses conseillers : ce fard à joue, il souligne vos cernes... Il faudrait un peu plus de fard de teint sur la paupière gauche... Tout ça parce que, au lendemain du premier face-à-face, les Américains, très embêtés, ont découvert que le merveilleux comédien qui joue le président dans un super-féuteton intitulé *Maison Blanche* accusait terriblement son âge. Ils l'ont trouvé fatigué, vieilli, tapé, et ils ont commencé à se poser des questions. Si encore il mourait brusquement comme le père Ewing dans « Dallas », ça serait du suspense, des rebondissements, on ne s'ennuierait pas, mais de le voir se racroquer, sa réaction, soit après soit, sous leurs yeux attristés, merci bien, mais non merci.

La politique-spectacle, c'est ça, c'est la question que chacun se pose tout bas en regardant le duo Mondale-Ferraro. Est-ce que ça finira par un double divorce et un remariage ? C'est la férocité avec laquelle la presse canadienne a accueilli la reine d'Angleterre lors de son dernier voyage, ça a été la curée. On l'a traitée de vieille femme, moche, vulgaire, mal foutue, mal fagotée, avec des varices plein les

jambes et du rouge à lèvres plein le menton. Au fond, on lui en voulait de ne pas rassembler à l'adorable maman de l'abominable JR. C'est la nouvelle coiffure de la princesse Diana, tenant dans ses bras le prince Harry, fiancé d'un prince Charles très ennuyé. Qu'est-ce qu'il a ? Qu'est-ce qui se passe ? Il paraît qu'il s'est enquis avec son père, le duc d'Edimbourg, et que ça l'a terriblement affecté. Diana a changé de look. Elle se met à rassembler à Linda, l'héroïne de « Dynasty ».

Vous avez vu dans le *Parisien* le portrait-robot du supermen de la politique, celui dont rêvent les Français ? Un monstre ! Avec la bouche et le nez de Charles, les yeux de Barre, les cheveux frisés de Jospin. Il n'est pas joli, joli. Pourquoi ne pas suivre l'exemple des États-Unis et prendre carrément quelqu'un du show biz ? Pour Montand, c'est répété, il a passé l'âge. Deperdu ne fait pas sérieux et Delon est trop marqué. Vous voulez que je vous dise qui je voudrais, moi, en 1988 ? Berdot. Non, non, je ne blague pas, réfléchissez, elle serait parfaite. Elle présente bien, elle parle simple, et, ça c'est très important, elle a l'air honnête. D'ailleurs c'est presque fait. Elle a déjà son buste dans les mairies.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Barre : Il ne faudra pas mener une politique de revanche en 1986

De notre correspondant régional

Saint-Pierre-en-Faenagny. — M. Raymond Barre, qui répondait à l'appel de trois mouvements d'opposition savoyards, a participé, lundi 15 octobre en soirée, à un rassemblement public dans un centre sportif copieusement garni (près de trois mille personnes). Il a présenté plusieurs propositions d'action dans la perspective d'une victoire de l'opposition en 1986. Mais on pouvait à l'évidence discerner dans les propos toujours très didactiques — de l'ancien premier ministre les contours d'un programme présidentiel.

Premier constat : il n'y a pas chez les Français de « rejet de la politique », sauf à entendre par politique « le déferlement de la démagogie, le langage qui masque la réalité ». M. Barre, tout au long de son intervention, a développé quelques idées concrètes, surtout dans le domaine économique. Les entreprises ? Il faudra « stabiliser leurs charges pendant cinq ans » en établissant de plus la détaxation des profits investis. La taxe professionnelle ? Il s'agira de la « plafonner ». Sur le plan fiscal, M. Barre souhaite faire « disparaître » la superfiscalité établie par les socialistes. Au registre des économies, il a confirmé son opposition au lancement de grands chantiers de prestige à Paris.

Sur le plan social, l'ancien premier ministre avance prudemment, même si son auditoire a applaudi la première fois — au milieu de son intervention — lorsqu'il a souhaité « la suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour les entreprises de moins de vingt salariés ». Pour les autres, il s'est déclaré en faveur de la création de « contrats à durée déterminée renouvelables ». Sa prudence dans ce domaine social se résume en une formule : « On ne va pas bousculer les droits du travail, cela provoquerait des tensions considérables ».

Conclusion de son long exposé économique : « Il faut que ça change ». — *Qu'est-ce ?* — *Je pense à aller à l'abbatist*, comme le disait dans le public : « Le plus vite possible. Comme je ne suis pas amateur de coup d'État, je pense que ce sera pour les élections législatives ».

L'ancien hôte de Matignon a fixé quelques règles à suivre en cas de victoire de l'opposition à cette échéance. « Il ne faudra pas mener une politique de revanche, de réaction, la France ne s'en remettrait pas. »

« Il faut bien gagner, c'est-à-dire massivement » : c'est à cette condition que le débat sur la cohabitation — M. Barre n'a pas employé le mot — prendra un tour nouveau. Car si l'opposition l'emporte avec une « forte » majorité, il s'agira pour le président de la République d'un « désaveu ». Ce n'est donc pas, a assuré M. Barre, aux vainqueurs d'aller « se mettre à son service ».

Les questions de la salle ont permis à l'ancien premier ministre d'affiner quelques données politiques. Ainsi, il a proposé une règle électorale « simple » : « Ceux qui arrivent derrière votent pour ceux qui sont devant ». Plus question de laisser un candidat unique de l'opposition « aller à l'abbatist », comme en juin 1981. M. Barre a fait les comptes : chaque fois qu'il y a une élection il y a, pour l'opposition un « plafond à 43 % ». Pour l'après-élection il propose un code de conduite : « Quand une majorité est formée, elle est loyale, c'est-à-dire qu'on ne tire pas sur le président ni sur le gouvernement ».

CLAUDE RÉGENT.

« Le groupe Lesieur a acquis la société Gelfinor, qui fabrique, à Saint-Auvent (Haute-Vienne), de la pâte industrielle surgelée destinée aux boulangeries. Gelfinor réalise un chiffre d'affaires de 20 millions de francs et emploie quatre-vingt personnes. »

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS à partir de 180 F HT par mois

- Réception et réexpédition du courrier ;
- Permanence téléphone / télex ;
- Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

A B C D F G H

مكتبة الأمل